La Nouvelle CRITIQUE

Les étudiants dans la lutte — *SUZANNE de BRUNHOFF*
Sur les classes moyennes — *C. ALFAND et S. VINCENT*

LE COLONIALISME

témoignages d'Aimé Césaire, Ali Yata, Truong Chinh, Tran-Duc Thao, Pierre Boiteau, Claude Roy, Mon. Laffont

et la fin du roman d'Anna Seghers

L'HOMME ET SON NOM

JANVIER 1954 — 51 — 6e ANNÉE

LA NOUVELLE CRITIQUE

COMITÉ DE RÉDACTION

Annie BESSE
Régis BERGERON
Francis COHEN
Pierre DAIX
Jean DESANTI
Jean FRÉVILLE
Victor JOANNÈS
Jean KANAPA
rédacteur en chef
Victor LEDUC
Henri LEFEBVRE
Jeanne LEVY
Boris TASLITZKY

REVUE DU MARXISME MILITANT

NOUS ne nous présentons pas au monde en doctrinaires avec un principe nouveau : voici la vérité, c'est ici qu'il faut tomber à genoux... Mais nous rattachons notre critique à la critique de la politique, à la prise de parti en politique, donc à des luttes réelles et l'y identifions.

KARL MARX.

QUAND nous appelons les écrivains et les artistes à prendre la place qui leur revient dans le grand combat pour l'émancipation humaine, nous avons conscience de défendre à la fois l'avenir de la culture et la liberté de l'artiste. Nous avons conscience de défendre sur ce plan, comme sur tous les autres, la cause de la France, que nous voulons arracher à la décadence économique, politique et intellectuelle, afin qu'elle rayonne d'un éclat nouveau à travers le monde.

MAURICE THOREZ.

Voir les conditions de vente et d'abonnement en page 4 de couverture

LES ÉTUDIANTS DANS LA LUTTE

AU cours de manifestations d'une ampleur sans précédent, les étudiants de Paris et de province viennent de montrer leur volonté qu'une autre politique soit menée à l'égard de l'Université française. Le délabrement des Facultés, les mauvaises conditions de vie et d'étude, l'insuffisance de débouchés sont, depuis des années, des problèmes laissés sans réponse par les gouvernements marshallisés. Mais le mécontentement accumulé s'est à la fin transformé en colère. L'exemple des grandes luttes populaires a montré la voie aux étudiants; ils ont suivi avec sympathie les grandes grèves d'août et les manifestations paysannes, ils ont apporté leur soutien actif aux enseignants en grève le 9 novembre, bien décidés eux-mêmes à entreprendre l'action pour que change une situation désormais intolérable.

L'évaluation la plus modeste des besoins urgents de l'Education nationale rendait indispensable une augmentation des crédits pour 1954. Pour les étudiants, cela représentait des bourses d'un taux supérieur, des repas de meilleure qualité, davantage de restaurants, la mise en route d'un programme d'équipement universitaire : c'est-à-dire, en somme, la possibilité de poursuivre les études entravées. Comment étudier correctement alors qu'on travaille pour gagner sa vie, ce qui est le cas d'au moins 30 % des étudiants ? alors qu'on fait des queues interminables devant les restaurants universitaires pour avaler un repas misérable? alors que dans les amphithéâtres bondés, il n'y a pas moyen de prendre des notes ? La politique qui entrave les études ferme aussi les débouchés. C'est en pensant à la fois à leur présent d'étudiants et à leur avenir d'intellectuels que les étudiants demandent un budget conforme aux besoins de l'Université. Telles ne furent pas les propositions budgétaires du gouvernement, acharné à la poursuite de sa politique de liquidation nationale et de course aux armements. La contradiction entre les besoins et les cré-

dits proposés était si flagrante que l'Assemblée, reflétant la volonté populaire, *repoussa* par deux fois le budget de l'Education. Et, par milliers, les étudiants parisiens, le 15 décembre, manifestèrent du Quartier Latin jusqu'à la Concorde pour obtenir des crédits leur permettant de vivre et d'étudier.

Jamais encore n'était apparue si nettement la contradiction entre la politique gouvernementale à l'égard de l'Université et les aspirations de la jeunesse estudiantine, approuvée par ses professeurs, soutenue par l'opinion publique, encouragée par la présence dans la manifestation même, aux côtés du député communiste Giovonni, du socialiste Doutrellot et du R.P.F. Debu-Bridel. Les larges masses d'étudiants ont maintenant le sentiment que le gouvernement dans son ensemble doit *rendre compte* de la misère de l'Université. Ce n'est plus seulement l'« incapacité » personnelle d'André Marié qui est mise en cause, mais le ministre des Finances, et celui de l'Intérieur qui a envoyé sa police contre les étudiants qui défilaient dans le calme, c'est tout le gouvernement qui est tenu pour responsable.

On se souvient des « arguments » avec lesquels il a tenté de masquer sa responsabilité.

Il n'y a pas assez de crédits ? Non, « il y a trop d'étudiants », répond le gouvernement. Son arithmétique ne se fonde évidemment pas sur une étude des besoins réels de la nation. Il n'y aurait pas trop d'étudiants — au contraire — pour un gouvernement soucieux de former des techniciens, des savants, des professeurs, afin de mettre en valeur nos richesses matérielles, de développer notre science et notre culture. Mais les fossoyeurs de l'indépendance nationale ont des préoccupations inverses.

Ils osent alors invoquer la qualité médiocre des étudiants, pour en restreindre le nombre. « Mieux vaut un bon contremaître qu'un mauvais bachelier », dit André Marie, pratiquant ainsi le proverbe populaire : « Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage. » Or, il est vrai qu'il y a une baisse de niveau dans certaines spécialités. Ainsi, en Sciences, à la session d'octobre dernier, seulement 10 % des candidats furent reçus au certificat de Chimie, 12 % en Mathématique générale, 19 % au M.P.C. Mais à quoi tient cette baisse de niveau, sinon à l'exiguïté des locaux, au nombre restreint des

professeurs et des assistants, à la rareté et à la vétusté du matériel ? sinon aux conditions de vie des étudiants qui arrivent fatigués aux examens ? Autre exemple : on vient de supprimer en Lettres, sans contrepartie, des cours indispensables pour préparer le certificat de Philologie; si, à l'avenir, moins d'étudiants réussissent ce certificat, à qui la faute ? Si donc il y a baisse de niveau, elle est provoquée, organisée par le gouvernement. Et si l'opposition des professeurs et des étudiants n'avait fait repousser le projet Marie de réforme des études, c'est au niveau de l'enseignement américain, caractérisé par sa médiocrité, ou de l'obscurantisme franquiste, que notre enseignement aurait été rabaissé systématiquement.

Aussi bien, un des buts principaux du projet Marie était-il de limiter le nombre, soi-disant trop grand, des bacheliers et des licenciés. Un moyen en était l'institution d'un baccalauréat élémentaire au sortir de la classe de seconde, c'est-à-dire vers 16 ans. Les élèves les moins fortunés originaires des classes moyennes, pressés de gagner leur vie, s'arrêteraient là, la fin du secondaire et le supérieur étant réservés aux plus riches. On voit ici la signification de classe des attaques contre l'enseignement national. En même temps qu'au détriment de l'intérêt du pays on veut restreindre le nombre des étudiants, c'est par l'argent que doit se faire la sélection : « *On ne veut plus en haut lieu d'étudiants pauvres et qui revendiquent. On y estime que, puisque les couches moyennes de la société se prolétarisent, il est logique et il est utile d'ajouter à leur déclassement social le déclassement scolaire...* » (G. Cogniot.)

En attendant la réforme Marie, récusée par l'opinion publique, on essaie la sélection par le découragement. Si les étudiants s'obstinent à faire leurs études, c'est à leurs risques et périls. Qu'ils se débrouillent ! « *Si l'étudiant a droit à réunir les moyens d'effectuer ses études... il n'a pas le droit de considérer ces moyens comme un dû* », disait dès 1951 le recteur Capelle, en attaquant l'idée du présalaire étudiant. Une partie de la presse bourgeoise a soutenu cette opinion toute gouvernementale, lors de la rentrée de novembre dernier, en essayant d'accréditer l'idée qu'il est « tout naturel » pour les étudiants de gagner leur vie pendant la durée de leurs études.

Mais les étudiants viennent de rappeler au gouvernement et à ses supporters qu'ils connaissent leurs droits, et qu'ils sont décidés à les faire respecter. Et si les étudiants les moins fortunés — la majorité — sont les premiers dans la bataille, il n'est pas moins vrai que *l'ensemble des étudiants* se dresse contre la misère de l'Université, qui a des conséquences désastreuses pour les études de tous et pour l'avenir du pays tout entier. Le 15 décembre et les jours suivants, une idée revenait sans cesse dans les discussions des étudiants, et dans les discours des dirigeants de l'Union Nationale des Etudiants de France : il ne s'agit pas seulement, pour nous, d'obtenir des crédits qui nous permettent de manger et d'avoir un toit; en nous opposant à la dégradation de l'Université, nous agissons conformément aux besoins du pays. Le sentiment d'agir pour une cause d'intérêt national en réclamant plus de crédits pour l'Education était si puissant que c'est au chant de *la Marseillaise* que les étudiants attaqués par la police continuèrent à manifester au Quartier Latin le 15 décembre. Et c'est avec le sentiment d'être les bons défenseurs de l'Université nationale qu'ils interdirent au ministre Marie de pénétrer à l'intérieur de la Sorbonne où il devait assister à une conférence. La Sorbonne, ce haut-lieu de l'Université, interdite par la jeunesse studieuse à un membre du gouvernement, qui plus est au ministre de l'Education lui-même — quel signe de la réprobation générale rencontrée par les liquidateurs du patrimoine national ! Quel signe de la volonté d'interdire à ces liquidateurs de poursuivre leur basse besogne ! Aucune répression policière n'était capable de briser pareil mouvement. Au contraire, elle renforça l'idée que le bon droit était tout entier du côté des étudiants. Pas un journal (sauf *l'Aurore !*) ne prit la défense des matraques gouvernementales. Et l'opposition contre la politique du gouvernement à l'égard de l'Université se développa, réclamant, avec l'augmentation des crédits, le respect des libertés essentielles. Les étudiants avaient conscience d'avoir, devant le pays, raison contre le gouvernement, raison contre l'obscurantisme au nom de la science et de la culture française.

Les étudiants sont maintenant décidés à poursuivre leurs luttes jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction. Déjà à la Faculté des Lettres, une assemblée générale a voté la grève

pour janvier — cette grève qui aurait pu avoir lieu dès le 17 ou 18 décembre si les directions syndicales avaient répondu à la volonté des étudiants. La préparation de la grève, avec le concours de tous et dans l'action, a été également discutée. Des exigences nouvelles se sont fait jour au cours des manifestations. Assurer le succès de l'action, tel est le souci dominant. Et pour cela, les étudiants discutent avec ardeur des moyens d'agir le plus efficacement possible. La question des comités d'amphithéâtres qui permettrait à tous les étudiants de participer activement aux mouvements engagés par l'U.N.E.F., fut posée à l'Assemblée générale des Lettres, et discutée avec animation. Le mouvement est maintenant si fort qu'il cherche les formes appropriées pour avoir l'extension la plus grande possible, afin d'aboutir.

Les premiers résultats obtenus montrent combien l'action est efficace. Le budget ministériel a trois fois été repoussé par la Commission de l'Education qui entend protester par là contre son insuffisance. Le parlement vient de condamner *à l'unanimité* les brutalités policières exercées contre les étudiants, déclarant notamment : « *L'Assemblée Nationale... s'indigne des procédés employés pour briser une manifestation régulièrement autorisée et incontestablement pacifique de notre jeunesse étudiante, animée en la circonstance de soucis tout à fait honorables et légitimes; demande des sanctions contre les responsables des brutalités et la réparation du préjudice causé aux étudiants qui en furent victimes; souligne que la manifestation des étudiants, auxquels s'étaient joints des membres du corps enseignant, traduit le profond malaise qu'éprouve la jeunesse de notre pays...* » Cette déclaration du Parlement qui, en donnant raison aux étudiants, désavoue les méthodes policières du gouvernement, reflète la force du mouvement estudiantin. Le gouvernement se retrouve plus isolé et plus faible d'avoir fait matraquer les étudiants qui exprimaient, avec leurs propres revendications, les sentiments de toute la jeunesse, approuvés par tout le pays.

On voit combien s'est éclairée, au cours des derniers mois, la question des luttes étudiantes. Il y a seulement un an et demi, un congrès de l'U.N.E.F., à propos du service militaire

de deux ans qui menaçait les étudiants, pouvait se contenter d'« *attirer sur ce problème l'attention du Parlement, seul juge de l'intérêt national* ». On jetait, de plus, alors la confusion sur cet « intérêt national » en l'associant à une politique de militarisation, dont le prétexte était la « défense de la France contre le danger soviétique »; en vertu de quoi, les restrictions imposées à l'Education et aux étudiants pouvaient être prétendues d'intérêt national... Aujourd'hui, avec l'effondrement du mythe de l'agressivité soviétique, avec l'essor du mouvement pour la paix en Indochine et pour empêcher la ratification des accords de Bonn et de Paris qui mettent la France en péril de mort, les larges masses ont pris conscience que l'intérêt national est indissociable d'une politique française de paix, qui permettrait à notre pays de jouer son rôle de grande puissance. C'est pourquoi les étudiants ont réalisé que leur volonté d'obtenir des crédits est conforme aux intérêts français. Cela a donné une ampleur sans précédent à leur lutte revendicative, qui converge avec l'ensemble des luttes populaires pour imposer un changement complet de la politique française. De plus en plus apparaît l'exactitude de ce que disent les communistes, par la voix de leur secrétaire général : « *Pour remédier aux maux qui accablent aujourd'hui le pays, il est nécessaire avant tout de changer l'orientation de sa politique extérieure.* »

Il est alors de plus en plus difficile d'accréditer l'idée — qui se trouve dans certains discours des dirigeants de l'U.N.E.F. — que la misère de l'Université a pour cause une sorte de gâchis mystérieux, comme si nos ministres pêchaient surtout par omission et avaient oublié l'Education dans leurs calculs budgétaires. Le sens des « omissions » gouvernementales apparaît clairement alors que se développe, avec les mouvements revendicatifs, la lutte pour la paix et l'indépendance nationale. On ne saurait oublier qu'à la veille de la manifestation du 15 décembre, les élèves de l'Ecole Normale Supérieure, rue d'U'm, ainsi que les élèves des Mines, ont fait la grève de la Préparation Militaire Spéciale obligatoire qui leur est imposée depuis la rentrée universitaire. La protestation se développe dans toutes les grandes écoles touchées par cette P.M.S. qui comporte une séance de quatre heures par semaine, les sanctions en cas d'indiscipline ou d'absence pouvant aller

jusqu'à l'exclusion de l'Ecole ! Les étudiants protestent contre cette intolérable ingérence militaire, dont le but est clair : le gouvernement voudrait transformer les grandes Ecoles en écoles militaires, afin de trouver des officiers pour continuer la guerre d'Indochine. Ainsi, la résistance à la militarisation de l'Université et les exigences de crédits pour l'Université s'appuient l'une l'autre et s'éclairent mutuellement.

Que les étudiants, généralement fils de la petite et moyenne bourgeoisie, soient amenés aujourd'hui, en luttant pour que vive l'Université, à défendre l'intérêt national; qu'ils expriment ainsi des aspirations générales; que leur lutte détermine un vote du Parlement qui désavoue certains actes gouvernementaux — cela montre que de nouvelles forces sociales apportent aux travailleurs en lutte pour un changement de politique le renfort d'aspirations et d'actions convergentes. Le mouvement des étudiants n'est donc pas seulement une affaire d'universitaires. Il concerne toute la nation, et en premier lieu, la classe ouvrière.

Par des messages envoyés dès le lendemain du 15 décembre, les travailleurs de la R.A.T.P., les Syndicats de la Métallurgie de la Seine, ceux des Cheminots, etc..., ont exprimé leur sympathie envers les manifestations des étudiants, auxquels les ouvriers ont montré le chemin de la lutte et qui leur apportent une aide en retour. Les étudiants ont accueilli avec enthousiasme ces messages. Dans un interview au journal *Monde Ouvrier*, le 26 décembre, le président de l'U.N.E.F., Mousseron, montrant l'ampleur de l'indignation contre les matraquages, disait : « *Coups de téléphone sans arrêt, avalanche de télégrammes et de lettres... Nous n'avons jamais vu ça. Députés, Commission de l'Education Nationale, Conseil général de la Seine, recteurs, directeurs, sommités du corps enseignant*, ... Et, *CE QUI NOUS A LE PLUS EMUS, la Fédération de la Métallurgie, les cheminots parisiens, nous ont fait savoir qu'ils étaient de cœur avec nous.* (Souligné par nous) ». Les étudiants ont conscience de n'être pas cette « *jeunesse à l'abandon* » que F. Mauriac évoque dans le *Figaro* (22 décembre), « *abandonnée par les pouvoirs publics* », et aussi... par le peuple, suggère Mauriac. En réalité, si les étudiants sont non seulement « abandonnés », mais brutalement opprimés par les « pouvoirs publics », ils ne se sentent *nullement*

« abandonnés » par le peuple, qui les entoure de sa sympathie, et dont les luttes soutiennent le mouvement universitaire lui-même.

Les explications des communistes éclairent les raisons de cette unité de combat qui se crée entre le peuple et la jeunesse estudiantine : « *La question de l'indépendance nationale et de la paix est désormais au centre de tout* », explique Maurice Thorez; « *c'est pourquoi le front de la lutte tend à englober toutes les classes laborieuses et, en même temps, d'autres milieux, c'est-à-dire tous les Français qui veulent reconquérir l'indépendance et la souveraineté nationales* ». Les étudiants sont aujourd'hui amenés à faire partie de ce « front de lutte » qui a pour force essentielle la classe ouvrière, et pour objectif principal un changement complet de la politique française. Ils y sont conduits par l'évolution des événements, et par l'influence croissante des idées que les communistes, depuis 1947, exposent inlassablement en appelant à l'union contre une politique de guerre, de misère et de démission nationale. Plus ces idées pénètreront, plus le mouvement des étudiants se développera, prenant conscience que l'ensemble des forces nationales et démocratiques peut faire triompher une politique de paix et d'indépendance qui arrachera l'Université française, foyer de la culture nationale, à la misère et à la décadence.

Suzanne de BRUNHOFF.

La Nouvelle CRITIQUE

présente à ses lecteurs

ses meilleurs voeux pour 1954

TÉMOIGNAGES SUR LE COLONIALISME

« LA crise du système colonial, accentuée par l'issue de la deuxième guerre mondiale, se manifeste par le puissant essor du mouvement de libération nationale dans les colonies et dans les pays dépendants. Par là même, les arrières du système capitaliste se trouvent menacés. Les peuples coloniaux ne veulent plus vivre comme par le passé. Les classes dominantes des métropoles ne peuvent plus dominer les colonies comme autrefois. Les tentatives d'écrasement du mouvement de libération nationale par la force militaire se heurtent maintenant à la résistance armée croissante des peuples des colonies et conduisent à des guerres coloniales de longue durée (Hollande en Indonésie, France au Viet-Nam). »

André JDANOV,
septembre 1947.

notre couverture

AU VIe CONGRES DU PARTI COMMUNISTE ALGERIEN, PAR BORIS TASLITZKY, 1952

« J'ai entendu Amdaoui, l'aveugle de Descartes, raconter la scène de l'arrestation à laquelle j'avais assisté il y a un mois auparavant. Aux gendarmes qui l'emmenaient, il avait dit : « Vous avez peur d'un homme qui tient un crayon, vous avez peur d'un aveugle. Mais je vois mieux que vous, j'ai les yeux du Parti » Un monstre lumineux, pas de nez, la face piquée de variole où des sourcils soulignent l'emplacement des yeux morts; un visage où existe seule la bouche. Je l'ai dessiné, et il m'a demandé, inquiet, si c'était ressemblant, bien ressemblant, lui qui n'a jamais vu une figure. Et ça, c'est la préoccupation d'un homme qui sait ce que c'est qu'une figure, et qui la respecte parce qu'il aime. »

Boris TASLITZKY,
Six semaines en Algérie, « Nouvelle Critique », n° 36.
Cité par Paul ELUARD, « Anthologie des Ecrits sur l'art », tome I, « Les frères voyants », Editions Cercle d'Art.

LE COLONIALISME N'EST PAS MORT

A la Conférence de San Francisco, en 1945, un mot singulier a été prononcé au cours des débats : « le colonialisme est mort ! »

Depuis, huit ans se sont écoulés. Imaginons ce qui se passerait aujourd'hui, huit ans après, si à San Francisco ou ailleurs se tenait une conférence analogue. Nul doute que des voix désillusionnées s'élèveraient et clameraient : « le colonialisme est loin d'être mort... »

C'est là un des grands faits de l'après-guerre, qui marque une étape de la désillusion des peuples : la survie du colonialisme. A l'heure actuelle, de par le monde, des millions et des millions d'hommes continuent à végéter et à mourir, écrasés sous le poids de régimes condamnés par l'histoire et qui pourtant refusent de mourir.

Qu'est-ce que le colonialisme, et comment se définit-il ? Ou plutôt, pour éviter l'abstraction des définitions, à quoi reconnaît-on le colonialisme et quelles en sont les caractéristiques ?

•

La première idée qu'impose l'examen de la réalité est celle-ci : le colonialisme est un régime d'exploitation forcenée d'immenses masses humaines, qui a son origine dans la violence et qui ne se soutient que par la violence.

Je sais bien que l'on a essayé d'obscurcir cette idée initiale, de la dénaturer, qu'en particulier, pour les besoins de la cause, on a voulu faire de la colonisation un aspect de je ne sais quel dynamisme de la civilisation. Mais cette entreprise de mystification a de moins en moins de chance de réussir et le meilleur signe de cet échec est que même les tenants les plus ardents de l'action colonisatrice ont de plus en plus de mal à se maintenir au niveau de ce mensonge.

Je n'en veux pour preuve que l'aveu dépouillé d'artifices de ce colonialiste forcené qu'est M. Albert Sarraut, qui écrit

dans *Grandeur et Servitude coloniales* les lignes suivantes : « *Ne rusons pas. Ne trichons pas. Au quoi bon farder la vérité? La colonisation, au début, n'a pas été un acte de civilisation, une volonté de civilisation. Elle est un acte de force, de force intéressée. C'est un épisode du combat pour la vie, de la grande concurrence vitale qui, des hommes aux groupes, des groupes aux nations, est allée se propageant à travers le vaste monde. Les peuples qui recherchent dans les continents lointains des colonies et les appréhendent, ne songent d'abord qu'à eux-mêmes, ne travaillent que pour leur puissance, ne conquièrent que pour leur profit. Ils convoitent dans ces colonies des débouchés commerciaux ou des points d'appui politiques. De l'aventure engagée, la pensée de civilisation n'est point la promotrice; elle pourra incidemment accompagner, elle ne dirigera pas l'opération. Qui dit civilisation dit altruisme, dessein généreux d'être utile au prochain; la colonisation, à ses origines, n'est qu'une entreprise d'intérêt personnel, unilatéral, égoïste, accomplie par le plus fort sur le plus faible. Telle est la réalité de l'histoire.* »

J'ai dit : colonisation, entreprise de violence. Mais cela même est insuffisant. Il faudrait dire : entreprise d'une violence paroxystique, entreprise d'extermination de tout un peuple.

Certes, toutes les expéditions coloniales n'ont pas réussi partout à liquider les peuples indigènes, mais nul doute que ce ne soit là, même si l'événement l'empêche, l'aboutissement de la logique interne de l'entreprise coloniale.

Dans son numéro du 14 novembre 1953, le journal *L'Express* publie la correspondance d'un certain M. Boyer, de Paris. Que dit ce correspondant ? Il compare la situation du Commonwealth britannique et celle de l'Empire français. Il écrit ceci : « *Les pays du Commonwealth ne sont peuplés que d'habitants d'origine européenne comme le Canada, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, ou de populations mixtes comme dans l'Afrique du Sud. Dans tous ces territoires, l'élément aborigène a complètement disparu, ou ne subsiste qu'à l'état de vestiges.*

« *Tout autre est la situation des territoires que par assimilation nous avons voulu grouper sous la dénomination de l'Union Française. Nous n'avons pas eu la chance de nous*

rendre maîtres de territoires vides d'habitants, ni de pouvoir procéder à leur extermination (sic), *ainsi qu'il en a été fait aux Etats-Unis, au Canada ou en Australie.*

« *La conséquence inévitable de cet état de choses est que, dans un laps de temps historiquement rapproché, nous serons, un jour, priés d'évacuer au plus vite lesdits territoires, une fois que les indigènes se sentiront assez nombreux et assez forts pour se passer de notre concours.*

« *Le seul territoire qui risque de nous rester fidèle est le Sahara, pour l'unique raison que, jusqu'ici, il est resté vide d'habitants.* »

En un certain sens, le correspondant de *l'Express* a raison. C'est bien l'extermination, le génocide même, qui est la logique normale de l'entreprise coloniale. Faire place nette, transformer en Sahara humain les territoires à occuper... Cela est si vrai que les premiers exemples de guerre totale, ce sont les colonisateurs qui nous les ont donnés. Ici, il n'y a pas de règle pour humaniser la guerre, il n'y a pas de loi à respecter, il n'y a pas de convention internationale, il n'y a pas d'armes à interdire, il n'y a pas de moyens déloyaux à bannir. Un seul mot d'ordre : tuer, exterminer. La guerre coloniale, c'est la guerre à l'état nu, la « sale guerre » a-t-on dit du conflit d'Indochine, mais toutes les guerres coloniales sont de « sales guerres ».

On ne lit pas assez les récits de première main de la colonisation, les récits des grands pionniers qui datent d'une époque où l'on ne se souciait pas de plaider, parce qu'on ne se sentait pas déféré au tribunal des peuples.

C'est le maréchal Bugeaud, qui, le 14 mai 1840, dans un discours à la Chambre des Députés, déclare : « *Il faut une grande invasion en Afrique qui ressemble à ce que faisaient les Francs, à ce que faisaient les Goths.* » On voit à qui il est fait référence; ce n'est pas aux porteurs d'évangile, aux porteurs de bible, mais aux grandes invasions barbares.

C'est Saint-Arnaud qui, de son côté, dans une lettre, écrit en commentant ses campagnes d'Afrique : « *On ravage, on brûle, on pille, on détruit les maisons et les arbres.* » Et voici sa confession : « *Le lendemain, je descendais à Blida, je brûlais tout sur mon passage et détruisais ce beau village... Il était deux heures, le Gouverneur était parti. Les feux qui*

brûlaient encore dans la montagne m'indiquaient la marche de la colonne. »

C'est le colonel de Montagnac qui présente, dans les termes suivants le général Lamoricière : « *Vive Lamoricière! Voilà ce qui s'appelle mener la chasse avec intelligence et bonheur... Ce jeune général qu'aucune difficulté n'arrête, qui franchit les espaces en un rien de temps, va dénicher les Arabes dans leurs repaires, à vingt-cinq lieues à la ronde, leur prend tout ce qu'ils possèdent : femmes, enfants, troupeaux, bestiaux, etc.*

« *Vous me demandez dans un paragraphe de votre lettre ce que nous faisons des femmes que nous prenons. On en garde quelques-unes comme otages, les autres sont échangées contre des chevaux, et le reste est vendu à l'enchère, comme bêtes de somme.*

« *Pour chasser les idées noires qui m'assiègent quelquefois, je fais couper des têtes, non pas des têtes d'artichauts, mais bien des têtes d'hommes.* »

C'est enfin le comte d'Hérisson qui rappelle ses souvenirs dans les termes suivants : « *Les oreilles des indigènes valurent longtemps encore dix francs la paire, et leurs femmes demeurènt, comme eux, un gibier parfait. Il est vrai que nous rapportons un plein baril d'oreilles récoltées, paire à paire, sur les prisonniers, amis ou ennemis...* »

Et maintenant, si non content d'indications brèves on veut le tableau, il n'est que de se reporter à un livre qu'il n'est au pouvoir d'aucun apologiste de la colonisation d'effacer, un livre qui a été écrit par un homme qui, en tant qu'officier, a participé à l'expédition de Madagascar, est devenu administrateur des colonies, puis député, Vigne d'Octon. Ce livre paru en 1900 porte un titre significatif : *A la gloire du sabre.* En voici un passage; par-delà la responsabilité des hommes, c'est la responsabilité du système tout entier qu'il met en cause.

« *La canonnière « La Surprise » attendait sur la côte l'arrivée de la colonne. A la prière de son capitaine, l'agent des messageries maritimes à Mouroundave était venu à l'embouchure de la Tsiribihine.*

« *Cet agent, M. Samat, depuis de longues années établi dans le pays, le connaissait et y était connu, en relations com-*

merciales avec l'intérieur, bien vu des Sakalaves, particulièrement lié « par fraternité du sang » au chef du district d'Ambike, le roi « Touère ».

« A Madagascar, la fraternité du sang se consacre entre deux personnes par une cérémonie entourée de quelque solennité; des incisions sont faites aux deux poitrines, le sang de l'une est mélangé au sang de l'autre, les deux frères boivent du mélange; ils se doivent, dès lors, foi et dévouement mutuels... Les Malgaches respectent cet engagement, et ne croient pas y pouvoir manquer sans forfaiture.

« M. Samat se rendit à Ambike; l'enseigne de vaisseau Blot et quelques marins s'y rendirent en même temps par la Tsiribihine. Le roi « Touère » offrit une hospitalité empressée à ces messieurs, aux marins, aux porteurs et domestiques indigènes qui les accompagnaient. Pleinement confiant dans « son frère » Samat, il se concerta avec lui pour préparer une réception triomphale au commandant Gérard, dont l'approche était annoncée; afin de donner à l'événement plus d'importance et à la fête plus d'éclat, il appela à Ambike tous les notables du district et les plus considérables de ses voisins; ceux-ci vinrent avec leurs étendards et de nombreux musiciens jouant de la valihe et du tambour, remplissaient la réunion d'entrain et de gaîté.

« Le matin du 29 août, l'enseigne Blot et M. Samat, apprenant que la colonne française n'était plus qu'à deux heures de distance, allèrent à son campement; ils pensaient rentrer le jour même à Ambike et y laisser leurs domestiques, leurs bourjanes, leurs bagages, leur petite installation. Ayant joint le commandant Gérard, ils lui dirent les excellentes dispositions du pays. Le commandant, comme s'il ne les eût pas compris, prévint l'enseigne qu'il aurait le lendemain, avec ses marins, à prendre part à l'attaque; le général Galliéni avait débuté en Imerne en frappant un grand coup; le commandant Gérard voulait affirmer par un grand coup sa prise de possession du Ménabé. Blot et Samat se récrièrent, croyant à un malentendu; alors, le commandant réitéra son ordre, d'un ton qui n'admettait pas de réplique; en outre, il consigna au camp le négociant et l'officier de vaisseau pour les empêcher de retourner à la ville et d'avertir la population. Un instant après, le roi « Touère » vint à son tour demander à présenter

ses hommages; Gérard refusa de le recevoir et lui fit répondre: « Je porterai moi-même mes ordres au chef-lieu ».

« Au milieu de la nuit, les troupes se mirent en marche; elles avancèrent inaperçues à travers les bois et les taillis épais qui précèdent Ambike, et l'investirent en silence; l'artillerie occupa une position d'où elle pouvait, le cas échéant, le foudroyer. Au point du jour, par six côtés à la fois, on entre dans la ville endormie. Les Sénégalais se ruent dans les maisons, le massacre commence. Surprise, sans défiance, sans moyen de résister, la population entière est passée au fil des baïonnettes. Pendant une heure, ceux qui n'avaient pas été tués du premier coup cherchent à fuir; traqués par nos compagnies noires, on les voit, vêtus de leur sang ruisselant des blessures fraîches, courir affolés, atteints et frappés de nouveau, trébuchant sur les corps de leurs camarades, ou allant donner contre les armes impitoyables des réserves postées aux issues. Le roi « Touère », les personnages de marque, tous les habitants tombèrent sous les coups des tirailleurs dans cette matinée; les tirailleurs n'avaient ordre de tuer que les hommes, mais on ne les retint pas; enivrés de l'odeur du sang, ils n'épargnèrent pas une femme, pas un enfant. Les domestiques et les porteurs de M. Samat, confondus parmi les habitants, partagèrent leur sort. Quand il fit grand jour, la ville n'était plus qu'un affreux charnier dans le dédale duquel s'égaraient les Français, fatigués d'avoir tant frappé. Un certain nombre d'entre eux se sentaient étouffer de honte; c'était les marins de la « Surprise », co-auteurs malgré eux du meurtre de leurs hôtes de la veille, et quelques officiers et soldats des troupes, habitués à la guerre cruelle, inégaux cependant au rôle qu'on venait de leur imposer.

« Les clairons sonnèrent le ralliement, les sous-officiers firent l'appel : nul des nôtres ne manquait. On se reposa, on mangea, des chants joyeux ne célébrèrent pas la victoire. Une boue rouge couvrait le sol. A la fin de l'après-midi, sous l'action de la chaleur, un petit brouillard s'éleva : c'était le sang des cinq mille victimes, l'ombre de la ville, qui s'évaporaient au soleil couchant. Quand les ténèbres du soir furent tombées, des gémissements, exhalés des lèvres des rares blessés qu'on avait mal achevés, sortirent de dessous les tas de cadavres; un Français croyant suffisante l'exécution déjà accom-

plie, demanda l'autorisation de secourir ceux qui vivaient encore; il ne l'obtint pas, et les derniers moururent dans la nuit.

« *Le nombre des victimes, évalué à cinq mille par les uns, fut de deux mille cinq cents suivant les autres. Les rapports publiés l'ont voilé avec soin. La* Gazette Officielle *dit seulement :* « Le roi Touère, son Ministre et deux chefs ont été tués pendant le combat »; *il ne fallait pas que l'affaire où nous-mêmes n'avions pas perdu un seul homme, parût excéder l'importance d'un engagement quelconque avec des rebelles.* La Gazette Officielle *ajoutait :* « Cinq cents prisonniers sont tombés entre nos mains »; *la vérité est que pas un indigène n'en est sorti vivant.* »

La guerre coloniale, dans toute son horreur, dans toute sa vérité, la voilà (1).

---

(1) Dans le livre de N. Serban, *Loti, sa vie, son œuvre*, on trouve reproduit un texte publié par Loti dans *Le Figaro*, en septembre 1883, dans lequel il relate un épisode de la guerre du Tonkin tel qu'il y a assisté. Le 20 août 1883, le contre-amiral Courbet, chef de l'expédition française, faisait bombarder par la flotte, puis occuper les forts de Thouan-An. Un détachement de *l'Atalante*, commandé par le lieutenant de vaisseau Poildoue, est chargé de monter à l'assaut. Loti suit du pont de *l'Atalante* la progression du combat et note ses impressions :

« *Les Français qui sont montés sur les murailles du fort tirent sur eux* (les Annamites) *de haut en bas, presque à bout portant, et les abattent en masse... Les Annamites tombent par groupes, les bras étendus; trois ou quatre cents d'entre eux sont fauchés en moins de cinq minutes par les feux rapides et les feux de salve... On avait réglé les hausses pour la distance, et chargé les magasins des fusils, on avait tranquillement tout préparé pour les tuer au passage...*

*En effet, ils avaient passé sous le feu des marins de l'*Atalante, *ces fuyards attendus. On les avait vu paraître, se masser à moitié roussis à la sortie de leur village; hésitant encore, se retroussant très haut pour mieux courir, se couvrant la tête en prévision des balles, avec des bouts de planches, des nattes, des boucliers d'osier — précautions enfantines, comme on en prendrait contre une ondée. Et puis ils avaient essayé de passer, en courant à toutes jambes. Alors la grande tuerie avait commencé. On avait fait des feux de salve — deux ! et c'était plaisir de voir ces gerbes de balles si facilement dirigeables s'abattre sur eux deux fois par minute, au commandement, d'une manière méthodique et sûre. C'était une espèce d'arrosage, qui les couchait par groupes, tous, dans un éclaboussement de sable et de gravier.*

On en voyait d'absolument fous, qui se relevaient, pris d'un vertige de courir, comme des bêtes blessées; ils faisaient en zigzags et tout de travers cette course de la mort, se retroussant jusqu'aux reins d'une manière comi-

Ainsi donc, un premier aspect de l'action colonisatrice c'est la violence, c'est la brutalité, la sauvagerie. Mais il y a un second aspect qui n'est pas moins fondamental; ce second aspect, barbare lui aussi, c'est le vol et le pillage.

On peut admettre en règle absolue qu'il n'y a pas de colonisation sans pillage; on peut même dire que la colonisation est la forme moderne du pillage. C'est un fait que partout où il y a eu colonisation, on retrouve les mêmes procédés, le même déchaînement de l'esprit de lucre et d'avidité. Qu'il s'agisse des Antilles ou de Madagascar, de l'Afrique du Nord ou de l'Afrique Noire, scrutez l'origine de la propriété européenne dans ces pays, et vous serez édifiés.

Le processus est extrêmement simple : on arrive dans un pays, on tue tout le monde et on rafle les terres — c'est exactement ce qui s'est passé aux Antilles après le massacre général des Caraïbes. Ou bien, si l'on n'a pas tué tout le monde, on exproprie le vaincu, qui, de propriétaire, est transformé

---

que, leurs chignons dénoués, leurs grands cheveux leur donnant des airs de femmes.

D'autres se jetaient à la nage dans la lagune, se couvrant la tête avec des abris d'osier et de paille, cherchant à gagner les jonques. On les tuait dans l'eau.

Il y avait de très bons nageurs, plongeurs qui restaient longtemps au fond; on réussissait tout de même à les attraper quand ils mettaient la tête dehors pour prendre une gorgée d'air, comme des phoques.

Et puis on s'amusait à compter les morts... Cinquante à gauche, quatre-vingts à droite, dans le village on les voyait par petits tas; quelques-uns, tout roussis, n'avaient pas fini de remuer; un bras, une jambe, se raidissait tout droit, dans une crispation, ou bien on entendait un grand cri horrible. Avec ceux qui avaient dû tomber dans les forts du Sud, cela pouvait bien faire huit cents ou mille. Les matelots discutaient là-dessus, établissaient même des paris sur la quantité.

Plus personne à tuer. Alors les matelots, la tête perdue de soleil, de bruit, sortaient du fort et descendaient se jeter sur les blessés avec une espèce de tremblement nerveux. Ceux qui haletaient de peur, tapis dans les trous, qui faisaient les morts, cachés sous des nattes, qui râlaient en tendant les mains pour demander grâce, qui criaient ce « Han !... Han !... » d'une voix déchirante, ils les achevaient en les crevant à coups de baïonnette, en leur cassant la tête à coups de crosse.

.....

Il y avait des cadavres déjà bien affreux, ceux contre lesquels s'étaient acharnées les baïonnettes; les yeux sortis, le corps criblé, tout lardé, tout à trous. Et de grosses mouches à bœufs les mangeaient. »

en prolétaire, et revient, s'il le faut, travailler en salarié sur une terre dont il a été jadis le libre propriétaire.

Prenons l'exemple algérien, il est typique. Sur 20 millions d'hectares, 800.000 Européens, soit à peine un dixième de la population française possède 11 millions 600.000 hectares. Ce sont, bien entendu, les terres les mieux situées et les plus riches. Les Algériens, au nombre de 9 millions, possèdent 9 millions 200.000 hectares, mal situés et peu fertiles. Donc un dixième de la population, la franction européenne, possède plus que les neuf autres dixièmes, formés d'Algériens !

Les statistiques montrent que, sur le nombre de propriétaires algériens, 1 million 300.000 seulement possèdent 2 hectares en moyenne, tandis que sur 25.000 propriétaires européens 75 % possèdent plus de 100 hectares, soit 300 hectares en moyenne, et plusieurs 10 ou 15.000 hectares.

Un propriétaire de 10 ou 15.000 hectares ! Comment cela a-t-il été rendu possible ? Il se trouve que nous le savons, et de manière très précise. Voici à ce sujet un récit révélateur. C'est une lettre de la générale Bro à son frère, datée de 1834 : « *Tu me demandes où en est la colonisation. Je te dirai que, jusqu'ici, elle s'est bornée à l'agiotage des propriétés. On joue ici sur les terrains, comme on joue à la Bourse sur les rentes, l'eau-de-vie et le café. Tu seras bien étonné quand je te dirai que Blida est vendue à des milliers de colons avant d'avoir été conquise et occupée par nous. Ces Messieurs ont le plaisir de voir leurs propriétés avec des longues-vues, en prenant toutefois la peine de faire au moins trois lieues pour aller placer leurs observatoires sur les points les plus élevés des environs. Beaucoup ne se sont même pas donné cette douceur; ils se contentent d'aller chez les notaires et achètent sur parole. La plaine de la Mitidja, qui est un marais long à peu près de vingt-cinq lieues sur douze de large, est également vendue. Il ne nous reste plus qu'à nous faire casser bras et jambes pour aller conquérir les propriétés d'un tas de va-nu-pieds qui occupent leurs loisirs à déblatérer contre la pauvre armée, laquelle cependant passe son temps et sa jeunesse à leur faire de belles rentes.*

« *Ce qu'il y a de plus joli là dedans, c'est que, si la Mitidja a vingt-cinq lieues de long sur douze de large, on en a vendu au moins trois fois l'étendue, de manière que, lorsqu'il en*

faudra venir à débrouiller tout cela, on se mangera le blanc des yeux. Ces respectables colons, qui sont pour la plupart des échappés des bagnes, ou des gens sur le point d'y entrer, brocantent leurs terrains, au lieu de les cultiver, ce qui fait que les terres qui entourent Alger sont en friche à très peu d'exception. Aussi devons-nous payer un petit chou un franc, une petite carotte un sou et le mauvais beurre 2 fr. 50 la livre.

« Ce qui prospère admirablement, ce sont les cabarets; il y en a dans tous les coins. C'est à qui dépouillera le mieux et le plus vite le pauvre soldat. Dernièrement, l'un d'eux en est sorti en chemise, tant le cabaretier-colon avait été empressé de prendre des nantissements... »

Dans ce passage, on saisit sur le vif le mécanisme de la spoliation dont a été victime tout un peuple, toute une nation.

Or, ce qui s'est passé en Algérie ne constitue en rien une exception. *C'est au contraire la règle*, et cette règle a été appliquée partout : aux Antilles, à Madagascar, en Afrique Noire.

A Madagascar, ont été donnés en concessions aux Français 1 million 541.148 hectares, et aux étrangers 98.355 hectares, soit un total de 1 million 639.503 hectares de terres agricoles volées aux Malgaches. Si l'on ajoute à cela les pillages des terres minières et forestières, on atteint près de 4 millions d'hectares de terres riches volées de la manière la plus évidente et la plus cynique aux indigènes.

Passons à l'Afrique Noire. D'une façon générale, les terres d'Afrique Noire, propriétés collectives des tribus et des clans, ont été classées *res nullius*, déclarées terres vacantes et sans maîtres, et ainsi sont devenues propriétés de l'Etat, qui s'est empressé de les redistribuer à ses nationaux. Quelques exemples : au Sénégal, 10.000 hectares ont été concédés au Bloc Expérimental de l'Arachide de Kaffrine; en Côte d'Ivoire, l'étendue des concessions européennes est de 35.000 hectares; en A.E.F. — où la concession est surtout forestière — le chiffre est de 1 million 401.000 hectares.

Les concessions minières ne sont pas moins importantes, et ceux qui sont attentifs à ce genre de choses n'ont pas oublié le cas de M. Seignon, député S.F.I.O., ex-attaché au cabinet de M. Moutet, qui a obtenu de ce dernier, en 1946,

une concession de 18.000 km2 moyennant une redevance de 2 francs par an et par km2 pour la recherche de l'or...

On le voit, l'ampleur de cette pratique montre clairement que le maréchal Bugeaud avait raison : la colonisation, c'est bien la grande invasion barbare, le passage de la horde qui s'abat sur un pays, et tue et massacre et pille.

Mais, dira-t-on, tout cela c'est le passé ! Oui, l'action coloniale, dans les temps lointains, a été violence et pillage, mais ce sont là de vieilles histoires... C'est ce que l'on appelle les « erreurs inévitables » attachées à toute action; à l'origine il y a bien eu barbarie, mais depuis tout s'est moralisé...

Eh bien, non ! La colonisation n'a pas pu, ne peut pas, prisonnière de sa logique, se laver de sa tare originelle. Née de la violence et du vol, elle ne peut continuer à vivre que de la violence et du vol. Clausewitz a dit que la guerre n'est pas autre chose que la continuation de la politique par d'autres moyens. On pourrait aussi bien dire, en matière coloniale, que la politique n'est pas autre chose que la continuation de la guerre et par d'autres moyens. C'est le vol et la violence continués.

Le vol ? Voici comment, en 1953, un colon s'installe en Oubangui-Chari. Laissons la parole à Boganda, député de ce territoire : « *En Oubangui-Chari, lorsqu'un colon nouvellement arrivé veut s'installer, il choisit un terrain, habité ou non, constituant ou non la propriété de familles, clans ou tribus et, autour d'un apéritif, tout se règle.*

« *Quant au propriétaire, il est le dernier averti. On ne lui demande pas son avis. Lorsqu'il y a une habitation sur la propriété visée, on pousse parfois la condescendance jusqu'à lui donner une somme dérisoire* (2.000 *à* 3.000 *francs C.F.A.*) *pour des superficies de* 500 *à* 1.000 *hectares. Cette somme est appelée, en Oubangui-Chari, « indemnité de déguerpissement »; bien souvent, elle est accompagnée de menaces et de coups quand ce ne sont pas les miliciens qui démolissent les habitations en quelques heures.*

« *A Bangui même, les populations autochtones ont été déplacées; leurs habitations démolies plus de cinq fois en vingt ans. Il n'est pas rare de voir des individus expulsés de leurs*

propriétés en faveur de quelque Européen, français ou non, nouvellement arrivé et qui cherche à s'installer. »

Voilà pour le vol. Ce n'est pas, on le voit, une pratique ancienne, historique pourrait-on dire; c'est une pratique actuelle, quotidienne, qui fait partie de la réalité coloniale.

Maintenant la violence. Peut-on douter qu'elle ne soit toujours à l'ordre du jour ? Ici encore, quelques chiffres et le rappel de quelques événements suffisent à montrer combien elle est intimement mêlée au train-train journalier de la colonisation.

En 1945 : 45.000 morts en Algérie.

En 1947 : 90.000 morts à Madagascar.

En janvier-février 1950 : assassinat de 47 démocrates en Côte d'Ivoire, arrestation de 4.000 militants R.D.A. — et j'en passe, tellement les faits sont nombreux et connus...

A côté de cette forme extrême qu'est la répression policière, il en est d'ailleurs toute une gamme, moins connue peut-être, mais tout aussi hideuse. C'est ici l'occasion de parler du travail forcé, véritable succédané de l'esclavage.

Mais, dira-t-on, tout le monde sait que depuis 1946 une loi a été voté solennellement par l'Assemblée Nationale, qui supprime le travail forcé !

C'est vrai. Mais il est vrai aussi que la loi est une chose et son application une autre, et qu'il est impossible au colonialisme de ne pas violer sa propre légalité. La loi d'avril 1946 votée, on commença par la tourner. Voici comment : on se mit à arrêter les Africains à tour de bras et, pour ne pas les laisser moisir en prison, dans une pensée éminemment philantrhropique, on décida d'envoyer les prisonniers... travailler sur les chantiers. C'est un député africain qui le signalait à l'Assemblée en 1950 : « *Il est à remarquer que, depuis l'application de la loi du* 11 *avril* 1946, *les prisons ont été agrandies dans un grand nombre de territoires, parce que dès lors, la tendance générale fut de pallier la suppression du travail forcé par l'emploi de la main-d'œuvre pénale. On fait travailler sur les chantiers des détenus non jugés, ce qui constitue une violation du règlement relatif au régime des détenus en prison.* »

A Madagascar, on n'en fait pas mystère, on s'en vante plutôt. Voici le couplet lyrique que je viens de trouver dans le *Bulletin de l'Académie malgache*, sous la plume de l'administrateur des colonies, M. Paul-Louis Ribard. Faisant l'éloge en termes dithyrambiques du pénitencier de Sainte-Marie, il écrit : « *Ah ! Cette maison de force ! Plaie et unique ressource de Sainte-Marie! Dispensateur qui déverse le vice et la seule main-d'œuvre régulière du pays! Usine à criminels et à travailleurs! Supprimez-la et les plantations de girofliers périront puisqu'un citoyen se croirait déshonoré de transpirer devant ses pairs. Fermez-la et vous tuerez en même temps la récolte des clous de girofle, la distillation, l'entretien des routes, des ouvrages d'art, des bâtiments publics et même privés, le trafic du port, en bref toute la vie économique, et vous transformerez l'île en épave.* »

Si l'on découvre à la prison de tels avantages, nul doute qu'un administrateur pensera qu'il n'a pas de plus impérieux devoir que de la garder toujours pleine !

Trois ans plus tard, on ne prend même plus ces précautions. Nous sommes en pleine réaction, il n'y a plus à se gêner, et cela donne lieu à des incidents du type de ceux que le député de l'Oubangui-Chari, Boganda, dénonçait tout dernièrement : « *A Mobaye, une femme du nom de Dabayassi, mère d'un bébé de cinq à six mois, a planté son champ de coton : 80 m. × 80 m.; c'est la mesure réglementaire. L'agent d'agriculture européen veut l'obliger à aller travailler sur le champ d'un autre. Elle refuse, en déclarant qu'elle doit s'occuper de son nourrisson. On la sépare de son bébé, on l'emprisonne au nom de la France. Au bout de huit jours, on lui demande 500 francs d'amende. Comme elle ne les a pas, l'administrateur des colonies, chef du district, la remet à un milicien qui, pendant trois jours, l'expose en vente sur la place publique.*

« *Heureusement, le quatrième jour, un Européen passe par là et remet à l'agent spécial chargé de la caisse de l'administration, les 500 francs. Ainsi libérée, Dabayassi a pu rentrer chez elle et s'occuper de son nourrisson.*

« *Plusieurs personnes ont été vendues sur le marché de Mobaye par des miliciens, sur ordre de l'administrateur des*

colonies, chef du district. C'est incroyable, mais réel. Les enquêtes sont faciles. Voilà pourquoi de toute la tribu Sango, il ne reste plus que deux villages sur Mobaye. Les autres ont émigré soit à Brazza, soit à Bangui, soit au Congo belge. »

Un autre exemple : « *La culture du coton est obligatoire en Oubangui-Chari, contrairement à la loi du* 11 *avril* 1946 *qui abolit le travail forcé sous toutes ses formes. Car, en A.E.F., la règle officielle, c'est de faire le contraire de la loi. Mme Dato était obligée, sous pleine d'emprisonnement et d'amende, comme tous les habitants des régions cotonnières, de planter de coton une superficie de* 80 *m.* × 80 *m. Un matin, elle arrive comme tout le monde sarcler son champ de coton. Survient un agent d'agriculture européen accompagné d'un milicien de l'administration coloniale. Pour ces messieurs, le champ de coton de Mme Dato n'était pas bien sarclé.*

« *Le milicien se met donc à la besogne, à coups de chicotte (nerf de bœuf). Car pour le milicien de l'administration, faire du coton signifie : coups, blessures, amende. C'est du travail forcé pour obéir à la loi qui l'interdit, c'est donc au nom de la France. En Oubangui, plus les fonctionnaires s'écartent de la loi et de la norme humaine, et mieux ils sont notés.*

« *Dix minutes plus tard, Mme Dato était morte. Après les coups de chicotte du milicien, l'agent d'agriculture européen l'a achevée d'un coup de bâton à la nuque.*

« *Ces détails m'ont été fournis par le gouverneur lui-même. Son mari Tangbaguere l'a emportée puis l'a enterrée. Jusqu'ici, justice n'a pas été faite.*

« *Adieu Dato, ma sœur, tu meurs sans savoir pourquoi. Tu meurs pour le Catoubangui. La mort te délivre de l'esclavage et du travail forcé...* »

Les faits illustrent donc bien cette idée que le régime colonialiste dégénère toujours plus ou moins en terreur et se double systématiquement d'un régime policier plus ou moins brutal.

❧

Le colonialisme porte en lui la terreur. Il est vrai. Mais il porte aussi en lui, plus néfaste encore peut-être que la

chicotte des exploiteurs, le mépris de l'homme, la haine de l'homme, bref le racisme.

Que l'on s'y prenne comme on le voudra, on arrive toujours à la même conclusion. Il n'y a pas de colonialisme sans racisme.

Lorsque Hitler a vociféré pour la première fois ses abominations sur la race supérieure, les peuples d'Europe ont pu être étonnés. Nous autres, peuples coloniaux, nous l'avons été fort peu, car nous avions déjà entendu ce langage-là, non par la bouche d'Hitler, mais de la bouche de nos maîtres, de celle des grands colonisateurs. Nous l'avions déjà entendue, la distinction entre races supérieures et inférieures ! Elle était dans Jules Ferry. Le droit pour les races supérieures de transformer en esclaves les races inférieures, il se trouve chez tous et même chez Galliéni. Je pourrais multiplier les citations; peut-être la grande originalité d'Hitler a-t-elle été simplement d'appliquer aux peuples européens les méthodes coloniales que l'Europe avait jusqu'ici, sans sourciller, appliquées, pour son plus grand profit, aux nations non européennes.

Les colonisateurs savent tellement bien eux-mêmes que la colonisation est un déchaînement effréné des pires instincts de l'homme, que certains de ses théoriciens, pour en faire l'apologie, la déclarent utile précisément à cause de ce déchaînement de l'homme qu'elle favorise. Dans cette conception, la colonisation apparaît comme une sorte de gigantesque catharsis collective, qui délivre la société de ses tares et la purifie en déversant dehors des tendances socialement dangereuses. Autrement dit, la colonisation n'est plus seulement un exutoire pour excédent de population, c'est un exutoire pour sentiments qu'il est préjudiciable psychologiquement de garder refoulés. C'est la « colonisation-défoulement ». Cette thèse, on la trouve exprimée dans un livre de Carl Siger paru en 1907, intitulé *Essai sur la colonisation*. Voici ce qu'on peut y lire : « *Les pays neufs sont un vaste champ ouvert aux activités individuelles violentes qui, dans les métropoles, se heurteraient à certains préjugés, à une conception sage et réglée de la vie, et qui, aux colonies, peuvent se développer plus librement et mieux affirmer, par suite, leur valeur. Ainsi, les colonies peuvent, à un certain point, servir de soupape de*

sûreté à la société moderne. Cette utilité serait-elle la seule, elle est immense. »

Autrement dit, vous voulez voler, piller, brutaliser, violer? En Europe c'est défendu, c'est punissable par les lois. Mais, que diable, allez aux colonies !

•

Mais, dira-t-on, ce n'est là qu'un aspect des choses. Violence, oui. Pillage, oui. Mais ce n'est pas ainsi qu'on doit voir les choses. On doit les voir historiquement, étalées sur des périodes considérables, et si l'on a pu dire que, malgré tous leurs crimes les grandes invasions barbares se sont soldées par un renouvellement de la société, la colonisation, malgré ses abominations, a, historiquement parlant, tout de même eu des conséquences heureuses et bienfaisantes...

Cette thèse, on la trouve exprimée dans un article paru dernièrement dans une revue d'enseignants, *L'école libératrice*, où l'on peut lire, dans le numéro du 6 novembre 1953 : « *La colonisation a exercé de prodigieux effets tant sur les colonisateurs que sur les colonisés. Pour ceux-ci, effets souvent funestes d'abord, si l'on songe aux massacres, aux odieuses pratiques de l'esclavage et du travail forcé. Des groupes entiers se sont éteints, Peaux-Rouges ou primitifs d'Australie. Mais ce n'est qu'un aspect des choses, et il est vrai que les indigènes ont, par la suite, profité de la paix, de l'organisation, de l'hygiène introduites par les conquérants.* »

C'est un peu la reprise de la thèse officielle de M. Albert Sarraut déclarant : « *Nous avons mis fin partout à la terreur qui pesait sur ces races opprimées; elles respirent désormais, grâce à nous, l'air de la paix et de la sécurité.* »

Suivons très rapidement le schéma proposé. Est-il vrai que les indigènes ont, tout compte fait, profité de « la paix, de l'organisation, de l'hygiène introduites par les conquérants » ? Non, il est clair qu'une telle thèse ne résiste pas à l'examen et qu'à aucun point de vue, les masses, les peuples, n'ont été les bénéficiaires du système introduit et imposé par les conquérants.

Nous ne nions pas l'édification de villes comme Casablanca, le percement de routes, la construction de voies ferrées, la création de ports. Ce que nous nions, c'est que, de toute cette

politique, un bien quelconque ait résulté pour les masses colonisées, un accroissement de bonheur pour les peuples et un progrès pour l'humanité prise dans son ensemble.

En effet, qu'est-ce qui caractérise — non plus le colonialisme — mais, à l'autre bout de la chaîne, la situation coloniale ?

C'est d'abord un très bas niveau de vie matérielle. La misère, l'effroyable misère, voilà de l'Asie à l'Afrique, des Antilles à Madagascar, le commun dénominateur de toutes les situations coloniales. Il n'est pas de territoires où les salaires ne soient effroyablement bas, où la sous-alimentation ne fasse de catastrophiques ravages. Sans insister, contentons-nous de relever, sans humour déplacé, cette observation que je trouve dans un rapport médical du Kouilou (Moyen-Congo) : « *Les prisonniers se portent d'une façon remarquable, étant, de toute la population africaine, ceux qui mangent le mieux.* » Autrement dit, en Afrique, pour bien manger, il faut aller en prison !

Mais suivons toujours le schéma de *l'Ecole libératrice*. On nous parle d'hygiène, parlons-en... Quelques chiffres nous renseigneront :

Au Niger, pour 2 millions d'habitants, il y a 7 médecins.

En Haute-Volta, pour 3 millions, il y en a 8.

A Madagascar, pour une population de 4 millions, on compte 58 hôpitaux avec 6.000 lits, et 61 médecins d'Etat, donc 1 hôpital pour 10.000 km2, et 1 médecin pour 70.000 habitants !

Si de l'hygiène nous passons à l'instruction publique, nous serons obligés de faire les mêmes désolantes constatations. L'A.O.F. compte environ 16 millions d'habitants, le nombre des enfants d'âge scolaire peut être estimé à 2 millions; sur ces 2 millions, 120.000 environ, soit 6 % de la population (scolarisable) fréquentent les écoles primaires, publiques ou privées. Au Dahomey, la scolarisation atteint 11,7 %. Au Sénégal, 11,3 %. En Côte d'Ivoire, 7,3 %. Mais, par contre, en Haute-Volta, elle n'atteint que 3,7 %, en Mauritanie 2 % et au Niger 1,1 %. (Ces chiffres sont extraits de *La Documentation Française*, Editions de la Présidence du Conseil, 1951.)

Nous ne pouvons donc suivre *l'Ecole libératrice* ou M. Albert Sarraut. Nulle part en pays colonisé nous ne trou-

vons l'idylle qu'ils nous promettaient. Nous trouvons au contraire une situation effrayante qui campe, face à face, un maître dur et hautain et des hommes, des masses d'hommes réduits à la condition précaire du paria et de l'ilote.

La vérité attestée par l'histoire est là, vérifiable : la colonisation a détruit, tout entière, des civilisations merveilleuses : celle des Incas, celle des Mayas, des Aztèques. Le colonialisme a frappé à mort des civilisations dont nul ne peut dire de quelles contributions supplémentaires elles eussent enrichi l'humanité. On sait ce que la colonisation a rapporté en argent, en richesses à l'Europe. Mais on ne peut supputer ce que l'humanité a perdu avec les civilisations disparues. A quel stade serions-nous aujourd'hui du progrès universel si toutes ces civilisations avaient pu continuer à prospérer, à chercher, à trouver... On peut y rêver longtemps ! Le colonialisme a brisé l'échine à d'autres civilisations, plus humbles certes, mais qui étaient encore susceptibles de renouvellement et de développement. En sorte qu'il est permis de dire que la colonisation a fait reculer la civilisation au lieu de la faire avancer. Elle a décivilisé aussi bien le colonisateur que le colonisé, apparaissant ainsi comme une gigantesque entreprise d'ensauvagement, non seulement de l'Asie ou de l'Afrique, mais encore, par un retour des choses, de l'Europe elle-même. Car on ne peut pas ne pas considérer l'apparition de faits comme le nazisme hitlérien ou le fascisme italien comme des traits d'authentique sauvagerie.

Je le répète : le colonialisme n'est point mort. Il excelle, pour se survivre, à renouveler ses formes; après les temps brutaux de la politique de domination, on a vu les temps plus hypocrites, mais non moins néfastes, de la politique dite d'Association ou d'Union. Maintenant, nous assistons à la politique dite d'intégration, celle qui se donne pour but la constitution de l'Eurafrique. Mais de quelque masque que s'affuble le colonialisme, il reste nocif. Pour ne parler que de sa dernière trouvaille, l'Eurafrique, il est clair que ce serait la substitution au vieux colonialisme national d'un nouveau colonialisme plus virulent encore, un colonialisme international, dont le soldat allemand serait le gendarme vigilant.

On parle beaucoup de pools, ces temps-ci. Il y a le pool charbon-acier, certains préconisent le pool agricole que l'on

baptise déjà « pool vert »... il est clair que l'Eurafrique ne serait pas autre chose que *le pool des tyrannies*.

Mais quoi qu'il en soit, et quelle que soit son habileté à se renouveler, les temps du colonialisme sont révolus. Il est miné, il ne peut pas ne pas s'effondrer, et son exacerbation présente n'est peut-être pas autre chose que le sentiment qu'il a de sa précarité.

Comment en serait-il autrement ? Dans le monde, des forces immenses se sont levées contre lui : forces des peuples colonisés qui aspirent à la liberté, forces populaires dans le monde entier qui, chaque jour, vont grossir le camp des forces démocratiques et, aussi, forces de l'esprit. J'ai hésité à écrire ce mot, et pourtant dans ce pays je l'écris avec assurance, car c'est tout de même de ce pays que sont montés les plus beaux cris contre le colonialisme. Cri de Montaigne, de Condorcet, ou cri d'Hugo : « *Aucune nation n'a le droit de poser son ongle sur l'autre. Un peuple ne possède pas plus un autre peuple qu'un homme ne possède un autre homme. Le crime est plus odieux encore sur une nation que sur un individu, voilà tout. Agrandir le format de l'esclavage, c'est en accroître l'indignité .Un peuple tyran d'un autre peuple, une race soutirant la vie à une autre race, c'est la succion monstrueuse de la pieuvre, et cette superposition épouvantable est un des faits terribles du XIXe siècle.* »

Aimé CESAIRE.

leur « philosophie »

« Eh! qu'est-ce que ça me fait ses vices, la gale de son petit frère, ses néroneries de palais ! C'est le petit-fils des Gia-Long et des Mihn-Mang, le dernier des Nguyen, c'est la grande force sociale de cet empire de 20 millions d'hommes, au passage duquel les populations se couchent dans la poussière, dont un signe du petit doigt est un ordre absolu. Eh, grand Dieu! servons-nous-en et n'énervons pas cette force, puisque nous en tenons les ficelles, et persuadons-nous que ce n'est ni l'adminitration directe, ni toute la compétence technique des B... et des N... qui la remplaceront, et, ne fût-ce par conviction, honorons-le par politique. Toute la philosophie du Protectorat est là-dedans... »

LYAUTEY,
sur l'Empereur d'Annam,
Lettres du Tonkin, Paris, 1921.

L'EXEMPLE DU MAROC

LORSQUE le capitalisme atteint le stade monopoliste, il se trouve dans l'obligation de s'emparer de pays faibles, dans le triple but de les utiliser comme débouchés pour ses produits manufacturés, de piller leurs matières premières, d'y placer ses capitaux disponibles.

C'est dans ce cadre qu'entre la conquête, par l'impérialisme français, du Maroc, pays vierge, sans industrie moderne, au sous-sol infiniment riche et varié, à la population nombreuse, et, de surcroît, connaissant une position stratégique de premier ordre.

Bien entendu, les chevaliers de l'expansion coloniale ne pouvaient avouer qu'ils visaient le Maroc pour s'engraisser de son exploitation. Il leur fallait d'autres raisons pour conjurer l'opposition de l'opinion publique, obtenir sa neutralité, voire même gagner son acquiescement. Le crédo du colonialisme, avec ses thèmes sur le désintéressement, la noblesse, la grandeur des entreprises coloniales, s'enrichit donc de motifs spécifiquement marocains, inventés de toutes pièces, vite érigés en dogmes officiels et enseignés aux jeunes Français.

Le Maroc, disait l'un d'eux, est déchiré par des luttes intestines : le devoir de la France est d'y rétablir l'ordre et d'y faire régner la paix.

Mais les querelles intérieures d'un pays justifient-elles l'intervention d'une puissance étrangère ? Aucunement. Si les Marocains étaient divisés, n'appartenait-il pas aux Marocains, et à eux seuls, de régler leurs querelles? Incontestablement. Mais la logique et la justice colonialistes disposent autrement!

Ce qui est plus grave encore, c'est que si quelque agitation existait au Maroc au début du siècle, elle était l'œuvre des colonialistes eux-mêmes, qui la suscitaient par leurs agents, soit introduits clandestinement comme Foucault, soit recrutés sur place comme Bou Hmara, agents largement pourvus en argent et en armes, et ayant pour mission d'organiser des provocations pouvant justifier l'intervention française.

Un autre argument de la propagande colonialiste prétendait que la grande majorité du peuple marocain, constamment menacée par des tribus pillardes, ruinée, affamée, appelait la France à son secours, et lui demandait aide et protection par l'intermédiaire de son souverain Moulay Hafid. Or, il est prouvé, d'une façon irréfutable, que ce peuple a déployé les efforts les plus grands pour rendre vains les plans ourdis par les interventionnistes étrangers et briser leurs échafaudages : n'a-t-il pas contraint à l'abdication le sultan Moulay Abdelaziz, parce qu'il était perméable aux pressions françaises ? N'a-t-il pas porté sur le trône Moulay Hafid, qui prenait l'engagement solennel de n'accepter aucune atteinte aux droits souverains du Maroc, de défendre l'intégrité du territoire national, de dénoncer le régime capitulaire et de soumettre obligatoirement au jugement populaire toute négociation avec l'étranger ? Moulay Hafid fut déposé par le général Lyautey parce qu'il s'efforçait de rester fidèle à cet engagement. Voici comment le relate Gaillard, consul de France à Fès avant 1912, en reproduisant les déclarations de Moulay Hafid : « *Je ne suis pas et je ne veux pas être un sultan de protectorat. Ce serait contraire à tout mon passé, à mon besoin de liberté et d'indépendance. Je ne puis oublier, et tout mon peuple se le rappelle, que si je suis actuellement sultan, c'est précisément parce que je me suis posé à Marrakech en défenseur de mon pays contre toute intrusion étrangère. Je ne puis, sans forfaire à ma conscience, accepter et solliciter moi-même un joug contre lequel je me suis élevé dans une attitude qui m'a valu le trône. Je ne veux pas tromper la confiance que mon peuple a mise en moi.* »

Voilà le sultan que les colonialistes accusent d'avoir imploré le protectorat français, au nom du peuple marocain !

Ils affirment aussi que ce dernier accueillit avec enthousiasme le nouveau régime, bénissant la justice et la tranquillité qu'il lui apportait. Comment le peuple marocain pouvait-il souhaiter le joug étranger et s'en estimer satisfait, alors qu'il le combattit, les armes à la main, de 1907 à 1934, ne reculant devant aucun sacrifice. Le général Catroux le reconnaît dans le livre qu'il vient de publier, intitulé *Lyautey, le Marocain*. Il y écrit : « *Si l'occupation d'Oujda put s'accomplir sans coup férir et si les tribus montagnardes voisines*

laissèrent s'écouler quelques mois avant d'entamer des hostilités caractérisées contre nos forces... le débarquement de Casablanca provoqua l'entrée en action immédiate des tribus de la région contiguë et leur ruée sur la ville et sur les troupes du général Drude, cependant que dans l'arrière du pays, et dans toute la profondeur du Maroc, les populations se montrèrent résolues à prendre les armes... Le général Drude et son successeur, le général d'Amade, se trouvèrent face à face avec de nouveaux adversaires, agressifs et décidés à ne céder qu'à la force. Et il apparut qu'il en serait ainsi de proche en proche, à mesure que notre occupation du Maroc s'étendrait et qu'elle nous mettrait au contact de nouvelles tribus. Par l'entrée des forces françaises en deux points du territoire chérifien, furent forgés les premiers anneaux d'une chaîne d'opérations militaires... qui ne devaient atteindre leur terme que 27 ans plus tard, lors de la chute, en 1934, des derniers réduits de la dissidence dans l'Anti-Atlas et l'Oued Noun. »

L'opposition résolue du peuple marocain au protectorat et son attachement à la liberté conduisirent les impérialistes à lui livrer une guerre totale, au cours de laquelle furent utilisés les engins de destruction les plus modernes : la mitrailleuse et l'avion de bombardement, le tank et la grenade. Le maréchal Juin, dans la préface du livre du général Gouraud, intitulé *Au Maroc*, montrant comment la guerre du Maroc servit d'expérience à la grande guerre mondiale, avoue inconsciemment la puissance des moyens de mort alignés contre un peuple qu'on prétendait secourir : « *Le soir venu*, écrit-il, *et le repli achevé, j'avais longuement médité... la leçon militaire qu'il convenait de tirer... et Gouraud m'était apparu encore plus grand par l'audace et l'habileté de sa manœuvre, fondée sur la surprise et l'emploi des moyens de feu. Car déjà, à cette époque, il avait découvert des procédés qui ne devaient faire leur apparition que fort tard sur les champs de bataille de la grande guerre, à savoir les concentrations massives de l'artillerie et des mitrailleuses, les premières que nous eussions disposées en puissantes bases de feu.* »

L'armée conquérante disposait donc d'armes abondantes et ses effectifs étaient nombreux et sans cesse renouvelés. Il suffit de préciser à ce sujet, qu'en octobre 1925, dans la seule région du Rif, où les patriotes marocains avaient aussi à com-

battre les agresseurs espagnols, les forces françaises engagées comprenaient onze divisions, à la tête desquelles se trouvaient 42 généraux et un maréchal de France, sans compter le maréchal Lyautey, qui avait jusque-là dirigé les opérations, et qui venait de quitter Rabat le 10 du mois.

Mais les colonialistes ne se contentaient pas de jeter dans la mêlée des troupes en masse et des quantités considérables de matériel, ils utilisaient d'autres moyens pour vaincre la glorieuse et admirable résistance du peuple marocain. C'est ainsi qu'ils condamnaient des populations entières à la faim par l'incendie de leurs récoltes et la destruction de leur cheptel; ils les soumettaient aux affres de la soif, par l'empoisonnement des puits ou la dérivation des eaux alimentant des bourgades; ils allaient jusqu'à livrer au commerce, dans les zones non soumises, des pains de sucre bourrés d'explosifs.

Henri Bordeaux nous donne une idée exacte de cette guerre totale, en faisant, dans son livre *Henry de Bournazel*, une brève description de la bataille de Bou Gafer, qui eut lieu en 1933 : « *Là où le capitaine de Bournazel avait échoué, qui pouvait réussir ? Il n'y eut pas de victoire de Bou Gafer. Les assauts avaient été payés trop cher et d'un sang trop généreux. Le général Huré, qui avait pris le commandement des opérations, décida, après la tragique journée du 28, de substituer le blocus à l'attaque directe. Avait-on jamais rencontré un adversaire aussi résolu ? Aucune campagne coloniale, dans aucun pays, n'avait dû briser une telle résistance... Il fallut donc recourir à d'autres moyens pour réduire cet ennemi acharné dans son formidable bastion : le bombarder sans répit, jour et nuit; lui enlever les points d'eau, le resserrer dans son réduit et le contraindre à y demeurer avec son bétail mort, avec ses cadavres... Ce ne fut qu'au bout de quarante-deux jours, le 24 mars, qu'Asso Ou Baslam consentit à capituler... Asso Ou Baslam fut blâmé par les femmes. Elles voulaient tenir jusqu'à la mort.*

« *Quarante-deux jours de bombardement diurne et nocturne, venu du ciel et de la terre, quarante-deux jours de privations, de manque de sommeil, de manque d'eau. Quarante-deux jours, entre les deux grands assauts qui avaient échoué, de grignotage partiel où peu à peu nos troupes occupaient un promontoire, un versant, un épaulement, resserraient*

l'étreinte, où les veilleurs de jour et de nuit ne quittaient pas leurs armes, remplacés par des femmes s'ils défaillaient. Quarante-deux jours enfin, passés avec un bétail affolé et hurlant à la mort, avec des cadavres décomposés, dans l'impossibilité d'abreuver tous ces animaux épouvantés. Qu'on mesure les puissances de souffrir qui furent alors poussées au sublime... Ah ! Si parmi ces Berbères qui se conduisirent en héros dans la défense du Bou Gafer, se fut trouvé quelque poète, quelle chanson de geste n'eût-il pas composée avec ce long Ronceveaux d'agonie, avec ce drame infernal qui tient du déluge ! »

Le « drame infernal » de Bou Gafer se répéta des dizaines et des dizaines de fois, ravageant la terre marocaine d'Oujda à Ifni, d'Anual à Tafilalet, laissant des ruines visibles encore de nos jours, et massacrant des centaines de milliers de Marocains.

Voilà ce que le colonialisme, par un euphémisme coupable, appelle la pacification ! Voilà ce qu'il a l'outrecuidance de présenter comme une entreprise visant à assurer l'ordre et la tranquilité, à protéger les biens des populations marocaines ! En fait de protection, celles-ci n'ont jamais été autant pillées que lors de la conquête. Les troupes, officiers en tête, avaient carte blanche pour saccager, violer, piller. Les témoignages abondent sur ce point, tel celui du général Gouraud, pris dans son livre *Au Maroc :* « *Le 15 mai, à la pointe du jour, Brulard se porte sur ce camp, mais l'ennemi a des vedettes qui signalent son approche et l'artillerie du commandant Carmejau ne peut ouvrir le feu que sur des groupes déjà en fuite... Quoi qu'il en soit, on prend pas mal de choses et d'animaux dans ce camp, avant de le brûler. J'hérite d'une bonne djellaba de laine que rapporte Devaulay.* » Plus loin, Gouraud ajoute : « *Nous bivouaquons vers 16 heures dans ces champs d'orge. Malheureusement, les estafettes incendient stupidement le douar voisin pour chasser les abeilles et avoir le miel; c'est d'autant plus regrettable qu'il n'y a pas un arbre et la question du pain est grave, surtout pour faire cuire la kesra qui remplace le pain.* »

Gouraud donne encore un autre exemple de pillage : « *Une forte étape de 38 à 40 kilomètres nous amène, le 29 mai au soir, au delà de Meknès, sur ces pentes face au sol où eut lieu*

le dernier engagement de l'arrière-garde. Je reçois l'ordre de châtier les villages de la montagne Ouled Youssef, Dechra Beni Amar, et autres... Le lendemain, quand nous arrivons par des sentiers de chèvres au ksar des Ouled Youssef, je trouve une vingtaine de notables assis par terre, renouvelant la demande d'aman. Je prends huit otages que j'envoie au général Moinier et continue à flanc de montagne à travers la forêt d'oliviers sur Dechra Beni Amar. Là, j'ai l'ordre d'aborder le village au canon, de l'incendier ensuite. Le ksar est vide; on enfonce la porte à coups de canon; les petits obus à balles des 65 font peu d'effet sur les épaisses maçonneries. J'envoie les goumiers exécuter la sentence. Le feu ne fait pas grand effet, le pillage davantage : nous prenons un millier de moutons, une centaine de bœufs, une dizaine de chevaux, des mules, des ânes et puis du beurre, de l'huile, des cartouches espagnoles. »

Ce pillage, que le général Gouraud décrit comme un fait d'armes, servait non seulement comme moyen de remporter la victoire militaire, mais se poursuivait encore après les combats. Il s'aggravait, parfois, d'une forme d'humiliation qu'expose Bournazel dans une lettre à sa tante De Lenoncourt : « *J'ai avec moi un lieutenant du train des équipages... genre petit marchand de vin du Midi, heureux de vivre... Je le nourris à ma popote personnelle... Je lui flanque des poulets de ma basse-cour, nous en mangeons un par repas. Je les paie trois francs et, quand le bicot qui me les apporte réclame davantage, il reçoit autant de coups de pied dans le derrière qu'il demande de francs en plus du prix fixé. J'ai du lait de la même façon, du beurre, des œufs...* »

Le pillage allait de pair avec le travail forcé des Marocains vaincus et la réquisition de leurs bêtes et instruments, et leur utilisation en vue de l'installation aussi confortable que possible des occupants. Le médecin-major Vial, qui a participé à plusieurs campagnes du Maroc, le reconnaît en ces termes : « *Rissani est alors un immense chantier, où grouillent, rapides comme des fourmis, grâce aux bâtons des mokhaznis, les artisans, maçons, charpentiers, manœuvres, fournis par les prestations en nature et les prisonniers, les caravanes d'ânes et d'enfants transportant la terre, l'eau, les cailloux, la pierre à plâtre, la chaux, les troncs de palmiers.* »

Que nous sommes loin des déclarations ronflantes dont se gargarisent les gouvernants français et leurs porte-plume, sur le caractère humain et désintéressé de la « pacification » du Maroc !

Non, il n'y a rien, absolument rien de généreux, de sympathique, de doux, dans cette entreprise coloniale, qui a répandu à flot le sang du peuple marocain, et qui a été pour le peuple de France un gaspillage considérable de son argent, un cimetière pour des milliers de ses fils.

•

Cette entreprise recherchait pour les exploiteurs de la classe ouvrière et du peuple travailleur de France de nouvelles mines, de nouvelles terres, une main-d'œuvre à bon marché et, également, des mercenaires pour de nouvelles guerres de rapines et le maintien du régime d'oppression impérialiste.

En effet, le protectorat a fait du Maroc un réservoir essentiel de matières premières pour les industries de France et celles d'autres puissances capitalistes, réservoir qui livre respectivement le quart et le tiers des approvisionnement mondiaux de phosphate et de cobalt. Il livre, à la France et aux Etats-Unis d'Amérique, du manganèse, du plomb et du zinc; à la France, à l'Angleterre et à l'Italie, du fer et du molybdène. Aucun de ces minerais n'est traité sur place. Pourquoi les capitalistes étrangers, français dans leur majorité, qui sont les maîtres absolus du sous-sol marocain, le feraient-ils, alors que l'exportation leur permet d'accumuler des bénéfices fantastiques, se chiffrant par milliards ? L'Omnium Nord-Africain, qui exploite le manganèse de Tifnout Tiranimine, le cobalt de Bou Azzer et l'amiante de Bou-Ouffrali, a fait 161 millions de bénéfices nets en 1950, 228 millions en 1951, 301 millions en 1952. La société qui exploite le plomb d'Aouli a fait 315 millions de bénéfices nets en 1951, et la Marocaine des mines des produits chimiques, qui exploite un riche gisement de fer, a vu son exercice 1952 laisser un bénéfice net de 144 millions contre 78 millions en 1951.

Le protectorat a, en même temps, transformé le Maroc en terrain favorable à la fructification des capitaux. Les investissements français y ont dépassé 100 milliards de francs dans le seul laps de temps allant de 1946 à 1952. C'est que les inves-

tissements, sous un régime où la spéculation est une pratique courante, impunie et encouragée, où les impôts payés par les riches sont infiniment légers, rapportent gros. L'exercice 1952 du Crédit Marocain s'est soldé par un bénéfice de 60 millions; celui de la Banque commerciale a laissé un bénéfice de 62 millions et celui de la Marocaine de Distribution 183 millions. La Compagnie des Chaux et Ciments, qui est dotée d'un capital de 600 millions, a fait, en 1952, un bénéfice net de 171 millions, et la Compagnie Sucrière, qui a un capital de 1.072 millions, a gagné, la même année, 462 millions. Par ailleurs, en 1951, quatorze sociétés ont réalisé 2.425 millions de bénéfices.

Les laudateurs du colonialisme étalent eux-mêmes ces chiffres, signe, à leurs yeux, de la prospérité du Maroc sous le protectorat. Ils écrivent et disent que les installations minières et leurs téléfériques, les barrages et les centrales électriques, les ports, les chemins de fer et les routes plaident en faveur de la France, « créatrice et animatrice de l'économie marocaine ». Nous ne nions pas ces réalisations, dont certaines sont réellement belles. Mais nous précisons qu'elles n'ont été établies qu'en vue de grossir les comptes en banque de certains individus et groupes financiers étrangers. Et s'il se trouve que des Marocains en profitent quelque peu ou en vivent, c'est par simple et inéluctable conséquence.

Les laudateurs du colonialisme, qui omettent cette précision, se gardent bien de dire que le Maroc, resté libre, aurait bien pu se donner ces réalisations et d'autres, comme le fit, par exemple, le Japon. Ils feignent d'ignorer que le Maroc indépendant prenait, à la fin du XIXe siècle, certaines mesures pour s'engager dans la voie du progrès et du modernisme. Le professeur Roger Letourneau le reconnaît, en écrivant dans son livre, *Fès avant le protectorat* : « *Le sultan Moulay Hassan avait compris qu'il n'y avait point de salut pour le Maroc hors le modernisme, au moins pour tout ce qui concernait l'armée. D'où l'institution des missions militaires, d'où les achats de matériel de guerre à diverses puissances européennes, d'où l'envoi en Europe de missions marocaines composées de jeunes gens susceptibles, pensait le souverain, de s'initier aux méthodes européennes, d'où la création d'une école d'ingénieurs dans la médina de Fès Jdid. Mais tout cela ne suffisait pas :*

en cas de guerre avec une puissance européenne, il fallait que le Maroc fût capable de fabriquer et de réparer sur place des armes et des munitions, et, pour ce faire, il était indispensable d'organiser un arsenal. Moulay Hassan décida de le créer à Fès Jdid, auprès de son palais, et confia l'affaire à des officiers italiens qui s'installèrent en 1888. »

Les laudateurs du colonialisme cachent également ce fait qui les accablent : après quarante et un ans de protectorat, le Maroc manque d'une véritable industrie nationale, et son économie, jadis indépendante, est transformée aujourd'hui en simple appendice de celle de la France.

S'il était libre et gouverné par les représentants authentiques de son peuple, il gérerait son économie en fonction de ses besoins essentiels. Il transformerait sur place les minerais dont abonde son sous-sol. Il fabriquerait des tracteurs pour ses paysans, alors qu'il est incapable, présentement, de faire une charrue moderne. Il tracerait des routes, construirait des chemins de fer, non selon les exigences de messieurs Epinat et Walter, mais en tenant compte des seuls intérêts de son économie et de ses populations. Il se donnerait un équipement industriel qui ferait de lui un pays riche, heureux, et assoierait son indépendance.

La colonisation, au Maroc, s'est également attaquée au sol, empêchant le développement de l'agriculture et appauvrissant la paysannerie. La preuve en est que sur 15 millions d'hectares de terre cultivables, à peine cinq sont cultivés. Et le scandale le plus grand réside dans le fait que 5.000 colons possèdent un million d'hectares, alors que deux millions de familles de fellahs et khammès ne disposent que de quatre millions d'hectares. Cela représente une moyenne de 200 hectares par colon et de 2 hectares par famille de fellahs.

Les colons, venus au Maroc dans les fourgons du protectorat, ne se sont pas installés sur des terrains vacants et incultes, pour les défricher, les améliorer, les labourer. Ils ont occupé les terres les plus fertiles appartenant aux Marocains. Par quels moyens ? Par l'expropriation officielle des fellahs, sous couvert d'utilité publique, par la spoliation par voie d'immatriculation à la conservation foncière, par vol pur et simple, couvert par les autorités françaises. Le maréchal Lyautey le reconnaissait, en écrivant : « *La légation de France*

fut amenée... à pousser quantité de Français à jalonner le terrain, à prendre possession des terres, à se créer des titres sans regarder de trop près à la solidité juridique. »

Et la dépossession des agriculteurs marocains se poursuit de nos jours. Le travail forcé auquel ils sont encore soumis, qui est légalement de quatre jours par an, mais qui, dans la pratique, atteint trois, quatre, cinq semaines, les impôts multiples et élevés qu'ils sont contraints de verser, les prix insuffisamment rémunérateurs auxquels leur sont payés leurs produits, les livrent, sans défense, aux rapaces de la colonisation, ces agriculteurs aux mains blanches, fortement organisés, qui vouent une haine animale aux Marocains et dont *Le Monde* du 14 février 1951 disait de leur représentant typique, M. Aucouturier : « *On est surpris de voir quel rôle joue dans l'empire chérifien tel colon, haut en couleurs, fort en gueule, travailleur et bien portant, mais dont la mentalité de petit paysan devenu trop vite millionnaire ne devrait pas l'amener à dépasser l'audience d'un conseil général de la métropole. Cependant, l'homme se targue d'être capable de faire et de défaire les résidents et l'on n'est pas sûr qu'il s'agisse là d'une vantardise.* »

Le protectorat sert avant tout cette caste. Dans un pays au sol riche, favorisé par la nature au point de vue climatique, disposant d'un château d'eau immense, son œuvre agricole se traduit par la misère des paysans marocains, par la sous-alimentation de la population, par des famines périodiques, comme celles de 1937 et 1945, au cours desquelles on vit des êtres humains disputer des os aux chiens, et qui coûtèrent la vie à plus d'un million de Marocains.

Ces faits, les stipendiés du colonialisme les cachent, qui s'extasient devant quelques travaux hydrauliques, quelques fermes expérimentales, dont nous reconnaissons l'existence, mais qui, revêtant un caractère spectaculaire, ont nettement un but de propagande.

Dans les mines, l'industrie, le commerce, les maîtres colonialistes soumettent les Marocains à une exploitation féroce.

C'est ainsi qu'alors que le coût de la vie est aussi élevé qu'en France, le salaire minimum légal, après les augmen-

tations survenues il y a quelques jours, est de 51 fr. 70 de l'heure, en première zone, et à peine de 41 fr. 80 en quatrième zone, qui groupe les mines, source essentielle des bénéfices des trusts. A cela, il faut ajouter, comme l'écrit *Le Monde* du 12 décembre, qu'« *aucune codification n'est appliquée pour l'attribution d'une prime de travail aux ouvriers anciens ou spécialisés. Seule joue la loi de l'offre et de la demande, et il suffit souvent à un employé de réclamer une augmentation de salaire pour être immédiatement congédié.*

« *L'ouvrier qui touche un salaire inférieur à celui qu'il devrait toucher est trop fréquemment obligé, s'il veut conserver son emploi, de donner, au moment de sa paye, une dime importante (fabor) à son contremaître, à celui qui l'a fait embaucher, ou à son surveillant.*

« *Il n'existe aucun texte législatif ou administratif obligeant l'employeur à contracter une assurance contre les accidents du travail; les rentes allouées en cas d'accident, par les tribunaux, sont infimes et leur paiement rendu très illusoire.*

« *La sécurité sociale est inexistante pour 80 % des ouvriers. Quant aux soins médicaux pour eux et leurs familles, ils sont d'autant plus aléatoires que les dispensaires d'Etat sont envahis par une clientèle de plus en plus nombreuse, alors que leurs moyens en personnel et en médicaments sont insuffisants.* »

Et l'auteur de l'article, un ancien officier français installé au Maroc, de conclure : « *Comment voulez-vous que ces gens ne soient pas perméables à la propagande nationaliste... quand ils sont traités de la sorte sans que rien soit fait pour remédier à leur sort ? La révolte de cette classe ouvrière est d'autant plus profonde et justifiée qu'elle voit s'étaler sous ses yeux le luxe et l'opulence de ceux qui l'exploitent...* »

On pourrait croire que ces salaires anormalement bas et ce manque de lois sociales sont compensés par des avantages, tels que des logements à bon marché ou des soins gratuits. Il n'en est malheureusement rien.

En ce qui concerne les logements, qui ne sait que des centaines de milliers de Marocains vivent dans des bidonvilles, entassements d'habitations malsaines, faites de planches de vieilles caisses et de tôles de boîtes de conserves, habitations où l'on étouffe de chaleur l'été, où l'on est transi de froid

l'hiver, où l'on lutte toute l'année, soit contre la poussière et l'incendie, soit contre la boue et les inondations. Et il est des personnes qui jugent privilégiés les Marocains qui y habitent, tel M. Robert Montagne, professeur au Collège de France, qui écrit dans *Naissance du prolétariat marocain : « Nous avons déjà dit qu'il importait de ne pas se laisser impressionner par l'ampleur des bidonvilles, au point de regarder ceux-ci comme le type par excellence d'habitat inférieur, qu'il conviendrait, pour des raisons de décence, de faire disparaître sans aucun délai. En réalité, les derbs, plus peuplés que les bidonvilles, et qui sont bien plus difficiles à assainir et à rectifier, constituent dans les cités de la côte, surtout à Casablanca, un habitat prolétarien plus insalubre encore. Ajoutons que dans les vieilles cités, quelques maisons bourgeoises, qui sont occupées désormais à raison d'un foyer ou plus par pièce, appartiennent aussi au domaine immense conquis par le prolétariat marocain et comptent parmi les locaux d'habitations les plus défavorisés au regard de l'hygiène publique. »*

Quant aux soins médicaux, il suffit de dire que le Maroc dispose de 8.000 lits d'hôpital, dont le tiers est réservé aux Européens, et de 250 médecins appartenant au service de la santé publique, ce qui représente un médecin pour 36.000 habitants. Dans la République socialiste soviétique de Kirghizie, qui compte six fois moins d'habitants que le Maroc et qui, il y a trente ans, était une colonie tsariste arriérée, il y a 767 établissements médicaux desservis par 6.500 médecins et aides. La comparaison est édifiante.

Faut-il ajouter que, dans le protectorat, un Marocain sur trois est tuberculeux, un sur quatre syphilitique, près de 80 % de la population du Sud trachomateuse, et que 6.000 lépreux circulent librement ? Faut-il ajouter que 98 % des femmes marocaines accouchent sans l'assistance d'un médecin ou d'une sage-femme et que le taux de la mortalité infantile, selon des statistiques officielles, est de 283,2 pour mille ?

Ce sont là des chiffres incontestables que prennent bien soin de ne pas divulguer les discours officiels, où l'on nous crie que la mission de la France au Maroc est de dissiper les fantômes de la faim, de liquider les affres de la misère, de donner la santé, de prodiguer les lueurs de l'instruction.

Au sujet de cette dernière, il est nécessaire, tout d'abord, de relever l'accusation perfide selon laquelle le Maroc aurait été plongé dans les ténèbres de l'ignorance jusqu'à l'avènement du protectorat. La vérité est qu'il a connu une civilisation brillante, et enrichi l'esprit humain et le patrimoine universel par le travail élevé de ses penseurs, les efforts de ses savants, l'œuvre de ses artistes. Il faut être d'une ignorance crasse ou d'une haine sans borne à l'égard des Marocains pour nier cette vérité, à laquelle le maréchal Lyautey, lui-même, fut contraint de rendre hommage, en déclarant, le 17 avril 1921, à Casablanca : « *Ne l'oublions pas, nous sommes au pays d'Ibn Khaldoun, qui arrive à Fès à l'âge de 20 ans, au pays d'Averroes, et leurs descendants ne sont pas indignes d'eux. On ne sait pas encore assez ce que de vieilles demeures de Fès, de Rabat, de Marrakech abritent d'hommes qui en ont fait des asiles de lectures, de pensées, de recherches. A chaque étape, j'en découvre de nouveaux, amoureux de leur bibliothèque, l'esprit ouvert à tout ce qui se passe dans le monde, ardemment désireux de voir leur pays participer au mouvement des idées.* »

Et le 7 décembre 1922, il renouvelait cet hommage en ces termes : « *Plus je fréquente les indigènes, plus je vis dans ce pays, plus je suis convaincu de la grandeur de cette nation... Ici, grâce à la permanence du pouvoir assuré dans toutes les dynasties qui se sont succédées de manière continue, grâce au maintien, malgré les révolutions, des institutions essentielles, nous avons trouvé un empire constitué et avec lui une belle et grande civilisation.* »

Cette civilisation, le protectorat s'est donné pour tâche de l'annihiler.

Il s'attacha, dès son instauration, à avilir la langue nationale au profit de celle du conquérant. En effet, dans les écoles publiques, l'arabe n'est utilisé que comme moyen secondaire d'instruction. Dans les administrations, seul le français a pratiquement cours, ce qui met le Marocain, chez lui, dans un état d'infériorité par rapport à l'étranger.

L'instruction n'est dispensée que dans la mesure nécessaire à la formation des serviteurs du régime, dont le bilan, en quarante et un ans, se limite à une vingtaine d'avocats, une dizaine de médecins, cinq pharmaciens, quelques ingénieurs

et un architecte. Présentement, près de deux millions de jeunes Marocains courent dans les rues, proie facile des vices et des tentations les plus pernicieuses. A peine 170.000 petits musulmans, selon les statistiques officielles, trouvent place dans les écoles publiques.

En présence de ces chiffres accusateurs, on ne peut s'empêcher de penser aux résultats brillants, obtenus en un bref délai historique, dans la lutte contre l'analphabétisme, par les pays qui se sont débarrassé de l'oppression coloniale. Par exemple, l'Albanie, qui a une population huit fois moins élevée que celle du Maroc, et qui comptait avant guerre plus de 75 % d'illettrés, disposait, en fin 1952, après huit ans de régime populaire, de 257 écoles avec 201.000 élèves, sans compter les dizaines d'écoles primaires et secondaires du soir, fonctionnant dans les villes et les campagnes.

Les colonialistes exploitent au maximum le chiffre de 170.000 Marocains scolarisés et s'efforcent de faire croire qu'il constitue un grand succès, en prétendant que le protectorat est parti de zéro et qu'il a eu tout à faire. Rien n'est plus faux ni plus insultant pour le peuple marocain. Car, en 1912, le Maroc dsiposait d'un système d'enseignement qui lui était propre, et qui s'étendait sur tout son territoire. André Colliez en témoigne dans son livre *Notre Protectorat*, en écrivant : « *Au moment de la signature du Traité de Protectorat, nous nous trouvions en présence d'une situation de fait; nous avions devant nous, en fonctionnement à Fès, l'Université karawiyine, qui, pendant dix siècles, a fourni à l'Islam africain ses cadres intellectuelles et qui contient encore 700 étudiants marocains, apprentis magistrats ou notaires, et, dans les villes et les campagnes, une multitude d'écoles coraniques, entretenues par le sultan, par les fondations pieuses ou les particuliers. Nous nous trouvions, en effet, en présence d'une merveilleuse floraison d'écoles, grandes et petites, fonctionnant dans l'ombre des quartiers urbains ou sous la tente des villages.* »

Si le peuple marocain était demeuré maître de ses destinées, cette floraison d'écoles ne se serait pas éteinte, elle se serait épanouie. Au contact de pays plus avancés, et par la force même de l'évolution des peuples, qui caractérise la première moitié du XXe siècle, l'enseignement marocain se serait modernisé, et, aujourd'hui, la jeunesse marocaine serait sco-

larisée dans sa grande majorité, instruite dans sa culture nationale.

D'ailleurs, le peuple marocain n'a jamais admis la politique obscurantiste du protectorat. Il lui a livré une lutte acharnée, arrivant, grâce à des efforts soutenus et à de grands sacrifices, à créer des écoles libres, à caractère nettement progressiste. Mais les autorités les combattirent toujours et les combattent encore, leur imposant un programme rétrograde, persécutant leur personnel, leur créant des difficultés d'argent, ou prononçant purement et simplement leur fermeture. Le crime de ces écoles est qu'elles essaient d'élever les enfants dans l'amour de leur patrie, alors que les écoles du protectorat ont pour mission de les en détourner et d'éviter même d'éveiller en eux l'admiration et l'amitié pour les autres peuples, en particulier le peuple de France, comme en témoigne la circulaire de M. Tabault, directeur de l'Instruction publique, citée en juillet dernier par *l'Humanité*. Tout en rendant hommage aux instituteurs et professeurs français, nous sommes sûrs de n'être ni chauvins, ni ingrats, en dénonçant l'infâmie du protectorat qui, contraint de créer des écoles, les utilise pour combattre la culture nationale marocaine.

D'ailleurs, ce rôle se place dans le cadre de sa mission générale, qui est de détruire l'Etat marocain et de dépersonnaliser son peuple, pour perpétuer son asservissement.

On sait que le Maroc a tenu dignement sa place d'Etat libre et indépendant dans le concert des nations jusqu'en 1912. Les déclarations de Lyautey, qui en attestent, sont devenues classiques. D'autres, pour être peu connues, n'en sont pas moins catégoriques. Exemple, celle de Georges Hardy, ancien directeur de l'Instruction publique du Maroc, relevée dans son livre *La Renaissance du Maroc : « Dans ce pays a vécu et vit toujours un peuple. Autrement dit, nous ne trouvons pas au Maroc, comme en tant d'autres régions de l'Afrique, un tourbillon de peuples hétérogènes, parlant des langues différentes, et séparés les uns des autres par une hérédité de caractères ethniques, d'habitudes matérielles et de préférences morales.*

« Il y a un type marocain... un peuple qui comporte assurément quelques variétés (des blonds et des bruns, des rablés

et des élancés), mais dont tous les membres gardent un air de famille et pendant longtemps ont parlé la même langue...

« On devine que cette double tendance — un puissant attachement au profit matériel et à l'indépendance — maintenue à travers les siècles, comme le fond même du tempérament de la race, a pu communiquer de vigueur et d'énergie à des hommes que la nature avait, par avance, solidement bâtis et doués d'une vive intelligence. Peu de peuples, dans l'histoire du monde, sont demeurés, en dépit des événements, aussi semblables à eux-mêmes, aussi attachés à leurs coutumes et à leurs institutions traditionnelles, aussi jaloux de leur vraie liberté. »

Pour que le peuple marocain ne demuerât pas semblable à lui-même, pour qu'il fût facilement assimilable, le protectorat entreprit, dès 1912, de liquider ses institutions propres. Il supprima, tout d'abord, ses attributs essentiels de souveraineté : l'armée nationale et la représentation diplomatique, puis les ministères de l'Intérieur et des Finances, bloquant tous les pouvoirs dans les mains du résident général et faisant de ses lieutenants — les contrôleurs civils et les chefs des affaires indigènes — de véritables roitelets, à l'autorité illimitée. Les sultan, vizirs, pachas et caïds ne furent maintenus que comme figurants.

La grande habileté de Lyautey a consisté à invoquer souvent la souveraineté marocaine, pour camoufler les empiètements réels qu'il lui infligeait, et aboutir sûrement à l'administration directe. Suivi fidèlement par ses successeurs — tant le parlementaire Steeg, le général Noguès que l'ambassadeur Labonne — il a parfaitement réussi puisque, de nos jours, le peuple marocain se trouve totalement écarté de la gestion de ses affaires. Il n'existe, pour lui, ni assemblée nationale, ni assemblées locales, ni conseils municipaux, ni autre moyen pour donner son avis sur les questions dont dépendent sa vie et son avenir. La Résidence générale agit et gouverne en maître absolu, exigeant du peuple marocain une obéissance de cadavre, une confiance sans réserve. C'est essentiellement parce que le sultan Sidi Mohamed ben Youssef, tenant compte des aspirations et de la volonté du peuple marocain, essayait de discuter certains projets résidentiels et de s'opposer aux plus nocifs, qu'il fut détrôné et remplacé par un vieillard sans

culture ni honneur, ne sachant que répondre *amen* aux diktats résidentiels. Deux seuls faits suffisent à démontrer ce que vaut le nouveau Sultan de la Résidence générale.

On rapporte que lorsqu'on proposa le trône à Ben Arafa, surpris dans le doux hébètement que lui procurait le hachich, il répondit sincèrement :

— Je ne sais comment faire... »

— Ne vous inquiétez pas, l'assura-t-on, nous ferons tout à votre place, vous n'aurez qu'à jouir des privilèges de la royauté. »

Par ailleurs, la presse a raconté qu'invité à déjeuner par le général Guillaume, il prit place en face de son hôte. Le maître d'hôtel lui présenta cérémonieusement le menu rédigé sur beau bristol. Aussitôt, Ben Arafa de fouiller dans sa choukara qui ne le quitte jamais, de prendre le sceau impérial et d'apposer son cachet au bas du texte imprimé. Il avait pris le menu pour un dahir et, en chef d'Etat respectueux de ses devoirs, il accomplissait sa besogne quotidienne.

Les colonialistes, qui ne peuvent nier qu'ils ont accaparé toute l'autorité, essaient de se justifier en affirmant que les Marocains sont incapables de se gouverner, et que le jour où ils auront acquis cet art, les rênes du pouvoir leur seront cédées. Ils ne se rendent pas compte que cette justification constitue leur propre condamnation. Car, si tant est que le protectorat a été instauré pour éduquer les Marocains, et si, en quarante et un ans, il n'a pas formé les cadres suffisants, n'est-ce pas la preuve qu'il a fait faillite et que les Marocains ont infiniment raison d'exiger son abrogation ?

Une autre objection s'impose : la Tunisie est colonisée depuis plus de soixante-dix ans, l'Algérie depuis plus de cent vingt ans. Ni l'une ni l'autre ne jouit pourtant de l'autonomie. A ce train, combien faudrait-il de siècles au Maroc pour être élevé à la dignité de s'administrer lui-même ?

La vérité est que le Maroc, qui s'est gouverné par ses propres moyens pendant treize siècles, est bien capable de le faire aujourd'hui.

La vérité est que le colonialisme n'aide pas les peuples asservis, mais cherche à freiner leur évolution. Et lorsqu'il affirme le contraire, il ne fait que mentir.

C'est ainsi qu'on crie sur les toits qu'on initie les Marocains à la démocratie. Mais, plus que partout ailleurs, la démocratie est bafouée au Maroc.

En effet, l'état de siège y est en vigueur d'une façon permanente. Les tribunaux français s'y conduisent, d'une façon générale, en instrument de répression de la Résidence. Quant aux tribunaux marocains, ils fonctionnent comme au Moyen Age, manquant de code et ayant comme juges les pachas et les caïds, qui sont des fonctionnaires dociles, pour la plupart analphabètes, tant sur le plan général de l'instruction que sur le plan politique.

Le Résident général exile, interne, éloigne, met en résidence surveillée, sans avoir de compte à rendre à personne, sans donner la moindre justification. Le contrôleur civil peut emprisonner tout Marocain estimé dangereux, c'est-à-dire non animé de sentiments conformistes.

Et que dire des prisons du protectorat ? Dans les villes, des bâtiments infectes, où les détenus sont entassés au point de ne pouvoir s'allonger normalement la nuit. Dans les campagnes, bien souvent, elles consistent en des écuries de chevaux ou de simples silos ! La nourriture y est affreusement insuffisante, dégoûtante, l'hygiène quasiment inexistante. Les détenus, tant politiques que de droit commun, tant condamnés que prévenus, sont soumis aux travaux les plus pénibles, les plus dangereux, condamnés aux châtiments corporels les plus honteux.

Et tout cela peut paraître bénin, comparé à ce qui se passe dans les commissariats, où les policiers, tout puissants, jouissant d'une impunité totale, infligent aux patriotes les tortures les plus épouvantables.

Par exemple, Maâti Yousfi, membre du Comité central du Parti communiste marocain, condamné à huit ans de travaux forcés pour « atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat français », actuellement détenu au bagne de Port-Lyautey, a été torturé pendant un mois et demi, dans quatre commissariats différents, avant d'être présenté au juge d'instruction. Il a subi les sévices de la bassine, de la bouteille à l'anus, de l'urine salée administrée après des jours de soif, en plein mois de juin.

Maljoub ben Seddik, dirigeant de l'Istiqlâl, a reçu tellement de coups qu'il a été déformé et qu'il est devenu méconnaissable.

Mohamed Mouline, ancien délégué du grand vizir à la production industrielle, est devenu fou et on lui refuse, à l'heure actuelle, l'autorisation de recevoir des soins en France.

C'est de cette façon que les colonialistes respectent la dignité humaine au Maroc !

Ils prétendent également que les libertés démocratiques y règnent.

La liberté d'association y existe. C'est exact. Mais seulement pour les colons, les industriels, les commerçants français, pour tous les étrangers qui vivent de l'exploitation du peuple marocain. Quant aux Marocains, elle leur est systématiquement refusée. Les syndicats ouvriers sont dans l'impossibilité de fonctionner, et les partis nationaux les plus importants, le Parti communiste marocain et l'Istiqlâl, sont frappés d'interdiction.

La liberté de réunion existe, mais uniquement pour les colonialistes ou leurs agents du genre Glaoui ou Abd-el-Haï, El Kittani, qui intriguent et complotent contre la cause nationale. Quant aux patriotes, s'ils se rassemblent à plus de trois, ou s'ils célèbrent une fête familiale sans autorisation, ils sont jetés dans les geôles !

La liberté de presse existe, mais exclusivement pour les banquiers et flibustiers, pour les maîtres des mines et du négoce, pour M. Walter, qui possède des mines de plomb et le quotidien *Maroc-Presse*, pour MM. Epinat et Mas, qui sont propriétaires de mines de manganèse et des quotidiens *Le Petit Marocain*, *La Vigie Marocaine*, et de plusieurs périodiques. Pas un seul journal libre n'est édité au Maroc ! *Hayat-Echaâb* et *Espoir*, organes centraux du Parti communiste marocain, *Al-Alam*, *L'Istiqlâl*, *Ar-Rissalât*, organes du Parti de l'Istiqlâl, *Ar-Raï-Elaâm*, hebdomadaire du Parti démocrate de l'Indépendance, *Achaâb*, quotidien du Parti de l'Indépendance et de l'Unité, sont interdits par arrêté résidentiel. Deux seuls journaux paraissent en langue arabe : l'un est le porte-parole officiel de la Résidence, l'autre est dirigé par un traître au mouvement national avec l'argent soutiré au peuple marocain par la Résidence.

En violation de la Déclaration Internationale des Droits de l'Homme dont leur pays est signataire, en violation de leur propre Constitution, les gouvernants français bafouent avec cynisme les libertés les plus élémentaires, méprisent l'opinion marocaine, font tout pour la réduire au silence. N'y parvenant pas, ils recourent à la violence la plus féroce.

C'est ce qui explique les massacres de janvier 1944 avec leurs centaines de morts et de blessés, leurs milliers d'emprisonnés, les massacres d'avril 1947, de novembre 1951, de février et mars 1952, de décembre 1952, avec deux mille martyrs, ceux tout récents d'août dernier, où, dans la seule ville d'Oujda, tombèrent plus de trois cents patriotes.

C'est par la violence qu'a été institué le protectorat, et c'est par la violence qu'il se maintient, comme vient de le prouver encore le coup de force contre le chef de l'Etat marocain, dirigé en réalité contre toute la nation marocaine. Car la déposition de Sidi Mohamed ben Youssef et l'intronisation du fantoche Ben Arafa visent essentiellement à supprimer les derniers vestiges de la souveraineté marocaine et à légaliser l'accaparement du pouvoir par les occupants colonialistes, sous le vocable trompeur de la co-souveraineté.

Mais la violence à laquelle s'accrochent les colonialistes comme à une planche de salut ne les sauvera pas.

Ils peuvent redoubler de subterfuges, réprimer avec l'énergie du désespoir, ils ne retrouveront jamais leur puissance et leur influence défuntes. Engagés sur la voie glissante de la décadence, assaillis de tous côtés par les peuples asservis du Vietnam, de la Tunisie, de l'Algérie, du Maroc, de l'Afrique Noire, de Madagascar, subissant les coups les plus durs de la classe ouvrière et du peuple travailleur de France, ils plieront le genou et rendront gorge.

Quant au peuple marocain, il marche dans le sens de l'histoire. Il va de l'avant malgré les obstacles inouïs dressés sur son chemin. Il arrachera inexorablement la victoire, parce que l'indépendance nationale à laquelle il aspire est un droit sacré, que nul ne peut nier sans se discréditer et se condamner. Parce qu'il a parfaitement conscience de la justesse de sa cause et n'oublie pas son passé historique de liberté, de dignité

et de gloire. Parce que, animé d'une haine illimitée du colonialisme, d'une volonté inébranlable de se libérer, il possède des partis nationaux anticolonialistes, et surtout son Parti communiste, ayant pour mission de transformer cette haine et cette volonté en action saine et efficace. Parce qu'il a l'appui désintéressé et combien précieux de l'humanité progressiste, que guide l'Union soviétique des immortels Lénine et Staline.

L'indépendance du Maroc, perspective aujourd'hui, sera une réalité demain.

Des Français honnêtes, mais insuffisamment éclairés, s'en inquiètent. L'émancipation intégrale, et à leurs yeux hâtive, du Maroc, le livrerait, disent-ils, à la cupidité d'une grande puissance et y consoliderait le féodalisme.

Disons-leur qu'une des raisons profondes pour lesquelles le peuple marocain combat est que l'impérialisme français, après avoir aliéné, au début du protectorat, l'intégrité du territoire marocain, en en livrant une partie à l'Espagne, fait appel aujourd'hui à l'impérialisme américain et ouvre notre sol à l'occupation de ses troupes, en vue de l'agression contre les pays épris de paix. Les peuples, à notre époque, luttent, non pour changer de joug, mais pour s'affranchir définitivement, et le peuple marocain brisera les chaînes qui meurtrissent ses poignets, non pour porter le carcan, mais pour jouir de la liberté.

Disons-leur également qu'une des causes essentielles du combat livré par le peuple marocain est que l'impérialisme français consolide les forces de régression au Maroc.

C'est ainsi qu'il soutient les congrégations religieuses et charlatanesques, qui prêchent la soumission et le fatalisme, répandent le vice. Il se sert des féodaux, couvre leurs prévarications, encourage leur débauche. De ces stipendiés, sans une parcelle de dignité, les Bidault et les Martinaut-Desplat, les Juin et les Guillaume, leur *Aurore* et leur *France-Soir* font des « amis de la France ». Ils feignent d'ignorer que ces traîtres à la patrie marocaine ne connaissent que leurs intérêts sordides et n'aiment la France que dans la mesure où elle leur permet de sucer le sang de leurs frères, disposés qu'ils sont à se vendre au plus offrant. Un écrivain français, René Babin, a consacré en 1934 un livre à leur représentant le plus typique,

le pacha de Marrakech, Thami Glaoui. Ecoutez ce qu'il écrit dans *Son Excellence* : « *Ah ! ce Glaoui ! Quel Seigneur magnifique ! Et si prodigue de présents ! Et si obligeant à vous admettre, pour peu que l'on disposât d'une influence et fût prêt à en trafiquer, dans ses brillantes entreprises, cultures d'olivettes, tonte de moutons, exactions, évictions de tribus dépouillées de leurs biens, vols de terre et d'eau, razzias de toutes sortes.*

« *C'est à celui-ci, précisément, que va être consacré le présent volume; à son ignomineuse oppression, à son rôle de corruption, là-bas et jusqu'ici, jusqu'au sein du Parlement; à quelques-uns de ses crimes, approuvés, couverts, en tout cas, par l'autorité protectrice, et possibles seulement grâce à cet appui d'en haut, devenu complicité; c'est aux révoltants scandales qui se répètent, se perpétuent sous le joug abhorré de ce rien du tout d'hier, transmué soudain par la grâce d'une bienveillance inexplicable et par la suprême raison de nos canons et de nos avions de bombardement, en pseudo-« grand seigneur de l'Atlas »; c'est à tant d'effroyables misères dont j'ai été le confident ou le témoin et qui légitimeront, un jour venant, toutes les révoltes, toutes les violences.* »

Et René Babin d'administrer la preuve que Thami Glaoui, tout en se déclarant l'ami de la France, a tenté à plusieurs reprises de se mettre au service des impérialistes allemands et anglais, pour favoriser leurs visées sur le Maroc.

Voilà les individus que renforce l'impérialisme français et qu'il fabrique lorsqu'ils n'existent pas, pour faire durer son règne d'esclavage ! Leur sort est lié au sien. Les féodaux, livrés à eux-mêmes, sont le néant. Le peuple marocain ne les tolérera pas un seul instant lorsqu'il aura la liberté.

D'autres Français disent : nous serions d'accord pour l'indépendance du Maroc si elle ne devait pas signifier une exacerbation du nationalisme arabe et aboutir au dilemme « le cercueil ou la valise » pour les Français du Maroc.

Nous leur demandons de jeter un coup d'œil sur l'histoire et de vouloir bien constater que le Maroc a entretenu pendant des siècles les relations les plus fraternelles avec les pays arabes. Aux liens culturels, aux affinités de toutes sortes, s'est ajoutée, à la fin du XIXe et au début du XXe, une solidarité

agissante, née de l'asservissement commun par des impérialismes étrangers. Vouloir le maintien et le renforcement de ces liens et de cette solidarité, dans la liberté et l'égalité, ce n'est pas faire montre de nationalisme arabe, mais simplement répondre à des nécessités, tenir compte de réalités.

Que les Français qui, de bonne foi, accusent les patriotes marocains d'être des fanatiques, se rappellent l'occupation de la France de 1940 à 1944, et les crimes des vainqueurs nazis. Qu'ils se remémorent les luttes courageuses des Français, leur abnégation, leurs sacrifices pour sauvegarder l'honneur de leur patrie. Oseraient-ils faire autre chose que de leur rendre hommage ? Eh bien, au Maroc aussi, les patriotes savent préférer la mort à la servitude, et ils meurent, aujourd'hui, comme ils sont morts hier, pour libérer leur patrie. La lutte qu'ils livrent n'est pas menée contre le peuple de France, mais précisément contre l'ennemi de ce peuple : l'impérialisme. Et l'issue, infailliblement victorieuse, de cette lutte ne signifiera nullement la rupture avec la France. Bien au contraire, elle inaugurera de nouvelles relations entre les deux pays, basées sur l'égalité en droits, le respect réciproque de la souveraineté nationale, sur la coopération économique et l'assistance mutuelle, sur le développement des relations culturelles.

Les patriotes marocains comptent essentiellement sur l'union avec le peuple de France pour qu'éclose cette ère de justice, si profitable aux deux pays.

Qu'il est donc faux de les présenter comme des chauvins et des racistes !

En leur nom à tous, au nom de ceux qui sont exilés, au nom de ceux qui, par milliers, dépérissent dans les coins de déportation de l'Atlas et du Sahara, au nom de ceux qui moisissent dans les prisons, au nom de ceux qui sont torturés dans les commissariats, au nom de ceux qui luttent clandestinement ou ouvertement, au nom de leurs familles qui souffrent, je réaffirme, avec toute la solennité en mon pouvoir, que nous, patriotes marocains, ne sommes pas anti-français. Malgré les blessures dont nous souffrons dans notre chair, du fait de l'impérialisme français, nous nous considérons comme les amis du peuple de France, de « *ce peuple du* 14 *juillet* — comme disait Victor Hugo, — *ce peuple du* 18 *août, ce peuple*

de 1830, ce peuple de 1848, cette race de géants qui écrasait les bastilles, cette race d'hommes dont le visage éclairait, cette patrie du genre humain, qui produisait les héros et les penseurs, ces autres héros, qui faisait toutes les révolutions et enfantait tous les enfantements, cette France dont le nom voulait dire Liberté ! »

Je voudrais exprimer notre reconnaissance, profonde et émue, à tous les Français qui nous aident à recouvrer notre dignité de pays indépendant, d'hommes libres.

Je voudrais assurer ces Français que nous trouvons en toutes circonstances à nos côtés, les communistes, de notre indéfectible attachement et adresser à leurs guides, à nos frères, Maurice Thorez et Jacques Duclos, l'expression de notre affection.

Ali YATA,
Secrétaire du Parti communiste marocain.

la « méthode »

« Elle (la méthode) se résume en ceci : faire du protectorat et non de l'administration directe. Au lieu de dissoudre les anciens cadres dirigeants, s'en servir — gouverner avec le mandarin et non contre le mandarin. Partir de ceci qu'étant destinés à ne jamais être ici qu'une infime minorité, nous ne pouvons prétendre à nous substituer, mais tout au plus à diriger et à contrôler. Donc ne froisser aucune tradition, ne changer aucune habitude, nous dire qu'il y a dans toute société une classe dirigeante... mettre la classe dirigeante dans nos intérêts. »

LYAUTEY,
Lettres du Tonkin et de Madagascar,
Tourane, le 16 novembre 1894.

MORAMANGA, L'ORADOUR MALGACHE

DANS la nuit du 29 au 30 mars 1947 éclatait le terrible drame qui, selon les chiffres officiels, allait coûter la vie à 89.000 Malgaches et à une centaine de Français. Depuis six ans, tout a été mis en œuvre pour éviter que le peuple français ne prenne clairement conscience de l'origine de ces événements. Mais, peu à peu, malgré les faux et les truquages, les parodies de justice et l'organisation de la terreur, la lumière se fait jour. Un retour en arrière ne sera donc pas inutile.

« PLUTOT LA GUERRE QUE LA FIN DES PROFITS CAPITALISTES »

Le peuple malgache qui, depuis un demi-siècle, subit l'oppression coloniale, a vu son sort s'aggraver encore durant la guerre 1939-1945. Partout sévissait le travail forcé, un régime de terreur raciste; dans beaucoup de régions, une demi-famine s'était installée du fait de l'arrêt des transports; l'absence de tissus (surtout sur les Hauts-Plateaux au climat froid), de quinine, de médicaments aggravait la mortalité. L'excédent des naissances sur les décès, qui était avant guerre en moyenne de 36.000 par an, avait fait place en 1944 à un excédent de 25,000 décès sur les naissances.

Aussi, la Charte des Nations-Unies où la France s'engageait à respecter désormais le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, puis l'adoption de la Constitution qui condamnait « tout système de colonisation fondé sur l'arbitraire » éveillèrent-elles d'immenses espoirs dans le cœur de tous les Malgaches. La libération était devenue l'aspiration unanime, encore qu'imprécise. Aux élections de décembre 1945, les députés Raseta (interné en camp de concentration pendant toute la durée de la guerre) et Ravoahangy (déjà condamné lourdement pendant la guerre de 14-18 pour son activité d'in-

tellectuel progressiste) avaient été élus en faisant de l'indépendance l'essentiel de leur programme.

Les colonialistes voyaient avec rage grandir ces aspirations. La loi du 11 avril 1946 interdisant le travail forcé mit le comble à leur fureur. La fin du travail forcé était pour eux absolument intolérable.

Pour maintenir leurs privilèges, ils constituèrent une « *Ligue de Défense de la colonisation* ». La Ligue n'avait évidemment aucune sympathie pour le gouvernement qui, en France, était issu de la Résistance, au sein duquel il y avait des communistes et qui prenait toute une série de mesures progressives; aussi recherchait-elle ailleurs des protecteurs. Dans un tract édité en août 1946, par exemple, elle invitait la colonisation « *à se tenir prête à défendre ses droits et à assurer, sans préjudice, son passage de colonisation en colonie française à celui de colonie française dans un pays étranger* ».

Ainsi les hommes des grandes compagnies invitaient les colons à se préparer à faire passer Madagascar sous le contrôle étranger, celui de l'Afrique du Sud, par exemple, dont ils admiraient les gouvernants racistes.

Comme les fascistes de France, pour protéger leurs profits, disaient « *plutôt Hitler que le Front populaire* », ceux de Madagascar aspiraient à se jeter dans les bras des nazis sud-africains pour rétablir le travail forcé et remplir plus facilement leurs coffres-forts. C'est ce qu'ils appelaient le « patriotisme ». Quant aux Malgaches qui réclamaient le droit de gérer leurs propres affaires, ils les traitaient d'anti-français et réclamaient — déjà — leur arrestation pour « atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat ».

Les mêmes sentiments portaient un d'Argenlieu, couvert par le ministre socialiste des Colonies, Moutet, à ordonner le criminel bombardement de Haïphong qui devait marquer le début de la sale guerre du Vietnam.

Plutôt la guerre que la fin des profits colonialistes !

LE RÔLE DU MINISTRE ET DE L'ADMINISTRATION COLONIALE

Le Haut-Commissaire socialiste de Coppet arrive à Tananarive le 19 mai 1946. Il a reçu de son ami Moutet, ministre

socialiste des Colonies, une mission précise : faire échec à la réélection des députés malgaches et aux progrès de leur parti : le Mouvement démocratique de la Rénovation Malgache (M.D.R.M.) qui vient de se constituer. Les manœuvres les plus sordides vont commencer.

Les éléments les plus fascistes de la colonisation sont déchaînés. Le choix de de Coppet leur permet d'ailleurs une propagande habile. En effet, de Coppet était gouverneur général de Madagascar en 1940, au moment où le traître Pétain prenait le pouvoir avec l'appui des baïonnettes hitlériennes. A l'époque, les colons, dans leur ensemble, optaient contre le gouvernement de Vichy qui signifiait pour eux l'isolement, l'arrêt du commerce. Leurs intérêts immédiats étaient le maintien du commerce avec l'empire britannique et pour cela il fallait refuser de reconnaître le gouvernement de Vichy. Seuls, une poignée de fonctionnaires et de militaires, craignant pour leur avancement, prônaient le ralliement à Vichy. Il eut été facile de les mettre au pas. Mais de Coppet préfère se rallier à Pétain. Quand il fut réaffecté à Madagascar en 1946, les colonialistes pouvaient donc jouer sur les deux tableaux : aux pétainistes, ils dénonçaient de Coppet comme « un socialiste communisant », aux gaullistes, ils le présentaient comme l'homme qui avait volontairement rallié Pétain.

Le 19 mai aussi était une date bien choisie. C'était l'anniversaire de la première grande manifestation de rue qui eut lieu à Tananarive le 19 mai 1929 et fut suivie de nombreuses arrestations. Les colonialistes et M. Baron, directeur de la Sûreté, ne doutaient pas qu'en ce jour, plus qu'en tout autre, les Malgaches aient à cœur de manifester leurs aspirations à l'indépendance.

Il est bon de noter que M. Baron avait précédé de Coppet à Madagascar de plus d'un mois. La date de l'arrivée officielle n'avait donc pas été choisie à la légère. M. le Gouverneur Boudry déclarait à ce sujet au procès des députés malgaches (sténographie des débats, audience du 24 septembre 1948) : « *Il y a autre chose également qui va influencer les événements, c'est l'arrivée du nouveau chef de la Sûreté, M. Baron, qui arrive ici au début du mois d'avril* 1946... *Vous savez que lorsqu'il y a un policier qui cherche à faire son métier, qui a*

servi dans le contre-espionnage, si l'on ne veut pas que la police prenne une trop grande part à l'action, il faut limiter les pouvoirs du policier. »

Le 19 mai était donc le jour rêvé pour une provocation. Dès que de Coppet apparut à la tribune dressée en face de l'Hôtel de Ville, des huées et des cris réclamant l'indépendance éclatèrent. Le Haut-Commissaire, dans l'impossibilité de prononcer son discours, gagna la Résidence. Aussitôt, policiers officiels et officieux massés à l'avance au pied des escaliers qui montent vers la place Colbert et la Résidence entrent en action, matraquant de-ci de-là, femmes et enfants, et arrêtant naturellement les militants du M.D.R.M. qui cherchent à rétablir le calme.

Après ce beau début, une police spéciale est recrutée, composée surtout de Compriens qui ne parlent ni français ni malgache. Et les arrestations se multiplient dans tout le pays. Si bien que lors des élections à la deuxième Constituante des centaines de membres du M.D.R.M. sont déjà détenus. En moins d'un an, d'après les déclarations de M. Moutet lui-même, plus de soixante procès sont intentés pour « *violences envers commissaires de police, manœuvres et actes de nature à compromettre la sécurité publique, propos de nature à provoquer la haine du gouvernement français* [le fameux décret du 4 décembre 1930, dit décret Cayla], *etc.* » et cent-cinquante pour « *actes de violence et de rébellion* » (Débats de l'Assemblée Nationale, 9 mai 1947).

En même temps on cherche à discréditer les élus aux yeux des populations. Tandis qu'ils emprisonnent les militants du M.D.R.M., les colonialistes se répandent en lamentations hypocrites sur ces « pauvres Malgaches » qui se font emprisonner pendant que les députés, couverts par l'immunité parlementaire, ne risquent rien. Autant de ruses qui n'abusent pas grand monde.

Aussi les députés du M.D.R.M. sont-ils réélus triomphalement avec 75 % des voix.

DE LA REPRESSION A LA PROVOCATION

Raseta et Ravoahangy avaient déposé le 21 mars 1946 sur le bureau de l'Assemblée Nationale une proposition de loi

tendant à donner à Madagascar le statut « d'Etat libre au sein de l'Union française ». Ils allaient préciser cette idée au cours d'une conférence de presse donnée à l'hôtel Lutétia le 17 septembre 1946 : « *Quelle est notre thèse ? L'indépendance dans le cadre de l'Union française. Le mot indépendance choque terriblement quelques oreilles, mais il est français et nous le maintenons. L'indépendance malgache, cela veut dire reconnaissance et affirmation d'une personnalité, d'une entité malgache, cela veut dire substitution de l'autonomie de gestion et du self-gouvernement à l'administration directe.* »

Tout cela n'est pas du goût du « Comité de l'Empire Français », ce bastion du colonialisme. Il signifie son mécontentement au « gérant loyal » Moutet qui écrit (il s'est cité lui-même lors de la séance du 9 mai 1947 à l'Assemblée Nationale) : « *Il apparaît urgent aujourd'hui de réagir contre cette influence (du M.D.R.M.) et d'entreprendre une lutte méthodique pour ramener le mouvement Hova, tout au moins à ses limites géographiques et ethniques qui sont l'Imerina et, par là même, de lui ôter cette apparence de caractère national qu'il s'efforce de se donner.* »

Et de Coppet répond : « *Je suis de très près l'action du M.D.R.M. Des enquêtes administratives se poursuivent quant aux conditions parfaitement irrégulières des appels de fonds. La somme des preuves recueillies doit permettre, je l'espère, de requérir la dissolution du Mouvement, et j'ai appelé l'attention de M. le Procureur général sur l'intérêt national d'atteindre ce but.* » (Voyez couplet sur l'indépendance de la justice.)

Quand le Haut-Commissaire « espère pouvoir requérir la dissolution d'un mouvement », son chef de police et ses administrateurs, s'ils aspirent à de l'avancement, doivent évidemment lui en donner quelques occasions. Cela ne manque pas de se produire.

Le 24 juin 1946, sur le marché de Sabotsy, à quelques kilomètres de la capitale, un gendarme insulte un ancien combattant malgache. La foule proteste. Le gendarme, s'estimant menacé, tire et tue deux Malgaches. La foule relève ses morts et se disperse, la rage au cœur. Deux jours après, un cortège recueilli suit les corps des deux victimes. Occasion favorable,

se dit M. Baron, chef de la Sûreté. L'itinéraire qu'il fait prescrire au cortège passe, comme par hasard, devant la gendarmerie et l'Hôtel de Ville où une vaste concentration policière a été opérée, prenant prétexte de la conférence du travail qui y siège sous la présidence du Haut-Commissaire. Quand le cortège funéraire arrive sur les lieux, une échauffourée se produit. Plusieurs dirigeants du M.D.R.M. sont arrêtés.

DIVISER POUR REGNER

Nous avons cité plus haut les instructions de Moutet (instructions du 30 septembre 1946) qui parle de « mouvement Hova », de « limites ethniques », etc.

Ce sont là des conceptions racistes sans aucune base sérieuse. Le ministre de l'époque le sait fort bien; il ne les ressuscite que pour mettre à profit ses talents de diviseur, au moment où l'essor croissant du mouvement national cimente chaque jour davantage l'unité malgache.

Sur cette théorie digne d'un Goebbels, M. de Coppet va organiser un parti à opposer au M.D.R.M. Combinant les pressions administratives et la corruption, il utilisera à cet effet des agents de l'administration et des hommes dont certains, se prétendant soucieux de défendre les éléments les plus exploités de la population, avaient même réussi à abuser un moment des démocrates français honnêtes de Tananarive.

L'origine administrative du P.A.D.E.S.M. (Parti des Déshérités de Madagascar) ne peut être mise en doute. De Coppet lui-même en annonça la création dans son rapport n° 380 et Moutet lui répond le 30 septembre 1946 : « *L'entrée en scène du Parti des Déshérités Malgaches, si j'en juge par les documents que vous avez bien voulu me communiquer, peut constituer pour nous un élément favorable. Le parti séparatiste* (Moutet appelle ainsi le M.D.R.M.) *ne survivrait guère, en effet, à une opposition commune et persistante des Hovas des Hauts-Plateaux et des Malgaches des régions excentriques.* »

Dans un mémorandum en date du 13 décembre 1946, les députés malgaches ont dénoncé ces pratiques : « *Certains agents de l'administration*, écrivent-ils, *ne cachent plus leur volonté d'accréditer le mythe des tribus et d'exciter les éléments de la population les uns contre les autres. Nous con-*

damnons formellement un tel procédé : il ne cherche qu'à inoculer le poison du racisme dans l'esprit d'un peuple qui en est totalement dépourvu... »

Le Parti des Déshérités de Madagascar prétend opposer les anciens esclaves et les habitants de la côte aux anciennes castes nobles et bourgeoises des Hauts-Plateaux. Alors que le M.D.R.M. a le plus grand mal à faire paraître quelques journaux sur des presses vétustes, l'organe du P.A.D.E.S.M., qui prend le nom stupidement provocateur de *Voromahery*, est édité par la principale imprimerie colonialiste (Voromahery est l'ancien nom de la caste bourgeoise de Tananarive, mais signifie aussi « oiseau de proie »).

La deuxième Constituante a décidé que, dans chaque territoire d'outre-mer, une Assemblée serait élue. La loi doit fixer la composition et les pouvoirs de ces Assemblées. Mais les travaux touchent à leur fin. Le gouvernement presse la Constituante de clore ses débats. L'Assemblée accepte alors la suggestion faite par Letourneau que Moutet soit chargé de régler par décrets les statuts provisoires des assemblées d'outre-mer. Celui-ci en profite, en plein accord avec les colonialistes, pour partager arbitrairement Madagascar en cinq « provinces », chacune dotée d'une assemblée particulière, ce qui permettra, espère-t-il, de faire triompher le P.A.D.E.S.M. au moins dans certaines d'entre elles et de les opposer les unes aux autres. Plus tard, il prévoit l'élection des membres de l'Assemblée Représentative, pour l'ensemble de Madagascar, par chacune des assemblées provinciales où siègent côte à côte Malgaches et Français. Le bloc des Français et du P.A.D.E.S.M. pourra ainsi, pense-t-il, éliminer le M.D.R.M. de l'Assemblée Représentative ou du moins lui enlever la majorité correspondant à son influence électorale.

On se doute des moyens mis en œuvre par les colonialistes pour faire triompher l'idée « géniale » du socialiste Moutet. Celui-ci a d'ailleurs précisé ses intentions en télégraphiant au Haut-Commissaire au début d'octobre 1946 : « *Il faut abattre le M.D.R.M. par tous les moyens.* » Le Gouverneur Boudry qui avait reçu ce message a justement souligné, au cours du procès des parlementaires malgaches, l'expression « par tous les moyens » et ce qu'elle pouvait signifier.

Exactions de toutes sortes, arrestations arbitraires, provocations vont naturellement se multiplier.

Au cours de la campagne électorale de novembre 1946, les dirigeants locaux du M.D.R.M. sont arrêtés à Andapa, Antalaha, Sambava, Tsihombé, Bekily et Ampanihy notamment. Tous sont inculpés d'« actes et propos de nature à provoquer la haine du gouvernement français » en vertu du décret d'exception du 4 décembre 1930. D'innombrables perquisitions ont lieu sans mandat. Les papiers, souvent même des effets personnels et du mobilier, sont enlevés sans aucun procès-verbal.

Dans les districts de Manakara et Vohipeno sur la côte Est, une véritable colonne expéditionnaire est envoyée. Les miliciens de la garde indigène parcourent les villages, frappant les habitants, mettant les maisons au pillage, exigeant la signature de démissions du M.D.R.M. et l'adhésion au P.A.D.E.S.M. Ceux qui résistent sont arrêtés arbitrairement. Deux cent quinze hommes et femmes sont ainsi détenus comme otages à la veille du scrutin, parmi lesquels de vieux notables estimés de toute la population, tels les chefs des villages d'Anosiala et d'Ambila. En même temps, les agents locaux du P.A.D.E.S.M. circulent partout avec l'appui de l'administration, distribuant les fonds secrets et se répandant en menaces et en imprécations contre ceux qui voteront pour le M.D.R.M.

Dans le district d'Ifanadiana, en pleine forêt de l'Est, les choses vont encore plus loin. Le responsable local du M.D.R.M. à Manampatrana, Radaoroson, se voit placer sous mandat d'arrêt le 9 novembre, veille de l'élection. Il est conduit sous escorte à Fianarantsoa où il arrive (à pied) le 14 novembre. Le 15 novembre, le procureur le libère et il retourne dans son village. Malade, il doit s'aliter. Le 27, un gendarme accompagné de miliciens et du gouverneur malgache se présentent à son domicile et, en dépit de l'avis contraire du médecin, décident de l'emmener à pied jusqu'à Ifanadiana. Une fois en route, ils procèdent à l'arrestation arbitraire de soixante-dix personnes environ. La population s'indigne. Après la traversée de Namorona, huit jeunes gens abordent le gendarme pour exiger la relaxe des captifs. Pour toute réponse, le gendarme décharge sur eux son revolver. Les huit jeunes gens, sans se laisser intimider, désarment le gendarme et le

ligotent ainsi que le gouverneur malgache, sans d'ailleurs leur faire aucun mal. A ce moment surviennent les miliciens qui font feu sur les huit jeunes gens, en tuant un. Puis la colonne rebrousse chemin, les responsables étant pris de panique, et tiraille tout le long de la route, abattant encore trois autres personnes. Le 1er décembre, plusieurs camions de troupes étaient envoyés de Fianarantsoa et, sous prétexte de rétablir l'ordre, se livraient aux pires exactions.

Les députés malgaches écrivaient le 9 décembre au Haut-Commissaire pour relater ces faits et concluaient : « *L'indifférence manifestée par la hiérarchie lors d'autres incidents antérieurs de même nature ne peut qu'encourager les gendarmes et les miliciens à persévérer dans leur mauvaise besogne et à dresser de plus en plus la population contre la France. Nous vous demandons instamment de prendre toutes mesures utiles pour empêcher le renouvellement de ces faits déplorables et de punir sévèrement tous les coupables.* »

M. de Coppet laissa les assassins en liberté et fit arrêter quelques jours plus tard le responsable du M.D.R.M. de Fianarantsoa, Rajoelison Prosper, parce qu'il avait osé télégraphier : « *Population Tanala succombant sous coups tortures inhumaines des gendarmes et commissaires fins la compromettre rébellion armée demande enquête parlementaire sur place.* »

Tout se passe donc comme si M. de Coppet avait voulu effectivement provoquer une exaspération pouvant dégénérer, en certains points sensibles, en des collisions sanglantes, prétexte à la dissolution souhaitée du M.D.R.M. Tout confirme que devant la montée irrésistible du sentiment national qu'il se sentait incapable de détruire, par les seules pressions administratives, il ait cherché à l'aiguiller vers des solutions violentes qui, compte tenu des mesures militaires et policières prises et du rapport des forces en présence, devait aboutir, dans son esprit, à l'écrasement du mouvement national.

Une campagne bien orchestrée est menée dans ce sens contre les députés. Tablant sur le développement même du sentiment national, les agents stipendiés des colonialistes s'en vont répétant : « Votre Ravoahangy n'arrivera à rien. Sa loi sur l'indépendance n'a même pas été discutée à l'Assemblée

Nationale. En France, on se moque de lui. Si vous voulez l'indépendance ce n'est pas comme cela qu'il faut s'y prendre. » Et ils suggèrent partout le passage à des actes de violence.

Un des épisodes les plus caractéristiques à cet égard est la constitution dans la forêt d'Anosibé, près de Moramanga, des petits groupes que les colonialistes baptisèrent « soldats de Ravoahangy ».

Le gouverneur Boudry, qui était à l'époque Secrétaire Général du Gouvernement, c'est-à-dire le plus haut fonctionnaire après le Haut-Commissaire, a montré, au cours du procès des députés malgaches, où il comparaissait comme témoin, comment avaient été recrutés ces « soldats de Ravoahangy ». Environ 8.000 tirailleurs malgaches avaient été rapatriés en août 1946, après des années passées dans les camps de prisonniers. Beaucoup d'entre eux, anciens paysans, trouvaient leurs terres accaparées, leurs familles dispersées. Exaspérés par la misère et les vexations dont ils étaient l'objet, ils trouvaient dans un tel enrôlement un but à leur existence.

« *Dès le début de septembre*, déclare M. Boudry, (sténographie des débats), *on trouve dans la région d'Anosibé des hommes qui font l'exercice avec des sabres de bois. Il est certain que ceci n'a aucune espèce de rapport avec le M.D.R.M., aucun rapport avec les députés !* »

M. de Coppet connaissait parfaitement l'existence de ces prétendus « soldats de Ravoahangy ». Et il laissait faire. C'est vers les militants responsables du mouvement national, vers ceux qui dirigeaient l'action de masse contre le colonialisme qu'il portait tous ses coups.

Ces machinations n'enlèvent rien au prestige du M.D.R.M. Le 10 novembre 1946 trois députés du M.D.R.M., Raseta, Ravoahangy et Jacques Rabemananjara sont à nouveau élus. En janvier 1947, les élections aux assemblées provinciales constituent une nouvelle victoire pour le M.D.R.M. dont les candidats sont élus dans la très grande majorité des circonscriptions.

L'HOMME DE LA SURETE

Du coup la colère des colonialistes est à son comble. Le 14 février, Charles Silber, un ancien de la L.V.F., qui n'avait

échappé à une condamnation méritée qu'en fuyant à Madagascar, écrit dans *l'Avenir de Madagascar* (journal colonialiste) : « *Ces derniers mois et plus particulièrement ces dernières semaines ont montré le rôle actif que joue le M.D.R.M. Il faut intervenir et ne plus se retrancher derrière de vagues colères et des menaces inopérantes.* »

M. de Coppet, pressé par les colons d'une part et par Moutet de l'autre, juge nécessaire de brusquer les choses.

Il est indubitable que des ordres ont été envoyés dans ce sens aux administrateurs. Le 2 janvier, déjà, M. Grenier, chef du poste de Vatomandry, convoque à son bureau le président de la section M.D.R.M. et l'avise que son parti ne tardera pas à être dissous. Il lui affirme qu'il y aura une révolution à Madagascar d'ici peu et que le M.D.R.M. en sera considéré comme l'instigateur. « Vous regretterez bientôt d'avoir adhéré au mouvement », lui dit-il.

Mais le principal exécutant est naturellement M. Baron, directeur de la Sûreté. Il porte son choix sur un de ses plus vieux agents: Ravelonahina. Ce raté ambitieux a appartenu avant la guerre de 1914-1918 à une organisation de jeunesse appelée V.V.S., constituée par Ravoahangy, Raseta et quelques jeunes intellectuels malgaches. Ces jeunes gens, groupés autour du pasteur français Escande, se proposaient de remettre en honneur la culture nationale malgache tout en y assimilant les notions scientifiques modernes. L'association fondée en 1912 était bien connue des services de la Sûreté qui n'avaient rien trouvé à y redire. Cependant, lorsqu'en 1916, pressé par le besoin d'effectifs, le Ministre de la Guerre donne l'ordre de mobiliser et d'envoyer en France la plupart des administrateurs et fonctionnaires coloniaux — ceux-ci préféraient, on le comprend, rester à Madagascar — l'Administration découvre alors opportunément un soi-disant complot de la V.V.S. qui aurait fait le projet d'assassiner tous les Français. Grand branle-bas de combat. On arrête tous les membres dont Ravoahangy, Raseta et Ravelonahina. On les traduit devant un tribunal militaire. Beaucoup sont frappés de lourdes condamnations. Grâce à quoi l'ordre de mobilisation est rapporté. Les administrateurs restent à Madagascar.

Ravelonahina pour obtenir la « clémence du tribunal » a accepté de se mettre au service de la police. Il a voué naturel-

lement une haine tenace à ses anciens camarades dont il est jaloux de voir la popularité grandir en même temps que leurs épreuves.

Baron connaît cette haine ancienne et vigoureuse et pense à l'utiliser.

MORAMANGA

Cette petite ville est située sur la voie ferrée de Tananarive à Tamatave au point où se détache l'embranchement qui monte au Nord vers la riche région du lac Alaotra. Son nom veut dire « où la forêt pousse facilement ». Les vents alizés qui soufflent de l'Océan Indien y amènent en effet une humidité constante favorable aux forêts d'altitude. Un millier de Malgaches et quelques Français y vivaient en 1947. Les avenues bien droites, bordées de filaos, certaines ornées de plate-bandes de fleurs rustiques lui donnaient un aspect coquet. De part et d'autre de la rue principale, des maisons de briques, d'assez belle apparence. Les autres plus pauvres en terre battue.

Près du village, en bordure de la route de Tananarive, avait été construit en 1945 un immense camp militaire en matériaux légers : rondins de bois et chaume. C'est là qu'était regroupée et entraînée la division qui devait partir en Indochine — soi-disant contre les Japonais. En 1947, ce camp était presque vide : quelques centaines de soldats africains, commandés par une poignée d'officiers, pour la plupart d'anciens F.T.P. ou F.F.I. Il était donc particulièrement vulnérable.

C'est Ravelonahina, dont nous avons vu quelles étaient les attaches policières, qui prépara l'attaque de ce camp. Pouvait-on trouver meilleur motif de l'arrestation des députés? On pourrait enfin, comme l'espérait de Coppet, dissoudre le M.D.R.M. Les quelques civils français seraient naturellement prévenus. Quant aux soldats africains et aux officiers, comme ce capitaine Weibel dont on connaissait les sympathies communistes, ça n'avait pas d'importance. Et puis, n'est-ce pas, se disait M. Baron, on ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs.

L'essentiel était d'aller vite. Deux des députés sur trois étaient à Madagascar pour la mise en place de l'Assemblée

Représentative. Les élections sénatoriales allaient avoir lieu le 30 mars. Et surtout le M.D.R.M. préparait son premier Congrès national pour le 7 avril. Le laisser se réunir c'était laisser proclamer la volonté d'indépendance de tout le peuple malgache, c'était laisser s'exprimer et se renforcer l'unité nationale, cette unité dont M. Moutet télégraphiait qu'il fallait l'éviter par tous les moyens.

Ainsi fut choisie la nuit du 29 au 30 mars qui permettait d'arrêter, outre les députés, les trois sénateurs élus le jour même et dont on ne pouvait douter qu'ils seraient eux aussi membres du M.D.R.M.

LE ROLE DU P.A.D.E.S.M. ET DE RAVELONAHINA, INSTRUMENTS DE COPPET

Au moment où va commencer la campagne électorale pour les élections provinciales de janvier 1947, de Coppet, sur l'ordre de Moutet, donne à ses administrateurs des instructions pour intervenir directement dans les élections.

Moutet avait écrit à ce sujet dans un rapport du 12 décembre 1946 adressé au Président du Conseil : « *Les mois qui vont venir auront donc une importance capitale pour le maintien de notre autorité à Madagascar et j'incline à penser que les chefs des circonscriptions territoriales ne devront pas se confiner dans un rôle passif dans la lutte d'influence qui s'engage.* »

Des tactiques différentes seront d'ailleurs mises en œuvre suivant la situation de chaque région.

Dans les régions côtières telles que le Sud-Est, par exemple, où le P.A.D.E.S.M. a réussi à réveiller les vieilles haines tribales et à abuser une certaine partie de la population, les administrateurs se répandent publiquement en menaces contre les élus, insultent les députés, appellent les populations côtières à chasser de chez elles les Malgaches des Hauts-Plateaux. Diverses associations de colons font circuler les bruits les plus alarmistes, invitant leurs membres à s'armer. Certains font forger en hâte des sagaies. L'administration elle-même distribue des armes aux éléments du P.A.D.E.S.M.

Au cours d'un procès devant la cour de Diego-Suarez, par exemple, le Président du tribunal demande à un témoin :

« — *Par qui ces armes ont-elles été remises?*

— *Elles ont été remises au P.A.D.E.S.M. et elles avaient été détenues au domicile de Gaston Mahazoasy, président du P.A.D.E.S.M.*

— *Par qui ont-elles été remises?*

— *Par l'administration.*

— *A quelle époque?*

— *Le 5 mars.* » (Extrait de la sténographie des débats.)

Après avoir distribué force rations de rhum, les dirigeants du P.A.D.E.S.M., au premier rang desquels Ramambason et Pascal Velonjara, excitaient de paisibles villageois à chasser de chez eux les « Hova » et à s'emparer de leurs biens. Certains, ainsi trompés, accompagnaient, armés de sagaies, les colonnes de la garde indigène qui se livraient contre les membres du M.D.R.M. à des exactions de plus en plus sauvages. A Vohipeno, l'administrateur Dumont allait jusqu'à soumettre les hommes ainsi trompés à un entraînement militaire, comme le révèle un rapport du président du comité régional du M.D.R.M. de Fianarantsoa écrit avant les événements de mars. Le 26 mars, le même administrateur leur faisait distribuer des fusils.

A Moramanga, à la limite des provinces de Tamatave et de Tananarive l'excitation « anti-hova » n'aurait pas eu de succès. Les nouvelles qui provenaient du Sud, souvent amplifiées et déformées par la rumeur populaire, l'arrestation de plusieurs candidats du M.D.R.M. au cours de la campagne électorale, les arrestations en masse de militants de ce parti (il y avait au moment des événements près de 450 emprisonnés en prévention à la prison de Moramanga), tout contribuait à exaspérer les patriotes malgaches.

Il en était de même dans la région de Fianarantsoa, dans toute la zone forestière des pentes orientales et sur la côte, à Manakara, et Mananjary. Dans ce climat, le policier Ravelonahina, prêchant le recours aux armes pour obtenir l'indépendance devait rencontrer des échos favorables.

L'appartenance à la police de Ravelonahina, au moins depuis 1929, a été révélée au cours du procès des parlementaires par un colon, M. Gaye, qui le connaissait de longue date.

Le président de la Cour Criminelle dut confirmer que le tribunal n'ignorait pas que Ravelonahina appartenait à la police. Celui-ci avoua, au cours de la même audience, s'être rendu à Moramanga en automobile, dans la nuit du 25 mars, prétendant y avoir accompagné le député Ravoahangy. C'est sur ce « témoignage » que les députés malgaches et les dirigeants du M.D.R.M. furent condamnés à mort.

Mais il a été prouvé depuis lors que Ravoahangy n'était pas dans la voiture et que Ravelonahina qui n'était accompagné que de son fils, avait posé lui-même toutes les bases de l'organisation de l'attaque du camp.

La preuve a également été faite que c'est lui qui envoya des émissaires à Fianarantsoa et à Manakara. Cependant, il ne fut inculpé que bien longtemps après la condamnation des dirigeants du M.D.R.M., quand il s'avéra impossible de faire autrement. du fait de ses propres déclarations. Condamné à une simple peine de prison, il jouit d'un traitement de faveur au bagne de Nosy-lava, où il joue par ailleurs le rôle de « mouton ».

A Tananarive même, une troisième tactique était d'ailleurs mise en œuvre au même moment, consistant à maintenir un climat susceptible de ne pas donner l'éveil trop tôt, d'endormir la vigilance des dirigeants nationaux du M.D.R.M. Ici la répression respectait scrupuleusement les formes légales : poursuites judiciaires contre les journalistes, respect apparent des droits des électeurs, déférence envers les élus. Cependant, comme l'a rappelé de Coppet dans son discours du 19 avril 1947 devant l'Assemblée représentative, le soir de la provocation « *Tananarive est mis en état d'alerte. Les troupes sont consignées, tandis que les forces de police, de gendarmerie et la garde indigène effectuent des patrouilles à travers la ville.* »

Ce dispositif cadre exactement avec les instructions de M. Moutet que nous avons rappelées : limiter le « mouvement hova » à ses limites géographiques. Le plan dans son ensemble est donc directement inspiré des consignes ministérielles.

Si l'on voulait une preuve supplémentaire du rôle de l'administration, on la trouverait dans le fait que l'action du P.A.D.E.S.M. et celle de Ravelonahina étaient manifestement

coordonnées alors qu'aucun lien d'organisation, aucun contact entre eux n'a été mis en lumière au cours du procès.

LA PROVOCATION EVENTEE

Le 27 mars, les élus du M.D.R.M. se réunissent au siège du mouvement pour désigner leurs candidats au bureau de l'Assemblée Représentative et dans les diverses commissions, suite aux décisions prises lors de la séance inaugurale de cette Assemblée. L'administration qui a donné son accord à cette procédure ne peut ignorer la réunion qu'on a présentée par la suite comme secrète.

L'ordre du jour est épuisé et chacun se lève déjà pour partir, lorsqu'on introduit un envoyé de la section de Fianarantsoa, Rakoto François de Sales. Celui-ci expose qu'un certain Kana, qui se prétend l'envoyé des députés, parcourt les villages déclarant partout : « Nous voyons maintenant qu'il est impossible d'obtenir l'indépendance par la négociation avec le gouvernement français. On arme le P.A.D.E.S.M. contre vous pour vous exterminer. Il faut prendre les devants et attaquer partout le 29 mars. » Il est urgent de prendre des mesures pour enrayer la provocation.

Sur le champ, les députés Ravoahangy et Rabemananjara rédigent en français et en malgache le télégramme suivant : « *Urgent — Prière diffuser et afficher : ordre impératif est donné à toutes les sections, à tous les membres du M.D.R.M. garder calme et sang-froid absolu devant manœuvres et provocations de toutes natures destinées à susciter troubles sein population malgache et à saboter politique pacifique M.D.R.M. — Signé : Raseta, Ravoahangy, Rabemananjara, Bureau Politique M.D.R.M.* »

L'administration fait interdire la diffusion de ce télégramme. En même temps, de Coppet télégraphie aux chefs de province : « *Des bruits ont été répandus dans certaines régions qu'une action serait entreprise contre les Européens le 29 mars. IL S'AGIT DE RUMEURS SANS FONDEMENT REEL que je vous signale pour votre édification et dont l'invraisemblance n'exclut pas la vigilance.* »

Ce message anodin n'est adressé qu'à quatre destinataires alors que celui des députés malgaches devait toucher plusieurs centaines de sections du M.D.R.M.

L'administration met tout en œuvre pour que la provocation qu'elle a soigneusement préparée éclate effectivement comme elle l'a prévu. C'est ce que devait reconnaître M. Duveau au cours de la séance du 8 mai 1947 à l'Assemblée Nationale. Après avoir cité les termes du télégramme de de Coppet que nous reproduisons plus haut, il déclarait : « *Moramanga n'a jamais été alertée. On met en cause les chefs militaires qui se sont laissés surprendre. Ils n'ont reçu aucun avis. Peut-être le chef de district de Moramanga a-t-il transmis au commandant Perrier qui a été une des premières victimes ce télégramme qui ne signifiait pas grand chose. Mais par contre, il est certain que les officiers du camp de Moramanga n'ont pas été avertis du danger comme ils auraient dû l'être, en termes dénués d'équivoque.* »

Au même moment d'importants mouvements de troupes avaient lieu et le ministère était alerté pour l'envoi de renforts.

Non seulement la provocation était prévue, mais encore la répression qui devait la suivre.

M. Moutet a déclaré à ce sujet au cours des débats de l'Assemblée Nationale, le 9 mai 1947 : « *Dès la fin du mois de juillet* (1946), *un conseil de sécurité et de défense était réuni, sous la présidence du général de Larminat, inspecteur des armées, parti pour Madagascar précisément pour savoir ce qui pourrait être mis à sa dispositoin, ainsi que les mesures qui pouvaient être prises pour permettre de garantir la sécurité... L'armement était désuet et déficient. Toute une série de mesures ont été prises et cet armement a été envoyé là-bas AVANT LA FIN DE L'ANNEE DERNIERE, par avion, pour être mis dans les mains de ceux qui pouvaient avoir à faire face à des difficultés éventuelles.* »

Le 25 novembre 1946, le même Moutet écrivait d'ailleurs au Président du Conseil de l'époque, Georges Bidault : « *La présence à Madagascar d'unités métropolitaines dotées d'un armement moderne et réparties dans les principaux centres de l'île, d'avions, d'une unité navale importante en perma-*

nence dans les eaux de Madagascar, épaulera efficacement la politique de ralliement autour de notre drapeau. »

Cette volonté de réprimer par la guerre et la terreur toute velléité d'indépendance des peuples coloniaux elle est inséparable de la conception d'« Union française », simple changement d'étiquette du régime colonial, qui était dès cette époque celle des dirigeants socialistes et M.R.P.

C'est ainsi qu'au cours du débat du 20 mars 1947 relatif aux crédits militaires de l'« Union française », M. André Monteil, député M.R.P., déclarait : « *La division aéroportée que nous allons équiper, elle sera utile pour donner à la présence française, dans tous les territoires, la marque de la force de la patrie tout entière.* »

Le Parti Communiste français fut seul à refuser le vote de ces crédits.

Quand de Coppet s'écriera le 18 avril 1947 à Betafo : « *Si le peuple malgache veut la guerre, il aura la guerre !* » il n'innovera pas, mais ne fera que révéler des intentions arrêtées longtemps avant par les hommes dont nous venons de citer les faits et gestes.

LE MASSACRE

Les soldats africains, qu'on entretenait dans un esprit d'hostilité permanente envers les malgaches, attaqués ainsi dans la nuit, à l'improviste, se ruèrent vers le village de Moramanga. Le massacre commença en pleine nuit, à la lueur des incendies. Dès le lendemain matin, les colonnes de répression étaient dirigées sur le village tandis que la radio annonçait que le M.D.R.M. était responsable de l'attaque. Dans toute l'île, les membres du mouvement étaient arrêtés, souvent mis à mort sans jugement.

Partout des scènes de carnage abominables. Voici comment un témoin oculaire, le cheminot Brezzia, décrit l'une d'entre elles, dans une petite gare de la ligne Tananarive-Tamatave : « *Tous les Malgaches furent entassés dans le bâtiment Basset, cinq à six cents, pendant trois jours et trois nuits, couchés à plat ventre. Dès qu'un homme bougeait, des rafales partaient, tirant dans le tas. Dix, vingt, trente, quarante prisonniers à la fois : cent cinquante environ furent ainsi tués. Ce carnage*

restera dans la tête des indigènes pendant des siècles. Aidé du R.P. De Guise et de l'administrateur Creuze, j'ai pu faire sortir, le deuxième jour de ce massacre, le chef de gare et ses trois fils... Dans ma colère et mon indignation, je traitai le chef de détachement, le sous-lieutenant Cail et sa troupe, de bande de pillards, ce qui me valut le lendemain un petit avertissement qui m'a été fait par un ami, d'avoir à me méfier d'une balle perdue comme par hasard. »

Partout on fusille, on pille, on incendie les villages.

Les responsables du M.D.R.M. de la région du Lac Alaotra sont arrêtés par les colons, leurs maisons, éventrées à la dynamite, sont incendiées. On les empile, après les avoir roués de coups, dans trois wagons à bestiaux, portes scellées. Pendant trois jours, ils vont rester ainsi sans boire et sans manger, dans une atmosphère de fournaise. Ils arrivent enfin à Moramanga. Alors le commandant Joubert fait mettre en batterie ses autos-canons. Les wagons sont criblés de projectiles jusqu'à ce qu'il n'y reste pas un survivant.

Dans les rues de Tananarive, un enfant de quatre ans qui joue est abattu d'une balle dans la tête par un sous-officier français : Jean Billon, maître-bottier. Le député socialiste Deferre qui rapporte ce fait ajoute : « *La mère de la victime est morte deux jours après son fils : l'autopsie a conclu à une mort naturelle.* » Naturelle, en effet, la mort de cette mère qui a vu assassiner son enfant sous ses yeux.

A Mananjary, le 2 avril, 53 patriotes dont 6 femmes sont assassinés en masse dans la prison civile, 25 hommes et 21 femmes sont massacrés dans le bâtiment des douanes : parmi eux un professeur de l'école régionale et un de ses élèves âgé de 13 ans, une fillette de 14 ans, des anciens combattants décorés et mutilés lors de la guerre 1939-1945. Un magistrat M. Poisson a décrit ces crimes dont certains dépassent en horreur ceux de la Gestapo et des SS en France. Il a naturellement été chassé immédiatement du pays.

A Manakara, au lac Alaotra, à Antalaha on massacre. A Ambalavoa-Sud, où aucun mouvement n'avait eu lieu, plusieurs dirigeants M.D.R.M. sont exécutés sommairement. Des jeunes gens sont contraints sous la menace des revolvers de promener leurs cadavres nus, entassés dans une charrette, à travers la ville.

Moutet et de Coppet avaient sous-estimé la puissance réelle du mouvement national malgache. Ils espéraient l'étouffer dans l'œuf par une répression féroce. Le M.D.R.M. était de constitution très récente. Son premier congrès national, comme nous l'avons dit, n'avait pas encore eu lieu. Les sections, hâtivement organisées, étaient plus des comités électoraux que de véritables organes politiques. Les moyens d'information étaient fort réduits; l'ensemble des journaux du M.D.R.M. tirait peut-être à 30.000 exemplaires et leur diffusion hors de Tananarive rencontrait de grandes difficultés dues à la structure même du pays : agglomérations séparées par d'immenses distances, population paysanne dispersée, souvent analphabète. Enfin le mouvement était très pauvre en dépit des sacrifices consentis par de nombreux patriotes. Ces faiblesses, contre lesquelles les dirigeants du parti luttaient courageusement, étaient connues de l'administration. Mais celle-ci en exagéra considérablement l'importance, de même qu'elle s'illusionna sur la portée réelle que pourraient avoir les anciennes rivalités tribales.

La violence même de la répression souda la résistance du peuple malgache, surtout dans la région de l'Est où précisément les pires exactions avaient eu lieu. La volonté de résistance s'était aussi galvanisée en raison des nouvelles reçues du Viet-Nam où le peuple armé tenait en échec le corps expéditionnaire. Le peu qui parvenait en brousse de ces informations y suscitait l'enthousiasme.

Aussi la répression, loin d'aboutir comme l'avaient espéré les colonialistes, à la destruction du mouvement national, provoqua une véritable insurrection. Dans toute la zone forestière, des détachements armés avec des moyens de fortune se constituèrent, soutenus par l'unanimité de la population. Le ravitaillement, les liaisons s'organisèrent. De nombreux villages et quelques villes tombèrent aux mains des insurgés. Manakara et Mananjary encerclées furent tenues de justesse par des troupes envoyées par avion et, en dépit des représailles et des raids de terreur, il s'en fallut de peu qu'elles ne soient enlevées. Dans le Sud-Est les éléments du P.A.D.E.S.M. étaient écrasés. Au mois de mai, dans la forêt de l'Est organisée

comme base de départ, les insurgés tenaient la route de Tananarive à Fianarantsoa où seuls les convois protégés pouvaient circuler. Des coups de main étaient opérés jusque sur l'usine électrique d'Antelomita à quelques kilomètres de Tananarive. Un immense territoire équivalent au cinquième de l'île (presque le quart de la France), peuplé de près d'un million d'habitants, échappait, à part quelques réduits, au contrôle de l'administration française.

De Coppet appelle à son secours la Légion étrangère et des éléments aéroportés.

Alors survient le général Garbay, l'inventeur des « ratissages » qui jusqu'en décembre 1948 lancera à travers la zone insurgée de l'Est ses colonnes de répression.

Finalement, l'insurrection est écrasée. Isolés, coupés de toute base de ravitaillement, les insurgés contraints au désespoir, se rendent les uns après les autres. Leurs pertes ont été terribles : 89.000 morts d'après le général Garbay lui-même. Auxquels s'ajoutent 20.000 emprisonnés, tous les cadres du M.D.R.M.

Mais les forces d'intervention, en dépit de l'extraordinaire disproportion des armements (des sagaies et des épieux en face de mitrailleuses, d'avions, de tanks) ont eu des pertes sensibles.

CE QU'IL FAUT SAVOIR

Ce que nous devons savoir, c'est la responsabilité de notre gouvernement dans le drame qui s'est déroulé à Madagascar. « *Avoir des esclaves n'est rien*, écrivait Diderot, *mais ce qui est intolérable, c'est d'avoir des esclaves et de les appeler des citoyens.* » C'est d'une telle hypocrisie qu'est né le drame de Madagascar.

Loin de reconnaître leurs responsabilités et de chercher à appliquer loyalement l'engagement auquel la France a souscrit de respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les gouvernements qui se sont succédés depuis 1947 ont tout mis en œuvre pour dissimuler leurs responsabilités : les pressions policières, d'infâmes parodies judiciaires, la censure, la déformation systématique des faits, la forfaiture et le crime.

M. de Chevigné qui succéda à Coppet dans la Grande Ile s'est particulièrement illustré dans ce domaine. Il ne peut avoir ignoré les responsabilités de son prédécesseur et du ministre Marius Moutet. Sa préoccupation dominante fut d'éviter que la lumière ne se fasse sur ce point.

Pendant toute l'instruction du procès, la défense n'avait cessé de réclamer la confrontation des députés malgaches avec un certain Rakotondrabé Samuel qui avait été en étroit contact avec Ravelonahina. M. Vincent Auriol, statuant en Conseil supérieur de la Magistrature, ordonnait qu'il fût sursis à son exécution jusqu'à ce qu'il ait pu déposer. Il l'a qualifié plus tard de « témoin principal ». La défense espérait au cours des débats obtenir enfin la confrontation demandée et probablement la lumière. Or, le 19 juillet 1948, trois jours avant l'ouverture du procès, M. de Chevigné, sans en référer, ni au président de la Cour Criminelle, ni au Procureur général, faisait exécuter ce témoin essentiel. Il avait choisi la forfaiture pour éviter la manifestation de la vérité.

Le 29 juillet 1948, le Président de la République écrivait au ministre de la France d'Outre-Mer : « *Suivant les instructions que, sur l'avis du Conseil Supérieur de la Magistrature, je vous avais fait transmettre, il aurait dû être sursis à l'exécution. Il est possible que des raisons impérieuses aient conduit le Haut-Commissaire à Madagascar à ne pas le faire. Aussi, dois-je vous prier de bien vouloir nous les faire connaître et en tout cas, dans le plus bref délai possible, par un rapport détaillé en justifiant la décision prise eu égard à l'acte d'accusation et sans consulter le Président de la Cour criminelle.* »

Les « raisons impérieuses », elles consistaient à ne pas faire éclater publiquement la part que le socialiste de Coppet, sur l'ordre du socialiste Moutet, avait prise à la provocation.

On comprend que le socialiste Vincent Auriol les ait trouvées convaincantes et se soit empressé de faire ministre celui qui avait montré tant de délicates attentions.

Ainsi fut couverte la forfaiture par celui qui aurait dû en réclamer la sanction.

Depuis six ans, la terreur est entretenue systématiquement par les exécutions capitales, soigneusement échelonnées, dont les dernières en date ont eu lieu le 25 septembre dernier.

En brousse, où l'on ne s'embarrasse pas de formalités, les exécutions sommaires continuaient encore en 1949 et 1950.

Dans des bagnes sordides et des camps de concentration, des centaines de détenus sont morts, sans parler de ceux qui ont été assassinés par les gardes, sous prétexte de tentative de fuite.

M. Ribard, administrateur des colonies, dans une étude sur le pénitencier de Sainte-Marie, y estime la mortalité « normale » de trois à cinq décès par mois sur une moyenne de 850 détenus. Mais il cite des périodes où les décès se produisirent à la cadence moyenne de deux par jour pendant près de deux mois (*Bulletin de l'Académie Malgache*, tome XXX, nouvelle série, p. 21).

Nous sommes comptables devant l'histoire de tout cela.

Les crimes commis à Madagascar n'ont rien changé au fait que le peuple malgache ne veut plus être un peuple colonisé. Il continue à revendiquer inlassablement son indépendance. Les Moramanga, comme les Oradour, sont impuissants à briser la volonté unanime d'un peuple décidé à se libérer du joug de l'étranger.

Quant à nous, Français, notre devoir consiste à imposer une politique qui châtie les auteurs d'Oradour et leurs complices au lieu d'en faire des ministres. Une politique qui rende à la liberté les milliers de patriotes malgaches qui ont le droit de lutter pour l'indépendance de leur pays comme nous avons lutté et lutterons pour l'indépendance du nôtre.

Pierre BOITEAU.

le symbole

« Le fouet est une partie intégrante du régime colonial; le fouet en est l'agent principal; le fouet en est l'âme; le fouet est la cloche des habitations; il annonce le moment du réveil et celui de la retraite; il marque l'heure de la tâche; le fouet encore marque l'heure du repos; le jour de la mort est le seul où le nègre goûte l'oubli de la vie sans le réveil du fouet. Le fouet, en un mot, est l'expression du travail aux Antilles. SI L'ON VOULAIT SYMBOLISER LES COLONIES TELLES QU'ELLES SONT ENCORE, IL FAUDRAIT METTRE EN FAISCEAU UNE CANNE A SUCRE ET UN FOUET DE COMMANDEUR. »

SCHOELCHER

LA CULTURE VIETNAMIENNE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Sur les champs de bataille, le canon tonne. Le riz nouveau verdoie déjà dans les rizières. L'acier crisse, les moteurs ronronnent, les fléaux balancent sur les épaules des volontaires qui s'en vont porter le ravitaillement aux armées. Des hommes de science travaillent à résoudre des problèmes multiples, tant dans les laboratoires d'expérience de l'armée que dans les hôpitaux militaires. Des hameaux les plus reculés monte la voix des enfants, des adultes qui apprennent leur alphabet. La radio, chaque jour, diffuse les nouvelles de la Résistance du Vietnam, après que l'orchestre ait joué « *Détruisons le fascisme* » ou « *En avant, frères d'armes !* ».

La machine de la Résistance est en marche. Tout un peuple, uni sous la direction du Président Ho, lutte de toutes ses forces sur tous les fronts : militaire, politique, économique et culturel.

Nous nous sommes réunis ici, ne poursuivant pas d'autre but que celui de définir les directives d'ensemble pour notre culture nationale, d'unir tous les hommes de culture de notre pays en un seul front, de mobiliser toutes les forces culturelles de notre pays en vue de contribuer à la lutte que mène notre peuple pour chasser l'occupant et édifier une culture nouvelle au Vietnam.

Le Vietnam, depuis des siècles, était un pays de culture, mais un petit pays, avec une économie arriérée, essentiellement agricole. Cette économie agricole, pendant de nombreux siècles, avait gardé un caractère féodal, selon « *le mode de production asiatique* » (Marx, *le Capital*); l'empreinte politique laissée par la domination chinoise pesait lourdement sur elle et l'empêchait de progresser vers le capitalisme.

Ce pays d'économie agricole peu avancée se trouve sur la presqu'île indochinoise. Les deux courants de civilisation des deux pays les plus grands et les plus développés de l'Asie, la

Chine et l'Inde, se sont rencontrés sur les riches plaines que fertilisent les alluvions de deux grands fleuves : le Fleuve Rouge et le Mékong. Situé à proximité de la Chine, le Vietnam avait subi la domination chinoise pendant près de mille ans, et par conséquent une influence culturelle importante de la Chine; cependant, au cours de la progression vers le Sud, effectuée sous la pression de la Chine féodale, notre peuple avait également subi l'influence des civilisations khmer et cham.

Pendant des siècles, nos ancêtres étudièrent les livres chinois, écrivirent en chinois; nos lois étaient calquées sur celles de la Chine, nous étudiions la philosophie chinoise, vivions selon les rites chinois. Quant aux croyances religieuses, nous avions adopté à la fois celles de la Chine et de l'Inde. Les sciences ne connaissaient aucun développement; les arts, la musique étaient sans vigueur; les conditions, les façons de vivre étaient routinières, non scientifiques.

Naturellement, dans l'héritage ancien qui nous est échu, il y a de nombreux joyaux que le temps a recouverts de sa poussière, et nous avons le devoir de continuer l'œuvre des érudits qui, comme notre regretté Nguyên Van Tô, ont commencé à faire sortir de l'ombre toutes les belles choses du passé. Cependant, objectivement, nous devons reconnaître que notre littérature présente deux lacunes graves : elle est pauvre, peu scientifique de contenu et elle est sinisée dans sa forme. Des génies militaires, comme Tran Hung Dao, littéraires comme Han Thuyên, politiques et économiques, philosophiques comme Ho Quy Ly, littéraires et politiques comme Nguyen Trai, médicaux comme Lan Ong, des philosophes comme Nguyen Binh Khiêm, des poètes comme Nguyen Zu, des historiens comme Phan Huy Chu, des hommes de science, de lettres comme Le Quy Dôn, sont malheureusement rares.

A côté de la littérature officielle des diverses époques, il y avait toute une culture populaire, qui s'est transmise dans les proverbes, les chansons populaires, les contes, les tableaux de foire. Cette culture reflète les luttes des travailleurs (paysans et ouvriers), les aspirations ou les protestations du peuple; elle dénonce les superstitions ou incite au bien. Il y a là tout un trésor que nos hommes de culture doivent encore étudier longtemps avant d'en épuiser le sens.

Aux XVIe et XVIIe siècles, les navires européens commencèrent à aborder dans nos ports pour faire du commerce. Ils venaient échanger des marchandises contre les produits du pays, et, en même temps, amenaient les missionnaires chrétiens. Notre pays commença à entrer en contact avec la civilisation européenne.

Au XIXe siècle, les colonialistes français vinrent occuper notre pays; au début, ils en firent un simple marché, puis, peu à peu, installèrent des industries pour exploiter la main-d'œuvre et les matières premières. Après la guerre de 1914-1918, ils pratiquèrent une politique de mise en valeur des colonies pour en piller les richesses, et compenser ainsi les pertes subies par la France pendant les quatre années de guerre. Nous assistons alors à deux phénomènes sur lesquels il faut attirer l'attention : d'abord, les colonialistes, en investissant des capitaux en Indochine, en développant le commerce et l'industrie, provoquent l'apparition d'une classe prolétarienne et d'une bourgeoisie dans les pays colonisés; ces deux classes entrent dans l'arène politique et culturelle. Ensuite, les colonialistes cherchent à garder sous leur influence le développement intellectuel de la jeunesse, en diffusant certaines formes de la culture française, mais tout en s'efforçant de maintenir les anciennes conceptions, les mœurs, les rites d'autrefois pour faciliter leur exploitation et leur oppression.

En 1940, quand la France est battue par l'Allemagne, les Japonais font leur entrée en Indochine. Colonialistes français et militaires japonais s'entendent alors pour exploiter notre peuple. La culture vietnamienne subit dans une certaine mesure l'influence du Japon, influence superficielle, mais qui laisse encore des traces.

Pendant toute la période de domination française, notre culture se caractérise ainsi par un contenu archaïque et une forme « métissée », mêlant le caractère national à des matières d'inspiration chinoise ou française.

Je n'ai aucunement l'intention, disant cela, de jeter le discrédit sur notre culture nationale. Mais nous sommes bien obligés de reconnaître objectivement cet état de choses, à savoir que notre pays, dans son économie, est resté essentiellement féodal, qu'il garde encore de nombreuses influences féodales; que, politiquement, il n'a pas encore conquis son

indépendance; qu'en conséquence le génie national n'a pu prendre son essor, la culture métissée d'influences étrangères n'ayant jamais exprimé les caractéristiques essentielles de notre peuple. Est-ce pour inciter au pessimisme que nous avons dégagé ces caractères ? Assurément non. Bien au contraire. C'est pour bien poser nos tâches et prendre courageusement nos responsabilités. Même maintenant, après la Révolution d'août 1945, le pays n'est pas encore complètement indépendant : à côté d'un territoire entièrement libéré qui comprend la plus grande partie du pays, il y a encore une petite zone occupée par l'ennemi. C'est pourquoi notre pays garde encore bien des caractères d'un pays semi-colonial. La mission de notre Résistance est de compléter l'œuvre de libération nationale, de bouter hors du territoire national les colonialistes et impérialistes, et, en même temps, de liquider progressivement les survivances féodales, pour édifier une économie, une politique et par là une culture de démocratie nouvelle.

Examinons maintenant en détail le développement de la culture de notre pays, depuis la conquête française jusqu'à nos jours.

DE LA CONQUETE FRANÇAISE JUSQU'A LA GUERRE DE 1914-1918

Jusqu'à la guerre de 1914-1918, les colonialistes avaient investi très peu de capitaux chez nous. La culture française n'avait pas encore pénétré dans le pays. La culture ancienne, d'inspiration chinoise, continuait à régner. Pendant toute cette période, la classe dirigeante féodale avait dirigé le mouvement de lutte contre le colonialisme français, car ses intérêts et sa situation sociale étaient en premier lieu menacés. Les intellectuels féodaux déclenchaient les mouvements de résistance connus sous les noms de « Fidélité au Roi » ou « Communauté des Lettrés », et dont le but était la sauvegarde de la culture confucéenne et la lutte contre la culture française.

En 1905, le Japon battit la Russie tsariste. Pour la première fois, les peuples d'Asie purent voir un pays « blanc » vaincu; ils tournèrent alors leurs yeux vers Tokyo. L'émigra-

tion vers le Japon commença. Les patriotes sélectionnèrent des jeunes pour les envoyer faire des études au Japon. En même temps, un certain nombre d'intellectuels créèrent, dans le pays même, une société dite culturelle, en réalité destinée à diffuser la pensée réformiste inspirée des auteurs chinois Khang-Huu-Vi, Luong-Khai-Sieu, et japonais. La société prit le nom de Dongkinh Nghiathuc. Parallèlement à ce mouvement culturel se développèrent les mouvements de résistance politique : guerilla de paysans dirigée par le Dé-Tham, empoisonnement de soldats à Hanoï, refus de l'impôt dans le Centre-Vietnam (1907). Les deux revues *Dang-co* et *Dông-van* développèrent des idées réformistes.

Les Français exercèrent une répression impitoyable et décimèrent tour à tour ces mouvements lettrés et réformistes. Simultanément, ils firent publier la *Revue Indochinoise* pour étendre l'influence de la culture française, supprimèrent l'enseignement des caractères chinois, ouvrirent des écoles d'interprètes, les premières écoles franco-vietnamiennes et l'Ecole de médecine.

La première guerre mondiale éclata. Les colonialistes français firent une propagande effrénée pour leur guerre de rapine, et nous commençames à devoir payer l'impôt du sang, en même temps que l'impôt en argent. Chacun de nous se rappelle encore l'affiche « *Le Dragon d'Annam verse son obole d'argent* » répandue partout dans les villages les plus reculés. Profitant de la guerre en Europe, le roi Zuy-Tân et les chefs militaires Dôi-Can, Luong-Ngoc-Quyen essayaient de fomenter des insurrections (1916 et 1917).

DE 1917 A 1930

Les Français nous avaient promis la liberté une fois la guerre terminée. Mais après la guerre, les chaînes se firent plus lourdes. Les plantations, les usines, les maisons de commerce français prirent un grand développement. La classe ouvrière fut concentrée en noyaux importants et commença à lutter sur une grande échelle. Grâce au commerce avec les Français, à l'adjudication de travaux pour les Français, à la mise en marche de petites industries, une bourgeoisie vietna-

mienne prit naissance. Subissant, dès sa naissance même, la concurrence des Français, cette bourgeoisie avait des tendances antifrançaises. Elle prit donc la direction d'une lutte révolutionnaire contre le colonialisme et les féodaux, le roi, les mandarins devenus les valets des Français. Le mouvement révolutionnaire pour la libération nationale prit sous sa direction les caractères d'un mouvement démocratique bourgeois. Il prit rapidement de l'extension, car il entraîna de larges couches de la population, riches et pauvres, exceptés les féodaux qui, après leur dernière révolte contre les colons en 1917, s'étaient rangés aux côtés des impérialistes.

Ce mouvement était en outre stimulé par la situation internationale après 1918, par l'ensemble des luttes de libération nationale sur le plan mondial. La Révolution soviétique ayant vaincu, le gouvernement de l'U.R.S.S. appliqua sa politique. de libre détermination des peuples de l'ancien empire tsariste. En Chine, le mouvement du « 4 mai 1919 » prit un caractère anti-impérialiste très marqué. En 1919 également, l'impérialisme américain, en lutte contre l'impérialisme anglais, proclamait, par la bouche de Wilson, le principe de la « porte ouverte » et le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Pendant et après la guerre de 1914, les colonialistes français craignirent terriblement la prise de conscience du peuple vietnamien. Pham-Quynh fut chargé de créer la revue *Nam-Phong*, pour faire la syntèse culturelle Orient-Occident, Ancien-Nouveau. La société *Khai-tri Tien-duc* fut fondée pour sauvegarder les anciennes valeurs, les mœurs et coutumes périmées, et en même temps répandre les aspects conservateurs de la culture française. En même temps, Nguyen Van Vinh fut autorisé à fonder la maison d'éditions « la Pensée européenne » et le journal *Trung Bac Tan Van*, qui traduisit et fit connaître les classiques et les romantiques français, mais à qui il fut interdit de traduire les penseurs progressistes et scientifiques du XVIIIe siècle français et les auteurs révolutionnaires socialistes d'Europe.

Les deux publicistes Pham-Quynh et Nguyen Van Vinh cherchèrent en même temps à lancer le « culte du Kiêu », qui était une forme indirecte de retour au passé féodal, pour lutter

contre la pensée démocratique et révolutionnaire, pour détourner la jeunesse intellectuelle de la lutte politique.

Malgré toutes les manœuvres des colonialistes et de leurs valets, le mouvement pour l'indépendance nationale n'en continuait pas moins à progresser rapidement. En 1919, Nguyen-Ai-Quôc adressa sa fameuse lettre à la Conférence de la Paix. La lettre comportait quatorze clauses qui réclamaient la défense des intérêts légitimes du peuple vietnamien. En 1921-22, ce patriote fit éditer à Paris le journal *le Paria* pour lutter pour l'émancipation des peuples opprimés. En 1924, le bruit de la bombe que fit éclater le jeune Pham-Hong Tai en vue de tuer le gouverneur général Merlin à Canton retentit dans toute l'Asie. En 1925, le patriote Phan-Tây-Ho rentra au pays, pour y mourir l'année suivante : sa mort fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres du patriotisme vietnamien; par tout le pays, la jeunesse scolaire fit grève et porta le deuil du grand patriote; de nombreuses couches de la population manifestèrent sa sympathie à l'égard du disparu. En 1925, le patriote Phan-Sao-Nam fut arrêté à Shanghaï, et traduit devant les tribunaux français : encore une occasion pour le mouvement de libération nationale de se manifester lors de la campagne menée pour son acquittement. Le publiciste collaborateur Pham-Quynh recevait une gifle d'un étudiant de Hanoï en pleine réunion publique. Le lettré Ngo-Duc-Ke, retour d'exil, stigmatisait le « culte du Kiêu », qu'il dénonçait comme une manœuvre d'abrutissement de la jeunesse...

Puis parurent les poèmes *Chieu Hon Nuoc* (Invocation à l'âme de la Patrie) de Pham-Tat-Dac, cris de douleur qui remuèrent tout le Nord du Vietnam. Du Sud, les cris de colère, les *Roulements du tambour de la liberté* de Tran-Huu-Do leur répondirent. A l'étranger, le grand patriote Nguyen-Ai-Quôc publia le *Procès de la colonisation française* et la revue *L'âme du Vietnam*, éditée à Paris, suscita de puissants échos dans le pays. Nguyen-an-Ninh fit entendre sa *Cloche fêlée* (journal) à Saigon, le lettré Huynh-thuc-Khang *la Voix du Peuple* à Hué. Tran-huy-Lieu déversa toute son âme ardente de patriote dans le livre *Confessions*. Les publicistes Phan van Truong, Nguyen kanh Toan, Bui cong Trung, représentant l'esprit progressiste et révolutionnaire, exposèrent leurs idées dans les journaux *Annam*, *Dongphap Thoibao*,

Than-chung. A Hué, l'érudit Dao-zuy-Anh fit éditer la collection *Quan-hai* d'inspiration matérialiste et commença ses travaux sur son fameux dictionnaire. A Saigon, Mme Nguyen duc Nhuan fonda la *Revue féminine* (*Phunu tanvan*), d'inspiration progressiste, pour l'émancipation des femmes. A Hanoï, Pham-tuan-Tai, Nguyen-thai-Hoc fondèrent les publications *Nam-dong*, la collection *Exemples pour la jeunesse*, proposant aux jeunes l'exemple des héros de tous les pays.

En même temps, la littérature romantique, qui s'opposait d'une façon purement négative au féodalisme, fit son apparition avec le roman *To-tam* de Hoang-ngoc-Phach. La pensée réformiste engagea le duel avec la pensée conservatrice; Phan-khoi, à propos de la doctrine confucéenne, polémiqua vigoureusement contre le conservateur Tran-trong-Kim (actuellement président du congrès « nationaliste » de Saigon, après avoir été, en mars 1945, premier ministre du gouvernement fantoche des Japonais. *Note du trad.*)

De 1925 à 1927, en Chine, la marche vers le Nord, dirigée contre le féodalisme et l'impérialisme étranger, remuait tout le pays. La jeunesse vietnamienne brûlait de pouvoir partir en Chine étudier la théorie et participer à l'action révolutionnaire. De nombreuses associations révolutionnaires clandestines naquirent dans le pays : Vietnam Quoczan Dang (Parti nationaliste), Thanhnien Cachmang (Jeunesse révolutionnaire), Tanviet (Vietnam nouveau), associations d'ouvriers, de paysans, d'étudiants, etc.

En décembre 1927, survint la Commune de Canton, qui tint trois jours. Elle échoua, mais fit la preuve que la classe ouvrière d'un pays semi-colonial d'Asie était à même de prendre le pouvoir. La classe ouvrière du Vietnam, encouragée par cet événement, renforça son organisation de lutte et les premières sections communistes furent fondées en 1929. Des publications clandestines, comme la *Revue des Syndicats rouges*, *la Faucille et le Marteau*, circulèrent dans le pays.

En février 1930, l'échec de l'insurrection déclenchée par le Quoczân Dang à Yen-bay, marqua la fin de la période de révolution démocratique bourgeoise, dirigée par la bourgeoisie, au Vietnam. Elle marqua également la fin de la période de prédominance de la culture démocratique bourgeoise, tout à fait éphémère, au Vietnam.

Le 6 janvier 1930, le Parti Communiste Indochinois fut fondé. Après l'échec de l'insurrection de Yen-bay, de nombreuses grèves et manifestations d'ouvriers et de paysans éclatèrent partout, dirigées par le Parti Communiste Indochinois. En septembre et octobre 1930, les paysans pauvres et moyens des provinces Nghe-Tinh se soulevèrent et constituèrent des soviets locaux, connus sous le nom de Xô-viêt Nghê-an. La direction révolutionnaire passa des mains de la bourgeoisie défaite à Yen-bay, dans celles de la classe ouvrière, encore toute jeune, mais qui s'était dressée héroïquement pour assumer son rôle historique.

Les soviets du Nghe-an furent réprimés avec sauvagerie; du Nord au Sud, une vague de terreur submergea le pays. Les colonialistes pensaient se débarrasser du communisme au Vietnam par la terreur; ils se trompaient. L'industrie du Vietnam avait encore à progresser d'une façon indépendante de l'impérialisme, pour que le pays ait une industrie lourde nationale; l'agriculture vietnamienne avait encore à se libérer des survivances féodales; en dépit de toutes les répressions, la Révolution vietnamienne devait donc aller de l'avant et exécuter ses deux tâches — anti-impérialiste et antiféodale. Par là, la révolution vietnamienne prend le caractère d'une révolution démocratique bourgeoise, mais sous une forme nouvelle : une révolution démocratique sous la direction de la classe ouvrière.

La répression de 1930-31 ne pouvait abattre que provisoirement la Révolution vietnamienne, qui devait éclater à nouveau.

En 1931, l'économie indochinoise qui était en train de se développer subit les effets de la crise économique qui sévissait dans le monde et en France, et fut entraînée dans la crise. La crise générale du capitalisme ébranla le système impérialiste jusque dans ses racines. Pendant ce temps, l'Union soviétique ne cessait d'accroître sa puissance. Les contradictions essentielles du régime capitaliste s'accentuèrent : lutte des ouvriers contre les capitalistes, lutte des peuples coloniaux contre les impérialistes, lutte des capitalistes entre eux. Pour résoudre ces contradictions internes, et sortir

de la crise, les capitalistes déclenchaient des guerres partielles en Mandchourie, en Abyssinie. En 1933, le fasciste Hitler prit le pouvoir, rêvant de conquérir le monde entier. Le mouvement antifasciste et pour la paix s'étendit rapidement dans tous les pays. En France, le Front Populaire vit le jour et vainquit aux élections.

En Indochine, les prisonniers politiques furent amnistiés. Le mouvement pour un Congrès Indochinois, qui rassemblait les aspirations populaires et revendiquait les libertés démocratiques, prit un essor impétueux dans tout le pays. Fin 1936 et au début de 1937, un mouvement de grèves d'une ampleur jusque-là inconnue secoua le pays. Le Parti Communiste Indochinois forma, avec les autres partis progressistes, le Front Démocratique Indochinois pour unir les forces démocratiques du pays, pour lutter contre le fascisme, contre la guerre, contre les colonialistes, pour « la liberté, le riz et la paix ».

En 1939, quand la seconde guerre mondiale éclata, les forces révolutionnaires se retirèrent dans la clandestinité; le Vietnam vit déferler sur son sol une vague de terreur.

Juin 1940 : le gouvernement de Vichy déposa les armes. Le Japon s'empara de l'Indochine, poussa le Siam à attaquer les Français. Notre peuple ne put supporter deux jougs superposés. Il profita de l'occasion; trois insurrections successives furent déclenchées à Bac-on, à Do-luong et en Cochinchine. Le Front Vietminh vit le jour au cours de ces luttes. Tout le peuple du Vietnam, des propriétaires fonciers aux paysans pauvres, des ouvriers à la bourgeoisie et à la petite bourgeoisie des villes, se dressa sous le drapeau de l'indépendance nationale. Pour la première fois, le front anti-impérialiste comprit vraiment de larges couches de la population. Le caractère fondamental de la révolution vietnamienne reste toujours le caractère bourgeois démocratique, mais la tâche anti-impérialiste est beaucoup plus urgente que la tâche antiféodale. En outre, depuis le début de la deuxième guerre mondiale, et surtout après la défaite des impérialistes français par l'Allemagne et le Japon, la classe des propriétaires fonciers au Vietnam perd confiance dans les colonialistes français et se range momentanément dans le camp anti-impérialiste. C'est pourquoi le Vietminh préconise une politique d'union natio-

nale; tout ce qui devait nuire à l'union nationale devait être écarté.

En mars 1945, les Japonais montèrent leur coup d'Etat contre les Français. Le mouvement patriotique antijaponais connut un grand essor. La période pré-insurrectionnelle commença. En août 1945, les Japonais capitulèrent sans condition devant les Alliés. Le peuple vietnamien, sous la direction du président Ho, et du Comité Central du Vietminh, déclencha l'insurrection générale et s'empara du pouvoir.

Tous ces changements politiques s'étaient opérés sur un fond d'économie féodale et coloniale. Dans ces cadres économiques et politiques, comment s'était développée la culture du Vietnam?

Après la terreur déclenchée par les colonialistes en 1930, une vague de mélancolie, de haine refoulée submergea le pays. La littérature romantique du groupe Tu-luc, qui contribua cependant d'une façon positive au développement de notre littérature, vit le jour. La bourgeoisie n'osait plus lutter sur le plan militaire et politique contre l'impérialisme; elle transposa la lutte sur le plan culturel, en stigmatisant le féodalisme (revues *Phong-hoa*, *Ngay-nay*, collection de romans *Tu-luc*). Parallèlement au romantisme dans la littérature, se développa le mouvement « *Soyons jeunes* », de caractère décadent, parmi la jeunesse intellectuelle des villes. Naturellement, les colonialistes français favorisèrent le mouvement, pour égarer les jeunes. Ils firent ouvrir de nombreuses fumeries et dancings dans les villes; en même temps, ils éditèrent de nombreux romans de cape et d'épée, ou mystiques, cherchèrent à relancer le boudhisme, publièrent des livres catholiques spécialement dirigés contre le communisme, développèrent le scoutisme qui devint un moyen de tenir en mains la jeunesse.

Pendant que la bourgeoisie réformiste et les colons développaient cette activité culturelle, une grande campagne agita le pays et fit triompher la culture prolétarienne. Hai-trieu donna la victoire à la conception de l'art au service de l'homme sur la conception de l'art pour l'art, au matérialisme sur l'idéalisme.

Pendant la période du Front populaire, sous la direction du Parti Communiste Indochinois, un mouvement de culture

démocratique, de culture populaire, se développa avec force. Les publications démocratiques légales foisonnèrent. Les revues et journaux écrits en français, comme *La Lutte*, *Le Travail*, *Rassemblement*, *Le Peuple*, *Notre Voix*, en vietnamien comme *Zan-chung*, *Tieng-tre*, *Nhanh-lua*, *Zân*, *Doi-nay*, *Tin-tuc*, *Ban-zan*, *The-gioi*, rivalisaient pour dénoncer les exactions des colonialistes et de leurs valets, et exiger des réformes, des droits démocratiques. De nombreuses publications vulgarisaient la pensée démocratique et le marxisme, et le public les dévorait avec ardeur. Pour la première fois, les masses populaires pouvaient participer dans une certaine mesure à la vie politique. Pour la première fois la littérature, la musique, les arts utilisaient les possibilités légales pour servir dans une certaine mesure le peuple.

A côté de cette culture militante et révolutionnaire, le mouvement de culture réformiste connut deux courants : l'un réformiste progressiste, l'autre réformiste réactionnaire; l'un utilisant les activités légales au service du pays, l'autre créé de toutes pièces par les colons pour duper le peuple. Les romans réformistes du groupe Tu-luc, de la maison Tânzan, étaient publiés dans le même temps que les groupes scouts ou catholiques se livraient à des activités de secours, de charité, et que les colonialistes débitaient par petites tranches leur programme de réformes. Les colonialistes, tout en utilisant le mouvement réformiste, se préoccupaient constamment de conduire la jeunesse vers l'évasion et la dégénérescence morale. Le résident Châtel se spécialisait dans l'organisation des concours de beauté et des corsos.

Pendant la deuxième guerre mondiale, que voyons-nous dans le domaine culturel? Dans l'ombre, toute une culture démocratique et nationale se développait, dirigée par le Parti Communiste et le Front Vietminh, éclairant de sa lumière de nombreuses couches sociales. A côté des livres clandestins, toute une presse, clandestine aussi, était diffusée dans tout le pays; citons au hasard *Giaiphong*, *Cuuquôc*, *Co giaiphong*, *Tapchi congsan*, *Viet-lap*, etc... Les prisonniers politiques avaient leur journal, tels le *Suoi Reo* du bagne de Sonla et le *Giong sông công* du bagne de Ba-van.

En 1943, le Parti Communiste Indochinois lança sa campagne pour une meilleure orientation dans le domaine de la

culture. Les publications clandestines du Parti et du Front Vietminh critiquèrent vigoureusement les tendances erronées, réactionnaires de la littérature et des arts qui se faisaient jour dans les œuvres légales. Les œuvres légales de littérature et d'art étaient relativement abondantes. Il y avait les deux tendances, progressistes et réactionnaires. Hoang xuan Han publia son *Vocabulaire scientifique*, puis en collaboration avec Nguy nhu Kontum et Nguyen Xien la revue *Sciences*. Dang thai Mai présenta la littérature progressiste chinoise au public; ses *Considérations sur la littérature* et ses traductions de Lou-sin méritent l'attention. Un groupe d'intellectuels progressistes écrivaient dans la revue *Tanh-nghi*. Certains créèrent le mouvement en faveur de notre langue pour lutter contre le métissage avec le français. Des œuvres de philosophes idéalistes européens furent traduites. Des publications sociales, des livres inspirés par un matérialisme mécaniste, adaptant et falsifiant plus ou moins le marxisme, édités par le groupe Han-thuyen, furent diffusés et utilisés par les colonialistes pour lutter contre la propagande nationale, patriotique du Vietminh. Le groupe Xuanthu Nhatâp, par contre, s'orienta dans un esprit national, mais s'éloignait des masses par la recherche du raffinement et de l'excentricité, par sa tendance à l'évasion.

Pendant toute cette période, le fascisme cherchait aussi à développer son influence culturelle. Le fasciste Decoux organisa son Bureau d'information et de propagande dirigé par le policier Cousseau, pour introduire au Vietnam l'esprit défaitiste de Pétain. Certains écrivains se déshonorèrent en mettant leur plume au service de « la Renaissance franco-vietnamienne », de la « Révolution nationale » des traîtres vichyssois.

Decoux encourageait un retour au passé, le culte des rites anciens, l'idéalisme, l'ascèse. Et un certain nombre de conservateurs, d'intellectuels, certes patriotes, mais désorientés, servaient involontairement d'instruments à l'ennemi.

Les fascistes français suscitèrent encore un mouvement de culture physique sans autre but que de bien prendre en mains la jeunesse, pour faire oublier aux jeunes vietnamiens leur devoir patriotique, pour en faire des créatures dociles, mais

robustes. On se rappelle certainement le slogan : « Etre fort pour servir », du fasciste Ducoroy (1).

Les Japonais, en prenant pied en Indochine, commencèrent immédiatement à développer le thème de la « Grande Asie orientale ». Un certain nombre de peintres vietnamiens furent invités à visiter le Japon. L'Institut culturel japonais fut créé. Un certain nombre de littérateurs et d'artistes se mirent à faire l'éloge des mœurs, des coutumes et de l'esprit chevaleresque « bushido » du Japon. Les « niponneries » s'étalèrent d'une façon odieuse : on se rasa la tête, on se mit à porter des bottes pour suivre la mode.

Cependant, nous ne devons pas envisager les choses d'une façon unilatérale et nier tout l'apport de la culture européenne, que les Français ont introduite. Dans l'histoire, ceux qui apprennent de l'agresseur tout en lui résistant ne constituent pas une exception. En même temps que nous résistons à la politique cruelle des colonialistes français, nous n'oublions pas de faire notre profit de la culture véritable du peuple de France. Contrairement à l'attente des colons, pendant la période de l'occupation française, nous avons pu apprendre, dans une certaine mesure, à penser et à agir selon des méthodes scientifiques. Notre peinture, notre littérature, notre musique, notre architecture portent la marque de l'influence de la culture progressiste française. Certes, s'il faut faire le bilan de l'influence française, nous reconnaissons que le côté positif est bien mince, bien superficiel, alors que le côté négatif a imprégné profondément nos esprits. C'est pourquoi, une des tâches de notre révolution culturelle est de faire le tri entre ces vestiges.

Après la révolution d'août 1945, un système économique et politique de démocratie nouvelle prit naissance. La culture avait des bases nouvelles pour se développer. Malgré toutes les tâches politiques, économiques, militaires, diplomatiques urgentes qui l'accablent, le Gouvernement porta son attention sur les problèmes de la culture, et des intellectuels.

---

(1) Malgré le machiavélisme des fascistes français et japonais, le sentiment patriotique ne cessa d'ailleurs de se développer même dans les mouvements de jeunesse légaux qui donnèrent plus tard, au moment de la révolution, quelques-uns des meilleurs cadres pour le mouvement national.

La « Société culturelle pour le salut du pays » développa son activité, édita des livres et fonda la revue *Tien-phong*. Les lettres et les arts prirent un nouvel élan. La liberté d'opinion devint effective. Les livres et journaux, surtout politiques, connurent une diffusion inégalée. En particulier, la musique fit de grands progrès. Après 80 ans d'esclavage, libéré maintenant de ses chaînes, le peuple du Vietnam se laissa aller à sa joie, fut plein d'ardeur et de jeunesse; il dansa, chanta, s'engagea pour le front avec un enthousiasme épique et juvénile. L'exposition de 1946 montra cependant que la peinture et la sculpture étaient en retard. Quoi qu'il en soit, depuis l'insurrection générale, spécialement depuis l'entrée du pays entier dans la Résistance, ces branches, en dépit de conditions matérielles extrêmement dures, ont progressé.

Le mouvement d'éducation populaire se développa avec une rapidité extraordinaire, pénétrant profondément jusque dans les couches les plus arriérées. En l'espace de trois ans, 7 millions de nos compatriotes ont vaincu l'analphabétisme. Nous avons battu un record dans cette lutte contre l'ignorance. Chaque unité de l'armée devient une école où le soldat apprend à lire, à écrire, à se former politiquement, à éduquer la population, à connaître l'hygiène, et la technique militaire.

Le mouvement de « La Vie nouvelle » avec les mots d'ordre « Travail, Economie, Probité, Droiture », lancé par le président Ho, a révolutionné profondément les mœurs : dans les villages, les jeux d'argent, l'alcoolisme, les vols ont nettement diminué pour disparaître complètement en certains endroits; les coutumes arriérées disparaissent progressivement, en particulier, certains rites compliqués et périmés dans les mariages, enterrements, fêtes, réunions de famille ou de village.

Nos hommes de science ont dû travailler dans des conditions matérielles exceptionnellement dures; cependant, ils ont pu, dans une certaine mesure, répondre aux besoins militaires et médicaux du pays.

Le Congrès sur l'Education et ce Congrès national sur les problèmes de la culture en sont des preuves flagrantes : la culture issue de la Résistance, la culture nationale et démo-

cratique de notre pays est en train de prendre un nouvel essor, elle est en train de suivre les autres domaines dans la marche en avant vers la libération nationale.

Actuellement, les occupants français sont en train de chercher à détruire, à souiller notre culture. Ils pillent, incendient, violent, avec une sauvagerie sans bornes. Les statues des génies, les crucifix, ils les brisent; ils vont jusqu'à assassiner des bonzes, prêtres, sœurs. Ils foulent aux pieds les croyances des gens, leur dignité humaine. Partout où ils vont, ils sèment la mort, la ruine, les deuils, les maladies. Leur guerre d'agression est en même temps une guerre contre la culture. Nous, nous luttons pour notre indépendance, pour la démocratie et en même temps pour sauvegarder la culture et la civilisation.

Dans la zone occupée, les Français sont en train de pratiquer une politique culturelle extrêmement réactionnaire. Ils en reviennent aux procédés classiques : ils répandent les informations les plus invraisemblables, cherchent à inspirer le pessimisme, le défaitisme, l'érotisme, le doute. Ils diffusent des théories mystiques, fatalistes. Ils multiplient les maisons de jeux, les thés, les bars, les maisons de tolérance pour corrompre la jeunesse. Les écoles qu'ils ouvrent pour attirer la jeunesse studieuse ne visent qu'à former des esprits dociles, des machines à leur service, prêts à trahir la patrie.

Dans son essence, la culture de la zone occupée reste donc cette culture obscurantiste, réactionnaire de l'ancien régime de « protectorat ». Nous devons lutter résolument contre cette culture, développer notre culture issue de la Résistance et porter dans la zone occupée le souffle et la lumière de la Résistance, pour dissiper ténèbres et miasmes.

CARACTERES ET TACHES DE LA CULTURE DE DEMOCRATIE NOUVELLE

Les hommes de culture du Vietnam participent à la lutte de libération nationale sur le plan de la culture.

Notre but commun est de vaincre l'ennemi, de défendre la patrie, de contribuer à rendre notre peuple puissant, d'aider

à ses progrès; de lutter contre la culture esclavagiste, obscurantiste, des colons, d'extirper les vestiges du féodalisme; d'édifier une culture nouvelle démocratique, d'apporter notre part à la culture démocratique mondiale.

Notre culture démocratique, je la définirai par trois caractères essentiels : elle doit être nationale, scientifique, populaire.

S'opposant à toutes les influences esclavagistes et colonialistes qui imprègnent si profondément notre ancienne culture, la culture démocratique nouvelle doit lutter pour l'indépendance et la liberté nationales, comme pour le respect de l'indépendance et de la liberté de tous les autres peuples; elle doit lutter contre toutes les forces d'oppression, d'agression, d'où qu'elles viennent, lutter contre toutes les pensées qui témoignent d'un esprit de faiblesse, de parasitisme, de manque de confiance en soi. La culture du Vietnam, qui reflète toutes les caractéristiques et les qualités de notre peuple, doit progresser en développant ses qualités et éliminer ses défauts; elle doit exprimer le meilleur de notre peuple.

Mais en même temps, elle sera prête à assimiler toutes les beautés qui nous viennent de l'extérieur. Elle ne sera ni xénophobe, ni raciste. Elle s'oppose à tout « métissage », à toute assimilation mécanique des apports extérieurs, qui ne tient pas compte des conditions particulières à notre pays et à notre peuple.

Pour développer ce caractère national dans la culture, nous participerons d'une façon active à la lutte contre le colonialisme français, nous ajouterons aux armes de nos soldats l'arme de nos plumes. Sur la laque, avec le pinceau ou la plume, sur le bois ou sur le marbre, dans le courant de nos pensées, nous cultiverons l'amour de la patrie, la haine des oppresseurs. Nous distinguerons avec précision les bonnes et les mauvaises influences de la culture française; nous collaborerons avec les hommes de culture étrangers, mais nous critiquerons, nous attaquerons la culture réactionnaire de l'étranger.

Nous étudierons les œuvres laissées par nos ancêtres; mais nous les critiquerons et chercherons à suppléer à leurs lacunes.

Pour lutter contre le caractère vétuste, féodal, qui imprègne encore une grande partie de la culture de notre pays, la culture démocratique nouvelle doit avoir un caractère scientifique. Elle respectera donc la liberté de religion, mais luttera contre les superstitions absurdes, les théories subjectivistes et métaphysiques, et contre toutes les coutumes et méthodes bizarres, non rationnelles, rétrogrades; elle diffusera largement dans le peuple les notions élémentaires de la science et de l'hygiène, propagera la pensée scientifique, la philosophie nouvelle, pour lutter contre les préjugés, les conceptions antiques et erronées.

Une des caractéristiques essentielles de la culture nouvelle doit être l'attachement au réel, et la liaison étroite entre la théorie et la pratique. Elle s'opposera à la fausse culture des colons, qui masque le réel. Elle préconisera le progrès et luttera contre tout ce qui retarde le progrès. Progrès qui, cependant, ne rompt pas avec le passé de la nation, qui n'est pas coupé de ses bases, qui n'est pas mécanique ou scientiste. Elle ne proclamera pas le culte de la science pour affirmer que seules les nations avancées au point de vue scientifique et technique peuvent vaincre et que, retardataires, nous sommes voués à la défaite : dans les conditions actuelles de la guerre, nous voudrions bien améliorer nos techniques, nous approprier les inventions les plus modernes de la science pour accélérer notre libération et l'édification de notre pays; nous ne le pouvons pas encore; c'est bien regrettable, mais il n'en résulte pas que nous devions nous croiser les bras et attendre des conditions plus favorables.

Même dans cette période de notre résistance, nous pouvons d'ores et déjà d'une part aller nous instruire à l'étranger, d'autre part chercher à améliorer nos techniques sur place, avec la pénurie de moyens présente, sans rêver des méthodes « classiques » propres aux grandes nations industrielles. Nous n'hésiterons pas à employer des méthodes de travail manuelles. L'essentiel est de faire un pas en avant, pour créer les conditions d'un progrès ultérieur. En même temps, nous rationaliserons les méthodes de production, de travail, de formation des spécialistes; nous accueillerons hardiment les initiatives individuelles, celles des ouvriers et des paysans, pour compléter les connaissances des hommes de science et des techniciens.

Reste que nous nous efforcerons toujours d'importer un certain nombre de machines, d'instruments, pour améliorer nos techniques de production d'une façon rapide.

Pour lutter contre le caractère aristocratique ou antipopulaire de notre culture ancienne, la culture démocratique nouvelle du Vietnam doit être la culture des masses. Elle sert le peuple, elle sert la grande majorité exploitée par la minorité. Elle s'oppose à la conception qui fait de la culture une chose en dehors de la vie courante, d'autant plus précieuse qu'elle plane plus haut, d'autant plus intéressante qu'elle est plus hermétique.

La nouvelle culture démocratique doit suivre de près la vie des masses, doit s'attacher à les guider, à les éduquer, à élever leur niveau, à susciter la naissance des talents dans les masses. Elle doit apprendre auprès des masses. Les soucis des masses doivent être ceux des hommes de culture; ceux-ci doivent trouver pour ces soucis des solutions en temps voulu. La culture au service des masses doit refléter d'une façon fidèle les aspirations et la volonté du peuple en lutte, doit aider le peuple à prendre conscience, à renforcer son enthousiasme, ses convictions, sa joie.

Pour cela, nous, hommes de culture du Vietnam nouveau, nous devons d'une part libérer les masses de l'analphabétisme, leur faire acquérir une conscience politique, d'autre part éliminer les tendances erronées dans les lettres et les arts, ces maladies chroniques héritées du passé national ou acquises par contagion auprès de la culture décadente des colonialistes. Ainsi des doctrines du renoncement à l'action, d'évasion, de l'individualisme, de l'esthétisme, etc.

En résumé, la culture de notre pays, la culture officielle et légale, pendant près d'un siècle de colonisation française, a été une culture à qui manquaient ces caractères, national, scientifique et populaire. Il appartient à la culture nouvelle de les développer. Et de les développer parallèlement, en étroite liaison entre eux. En effet, une culture qui se prétend nationale et qui n'est ni scientifique, ni populaire, peut très bien ne voir que les intérêts mesquins de son peuple, et s'opposer à l'évolution historique de l'humanité, elle peut très bien s'accrocher aux reliques d'un passé révolu, devenues

périmées ou réactionnaires. Elle peut ne s'intéresser qu'aux caractéristiques nationales « dans l'ensemble », sans s'attacher à ce qui tient à cœur aux paysans et ouvriers qui constituent la grande majorité de la nation et qui sont les classes les plus indispensables au pays.

Une culture qui se prétend scientifique et à qui manquent les caractères national et populaire, peut très bien ne servir que la science de l'ennemi; « la science pour la science » risque de conduire à la collaboration avec l'ennemi; « pour la science », des savants se résignent à être les valets des exploiteurs et oppresseurs, mettent leur science au service d'une minorité, trahissent les intérêts de la majorité.

Une culture qui se prétend populaire et à qui manquent les caractères national et scientifique, peut très bien voir son champ d'action se rétrécir aux seuls intérêts des paysans et des ouvriers, et ne plus tenir compte de la nation dans son ensemble, alors qu'il nous incombe de réaliser l'unité nationale pour notre guerre de résistance; elle peut très bien être à la remorque des masses, ne plus servir qu'à aduler les masses, ne plus remplir son rôle de critique scientifique vis-à-vis des habitudes et préjugés des masses; elle renonce ainsi à son rôle d'éducateur qui cherche à élever le niveau des masses.

En résumé, les trois caractères, national, scientifique et populaire, sont les trois maillons d'une même chaîne; ils doivent être les bases d'une culture démocratique nouvelle dans un pays où restent encore tant de survivances de l'époque féodale et coloniale.

Sur ces bases, nous pouvons définir nos positions avec précision :

1) en aucune façon, nous n'accepterons de compromis avec la culture réactionnaire; nous ne serons ni neutres, ni spectateurs;

2) notre action et notre savoir, notre pratique et notre théorie seront étroitement liés;

3) nous serons toujours près des masses, nous communierons avec les masses, nous apprendrons auprès des masses sans être à leur remorque, nous chercherons à les guider.

LE FRONT DE LA CULTURE DANS LE FRONT NATIONAL UNIFIE

Notre principal ennemi est le colonialiste français; l'ennemi secondaire est le traître vietnamien, qui représente des forces sociales en décadence qui s'accrochent au colonialisme pour survivre. Pour créer une culture nouvelle, il nous faut absolument renverser le colonialisme, renverser son économie et ses institutions politiques. Le colonialisme mis par terre, les fantoches qui s'accrochent à ses bottes partiront avec; du coup, la culture colonialiste ne pourra pas non plus survivre. La lutte révolutionnaire dans le domaine de la culture fait partie intégrante de la lutte générale que mène notre peuple. Les hommes de culture qui lutte pour l'indépendance et la liberté de notre patrie ne peuvent rester en dehors du Front national unifié de notre peuple contre les colonialistes français.

Le Front national unifié du peuple vietnamien comprend toutes les couches de la population. Il comprend des ouvriers, des petits bourgeois, des capitalistes, des paysans et jusqu'à des propriétaires féodaux. Le rôle de ce Front national est de renverser le colonialisme par la force armée, et en même temps d'alléger les charges féodales, de les supprimer progressivement par la voie des réformes.

Dans notre pays, les hommes de culture, depuis toujours, se sont placés dans les rangs de ceux qui combattent le colonialisme. Nous somme des combattants efficaces que détestent ardemment les colonialistes. Un intellectuel vietnamien patriote qui leur tombe sous la main est sûr d'être exécuté. En 1946, ils ont assassiné l'avocat Thai-van-Lung à Saïgon, puis le docteur Nguyen van Luyen, le directeur d'école Nguyen-quang Oanh à Hanoï, le peintre To-Ly à Bacninh, l'an dernier l'érudit Nguyen van To, et récemment le poète Nguyen dinh Thu. Ils pensaient effrayer nos hommes de culture; ils ne pouvaient qu'augmenter la haine de nos intellectuels contre l'occupant, les pousser dans la lutte.

Cependant, en examinant de près toutes nos activités culturelles, nous devons reconnaître qu'en dépit des nombreux résultats obtenus, notre culture manque encore d'une coordination suivie entre les différents domaines. Le Président Ho

l'a bien montré dans sa lettre au Congrès. Le programme d'ensemble n'est pas encore dressé ou établi d'une façon insuffisante. Les directives communes ne sont pas encore claires. De nombreuses forces ont été dispersées ou gaspillées. De nombreux talents n'ont pas encore été utilisés au service de la patrie. De nombreuses virtualités dorment encore. Chaque ministère, chaque région, met sur pied, selon son bon plaisir, une société de culture, un groupe littéraire et artistique.

Le moment est arrivé de rassembler toutes les capacités, toutes les organisations culturelles en un seul Front culturel au service de la Résistance, et de donner à ce front des formes d'organisation bien définies. Ce Front comprendra toutes les organisations et personnalités, sans distinction de classe, de tendance politique ou religieuse, pourvu qu'elles soient d'accord sur les deux points : indépendance et démocratie.

Indépendance et démocratie seront les deux bases sur lesquelles les organisations ou personnalités culturelles s'uniront pour promouvoir leurs activités. Ce seront les fondements du programme d'activité du Front national pour la culture.

Il importe peu qu'une personne soit spécialisée dans un domaine de la culture; il suffit qu'elle soit fidèle à la patrie, qu'elle approuve les principes de la démocratie, qu'elle contribue à aider la Résistance, pour qu'elle puisse se ranger dans le Front culturel. Celui qui lutte contre le colonialisme et ne s'oppose pas au régime démocratique peut faire partie du Front culturel. Des hommes de culture qui, actuellement, pour une raison ou une autre, ne participent pas encore à la Résistance, gardent encore une attitude neutre, mais éprouvent de la sympathie pour la Résistance, sont les amis de ce Front culturel. Ce Front culturel est ouvert à tous les hommes de culture patriotes qui œuvrent dans les régions occupées ou à l'étranger. Bref, nous préconisons une politique de large union dans le domaine de la culture, afin d'employer tous les talents, toutes les capacités culturelles, pour concentrer tous les feux de notre culture sur l'ennemi mortel de notre peuple, sur les colonialistes agresseurs.

Certaines personnes croient que le fait de définir la culture nouvelle par les trois caractères, national, scientifique et populaire, entraîne pour tous les membres du Front cul-

turel l'obligation de souscrire à ces trois directives. Ce n'est pas juste. Un homme de culture, à cause de ses préjugés, de ses croyances, peut ne pas aimer la science tout en étant un patriote dévoué; va-t-on pour cette raison le considérer comme indigne de faire partie du Front culturel ? Nous ne devons pas confondre les trois directives de la culture démocratique avec les mots d'ordre d'union, de toutes les forces culturelles patriotiques, avec la position commune à toutes les tendances culturelles de la Résistance au moment présent.

Certains voudraient que seuls fassent partie du Front culturel les intellectuels « consacrés »; un vieux lettré qui a juste composé un ou deux poèmes ou quelques sentences patriotiques devrait donc en être exclu parce que ce n'est pas un homme qui fait de la culture son métier? Cette conception n'est pas juste. Toute organisation culturelle qui veut être large doit comprendre, non seulement les professionnels de la culture, mais tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, s'occupent des questions culturelles, s'efforcent de diffuser la culture dans le peuple.

D'autres encore proposent de constituer une forme d'organisation unique pour tout le Front culturel, qui enrôlera toutes les personnes travaillant dans le domaine de la culture, et pensent qu'il est inutile de mettre sur pied de multiples formes d'organisation autonomes qui s'intégreraient ensuite dans le Front national. Ce n'est pas juste. Car pour décider si une forme d'organisation progressiste est nécessaire ou non, il faut voir si elle répond à des nécessités pratiques. Si oui, il n'y a aucune raison pour en empêcher le développement. Les organisations populaires sont toujours complexes, et dépendent du niveau, des aspirations, des tendances de leurs membres. On ne saurait simplifier à outrance. Il en est de même des organisations culturelles. Il peut y avoir des organisations d'hommes de science, d'artistes, etc., multiples, pourvu qu'elles s'intègrent dans un Front unique, se soumettant aux mêmes principes et à une direction d'ensemble, à un organisme élu par le Front sur le plan national. En outre, il existe déjà de nombreuses associations dans chaque branche : sociétés littéraires et artistiques, organisations scientifiques, associations d'éducateurs, etc. On ne saurait

les dissoudre pour rassembler ensuite les membres de ces organisations dans un Front unique.

Il y en a qui pensent par contre que le Front culturel ne doit rassembler que des organisations et non des individualités. Ce n'est guère pratique. Dans l'état actuel de notre pays, ceux qui font partie d'une organisation ou d'une communauté restent encore le petit nombre; de nombreuses personnes qui ne peuvent ou ne veulent pas entrer dans aucune organisation, ne sauraient-elles, ne serait-ce qu'à titre personnel, adhérer au Front culturel ?

Les organisations culturelles, comme toutes les autres, doivent être souples, pratiques; le but essentiel est de réaliser une large union, d'unifier les activités, de promouvoir un travail efficace, d'amener de larges couches du peuple à participer à la révolution, à la lutte pour l'indépendance et l'unité de notre patrie. Les organisations culturelles doivent être très souples, spécifiquement adaptées à chaque région et à chaque groupe d'intellectuels. Cependant, dans chaque branche, chaque fois que ces organisations poursuivent le même but, il serait préférable d'unifier les règles d'organisation dans toutes les régions.

Nous espérons que ce Congrès posera les bases d'unification du Front culturel; et qu'une fois l'unification décidée, une fois appliquées les directives du président Ho mises en avant dans la lettre qu'il a adressée au Congrès, les hommes de culture qui participeront à notre activité auront l'impression qu'il y a quelque chose de changé : à savoir qu'ils pourront mettre tout leur talent, leur cœur, au service de la patrie, qu'ils font partie d'un ensemble organisé, qu'ils sont stimulés, aidés par tous les autres.

TRUONG CHINH,
Secrétaire général
du Parti du Travail du Vietnam (*).

(*) Discours prononcé au Congrès National sur les problèmes de la culture, 16-20 juillet 1948.

FIGURES DU VIETNAM NOUVEAU

Il y a longtemps qu'il n'est plus question, dans la propagande colonialiste elle-même, de justifier d'un point de vue français la guerre contre le Vietnam. Car en fait d'intérêts ou de « prestige », on sait que la France a déjà perdu en huit années d'opérations infructueuses incomparablement plus que ce que le capitalisme français pouvait avoir à sauver. Aussi voit-on dans les discours officiels l'affirmation insistante d'un désintéressement inattendu : il ne s'agit plus des intérêts « égoïstes » de la France, mais d'une fin qui la dépasse », à savoir la « défense de l'Occident » qui élèverait le corps expéditionnaire à la dignité d'une armée de croisés contre le « communisme mondial ». Apportant ainsi — avec des crédits nouveaux — de nouveaux motifs d'exaltation au colonialisme à l'agonie, le gouvernement français croit pouvoir continuer à se livrer, avec une frénésie mystique, sur l'autel du dollar, à ce *sacrifice* sans précédent dans l'histoire, qui a déjà coûté plus de 281.000 victimes à l'armée française et des milliers de milliards au contribuable français.

Bien évidemment, l'on ne tient compte, dans cette croisade, ni du peuple français qui ne saurait tolérer indéfiniment un tel holocauste, ni du peuple vietnamien, qui n'est pas de nature à se laisser intimider par les assauts des modernes chevaliers du « mode de vie américain », dénommé pour les besoins de la cause « civilisation occidentale ». Car dans les dures épreuves de la guerre de libération s'est forgé au Vietnam un idéal humain qui donne le sens véritable à son combat et ne permet pas d'en mettre en doute le succès final.

•

En décembre 1946, quand le Vietnam eut à choisir, devant les empiétements continuels et les sanglantes provocations des troupes colonialistes, entre la résistance et l'anéantissement, le président Ho Chi Minh annonça à son peuple

une guerre difficile, pleine de sacrifices, mais nécessairement victorieuse :

« *Compatriotes*, disait le Président dans son appel désormais historique, *nous voulons la paix, nous avons fait des concessions. Mais plus nous cédons, plus les colonialistes empiètent sur nous, car ils sont décidés à reconquérir notre pays.*

« *Non ! nous ne voulons pas perdre notre pays. Nous sacrifierons tout, mais nous ne retomberons pas en servitude !*

« *Compatriotes, levons-nous !*

« *Hommes, femmes, vieillards, jeunes gens, quelles que soient notre religion, notre origine, nos opinions, nous sommes vietnamiens, nous devons nous dresser pour chasser les colonialistes et sauver la patrie. Qui a un fusil se servira de son fusil, qui a une épée se servira de son épée. Et ceux qui n'ont pas d'épée prendront des pelles, des pioches, des bâtons. Tous nous devons tout donner pour la lutte contre les colonialistes et le salut de la nation.*

« *Soldats et partisans de l'armée populaire !*

« *L'heure a sonné de sauver la patrie. Nous devons donner jusqu'à notre dernière goutte de sang pour défendre le territoire national.*

« *La guerre nous imposera les plus grandes souffrances. Mais nous sommes résolus à tous les sacrifices, et nous aurons la victoire !* »

L'armée vietnamienne était à l'époque peu nombreuse, peu entraînée, à peine équipée. En face se dressait le corps expéditionnaire formé de soldats de métier et doté d'un matériel moderne, livré par les Américains. Pour le gouvernement français, la question ne faisait aucun doute : l'armée régulière du Vietnam serait balayée en quelques mois et le pays progressivement soumis par les méthodes policières traditionnellement désignées sous le titre de « pacification ». Mais les peuples n'obéissent pas toujours aux techniciens, civils ou militaires, de la colonisation, et le peuple vietnamien s'était levé à l'appel du président Ho Chi Minh. Dans chaque village se constituaient des groupes de partisans qui attaquaient à l'arme blanche les patrouilles françaises et s'équipaient à leurs dépens. La population faisait bloc avec les combattants. Et quand, en fin 1947, les troupes colonialistes lancèrent leur

« offensive-éclair » contre l'armée vietnamienne retranchée dans les montagnes du Nord, celle-ci leur infligea une défaite sanglante. L'idée d'une guerre courte, gagnée par la supériorité du matériel, avait définitivement échoué.

Le facteur humain l'avait emporté. La force du gouvernement vietnamien était d'avoir réalisé l'unité du peuple et ouvert la voie à l'initiative des masses populaires. Il convient, pour le comprendre, de remonter quelque peu en arrière.

Dès l'année 1941, alors que l'administration coloniale se mettait complaisamment au service des Japonais, le président Ho Chi Minh avait créé un front national uni sous la forme de la Ligue de l'Indépendance (Viet-Minh) qui organisa la résistance contre la double occupation des fascistes colonialistes, japonais et français. Pendant que les corps de partisans libéraient une grande partie de la haute région, l'action clandestine prenait racine dans les plaines en menant la lutte contre les exactions policières. Durant l'hiver 1944-1945, se produisit un événement décisif qui cristallisa définitivement autour du Viet-Minh les aspirations des masses. En effet, dans l'année 1944, l'administration française, pour complaire aux Japonais qui voulaient se constituer d'énormes stocks de riz, avait imposé aux paysans des réquisitions exhaustives qui équivalaient à un véritable nettoyage. Quand l'hiver arriva, l'on vit le spectacle d'innombrables affamés qui erraient sur les routes, pendant que l'administration coloniale gardait soigneusement le riz de la récolte précédente dans d'immenses greniers à la disposition des Japonais. Le Viet-Minh qui avait déjà dirigé la résistance contre les réquisitions, mobilisa la population pour la défense de son existence. Des groupes de paysans, armés de bâtons et de couteaux, partirent à l'assaut des greniers administratifs. La famine fit deux millions de victimes et une bonne partie des survivants ne dut son salut qu'au passage à la lutte armée.

On comprend dans ces conditions que quand le fascisme japonais, après avoir liquidé l'administration française le 9 mars 1945, s'écroula lui-même devant l'offensive de l'armée soviétique, le Viet-Minh représentait la seule autorité effective dans le pays. La monarchie baodaïste, qui n'existait qu'à titre d'agent de l'occupation étrangère, se dissolvait elle-même, et la révolution d'août 1945 s'accomplit au milieu de manifes-

tations d'unanimité nationale. Le pays se reconnaissait dans la figure prestigieuse du président Ho Chi Minh, vétéran des luttes clandestines, initiateur reconnu de la révolution vietnamienne.

Le régime nouveau apportait au peuple vietnamien, avec les libertés démocratiques élémentaires, des avantages économiques précis. Le système des comités populaires, devenus depuis comités d'administration et de libération nationale, élus au suffrage universel, mettait fin aux procédés arbitraires caractéristiques des mœurs coloniales : travail forcé, malversations, empiètements, terrorisme policier. Bien qu'il ne put encore être question de socialisme, ni même de partage de terres (en dehors de celles appartenant aux colonialistes et traîtres vietnamiens), la simple suppression des formes illégales et fascistes de l'exploitation amenait un relèvement considérable du niveau de vie des masses ouvrières et paysannes. De leur côté, la petite-bourgeoisie et la bourgeoisie nationale se trouvaient libérées des empiètements écrasants des monopoles impérialistes. Avec les possibilités d'une culture nationale, renouant avec le souvenir de deux mille ans d'histoire, les intellectuels voyaient s'ouvrir de vastes perspectives absolument inconcevables du temps de la colonialisation. L'indépendance réalisait un épanouissement général des forces de la société vietnamienne et l'on comprend l'immense colère qui s'empara du peuple vietnamien quand il vit les colonialistes prétendre rétablir par les armes un « ordre » qui ne fut jamais qu'une organisation du brigandage.

La force fondamentale du Vietnam nouveau est constituée par l'alliance des ouvriers et des paysans, les deux classes qui ont le plus bénéficié de la Révolution et ont le plus à craindre d'un retour au régime colonial. Sous la direction du Parti communiste indochinois, responsable depuis sa fondation en 1930 du mouvement révolutionnaire en Indochine, la classe ouvrière créa une industrie d'armement pendant que la paysannerie fournit, avec le ravitaillement, l'essentiel des effectifs militaires.

La fabrication des armes avait commencé sur une échelle modeste dès avant la Révolution d'août 1945, pendant la Résistance contre la double occupation franco-japonaise. Elle se heurtait à des difficultés extraordinaires qui faisaient de cha-

que réussite un véritable exploit. Le patriotisme et l'esprit d'initiative suppléèrent au manque d'expérience et à l'insuffisance du matériel. Les ouvriers vietnamiens refirent avec des moyens de fortune le chemin depuis longtemps parcouru par la technique occidentale. Il est difficile de décrire ces débuts étonnants. On peut en prendre une idée par la biographie de l'un des fondateurs de l'industrie vietnamienne, Ngo-Gia-Kham, premier héros du travail vietnamien (1).

•

Ngo-Gia-Kham naquit en 1912 d'une famille de paysans pauvres. Encore enfant, il perdit son père et dut aller se placer comme domestique à la ville. A l'âge de 16 ans, il entra comme apprenti au dépôt de chemin de fer de Gia-Lam, près de Ha-Noi. Son salaire s'élevait à 2 piastres 60 (2) alors que la nourriture à l'auberge prenait 5 piastres. Il dut se contenter d'un seul repas par jour, avec un bouillon de riz le soir. Au dépôt, il était souvent battu, mais ne recevait point d'enseignement. Il lui arriva de se faire rouer de coups jusqu'à 15 fois par mois. En revanche, pendant quatre ans, il ne fut occupé qu'à des travaux de terrassement. Par la suite, il parvint à gagner l'affection de quelques ouvriers et apprit grâce à eux le métier d'ajusteur.

Le patron, un certain nommé Lecure, faisait pleuvoir les coups, et les amendes. Un jour, un ouvrier, père de famille, s'ouvrit le ventre devant son établi : en un seul mois, mauvais traitements mis à part, il s'était vu confisquer le salaire de 27 journées de travail. Après cette affaire, Lecure devint plus brutal que jamais. La révolte grondait dans le dépôt. Ngo-Gia-Kham participa activement aux grèves et manifestations. En 1939, il fut reçu dans le Parti communiste indochinois. Il prit la tête de la lutte dans le dépôt, fut arrêté et envoyé au bagne.

Au bagne, il rencontra d'autres communistes qui lui apprirent à lire et à écrire et développèrent son instruction. Un

---

(1) Le titre de héros fut décerné au Congrès national de l'émulation civique, en 1952, à Ngo-Gia-Kham et Tran-Dai-Nghia pour l'industrie, Hoang-Hanh pour l'agriculture, Cu-Chinh-Lan, Nguyen-Quoc-Tri, La-Van-Cau et Nguyen-Thi-Chien pour l'armée populaire.

(2) Soit une quarantaine de francs, au taux de l'époque.

jour ils reçurent la visite du Résident supérieur du Tonkin, qui leur demanda s'ils avaient une grâce à solliciter. Ils répondirent qu'ils faisaient la révolution pour renverser l'impérialisme et construire une société juste et heureuse, qu'ils n'avaient donc rien à demander. Le régime s'aggrava sérieusement. Le Résident de la province, un nommé Cousseau, humilié de la réponse faite à son supérieur, les obligea à travailler tête nue en plein soleil. Il augmenta leur tâche, mais ils firent une grève perlée. Il envoya au cachot ceux qu'il soupçonnait de mener le mouvement. Les autres organisèrent une manifestation énergique; on les fit rejoindre les premiers. Le cachot avait été construit pour vingt hommes, et ils y étaient plus de cent. Toutes les issues étaient fermées et les prisonniers durent faire leurs besoins sur place. On était en plein été : les insectes se multipliaient dans le souterrain. Au dehors, la population s'émut du sort des prisonniers et fit des quêtes en leur faveur. L'agitation menaçait de s'étendre. Le nommé Cousseau dut retirer les prisonniers du cachot.

Il fit alors répandre le bruit que Hitler arriverait bientôt à Moscou. La cellule communiste se chargea d'expliquer aux autres prisonniers que l'armée rouge reculait pour préserver ses forces et préparer la contre-offensive. Tous crièrent : « Vive Staline ! Vive le Parti bolchévik ! » Et ils entonnèrent *l'Internationale*.

Ayant accompli son temps au bagne, Ngo-Gia-Kham retourna dans le Delta. Il trouva le Viet-Minh en plein essor. En 1944, la direction révolutionnaire le chargea de fabriquer des grenades pour l'armée de libération qui venait de se constituer avec la réorganisation des corps de partisans. Ngo-Gia-Kham accepta, bien qu'il n'eût exercé jusqu'alors que le métier d'ajusteur. Il s'installa dans une arrière-boutique et avec quelques camarades aussi peu expérimentés, procéda à toutes sortes d'essais infructueux. L'outillage se réduisait à un vieux tour et à un fût de tôle qui servait à la fusion de la fonte. Enfin, l'étude minutieuse d'une grenade japonaise fit sortir nos compagnons d'embarras. Ils fabriquèrent des grenades qui portaient les lettres V.M. (Viet-Minh). La première qui fut utilisée par les partisans, dans une embuscade, tua onze fascistes japonais.

Après la Révolution d'août, Ngo-Gia-Kham fut chargé de monter une fabrique d'explosifs. L'entreprise était hasardeuse vu l'inexpérience générale et la pénurie du matériel. On faisait sécher la poudre dans un grand van posé au-dessus d'un feu de bois. Les accidents entraient dans les normes prévues. Les anciens recommandaient aux nouveaux : « Quand vous allez au séchoir, il faut ramper et passer la main gauche sur le van pour voir l'état de la poudre. Vous tournez la tête vers l'extérieur et écartez le bras droit. De cette manière, si vous perdez la main gauche, il vous restera encore la droite pour travailler. »

Ngo-Gia-Kham avait déjà été blessé deux fois quand les hostilités éclatèrent sur l'ensemble du territoire. L'atelier travaillait jour et nuit. Un soir, pendant que les ouvriers se reposaient, Ngo-Gia-Kham vient faire une visite de plus au séchoir. Il entend le feu crépiter sous le van et voit des étincelles voler en l'air. Il se précipite pour écraser le feu et reçoit l'explosion en pleine figure. Pendant qu'on le transportait hors de la pièce, il se souvient d'un tas de cartouches laissées près du feu : « Lâchez-moi, s'écrie-t-il. Allez ramasser les cartouches là-bas ou nous allons tous sauter ». Il repousse les camarades qui le portaient et se roule à terre pour éteindre les flammes qui continuaient à brûler sur son corps. Il entend annoncer que les cartouches étaient rangées et s'évanouit.

L'accident était plus grave que les fois précédentes. Ngo-Gia-Kham resta sept mois à l'hôpital, puis reprit son travail, la face défigurée, les mains déformées, les yeux voyant à peine.

Tels furent les débuts de l'industrie vietnamienne des armements. Ils suffirent au premier stade des opérations. A partir de l'année 1948 les conditions de travail devinrent meilleures et la technique se modernisa progressivement. Avec les ressources de l'artisanat local et le matériel hétéroclite évacué des villes ou pris dans les combats, de petites usines s'élevèrent dans les coins perdus au fond de la forêt. Elles exigèrent de sérieux efforts d'adaptation et d'initiative de la part des ouvriers et techniciens vietnamiens. L'outillage arrivait dans un état à peu près inutilisable : on le répara et on le compléta avec des combinaisons inattendues. Il fallut trouver des procédés inédits pour amortir les vibrations des machines

installées sur la terre battue. On procéda dans des conditions étonnantes à la distillation de la houille, la fabrication de la fonte, la fusion de l'acier. En refaisant le calcul des normes, l'ingénieur Tran-Dai-Nghia, autre héros du travail vietnamien, mit au point la fabrication des bazookas à partir des matériaux les plus disparates.

Ces résultats étaient dus à la combinaison étroite de l'initiative individuelle et du travail collectif. A tous les stades de la production, les problèmes sont posés devant les travailleurs eux-mêmes et les idées nouvelles discutées en commun. Chacun en tire le sentiment de sa responsabilité personnelle dans le travail de la collectivité. Le développement de la production va de pair avec la prise de conscience de sa signification humaine, dans une conception nouvelle des rapports humains où l'individu trouve la source de ses valeurs dans l'effort social. Cette conception, popularisée par l'enseignement du Président Ho Chi Minh, du Parti et du Gouvernement, s'est étendue à l'ensemble des activités de la nouvelle société vietnamienne. Elle domine plus particulièrement l'organisation de l'armée populaire et se trouve à l'origine de ses victoires. Le développement de la conscience permet au combattant vietnamien de suppléer à l'infériorité technique de son équipement matériel. On peut en prendre une idée concrète dans la vie de quelques héros de l'armée populaire.

•

Cu-Chinh-Lan naquit en 1930 d'une famille de paysans pauvres du Nghe-An, la province du président Ho Chi Minh. Encore enfant, il passait sa journée à chercher de petits crustacés ou pêcher des grenouilles et des anguilles qu'il allait vendre aux familles de propriétaires fonciers et notables du village. Les acheteurs montraient pour lui le plus profond mépris. Ils ne l'appelaient que *Vaurien-la-crevette*. On le faisait attendre dans la cour et, de l'intérieur, on lui jetait l'argent. Un jour qu'il pleuvait à verse et que Lan attendait le prix de sa pêche chez un ancien mandarin, il voulut monter s'abriter sur la véranda. Le maître de maison poussa un cri d'horreur et un domestique envoya Lan d'un coup de pied rouler dans la cour. Le père de Lan devait souvent partir pour les corvées administratives. Non seulement il n'était pas payé,

mais encore il devait lui-même apporter sa nourriture. Une fois, il essaya d'échapper à une convocation et alla se cacher. Les miliciens le retrouvèrent et l'assommèrent de coups. Ils l'emmenèrent en le traînant comme un morceau de bois.

Un jour, Lan ayant fait une bonne pêche rentra de bonne heure. Une auto arriva derrière, conduite par un policier français qui venait avec ses aides faire des arrestations dans le village. Lan faillit se faire écraser. L'auto s'arrêta. Le Français descendit et tomba sur Lan à bras raccourcis. Quand Lan rouvrit les yeux, l'auto était déjà partie, avec le panier de poissons. Arrivé chez lui, Lan éclata en sanglots en voyant ses petits frères accourir comme d'ordinaire lui demander le produit de sa pêche.

Cinq hommes furent arrêtés dans le village. Ils passèrent les mains enchaînées devant la maison de Lan. Le policier français alla avec ses aides festoyer chez l'ancien mandarin, puis emmena ses prisonniers. Parmi ceux-ci se trouvait le père Druong, un menuisier, qui aimait beaucoup Lan, l'appelait par son nom et écoutait volontiers ses petites histoires. Il avait conseillé aux habitants du village de protester contre la consommation obligatoire de l'alcool. Il était allé porter lui-même la pétition au mandarin de la circonscription et avait obtenu qu'on diminuât de moitié la quantité à acheter par le village.

Lan avait seize ans quand la révolution éclata. Il prit un bâton et accompagna la foule qui se portait vers le chef-lieu de la circonscription. Le mandarin s'était enfui. Au centre de la province, Français et Japonais avaient également disparu. Dans le village, les propriétaires fonciers, notables et anciens mandarins avaient perdu leur arrogance.

A partir de ce jour, le père de Lan put s'occuper tranquillement des travaux des champs. On appelait désormais Lan par son nom. Le soir, père et fils allaient au cours d'enseignement populaire. Lan entra à l'Union de la Jeunesse, puis au groupe de partisans du village. Il devint chef de groupe. Un vieillard déclara : « Qui oserait dire maintenant que le camarade Lan était Vaurien-la-Crevette ! »

Subitement les nouvelles se firent alarmantes. Les colonialistes se livraient à toutes sortes de provocations. La guerre s'étendait à l'ensemble du territoire. Le Président Ho Chi

Minh quittait la capitale, faisant appel à la nation : « *Qui a un fusil se servira de son fusil. Qui a une épée se servira de son épée. Et ceux qui n'ont pas d'épées prendront des pelles, des pioches, des bâtons...* » Lan comprit que la supériorité du corps expéditionnaire en équipement matériel n'était pas un facteur décisif. Nghe-An restait en dehors de la zone des opérations. Mais chaque jour arrivaient des nouvelles de villages incendiés, de jeunes gens fusillés par les colonialistes. Lan s'engagea dans l'armée.

Il se fit remarquer tout d'abord par sa douceur et sa complaisance inépuisables. Malade et séjournant à l'hôpital, il se chargea du problème difficile du ravitaillement. Il s'en tira de manière magistrale et reçut le surnom de « Sœur Aînée ». Au cours de rééducation idéologique, il recopia les leçons pour un camarade plus faible. Nommé chef de groupe, il s'occupa du bien-être de ses compagnons au point qu'on dit de lui qu'il les soignait mieux qu'une mère n'aurait soigné ses enfants. Membre du Parti, il rétablit la concorde dans un groupe particulièrement divisé et apprit aux soldats à se faire aimer de la population.

En novembre 1951, les troupes françaises occupèrent Hoa-Binh, important nœud de communications dans le Bac-Bo (Nord Vietnam). L'armée vietnamienne vint immédiatement leur couper les voies de ravitaillement. L'unité à laquelle appartenait le groupe de Lan s'installe à Giang-Mo, sur la route N° 6 qui mène à Hoa-Binh. Deux compagnies du corps expéditionnaire pénètrent dans le secteur et la bataille s'engage. Le commandement français envoie des renforts : un char, un camion et quatre voitures blindées. Quand ils arrivèrent, les deux compagnies françaises avaient déjà été dispersées et les Vietnamiens s'étaient retirés, ne laissant en arrière que le groupe des mitrailleuses, commandé par Lan. Le tir des mitrailleuses lourdes incendia les quatre voitures blindées. Le camion s'enfuit sur Hoa-Binh, pendant que le char reculait sur Xuan-Mai en continuant à cracher le feu de son canon de 37. Lan dit à ses compagnons : « Voici la force vive de l'adversaire. *Xung phong !* (A l'assaut !). »

Le groupe n'avait plus que cinq hommes. Ils poursuivirent le char en s'abritant derrière les aspérités du terrain sur le bord de la route. Au moment favorable, Lan se précipite et

bondit sur la cuirasse. Il introduit une grenade à l'intérieur. Le tankiste la rejette au dehors avec un juron. Lan en met une seconde. Elle est encore rejetée; elle tombe sur Lan qui, d'un coup de hanche, la renvoie sur la route. Le souffle de l'explosion soulève le corps de Lan et le jette à terre. Le char s'éloigne, toujours à reculons et en continuant à tirer.

Lan n'a plus de grenades. Il prend la mitraillette d'un de ses compagnons qui, arrivant derrière, était tombé, blessé à la poitrine. Lan reprend sa course, entraînant les trois derniers hommes du groupe. Il évite les grenades qu'on lui lance du char, passe derrière et grimpe sur la cuirasse. Il prend sa mitraillette, la dirige vers l'intérieur et appuie sur la gâchette. Il tire trois fois sans résultat.

Lan saute à terre. Un avion fait des virages au-dessus de la route. Des obus éclatent autour. Le char continue à tirer en reculant. Sur les trois derniers compagnons de Lan, deux sont atteints et tombent sur la route. « J'irai quand même ! » rugit Lan. Le troisième lui tend une grenade et s'écroule à son tour. Un pan de terre se détache de la colline et vient lui recouvrir le corps. Le char était déjà loin. Lan prend un raccourci sous-bois et court à sa rencontre. Le char s'approche. Lan bondit sur la cuirasse, s'accroche d'une main à la tourelle et de l'autre prend sa grenade qu'il amorce avec les dents. Il la garde plusieurs secondes à la main, puis, quand il la sent brûlante, l'introduit dans le char et saute à terre. La grenade explose, faisant sauter les munitions à l'intérieur. Le char s'est déchiré et brûle dans une grande flamme...

...Les Français étaient encerclés à Hoa-Binh. Malgré un bombardement continu par l'artillerie et l'aviation et des attaques quotidiennes par les blindés, la route N° 6 restait entre les mains de l'armée populaire vietnamienne jusqu'à Xuan-Moi. Le commandement français dut retirer ses troupes des autres secteurs pour essayer de rompre l'encerclement. Il obtint une avance de plusieurs kilomètres. Un corps d'élite s'empara de la colline de Co-To, près de la route, et s'y fortifia pour protéger la progression des troupes françaises qui essayaient de percer jusqu'à Hoa-Binh. Le commandement vietnamien décida de reprendre la colline. La bataille de Co-To, dans la nuit du 1er février 1952, fut une des plus violentes de la campagne. Cu Ching Lan commanda le groupe

de tête, chargé d'ouvrir à coups s'explosifs le chemin aux sections d'assaut.

Cinq minutes après le signal du départ, les deux premiers rangs de barbelés avaient sauté. Les canons des postes français environnants déclenchent un violent tir de barrage. Dans le « groupe des explosifs », l'homme chargé de faire sauter le troisième rang de barbelés est grièvement blessé. Cu Chinh Lan prend l'explosif et bondit en avant. Le troisième rang est détruit. Les sections d'assaut arrivent au pas de course. Du blockhaus, les Français couvrent la colline de leur tir. Cu Chinh Lan montait vers le quatrième rang quand un éclat d'obus lui arrache une main. Le groupe lui propose de redescendre. « Ce n'est rien, répondit-il, j'ai encore cette main-ci. Elle suffira ». Le pansement terminé, il entraîne de nouveau ses hommes en avant. Le quatrième rang de barbelés est détruit, puis le cinquième.

Au cri « *Xung phong !* » (A l'assaut!) le groupe de Lan attaque le premier blockhaus. Le premier blockhaus liquidé, Lan avance vers le second quand une rafale lui écrase le bras resté valide. Le groupe le supplie de se retirer. « J'ai encore mes pieds, répond-il, je peux encore combattre. Montez toujours. Il faut prendre ce blockhaus ». Et il entraîne ses hommes en avant. Ayant pris le second blockhaus, Lan se porte sur le grand bastion. Un éclat d'obus lui scie le bras déjà écrasé. Le commandement de la compagnie apprend la nouvelle et lui fait dire de descendre. Lan, qui avait déjà commencé l'attaque du grand bastion, répond qu'il reste.

La voix de Lan perce toujours dans le fracas de la bataille. Il indique le chemin à la section qui monte derrière, et combine son action avec celle de son propre groupe. De l'ouverture d'un souterrain, l'adversaire lance des grenades. L'une d'elles tombe sur Lan qui la renvoie d'un coup de pied. Il renvoya ainsi sept grenades, l'une après l'autre. Les obus continuaient à pleuvoir. Le groupe de Lan progressait toujours. La voix de Lan continuait à diriger les opérations.

Lan s'écroule sur le sol : un éclat d'obus vient de lui arracher une jambe. Les brancardiers se précipitent et le posent sur leur brancard. Lan se roule à terre et se redresse : « J'ai encore ma bouche, dit-il, je peux encore commander. Il faut prendre ce bastion ! » Il rassemble toutes ses forces et pousse

un grand cri ; « Au bastion, camarades ! ». Le groupe ouvrit une brèche et entra dans le bastion.

Cette nuit, l'armée vietnamienne occupa la colline de Co-To.

On ramena Lan sur un bancard, évanoui. Soudain, il ouvre les yeux, sourit à ses compagnons et dit : « Je ne pense pas que je puisse mourir ». Puis il ferma ses yeux et s'éteignit doucement.

L'hisoire de Cu Chinh Lan est un exemple typique de ce développement de la conscience caractéristique du Vietnam nouveau. Dans les humiliations de son enfance, il eut une expérience simple, mais précise et profonde, des pièces principales de la machine répressive qui assurait jusque dans les moindres villages la domination de l'impérialisme français : la clique des notables et propriétaires fonciers, soutien naturel de l'occupation étrangère, les miliciens qui assoment de coups les gens réfractaires aux corvées, le mandarin qui échoue à élever la consommation de l'alcool au niveau exigé par l'administration coloniale et fait appel au policier français, clé de voûte de tout l'édifice. L'ancien appareil féodal, qui avait depuis longtemps perdu, avec l'indépendance nationale, toute raison d'être aux yeux des Vietnamiens, se perpétuait à titre d'agent de la colonisation française, arrêtant l'évolution du pays pour assurer les profits exorbitants des monopoles impérialistes. Ce n'est qu'après la révolution d'Août que l'immense masse des gens pauvres ont pu travailler en paix, acquérir quelque instruction et se faire reconnaître une dignité sociale: Lan est désormais appelé par son nom. Dans le régime nouveau, l'existence retrouve un sens et une valeur, et c'est bien ce qui inspire à Lan à la fois cette tendre sollicitude pour ses compagnons et, du même coup, cette résolution inébranlable dans le combat. Une telle motivation exclut tout culte de la violence pour elle-même. Lan a lutté jusqu'à sa dernière goutte de sang non par un acharnement aveugle, mais bien parce qu'il avait une conscience aiguë de l'enjeu de la lutte. Les fins visées sont positives et pacifiques et le combattant vietnamien, dans les moments les plus difficiles, reste essentiellement humain. C'est ce qui apparaît avec une netteté remarquable chez une héroïne de la guerre des partisans : Nguyen-Thi-Chiên.

Nguyen-Thi-Chiên naquit en 1930 d'une famille de journaliers agricoles du delta du Bac-Bo. Mais laissons-lui la parole :

« Je n'ai jamais connu dans mon enfance un seul repas où je fusse rassasiée. Mon père avait quitté le village, ma mère n'eut plus que son maigre salaire pour nous élever, mon frère, ma sœur et moi. Quand j'eus quinze ans, survint la grande famine provoquée par les réquisitions des colonialistes. Je voyais chaque jour des gens tomber d'inanition dans la boue des rizières. Ma mère fut tuée par un affamé qui venait nous voler nos dernières provisions.

Les enfants allèrent chacun de son côté chercher sa subsistance. Je trouvai à m'employer dans une famille riche. Je recevais un peu de bouillon le matin et un bol de riz le soir. C'était l'hiver, je grelottais sous mes haillons et le froid faisait sourdre le sang des gerçures de mes mains. En revanche, les patrons qui, eux, se nourrissaient fort bien, n'épargnaient pas les coups et les injures.

Au mois d'août, la Révolution éclata. Je pus aller au cours d'enseignement populaire. J'entrai dans l'organisation des femmes, puis au groupe des partisanes. Je devins chef de groupe. En 1948, je fus reçue dans le Parti.

Ce fut seulement en 1950 que les Français vinrent occuper la région. Les habitants se retirèrent dans les abris sur les collines, pendant que les partisans enterraient les biens sous les sentiers. Les Français procédèrent au « nettoyage ». Ils encerclèrent le village, puis mirent le feu à toutes les maisons. Tous ceux qui leur tombèrent sous la main furent fusillés séance tenante. Les partisans s'échappèrent à grand-peine en traversant la rivière à la nage sous le feu de l'adversaire.

Je dus errer pendant quatre jours avant de retrouver l'organisation. Je fus affectée au service de liaison. Un soir, comme je conduisais le secrétaire de la cellule à une réunion de la circonscription et que nous approchions d'un pont où les baodaïstes venaient souvent faire des embuscades, je dis à mon compagnon de se cacher dans un buisson pendant que j'allais explorer les lieux. J'étais en train de ramper vers le pont, quand l'adversaire surgit. Je criai bien fort de manière à me faire entendre du camarade secrétaire : « Ne tirez pas,

je reviens du marché ! » Ils braquent sur moi une lampe de poche, et l'un d'eux, qui était du village, s'exclama : « Ah, c'est Chiên, une vraie communiste! ». Ils me garottent les bras si fort que j'en avais le coude désarticulé. Ils cherchent partout autour, mais ne trouvent personne. J'étais tout heureuse en pensant que mon camarade avait pu s'enfuir à temps. Je me disais qu'il serait bien plus facile au Parti de former un agent de liaison qu'un secrétaire de cellule.

Ils m'amènent au poste et procèdent à l'interrogatoire. Comme je répondais que les partisans s'étaient dispersés et que moi-même avais cessé toute activité politique, ils me pendirent au plafond. Puis, ils m'arrachent des morceaux de chair avec une pince, me donnent des coups de marteau aux articulations, me versent des cailloux avec de l'urine dans la bouche. Je m'évanouis à plusieurs reprises, et ils recommençaient chaque fois que je revenais à moi-même. Enfin, ils me laissèrent, les jambes enfermées dans un carcan.

Je restai deux jours sans connaissance. Le troisième, en revenant à moi, j'entendis des gémissements dans la pièce voisine. Je rassemblai toutes mes forces pour me traîner vers le mur et demander des nouvelles. Il s'agissait d'un groupe de femmes et de jeunes gens qui venaient d'être arrêtés. Je m'efforçais de les encourager et de les persuader de ne rien dire à l'interrogatoire, car les baodaïstes fusillent tous ceux qui avouent.

Tous les deux ou trois jours, ils me faisaient passer à la torture. Je ne disais toujours rien. A la fin, ils m'annoncèrent: « Eh bien, on va t'envoyer chez les Viet-Minh. » Je compris qu'ils allaient me fusiller. Ils me traînèrent au bord de la rivière. Je me dis qu'il fallait garder le secret jusqu'au bout, mais qu'avant de mourir je manifesterai mes opinions. Une balle ne suffirait sans doute pas à me tuer; à la deuxième ou à la troisième, je crierai : « Vive le Président Ho! Vive le Parti! »

Arrivés au bord de la rivière, ils me jettent à terre et me demandent : « Chiên, nous allons te fusiller. As-tu quelque chose à dire? » Je répondis : « Fusillez-moi plus haut sur la rive. Car ici mon cadavre tomberait à l'eau. La rivière en serait polluée et le Ciel punira vos femmes et vos enfants. »

Ils tirèrent en l'air. J'avais gardé tout mon calme. Je me disais qu'après ma mort mes camarades me vengeraient et que je resterais dans leur souvenir.

Ils me ramènent au poste et essaient de nouveau de m'arracher des aveux en employant, alternativement, la persuasion et la torture. Le chef de poste s'amusait à me lancer comme une balle contre une porte couverte de clous. Fatigués de me frapper, ils m'amènent de nouveau à la rivière. Ils me plongent un moment dans l'eau, puis m'en retirent et font semblant encore de me fusiller en m'effleurant le corps de leurs balles.

Une fois de plus, je reviens au poste. Les murs du cachot portaient l'inscription : « Mort aux communistes ! » Chaque jour ils venaient m'annoncer que nous étions vaincus. Ils me disaient : « Tu gardes le secret pour les Viet-Minh. Mais est-ce qu'ils viendraient recevoir les coups à ta place ? » Je pensais au président du comité du village qui m'aimait comme si j'étais sa fille, au secrétaire de cellule et aux autres camarades qui avaient fait mon éducation, et ma colère augmentait contre les traîtres. Ils refirent encore la comédie de la fusillade au bord de l'eau, puis me ramenèrent une fois de plus au cachot.

J'étais restée trois mois au poste. Ils m'annoncèrent que je pouvais rentrer chez moi à condition de venir tous les trois jours faire une déclaration de présence. Si je rejoignais les Viet-Minh, je serais fusillée; si je fournissais des indications sur les partisans je serais récompensée en piastres de la Banque d'Indochine. « Nous pouvons te retrouver partout », me dirent-ils en me montrant ma photo.

A la sortie du poste, je trouvai une vieille femme qui me prit sur son dos et me porta au village. Les habitants m'accueillirent avec des pleurs de joie. Je dis à mon frère et à ma sœur qu'il leur fallait évacuer rapidement, car j'allais rejoindre les camarades. Le soir, mon frère me porta à la réunion de la cellule. Tout le monde pleura en me voyant. Quelques jours après, ne retrouvant plus ma trace, les baodaïstes mirent la main sur mon frère et le fusillèrent.

Je repris le travail clandestin. Le jour je restais dans un souterrain, la nuit je remontais et m'occupais de reconstituer les groupements féminins. Je n'eus pas grand peine à me faire

écouter, car les baodaïstes ne faisaient que tuer, piller, violer : l'organisation de la résistance était pour chacun une question de sécurité personnelle. Je pus mettre sur pied une section d'une centaine de partisanes.

Après quelques embuscades, l'adversaire n'osa plus sortir en patrouille. Il appela des renforts et organisa une nouvelle razzia avec plusieurs centaines d'hommes. Pendant deux semaines, ils incendièrent systématiquement toutes les maisons de la commune, remettant le feu quand il restait ne fut-ce qu'une pièce habitable. Ils étaient installés dans chaque hameau et montaient la garde nuit et jour. Les femmes qui leur tombaient sous la main étaient violées, les jeunes gens fusillés.

La population s'était dispersée. Quand l'adversaire fut parti, je fus chargée de remonter l'organisation. Je retrouvai les camarades un à un, puis nous allâmes chercher les habitants réfugiés dans les abris sur les collines. Nous les aidions à rentrer au village et à reconstruire leurs maisons. En peu de temps, l'organisation était reconstituée aussi solide qu'auparavant.

La guerilla reprit. Nous détruisîmes plusieurs sections ennemies dans des embuscades. Une fois, je fis prisonnier un de ceux qui m'avaient torturée au poste. Il était pâle comme une poule égorgée. Je lui dis : « C'est une chance pour vous que nous vous ayons fait prisonnier. Nous n'avons pas l'intention de nous venger. »

Au début de l'année 1952, la nouvelle de la victoire de Hoa-Binh transporte la population. Les baodaïtes ne sortent plus du poste. Nous montons leur donner l'assaut. J'étais chargée de guider le groupe de tête. Sous le tir de l'adversaire, nous coupons successivement trois rangées de barbelés. Arrivés au mur, nous ouvrons une brèche avec un explosif. Aussitôt qu'il nous vit entrer, l'adversaire cessa toute résistance. Je trouvai le chef de poste caché dans la porcherie. Il tremblait comme une feuille. J'avais envie de le tuer. Mais je me contins et lui dis : « Vous méritez d'être fusillé. Mais le Président nous a donné l'ordre de ne pas faire de mal aux prisonniers. »

Les autres postes dans la région furent pris sans difficultés. L'adversaire s'enfuyait ou se rendait. Pour la première fois, depuis longtemps, nous pûmes organiser un meeting en plein

air. On fit des gâteaux et on s'invita les uns les autres. En même temps, on se préparait pour les prochains combats... »

L'histoire du village de Nguyen-Thi-Chiên est typique des procédés de l'occupation française. L'arrivée des troupes colonialistes est marquée par la politique des « trois tout » : tout brûler, tout tuer, tout démolir. Cependant, les habitants qui ont échappé au massacre reviennent s'accrocher à la terre natale. Et comme les colonialistes, même appuyés par les miliciens baodaïstes, ne sauraient être partout à la fois, la reconstruction suit de près la destruction. L'organisation de la résistance se reconstitue, et l'histoire recommence, sans qu'on puisse prévoir d'autre fin que le départ, sous une forme ou sous une autre, de l'armée colonialiste.

Si dans sa « belle » période le régime colonial arrivait déjà à se rendre parfaitement intolérable, l'occupation actuelle exclut, par sa pratique quotidienne, la possibilité même d'une co-existence entre le corps expéditionnaire et le peuple vietnamien. Cependant, s'il est vrai que chaque Vietnamien a des *motifs personnels*, et chaque jour plus nombreux, pour haïr le colonialisme et la trahison, à aucun moment cette haine ne prend la forme d'une *haine personnelle*. Grâce à l'enseignement du Président Ho Chi Minh, du Parti et du gouvernement, le combattant vietnamien sait qu'il lutte non pas contre les individus qu'il a en face de lui à titre d'individus, mais contre le régime social qui a déformé leur conscience et les utilise pour les pires turpitudes. Telle est la raison pour laquelle Nguyen-Thi-Chiên ne profite pas de sa victoire pour tirer vengeance de ceux qui l'avaient torturée. L'adversaire, une fois désarmé, est traité de manière humaine et l'on sait, par les rapports des nombreux prisonniers français libérés par le Président Ho Chi Minh, que l'armée vietnamienne considère ses prisonniers, qui ont pourtant chacun un certain nombre d'Oradour sur la conscience, comme de simples égarés. Dans sa lutte pour l'indépendance nationale, le peuple vietnamien vise le système même de l'oppression; et le peuple français, victime du même système, est tenu pour un ami et un compagnon de combat.

Or c'est précisément ce refus de tout fanatisme comme de toute haine personnelle qui explique cet esprit de sacrifice

total dont fait preuve l'armée populaire du Viet-Nam. Car les haines personnelles trouvent leur limite dans leur égoïsme même, et le fanatisme implique, dans son étroitesse, la possibilité d'une trahison : l'histoire des nationalistes chauvins qui ont fini dans la collaboration avec l'impérialisme en est un exemple convaincant. Mais la conscience lucide des intérêts humains en jeu empêche le combattant révolutionnaire de reculer devant aucun obstacle. Son sacrifice est sans condition et sans réserve parce qu'il se place dans un horizon nouveau, une conception nouvelle de l'existence qui ignore les étroitesses de la société ancienne.

Une telle conception se résume dans l'idéal du héros nouveau, tel qu'on le trouve défini dans l'enseignement du Président Ho Chi Minh et du Parti. A l'opposé du héros de type ancien ou héros individuel, qui poursuivait son intérêt particulier à travers l'intérêt général, le héros nouveau ou *héros collectif* vise uniquement l'intérêt du peuple en tant que tel. Il sert le peuple pour l'amour du peuple lui-même et a pleinement conscience qu'il doit au peuple lui-même d'être ce qu'il est. Dans la conception ancienne, les valeurs collectives se réalisaient dans et par l'individualité du héros; dans la conception nouvelle, l'individualité du héros n'a de sens que dans et par les valeurs collectives. En fait le héros ancien tient également sa valeur du travail et de la lutte des masses populaires, mais il s'imagine précisément le contraire et s'attribue le mérite de ce dont il n'est que l'expression. La raison en est que les anciennes révolutions, en renversant une certaine forme d'exploitation, aboutissaient chaque fois à en établir une autre, et que le héros, porté par le mouvement populaire, en profitait pour réaliser ses fins propres, où se résumaient les ambitions de la nouvelle coalition des exploiteurs. Son héroïsme consistait à *s'approprier* l'effort des masses travailleuses, et, par cette appropriation, il établissait la nouvelle forme de l'exploitation. Mais le temps n'est plus où la dialectique de l'histoire s'accomplit à travers les conflits des classes exploiteuses. Depuis la constitution du prolétariat la lutte révolutionnaire consiste maintenant en la suppression méthodique de *toute* exploitation en général, et le héros moderne ne peut plus se concevoir comme l'artisan d'un regroupement des forces

d'oppression, mais uniquement comme le serviteur fidèle du peuple, l'expression consciente de la lutte des masses pour leur libération.

Bien évidemment, la révolution vietnamienne n'est pas encore arrivée au stade du socialisme. Il ne s'agit, à l'étape actuelle, ni de la suppression de la bourgeoisie nationale, ni même, du moins pour le moment, de la liquidation complète des propriétaires fonciers en tant que classe. Les objectifs essentiels, pour cette année, comprennent, avec la lutte anti-impérialiste, l'application systématique de la politique agraire avec la réduction des rentes foncières et intérêts usuriers, l'élimination de l'influence politique gardée par les propriétaires fonciers et koulaks sur le plan local, la remise de l'administration communale entre les mains des journaliers agricoles, des paysans pauvres et moyens. Cependant, s'il est vrai que la guerre impérialiste impose un ralentissement considérable du progrès social, la révolution vietnamienne, faite essentiellement par les masses travailleuses sous la direction de la classe ouvrière et de son Parti, implique nécessairement, par étapes méthodiques, une libération totale. L'idéal du héros nouveau ou du héros collectif devient un idéal *national* à partir du moment où l'établissement de l'Etat populaire a donné le pouvoir aux forces révolutionnaires dont l'objectif dernier ne peut être que la suppression de toute forme d'exploitation. Si lointaine qu'apparaisse encore la réalisation de cette fin, elle n'en est pas moins d'ores et déjà présente dans le sens du combat actuel, dans son contenu de classe et dans la structure de son organisation, et le sacrifice du combattant vietnamien est un sacrifice proprement *positif* qui exprime l'expansion indéfinie des forces productives et la solidarité absolue des travailleurs dans cette expansion. Il s'oppose entièrement au *sacrifice vain* du soldat colonialiste, immolé aux appétits monstrueux de l'impérialisme en décomposition. Et, de fait, la pensée bourgeoise, ou ce qui en tient lieu, n'arrive à justifier cette guerre que sur un plan purement négatif : il ne s'agit, dans l'idéologie impérialiste, que de « surmonter le destin », de « survivre », en retardant le cours inévitable des choses, et en dernière analyse, de *trouver dans la mort sa propre justification.* Car de l'expérience de l'échec, qui démontre l'inanité de la lutte, on prétend tirer une raison déci-

sive pour lutter, puisqu'« il ne faut pas que tant de morts aient été sacrifiés en vain » — ce qui est proprement trouver dans la constatation de l'erreur une raison pour y persévérer. De telles idées ne viendraient pas à l'esprit du combattant vietnamien. Car si la mort de ses compagnons est pour lui un motif de plus pour haïr le colonialisme, son combat ne vise pas à justifier cette mort en tant que telle, mais bien à réaliser un avenir meilleur pour tous. Et c'est parce qu'il a la certitude que son passé sera pleinement conservé dans cet avenir, qu'il peut se permettre des méthodes de combat parfaitement inconcevables pour les colonialistes, comme de courir sur un blockhaus pour déposer un explosif dans la meurtrière, ou de sauter sur un char pour y introduire une grenade.

•

A l'idéal du héros nouveau doit correspondre évidemment une organisation d'avant-garde. Celle-ci trouve sa forme générale dans *l'émulation patriotique*. L'émulation patriotique, inspirée de l'émulation socialiste, s'en distingue cependant en ce qu'elle trouve son fondement non pas encore dans des rapports socialistes de production, mais simplement dans la structure populaire de l'Etat et dans l'union nationale fondée sur l'alliance des ouvriers et des paysans et dirigée par la classe ouvrière et son Parti. En effet, s'il n'est pas du tout question à l'étape actuelle de supprimer la propriété privée des moyens de production, le développement de la lutte anti-impérialiste et anti-féodale n'en a pas moins donné aux masses populaires, avec le pouvoir politique, le contrôle général de la production et des échanges. La liquidation par étapes des propriétaires fonciers, le développement systématique de la petite propriété paysanne et artisanale, des coopératives, de l'industrie et du commerce d'Etat assurent aux travailleurs une part croissante du patrimoine national, dont l'ensemble apparaît ainsi d'ores et déjà comme le bien du peuple lui-même — ce qui motive une solidarité totale dans la guerre de libération et la construction nationale. La nature de l'Etat populaire, comme représentant authentique des intérêts des producteurs, permet de placer les rapports humains sur un plan nouveau, où les oppositions de personnes et de groupes, dues à l'état encore arriéré de l'économie et à la pression impérialiste, se trouvent

cependant surmontées et absorbées dans le mouvement de la coopération et prennent la forme d'une émulation pour le service du peuple.

Le mouvement de l'émulation patriotique, inauguré dès 1948 par le Président Ho Chi Minh, s'est développé tout d'abord dans l'armée et l'industrie d'Etat, pour s'étendre progressivement à la paysannerie, à l'artisanat, aux organisations administratives et culturelles, enfin à l'industrie privée elle-même. Il vise à développer l'esprit d'entraide et l'esprit de sacrifice, le goût de l'initiative allié à la discipline librement consentie. Dans l'armée, il a permis d'élever considérablement l'ardeur combative et le niveau technique du soldat vietnamien. Dans les divers secteurs de la production, de sérieux progrès ont été accomplis, grâce aux initiatives de la base, pour l'introduction de la rationalisation et de la planification au niveau même des méthodes artisanales. Dans l'agriculture, le rendement a augmenté, dans certains cas, jusqu'à 50 %. Dans le travail industriel, il a été dans de nombreuses fabriques multiplié plusieurs dizaines de fois.

L'efficacité de l'émulation patriotique tient essentiellement au contenu de sa motivation. La compétition doit jouer pour l'intérêt du peuple et non pour un avantage personnel, ce qui implique que chacun doit se donner sans arrière-pensée et doit chercher à améliorer le travail des autres autant que le sien propre. L'entraide est un des critères les plus importants pour l'attribution des distinctions, celles-ci n'étant accordées qu'à ceux qui ont encouragé les initiatives de leurs compagnons et fait avancer le mouvement général de l'émulation, chacun dans son secteur. En d'autres termes, chacun ne doit pas chercher seulement à obtenir le meilleur rendement *pour lui-même*, mais à faire que toute norme déjà atteinte soit dépassée, dans l'intérêt général, *soit par lui-même, soit par un autre*. Et encore que chaque réussite profite évidemment, d'une manière ou d'une autre, à son auteur, il reste que celui-ci ne l'a pas accompli *pour* ce profit personnel, de sorte que son travail s'est orienté *en fait* de manière à servir l'intérêt général et que ses initiatives n'ont pas été limitées par des préoccupations égoïstes. En un mot, le progrès général de la production ne se présente pas comme la simple résultante des intérêts particuliers en conflit les uns avec les autres, il est

consciemment visé en tant que tel par chaque membre de la communauté des producteurs, et la forme de l'émulation ne fait que traduire les conditions de travail concrètes.

Bien évidemment, une coopération de ce genre implique une *rééducation idéologique*, un renversement radical, non simplement des idées, mais de la manière même de penser et de sentir. Car s'il est vrai que la constitution de l'Etat populaire a mis le pouvoir politique entre les mains des masses travailleuses, leur donnant ainsi l'assurance d'aboutir, par un développement révolutionnaire ininterrompu, sous la direction de la classe ouvrière, à la suppression de toute exploitation en général, il reste que l'agression impérialiste, en sabotant le progrès social, maintient au niveau de la conscience les égoïsmes traditionnels, dans l'horizon fantasmagorique du monde des exploiteurs. Pendant que la pensée révolutionnaire s'impose objectivement par la puissance du mouvement des masses, et s'étend à l'ensemble de la nation grâce à la solidarité assurée par le pouvoir du peuple dirigé par la classe ouvrière, l'état encore arriéré de l'économie, la résistance obstinée des forces réactionnaires se reflètent sur le plan subjectif par des tentations continuelles qui créent des conflits intérieurs particulièrement violents. La rééducation idéologique vise à résoudre méthodiquement ces conflits de manière à faire triompher l'idéal nouveau. Elle consiste essentiellement en un examen en groupe où chacun procède, par une critique générale de sa vie passée, à la liquidation systématique des vestiges idéologiques de la société ancienne et prend par là même une conscience aiguë des tâches historiques de la révolution vietnamienne, des devoirs qui s'imposent à chaque citoyen et des vertus pratiques qu'il doit réaliser en lui-même pour accomplir ces devoirs. Il s'agit en d'autres termes d'une prise de conscience *radicale*, d'un *renversement d'horizon* où la mentalité de l'exploiteur se trouve liquidée et fait place à la conscience du travailleur. La classe ouvrière est reconnue comme responsable de la direction révolutionnaire, l'alliance des ouvriers et des paysans comme la force fondamentale de la révolution, la petite-bourgeoisie est une alliée digne de confiance, la bourgeoisie nationale une alliée conditionnée. L'ennemi à abattre, à l'étape actuelle, est la coalition des impé-

rialistes, féodaux réactionnaires et capitalistes compradores. La manière dont ces différents éléments se reflètent en chacun définit la loi et le sujet *répète en lui-même* le processus révolutionnaire par la critique radicale de son contenu de classe, qui le libère des influences, directes ou indirectes, de la réaction.

S'il est vrai que la rééducation idéologique tient tout son sens du développement de la lutte réelle et que l'idéal du héros collectif n'est reconnu comme tel que parce qu'il se trouve déjà impliqué dans l'expérience même de la guerre de libération, l'explication du concept n'en est pas moins essentielle pour une prise de conscience effective. La force de la démocratie populaire vietnamienne est d'avoir apporté une conception nouvelle de l'homme, qui libère la pensée des étroitesses de l'horizon ancien, et dispose l'individu aux plus grands sacrifices, avec cette inébranlable assurance et cette lucidité dans l'action que donne la conscience d'un désintéressement total. Le combattant vietnamien l'emporte parce qu'il sait, avec une certitude absolue, qu'il se bat pour une cause juste, et qui ne peut qu'être approuvée par les autres peuples, plus particulièrement le peuple français, victime du même système d'oppression et d'agression. Devant la barbarie sans nom du corps expéditionnaire qui, impuissant à combattre l'armée vietnamienne, s'acharne contre la population civile en multipliant les razzias et les bombardements au napalm, la lutte du peuple vietnamien pour son indépendance nationale est une lutte pour la défense de l'homme et sa cause est la cause de l'humain.

TRAN DUC THAO.

leur tactique

« Toute agglomération d'individus, race, peuple, tribus ou famille, représente une somme d'intérêts communs ou opposés. Il y a des mœurs et des coutumes à respecter, il y a aussi des haines et des rivalités qu'il faut savoir démêler et utiliser à notre profit, en les opposant les unes aux autres, en nous appuyant sur les unes pour mieux vaincre les autres. »

Général GALLIENI

LE DEVOIR DE TOUS

CESAIRE, Ali Yata, Boiteau, Truong Chinh, Thao, ne viennent pas de nous parler seulement de la Martinique ou du Maroc, de Madagascar ou du Vietnam. Si nous nous sentons étreints par chaque mots de leurs témoignages, c'est que, d'aussi loin qu'ils viennent, ils ne nous apportent pas simplement de mauvaises nouvelles de Fort-de-France ou de Casablanca, de Tananarive ou de Hanoï, mais aussi de mauvaises nouvelles de la France. Ils ne nous révèlent pas uniquement les visages martyrisés des hommes noirs ou jaunes qui souffrent à des milliers de kilomètres d'ici; ils démasquent aussi le visage de la France qui est dans les yeux de ces hommes-là. Que nous le voulions ou non, ce visage est aussi *le nôtre. Il est le nôtre si notre silence seul accueille l'écho des coups des tortionnaires et des cris des innocents. Il est le nôtre, si nous restons muets, indifférents ou évasifs, si nous consentons par lâcheté, par paresse ou par légèreté à ce que le visage de la France ne soit pas, pour des millions d'hommes, le sourire de Reims, l'élan de* la Liberté guidant le peuple, *ou les yeux clairs de l'enfant au fifre de Manet, mais les masques des gardes-chiourmes, des C.R.S., des légionnaires, des colons enragés et de leurs boureaux dociles.*

Il y a un siècle, quand la France de Napoléon le Petit mettait au pillage la Chine, envahissait le Mexique et se faisait la complice de la Russie pour que celle-ci asservisse la Pologne, de la Turquie pour que celle-ci asservisse la Grèce, de l'Espagne pour que celle-ci asservisse Cuba, Victor Hugo ne se contentait pas de dénoncer les crimes du gouvernement français, d'affirmer qu'« un peuple ne possède pas plus un autre peuple qu'un homme ne possède un autre homme ». *Il appelait à la lutte, à la résistance, à la victoire contre les soldats de l'Empire les combattants de la liberté :* « l'oppression des peuples qu'une armée accomplit commence par son propre

asservissement, les envahisseurs sont des enchaînés » *criait-il aux partisans mexicains et au peuple chinois.*

Mais il y a un siècle aussi qu'un problème de géographie fantaisiste, de morale appliquée et de métaphysique amusante divertissait beaucoup les journalistes ralliés à l'Empire. C'est le problème du mandarin chinois. Il se pose ainsi : s'il vous suffisait d'appuyer sur un bouton pour supprimer à l'autre bout du monde, en Chine, un mandarin dont vous ne savez rien, que vous n'avez jamais vu, que vous ne verrez jamais, et d'acheter, au prix de sa vie, la prolongation de la vôtre, appuieriez-vous sur le bouton ? On peut lire dans les feuilletons et les « Premier-Paris » des années 1850-1860 *des variations ingénieuses et spirituelles sur ce thème. Il nous est difficile d'en rire en* 1953, *parce que l'apologue du chinois n'est plus une fiction, un jeu, un caprice de l'esprit, parce qu'il est vraiment la réalité sanglante de chaque jour.*

Nos grands-pères d'il y a cent ans n'avaient sans doute pas d'excuses à présenter sous la forme d'un jeu de société pour rire, ce qui est aujourd'hui, et ce qui commençait déjà à être le jeu normal et tragique de la société. Mais on peut leur accorder le bénéfice de quelques circonstances atténuantes. Ils n'avaient pas commencé encore à s'apercevoir que le temps du monde fini avait commencé; que, des caravanes aux caravelles, des caravelles aux steamers, des locomotives aux avions, les hommes étaient en train de transformer cette planète piquetée de petits jardins plus ou moins clos en un seul domaine commun; que le temps était infiniment proche où les esthètes allaient pouvoir opposer au « toute la terre » émerveillé des habitants du monde, le « rien que la terre » blasé des flâneurs fatigués. Appuierai-je, n'appuierai-je pas sur le bouton ? se demandaient en souriant les esprits fins et ornés de ce temps-là. C'était pour eux une plaisanterie, elle ne tirait pas à conséquence. Mais le 11 *juin* 1842, *les marins britanniques de la* Nemesis, *ayant remonté le Yang-Tsé, appuyaient sur le bouton. Ce n'était plus une plaisanterie, une opération hypothétique de l'esprit. Les obus de la* Nemesis, *en tuant quelques centaines de Chinois surpris, achetaient pour l'Angleterre le « droit » d'inonder la Chine de son opium. Le problème du mandarin chinois n'était plus un passe-temps abstrait, une invention gratuite. Il ne le sera jamais désormais.*

Il ne prête absolument plus à sourire. Nous pouvons écraser nos poings sur nos yeux pour ne pas y voir, boucher nos oreilles pour ne pas entendre, nous savons bien qu'à toute heure, il y a un homme, près ou loin, qui est en train de suer, de saigner ou de mourir pour nous.

Il ne s'agit pas, en disant cela, de proclamer et de libérer une mauvaise conscience vague et confuse, de donner une expression nouvelle à des sentiments pseudo-chrétiens. Quand j'ai écrit dans Clefs pour la Chine *que le livre, qui rend le mieux compte de l'essentiel de notre temps est un livre d'aspect technique, hérissé de chiffres et de statistiques, de bilans et de faits économiques, un livre à la fois brûlant et froid, méthodique et passionné, et qui s'appelle* l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, *de Lénine, quand j'ai écrit cela, il s'est trouvé un certain nombre de critiques, souvent (par ailleurs) perspicaces et animés de bonnes intentions, pour voir dans ce jugement un pur acte de foi, et la simple substitution d'un livre religieux à un autre. Je m'excuse, mais ce n'est pas du tout de cela qu'il s'agit. Ce que Lénine écrivait en* 1916, *c'est devenu en* 1953, *pour des millions d'intellectuels, une évidence crève-regards, crève-esprits. Marx et Engels avaient démonté, au XIXe siècle, le mécanisme de l'exploitation de l'homme par l'homme. Il s'agissait dans leur étude, si je puis dire, de l'homme de la porte à côté. S'ils avaient affirmé déjà, chemin faisant,* « qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre », *ils avaient porté surtout l'effort de leur analyse et la clarté de leur génie sur cette forme, pour ainsi parler,* nationale *de l'oppression, sur le mécanisme social qui conduisait en* 1845 *le grand manufacturier de Manchester à quitter son bureau pour aller boire un whisky dans les confortables fauteuils de cuir de son* home *ou de son* club, *devant un bon feu de bois, tandis qu'à la même heure, ses ouvriers quittaient l'atelier pour retrouver la misère de leurs taudis ou la fumée sordide des* pubs. *Ce que Lénine a peut-être ajouté de plus précieux à l'œuvre de Marx, ce en quoi il l'a le plus puissamment continuée, prolongée, la notion d'*impérialisme *le définit. Marx et Engels nous montraient l'homme exploitant l'homme de porte à porte. Lénine nous montre l'homme exploitant l'homme de continent à continent. Il explique pourquoi et comment cette exploitation combinée*

« de la moitié de la population du globe dans les pays dépendants (*et des*) esclaves salariés du Capital dans les pays « civilisés » *n'est que le double aspect d'un seul problème.*

*Il est possible, bien entendu, d'expliquer un siècle de guerres coloniales, de travail forcé, d'esclavagisme plus ou moins hypocrite, de soulèvements et de révoltes, de répression et de massacres, par une série de hasards, de fausses manœuvres, de malentendus, de bonnes intentions pavant un enfer de supplices. Il n'est pas besoin d'être très vieux pour avoir connu un temps où la bourgeoisie française était si satisfaite de ce qu'elle avait accompli outre-mer, qu'elle jugeait nécessaire de l'*exposer, *et où le mot* colonial *lui semblait un mot si glorieux, si agréable à l'oreille, qu'elle intitulait cette exposition de ses hauts-faits :* Exposition Coloniale. *A vrai dire, on n'exposait pas à Vincennes, en* 1931, *les têtes coupées un peu partout des « rebelles » de l'Empire, ni une « reconstitution » du bagne de Poulo-Condor en Indochine, ni les cadavres des noirs morts sur les chantiers forcés du train Congo-Océan, ni les dos déchirés par le fouet de ces indigènes dont les voyageurs les plus différents, d'Andrée Viollis à André Gide, constataient que la France, c'était pour eux le visage de la misère, de la haine et de la mort. Aujourd'hui, on n'expose plus — on étouffe. On ne parle plus de colonies, on parle d'Union. Mais quand on n'arrive pas à étouffer les cris des assassinés, ni les salves des fusilleurs, quand, de Madagascar au Maroc et du Vietnam en Tunisie, il faut bien prêter l'oreille à ce qui se passe, et que ce qui se passe est abominable, que ce qui se passe, c'est l'extermination de* 80.000 *Malgaches en* 1947, *le bombardement de Haïphong et six jours d'arrosage au napalm, d'exécutions sommaires et de tortures au Vietnam, les « ratissages » du Cap Bon, les fusillades de Casablanca, — alors, on explique ces hontes et ces iniquités par un enchaînement fâcheux de circonstances, et l'histoire des rapports de cette patrie (qu'on n'ose tout de même plus nommer la* Mère *patrie) avec ses colonies devient, comme dans Shakespeare,* « une histoire de bruit et de fureur racontée par un idiot » — *disons : par des idiots. Voyons, voyons, disent les idiots, feints idiots ou vraies canailles, il faut arranger les choses. Et parce que vraiment les ratissages du Cap Bon, et leur boucherie, ça fait mauvais effet, parce que*

ce panorama de villages incendiés, de villageois éventrés, de femmes violées et de maisons pillées, ça ne fait pas bien dans le paysage de l'« Union » Française et des Nations-Unies — alors, on prend bien entendu le temps de la réflexion, le temps de voir venir, et ce qu'on voit venir, c'est le remplacement d'un guignol sanglant par un fantoche inconnu, le remplacement de M. de Hautecloque par M. Voizard. Très bien. Et je cite une information *qu'on s'est bien gardé, et pour cause, de démentir :* « Trois jours après la nommination de M. Voizard en Tunisie, à la suite d'un attentat qui entraîna la mort d'un garde républicain, six habitants de Monastir, pris au hasard, sont fusillés en public.

« Le 1er octobre, l'autorité militaire de Gabès exposa à l'intendance de cette ville les têtes coupées de Rondamne ben Bahloul ben Tahar et Ali ben Salah Dahri, tous deux originaires de Cheikhat de Koutna. Le 7 octobre, Sellami ben Amour et Ali Dhib, accusés d'avoir ravitaillé le maquis tunisien, sont exécutés sans jugement en présence de leur famille. Le 10 octobre, l'autorité militaire rend à sa famille le corps de El Habib ben Djelibi ben Charga, accusé d'avoir collecté des fonds au profit du Néo-Destour. Le corps était méconnaissable. Le frère de la victime tenta d'obtenir un examen médical : tous les médecins de Gabès se récusèrent. »

Il y a quelques années, il suffisait peut-être pour apaiser les honnêtes gens de faire succéder à la boucherie des oppresseurs la valse des gouverneurs, et de masquer les mauvais coups des colonialistes par les trois petits tours des marionnettes politiciennes de la bourgeoisie. C'est moins facile aujourd'hui. Il n'y a à peu près plus personne dans la France contemporaine pour consentir à jouer au problème du mandarin chinois, ni pour accepter que les crimes commis au nom d'une France déshonorée soient couverts par le silence d'une France bâillonnée. Il n'y a à peu près plus personne pour accepter que la France fasse ses comptes comme une épicière-sorcière, en mettant dans un plateau de la balance deux hôpitaux, trois écoles, quatre chemins de fer, et dans l'autre, des dizaines de milliers de cadavres. Il s'est trouvé un illustre inconnu, P. Borgeaud, pour écrire, dans un livre intitulé

Défense et Illustration de l'Algérie Française, *que* « la sympathie envers nos populations d'outre-mer est un de nos plus incontestables « défauts » collectifs. Nous sommes la plus sentimentale des races impériales. » *Eh bien, voilà un défaut dont nous pouvons être fiers qu'il soit le partage en effet du plus grand nombre des intellectuels français. Nous pouvons être séparés par beaucoup d'opinions, analyser chacun à notre manière l'origine des événements et la marche de l'histoire. Il reste en effet que nos intellectuels sont en train, de tous les horizons de notre culture, d'élever la voix du cœur contre les crimes des oppresseurs. Il reste que ce* défaut, *que le théoricien du colonialisme attribue avec hargne à notre peuple, est, en effet, en train de devenir un défaut* collectif, *et que tous ceux qui s'étaient retrouvés dans leur peu de sympathie à l'égard des occupants nazis se retrouvent aujourd'hui dans ce péché commun que dénonce P. Borgeaud,* « la sympathie envers nos populations d'outre-mer ». *Je ne suis pas très sûr que les hommes qui, comme François Mauriac, ont su entendre le frémissement de douleur et l'indignation de la France devant les crimes commis en son nom, soient tout à fait d'accord avec nous sur ce qui semble être la logique du colonialisme, et qui leur apparaît peut-être comme les aberrations de la « mission civilisatrice ». Mais nous savons tous désormais sur quoi nous sommes d'accord, et que nous ne voulons plus que les soldats ou les gendarmes de la France soient les S.S. des Oradour d'outre-mer, des nazis pour l'exportation.*

Il y a un peu moins de quarante ans, Lénine stigmatisait d'un mot admirable les écrivains et les journalistes qui mettaient leur plume au service de la chicotte des négriers et des armes de l'esclavage. Il les nommait « les coolies de la plume ». *Il y a sans doute encore en France quelques « coolies de la plume ». Mais ils sont aujourd'hui de plus en plus isolés, et c'est le devoir de tous les hommes de culture, écrivains, artistes, universitaires, savants, juristes, que de les isoler chaque jour davantage, que de dévoiler les vérités qu'ils taisent et de démonter les mensonges qu'ils ourdissent. Nous savons désormais qu'il n'y a pas deux libertés et deux justices, une liberté qu'on refuserait aux peuples coloniaux et une*

liberté qu'on préserverait en France, une justice qui serait bafouée outre-mer et honorée sur ce sol. Nous savons qu'un aérodrome américain au Maroc ou en Beauce se paie du même prix, celui du sang français et celui du sang marocain, un seul sang, que la liberté, la nôtre, celles de nos frères coloniaux, est une, et que le devenir de l'indépendance nationale française passe par l'indépendance des peuples que la France aujourd'hui domine.

Claude ROY.

colonisation et civilisation

EXTRAIT DU CODE MANUSCRIT DE LA MARTINIQUE, 1726

Voici un aperçu des peines qui pouvaient être infligées par le bourreau, avec le tarif de ses émoluments.

	Livres
Pour pendre	30
rouer vif	60
brûler vif	60
pendre et brûler	35
couper le poignet	2
traîner et pendre un cadavre	35
donner la question ordinaire et extraordinaire	15
amende honorable	10
couper le jarret et flétrir	15
fouetter	5
mettre au carcan	3
effigier	10
couper la langue	6
percer la langue	5
couper les oreilles et flétrir	5

« ASSAILLI de toutes parts, ayant à faire face au mouvement révolutionnaire dans les colonies, l'impérialisme français peut moins facilement réprimer la grève et l'action des masses en France et briser la résistance du prolétariat aux diminutions de salaires.

« Chaque coup porté contre la bourgeoisie française par nos frères indochinois ou algériens est une aide directe à notre mouvement. En retour, chaque coup porté par nous à notre bourgeoisie est une aide directe aux esclaves qu'elle opprime dans « ses » colonies. Les prolétaires de la métropole et les peuples opprimés des colonies doivent s'appuyer mutuellement dans leurs luttes contre l'ennemi commun : c'est leur intérêt à tous. »

Maurice THOREZ,
11 mars 1932.

DE TROTSKI A TITO (VII) *

VII — LE THEME DU BUREAUCRATISME

DANS la propagande antisoviétique des trotskistes et titistes revient constamment le thème du « bureaucratisme ». Il convient donc de chercher ce que ce mot signifie.

LE BUREAUCRATISME SELON MALENKOV

Dans son rapport devant le XIXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, le camarade Malenkov a vigoureusement dénoncé le comportement bureaucratique de certains militants. Nous trouvons dans ses observations une description du bureaucratisme : « *Là où est affaibli le contrôle des masses sur l'activité des organisations et des institutions, on voit apparaître inévitablement des difformités telles que le bureaucratisme, la putréfaction et même la désagrégation de certains échelons de notre appareil.* »

Pourquoi Malenkov demande-t-il de « COMBATTRE DE FAÇON IMPLACABLE COMME DES ENNEMIS JURES DU PARTI » (souligné par moi, P.H.) ceux qui entravent le développement de la critique ?

Parce que, nous dit-il, « *les succès ont parfois engendré dans les rangs du Parti un état d'esprit de suffisance, la tendance à considérer que tout est pour le mieux et la quiétude petite-bourgeoise, le désir de se reposer sur les lauriers et de vivre des mérites du passé... cet état d'esprit nuisible par ses conséquences a gagné une partie des cadres mal éduqués et instable du point de vue du Parti.* »

Mais, affirment certains bureaucrates, nous n'avons rien fait pour empêcher la critique d'en bas de s'exprimer. « *C'est une erreur*, répond Malenkov, *c'est une erreur de croire que*

(*) Voir *la N.C.*, n°s 44, 46, 47, 48, 49 et 50.

la critique venant de la base peut se développer d'elle-même, spontanément. La critique venant de la base peut grandir et s'étendre à la condition que chaque personne faisant une critique saine soit sûre de trouver le soutien de nos organisations et de voir corrigées les insuffisances indiquées par elle. »

Autre manifestation du bureaucratisme : « *l'attitude formelle envers les décisions du Parti et du gouvernement* ». Malenkov déclare : « *On connaît bon nombre de dirigeants qui oublient que les entreprises dont on leur a confié la charge et la gestion appartiennent à l'Etat et s'efforcent de les transformer en leur fief... Un grand mal vient de ce que nous avons bon nombre de dirigeants qui supposent que les décisions du Parti et les lois soviétiques ne sont pas obligatoires pour eux, qui s'imaginent qu'il existerait chez nous deux disciplines : une pour les membres de base et une autre pour les dirigeants. De pareils « dirigeants » croient que tout leur est permis, qu'ils peuvent ignorer les règles établies par l'Etat et par le Parti, qu'ils peuvent violer les lois soviétiques, commettre des abus et agir comme bon leur semble.* »

Le bureaucratisme se manifeste aussi dans la question du choix des cadres et du contrôle de l'exécution des tâches. « *Le principal défaut*, affirme Malenkov, *consiste en ce que certains dirigeants choisissent les cadres, non pas en fonction de leurs qualités politiques et pratiques, mais en se fondant sur la parenté, sur les relations d'amitié, sur la communauté de pays d'origines.* » Conséquence : « *La formation d'une coterie de gens qui se soutiennent mutuellement et placent leurs intérêts de groupe au-dessus des intérêts du Parti et de l'Etat.* »

Ainsi, faut-il, d'une part, « *élever la responsabilité personnelle* », d'autre part « *ne pas craindre d'annuler ou de corriger une décision déjà prise si elle s'avère erronnée ou imprécise* » (1).

Il est incontestable, et d'ailleurs de moins en moins contesté, qu'une lutte vigoureuse s'exerce en Union soviétique contre l'esprit bureaucratique et ses diverses manifestations

---

(1) Dans son rapport devant le XIXe Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique, Khrouchtchev a stigmatisé de la même façon le bureaucratisme.

dans tous les domaines de la vie. Mais quelle est la base objective de cette lutte ? Il serait en effet antimarxiste de faire de cette lutte quelque chose de purement subjectif.

LES ORIGINES DU BUREAUCRATISME

Examinons ce que déclare à ce sujet le préposé de Tito aux questions théoriques, Milovan Djilas (1).

Nous apprenons d'abord que l'Union soviétique est un « *despotisme bureaucratique* » et un « *capitalisme d'Etat, qui n'est en réalité que la phase finale du capitalisme et la phase primaire et initiale du socialisme.* » Elle « *représente un phénomène indubitablement opposé au socialisme et à toute démocratie* », mais « *elle a pris naissance sur le sol du socialisme... après le renversement du régime capitaliste et l'abolition de la propriété capitaliste* ». En outre, elle « *est gouvernée par une bureaucratie qui n'est socialiste ni subjectivement (par sa conscience et son organisation) ni objectivement (par ses forces productives)* ».

Il semblait jusqu'à présent à tout marxiste qu'un appareil administratif pouvait être plus ou moins bureaucratique indépendamment de son caractère de classe.

Au sujet du bureaucratisme, Lénine écrivait en 1921 que son origine en Union soviétique « *c'est l'isolement, l'éparpillement des petits producteurs, leur misère, leur inculture, l'absence de routes, l'analphabétisme, l'absence d'échanges entre l'agriculture et l'industrie, le manque de liaison d'action réciproque entre elles* » (2)

Lénine soulignait que le bureaucratisme était dans une large mesure « *le résultat de la guerre civile* » et que c'était « *un héritage de l'état de siège* ».

En 1919, Lénine disait au sujet des diverses branches d'administration : « *Ici, nous souffrons de ce que la Russie était insuffisamment développée du point de vue capitaliste... Ici, c'est le manque de forces cultivées qui se manifeste par-dessus tout... Combattre jusqu'au bout le bureaucratisme, le com-*

---

(1) Milovan Djilas, « *Les fins qui préludent* » dans *Questions actuelles du socialisme*, n° 19-20.

(2) Lénine, *Sur l'impôt en nature*, 21 avril 1921.

battre jusqu'à la victoire complète, on ne le peut que si toute la population participe à la gestion du pays. Dans la république bourgeoise, cela n'était pas seulement impossible : la loi même s'y opposait. Les meilleures républiques bourgeoises, si démocratiques qu'elles soient, ont des milliers d'obstacles d'ordre législatif qui empêchent les travailleurs de participer à l'administration de l'Etat. Nous avons fait en sorte que ces obstacles n'existent plus chez nous; mais nous n'avons pas encore obtenu que les masses laborieuses puissent participer à l'administration du pays. Outre la loi, il y a le niveau de culture qu'on ne peut soumettre à aucune loi. Le bas niveau de culture fait que les Soviets qui, d'après leur programme, sont des organes de gouvernement par les travailleurs, *sont en réalité des organes de gouvernement* pour les travailleurs, *exercé par la couche avancée du prolétariat et non par les masses laborieuses.* »

Lénine observait que la lutte pour une élévation du niveau culturel des masses travailleuses s'étendrait sur une longue période. Mais on ne peut néanmoins, en dépit du fait qu'en 1945, l'Union soviétique avait à faire face une nouvelle fois aux conséquences d'une guerre dévastatrice et à un nouvel « héritage de l'état de siège », expliquer le bureaucratisme uniquement par les vestiges du passé.

Malenkov déclare à ce sujet : « *A présent que toutes les branches de l'économie sont équipées d'une technique d'avant-garde et que le niveau culturel du peuple soviétique s'est considérablement élevé, les exigences posées devant les cadres dirigeants sont devenues tout autres, plus élevées. Des hommes cultivés, connaissant bien leur profession, capables d'insuffler un air nouveau, de soutenir tout ce qui est avancé et progressiste et de le développer de façon féconde, doivent se trouver au gouvernail dans l'industrie et l'agriculture, l'appareil d'Etat et le Parti. Nous disposons pour cela de toutes les possibilités car la base pour le choix et la promotion de cadres répondant à de telles exigences est devenue plus large qu'autrefois.* » (1)

Autrement dit, le bureaucratisme s'expliquerait, non plus par un retard des masses laborieuses, mais bien par un retard

---

(1) Malenkov. *Rapport au XIXe Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.*

de certains cadres et des membres de l'appareil administratif. Bien entendu, dans ce retard interviendraient notamment des survivances de l'idéologie du passé, mais ce qui est à souligner, c'est que l'impulsion donnée par la direction du Parti communiste de l'Union soviétique vise précisément à *accroître* dans le sens indiqué par Lénine *la participation des travailleurs à l'administration de l'Etat.*

LA QUESTION DU CAPITALISME D'ETAT

Que reste-t-il des élucubrations de Djilas ? On conçoit mal qu'un régime soit en même temps « *la phase finale du capitalisme* » et « *la phase initiale du socialisme* ». Comment « *le renversement du capitalisme* » produirait-il purement et simplement « *un phénomène opposé au socialisme* » ? Que peuvent être les « *forces productives* » de la bureaucratie ? Dans le verbiage de Djilas, on distingue néanmoins une expression : « *capitalisme d'Etat* ». Voilà la question : le régime économique de l'Union soviétique est-il un capitalisme d'Etat ?

Il est vrai que le capitalisme d'Etat a existé en Union soviétique et qu'il existe encore, par exemple, en Chine « *La présence d'un secteur capitaliste privé différencie nettement la démocratie populaire chinoise des démocraties populaires occidentales, où la nationalisation de l'industrie capitaliste a été effectuée et où le secteur capitaliste subit une réduction continue. Dans les conditions actuelles de la Chine, le secteur du capitalisme d'Etat joue un grand rôle, son développement s'effectue sous la forme d'entreprises mixtes, capitalistes et d'Etat, et sous la forme de commandes d'Etat à des entreprises privées.* » (1). Y a-t-il de telles entreprises mixtes en Union soviétique ? Y a-t-il des entreprises privées auxquelles l'Etat passerait des commandes ? Il est bien évident que non.

Enumérant en 1921 les formes de capitalisme d'Etat qui existaient en Union soviétique, Lénine mentionnait les concessions à des sociétés capitalistes étrangères et les coopératives de petits producteurs. Lénine signalait encore d'autres

(1) V. Maslennikov, « *Le caractère de la démocratie populaire en Chine* », *Questions d'économie*, n° 3. Article reproduit par *Etudes Economiques*, n° 77.

formes possibles de capitalisme d'Etat. Par exemple : « *L'Etat envisage le capitaliste en qualité de commerçant : il lui paie une certaine commission pour la vente des produits de l'Etat et l'achat des produits du petit producteur.* » (1) Ou encore : « *L'Etat donne à bail à un entrepreneur-capitaliste un établissement, une exploitation, un secteur de forêt, de terre, etc.* » Lénine envisageait ces formes de capitalisme d'Etat comme « *procédés* transitoires *indispensables pour passer des rapports* précapitalistes *au socialisme* », mais aucune de ces formes de capitalisme d'Etat n'existe actuellement en Union soviétique.

En dehors de cela, qu'est-ce que le capitalisme d'Etat? « *C'est*, répond Lénine, *le capitalisme qui existe en régime capitaliste quand le pouvoir d'Etat se soumet directement telles ou telles entreprises capitalistes.* » (2)

Comme il ne s'agit évidemment pas du capitalisme d'Etat tel que l'entend Lénine, de quoi parle donc Djilas? Il nous indique que le bureaucratisme est une « *expression du passage du capitalisme au capitalisme d'Etat* », ou encore « *du dépérissement du capitalisme et de la naissance d'autres formes, de formes présocialistes, de formes transitoires vers le socialisme* ». Il écrit : « *Le bureaucratisme s'efforce de conserver, par des mesures de capitalisme d'Etat, sinon la propriété privée (les monopoles), du moins des rapports capitalistes en tant que tels.* » Djilas note encore : « *Le pouvoir et la direction de toute la vie économique, en réalité de la vie de tous les individus, voilà quelle est la tendance, voilà quelle est l'essence du bureaucratisme contemporain et de l'étape contemporaine du capitalisme (lequel, en réalité, cesse déjà d'être capitalisme, mais n'est pas encore socialisme, et cela surtout parce que ce ne sont pas ceux qui l'ont produit qui disposent de la plus-value (exprimée par le revenu national) et de ce fait même des autres biens matériels et spirituels, mais une autre puissance, née des crises, des guerres et des révolutions, des luttes de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat)* » (3).

---

(1) Lénine, *Sur l'impôt en nature*, 21 avril 1921.

(2) Lénine, *Rapport sur le programme du Parti présenté au IXe Congrès du Parti bolchevik*, 19 mars 1919.

(3) Milovan Djilas, *op. cit.*

En quoi le capitalisme cesserait-il d'être capitalisme dans le capitalisme d'Etat? La S.N.C.F. ou la Régie des Tabacs seraient-elles « *des formes présocialistes, des formes de transition vers le socialisme* »?

Au sujet des formes de capitalisme d'Etat, Engels écrit : « *Le représentant officiel de la société capitaliste, l'Etat, doit prendre la direction de ces forces productives. Cette nécessité de transformation en propriété de l'Etat se fait d'abord sentir pour les grands organismes de communication : les postes, les télégraphes, les chemins de fer, etc., mais que les forces productives soient entre les mains de société par actions ou de l'Etat, elles conservent néanmoins leur qualité de capital... L'Etat moderne, quelle que soit sa forme, est essentiellement une machine capitaliste, l'Etat des capitalistes, pour ainsi dire le capitaliste collectif idéal.* » (1)

Et, dans ces conditions, il y a toujours une classe exploiteuse et une classe exploitée : « *Tant que vous laissez subsister le rapport du travail salarié au capital... il y aura toujours une classe qui exploitera et une classe qui sera exploitée.* » (2)

Autrement dit, pour qu'une assimilation de l'économie soviétique au capitalisme d'Etat soit possible, il faudrait notamment établir :

a) qu'il existe une classe exploiteuse en Union soviétique.

b) que cette classe exploiteuse dispose de la « plus-value » parce qu'elle est la maîtresse des moyens de production (on ne saurait, en effet, si on est marxiste, nier que la répartition des revenus soit conditionnée par les rapports de production) (3).

c) que cette classe exploiteuse domine la « bureaucratie » ou bien s'identifie à elle.

Or, quand ils se trouvent devant ces problèmes, trotskistes et titistes montrent clairement, comme nous allons le voir, qu'ils ont rompu avec le marxisme. On ne saurait en être sur-

---

(1) Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique.*

(2) Marx, *Discours sur le libre échange.*

(3) Dans sa *Contribution à la critique de l'économie politique*, Marx indique qu'avant d'être distribution des produits, la distribution est d'abord distribution des moyens de production des membres de la société entre les différents genres de production.

pris quand on voit Djilas effacer, à la manière de tous les opportunistes, le caractère fondamental de la transition du capitalisme au communisme, que Marx décrivait de la manière suivante : « *Entre la société capitaliste et la société communiste, se situe la période de transformation révolutionnaire de celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique, où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat...* » (1).

LA « BUREAUCRATIE » EST-ELLE UNE CLASSE OU UNE CASTE?

Selon Djilas, la bureaucratie « *ne signifie pas l'apparition d'une classe nouvelle, mais bien d'une couche de caractère spécifique, d'une caste* ». Elle existe aussi bien en U.R.S.S. que dans les pays capitalistes : « *Dans les pays parlementaires... les députés, les « écrivains libres », les politiciens de profession, les policiers et les militaires apparaissent comme instruments du capitalisme d'Etat, des tendances bureaucratiques...* » Quant au système soviétique, il est « *le régime d'une bureaucratie qui s'est imposée à la société et aux forces productives par suite des conditions objectives spécifiques dans lesquelles la Russie s'est trouvée après octobre* 1917 ». Elle est « *une caste, un pur parasite* ». Elle est « *instable, éphémère* », elle « *n'est pas une classe. C'est absolument autre chose* ». Poursuivons cette curieuse analyse : « *La bureaucratie actuelle n'est pas, comme elle le fut dans le passé, l'instrument d'une classe déterminée, ou ce même instrument devenu indépendant par suite du besoin qu'en avait la société... La bureaucratie actuelle est, au début, l'organe d'une classe (de certaines fractions de la bourgeoisie, pour la plupart de la bourgeoisie libérale, aux U.S.A. — ou du prolétariat et de la paysannerie en U.R.S.S.). Cependant, comme elle a la direction de l'économie, surtout là où la nationalisation a été effectuée, elle devient très vite une puissance indépendante de toute classe, une puissance au-dessus de la société et en dehors d'elle.* »

La bureaucratie s'affirme « *comme puissance indépendante de toute classe et de la société en général* ». Elle est « *dès le*

(1) Marx et Engels. *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt.*

début et objectivement, une puissance qui s'oppose à la société ». Notons encore « *qu'elle forme une couche spécifique, unie non point pour la défense des mêmes formes de propriété et des mêmes formes de vie (ce qui est typique pour les classes), mais bien des mêmes formes de direction et des mêmes sources de privilèges et de parasitisme* ». Nous apprenons encore en passant qu'on y fait son ascension « *en obtenant un rôle plus important dans la politique ou, plus concrètement, une position plus importante dans le parti politique au pouvoir* » et — ô surprise! — « *qu'il y a des tendances bureaucratiques progressistes et des tendances bureaucratiques conservatrices* ». Mais nous arrivons enfin à l'aveu d'impuissance : « *Qu'est la bureaucratie? Quelle couche sociale? Où se recrute-t-elle? Quelles sont ses racines? Comment se forme-t-elle? Pourquoi les gens la supportent-ils malgré tout? ... A la différence de ce qu'on peut faire pour une classe dont on peut donner une définition plus ou moins précise, il est impossible — pour le moment du moins — de donner une réponse définitive aux questions que je viens de poser...* » (1)

Examinons d'abord la question de la bureaucratie dans les pays capitalistes. Est-il exact qu'en France, par exemple, les membres des administrations et appareils d'Etat, les inspecteurs des finances, les préfets, les diplomates, les magistrats, les officiers soient des instruments du « *capitalisme d'Etat* » plutôt que du capitalisme privé ou du capitalisme en général? Est-il vrai qu'ils sont « *indépendants de toute classe* »? Sont-ils unis contre le reste de la société « *pour la défense des mêmes formes de direction et des mêmes sources de privilèges et de parasitisme* »? Si ce n'est vrai en France, est-ce vrai en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis? Les hauts-fonctionnaires sont-ils aux Etats-Unis les instruments du capitalisme d'Etat? Puisque Djilas étend la bureaucratie aux écrivains et députés, peut-on affirmer que les parlementaires sont instruments du « capitalisme d'Etat » plutôt que d'intérêts capitalistes privés? Peut-on en dire autant des écrivains?

Voilà bien les absurdités auxquelles on aboutit quand, pour les besoins d'une politique de duplicité, on laisse de côté le point de vue de classe. Nous savons bien que l'Etat est en

(1) M. Djilas, *op. cit.*

régime capitaliste l'instrument de la classe dominante; nous savons aussi que les luttes internes de la classe dominante ont leur reflet dans les administrations et appareils d'Etat et que s'y exprime également la lutte de classes, qui se déroule dans l'ensemble de la société.

Mais, passons à l'Union soviétique. Comment, après avoir été l'organe d'une classe (le prolétariat et la paysannerie), les dirigeants des organisations du Parti, des organisations soviétiques, des organisations économiques, etc., seraient-ils mystérieusement devenus les instruments d'un mystérieux « capitalisme d'Etat » sans capitalistes? Ils sont une « caste », nous dit-on; mais les castes qui peuvent exister dans une société de classes, expriment les intérêts de telle ou telle fraction d'une classe déterminée : on peut donc poser la question de savoir si la « bureaucratie » soviétique exprime les intérêts de telle ou telle fraction de la société soviétique. Mais la question ne se pose pas pour Djilas! En outre, s'il y a dans la « bureaucratie » des tendances « progressistes » et des tendances « conservatrices », comment peut-on expliquer cette contradiction sans la mettre en rapport avec une contradiction objective de la société?

Ce qui manifeste l'ignorance crasse du prétentieux Djilas, c'est d'ailleurs le fait qu'il nous dit que « *ce qui est typique pour les classes* » (c'est-à-dire ce qui en présente la manifestation la plus caractéristique), c'est « *la défense des mêmes formes de propriété et des mêmes formes de vie* ». Or, pour Marx, il faut chercher l'origine de l'antagonisme des classes dans les rapports de production. A l'intérieur d'une même classe, définie par son rôle dans la production, il y a des divergences sur la question des « formes de propriété » et des « formes de vie » (par exemple, certaines couches de la bourgeoisie sont favorables au « capitalisme d'Etat », tandis que d'autres lui sont violemment opposées). Parce que précisément, la question des classes et des rapports de production est insoluble pour les révisionnistes titistes, Djilas en vient naturellement à mettre au premier plan la question de la *répartition*. Ceci s'accorde avec l'exploitation antisoviétique de la plus vulgaire démagogie égalitariste.

En vérité, pour les titistes, comme pour les trotskistes en général, l'Union soviétique est un mystère inexplicable. Alors

que, par exemple, l'arrestation de Beria et de ses complices démontre clairement que n'existe là-bas en aucune façon la fameuse « caste bureaucratique », ils n'en continuent pas moins à radoter les mêmes propos. Beria et ses complices voulaient faire un coup d'Etat et se servir de la police pour s'imposer au Parti et au gouvernement : ils ont été battus. Un tel événement ne peut, pour un marxiste, s'expliquer par des histoires de « règlement de compte » et autres romans-feuilletons. Le conflit a une signification politique et se rattache nécessairement à d'autres contradictions, notamment celle qui oppose le monde socialiste aux impérialismes et qui détermine certains éléments aventuriers de la société soviétique à la lutte fractionnelle et à la conspiration.

CE QUE SIGNIFIE L'ACCUSATION DE « BUREAUCRATISME » CONTRE L'U.R.S.S.

Comme Gilles Martinet le montrait dans une étude de *La Revue Internationale* (1), le thème de la bureaucratie a été amplement exploité dans les milieux pivertistes, anarcho-syndicalistes et trotskistes. Mais, ce qui est important, écrivait-il, c'est « *que toutes ces nuances sont dominées de très haut par l'évolution d'un seul groupe : le groupe trotskiste. La majorité actuelle de la IVe Internationale rejette sans doute Bruno Rizzi (l'auteur de « La bureaucratie du monde »), Burnham (l'auteur de la « Managerial revolution »), Shachtman (le théoricien du « collectivisme bureaucratique »), et autres « hérétiques » de moindre importance; mais ce n'est pas par hasard que ces hommes ont conçu et développé leurs thèses au sein de la IVe Internationale... »*

Gilles Martinet observait encore : « *Les théories sur la classe « directoriale » ou « bureaucratique » dérivent dans une large mesure du trotskisme.* »

Comment la dégénérescence idéologique a-t-elle pu se produire ? « *Quand ils commencent à s'apercevoir de la stérilité de leur action*, écrivait Gilles Martinet, *les trotskistes, qui n'abandonnent pas purement et simplement la partie, ont*

(1) *La Revue Internationale*, n° 17, Eté 1947.

tendance à vouloir encore servir contre leur plus terrible adversaire : le stalinien. »

Mais on peut à juste titre considérer que cette dégénérescence est inscrite au départ dans les bases mêmes du trotskisme. Il est intéressant à cette occasion de se reporter à ce que Trotski écrivait le 25 septembre 1939 dans un article intitulé : « *L'U.R.S.S. en guerre.* » Après avoir évoqué l'hypothèse selon laquelle il n'y aurait, au cours de la deuxième guerre mondiale, ni renversement du pouvoir soviétique, ni en aucun pays capitaliste une révolution, qui ne soit dirigée par les staliniens, Trotski affirmait : « *Nous serons ainsi contraints de reconnaître que la dégénérescence bureaucratique a ses fondements non dans l'Etat arriéré du pays et dans son entourage impérialiste, mais dans l'incapacité congénitale du prolétariat à devenir une classe dirigeante.* »

Voilà donc où aboutit le trotskisme, dont les principales étapes sur le plan idéologique peuvent être résumées de la façon suivante :

1° il est impossible d'édifier le socialisme dans un seul pays.

2° le prolétariat au pouvoir dans un seul pays ne peut que « dégénérer ».

3° cette « dégénérescence » est la conséquence, non de la situation du premier Etat ouvrier (caractère arriéré de la base de départ, entourage capitaliste, etc.) mais de la nature même du prolétariat.

Cette évolution n'est en aucune façon arbitraire, car, avant et après la révolution d'octobre 1917, l'attitude de Trotski était essentiellement fondée sur un manque de confiance dans les capacités créatrices de la classe ouvrière. Vers le temps où Trotski rallia le parti bolchevik, c'est-à-dire au début d'août 1917, voici le dialogue qui s'établit au 6e Congrès. entre Staline et Préobrajenski : « Staline *donne lecture du point 9 de la résolution : « La tâche de ces classes révolutionnaires sera alors de tendre toutes leurs forces pour prendre en main le pouvoir et l'orienter, en alliance avec le prolétariat révolutionnaire des pays avancés, vers la paix et une refonte socialiste de la société.* » Préobrajenski : « — *Je propose une autre rédaction de la fin de la résolution : « pour l'orienter vers la paix et, si la révolution prolétarienne se*

se produit en Occident, vers le socialisme. » Staline : « — *Je suis contre cet amendement. La possibilité n'est pas exclue que la Russie soit justement le pays qui fraie la voie au socialisme... Il faut rejeter cette idée périmée que seule l'Europe peut nous montrer le chemin. Il existe un marxisme dogmatique et un marxisme créateur. Je me place sur le terrain de ce dernier.* »

Ce n'est pas par hasard que Préobrajenski fit ensuite alliance avec Trotski, dont il exprimait en août 1917 une des principales idées en subordonnant l'édification du socialisme en U.R.S.S. à la révolution en Occident.

LES FORMES DE LA LUTTE CONTRE LE BUREAUCRATISME EN UNION SOVIETIQUE

C'est Lénine qui nous enseigne : « *Il ne saurait être question de supprimer d'emblée, partout et complètement, le bureaucratisme. C'est une utopie. Mais briser tout de suite la vieille machine administrative pour commencer sans délai à en construire une nouvelle, qui permettrait de supprimer graduellement toute bureaucratie, cela n'est pas une utopie... Nous ne rêvons pas de nous passer d'emblée de toute administration, de toute subordination: ces rêves anarchistes, fondés sur l'incompréhension du rôle de la dictature du prolétariat, sont foncièrement étrangers au marxisme et ne servent en réalité qu'à différer la révolution socialiste jusqu'au jour où les hommes seront tout autres. Nous voulons une révolution socialiste avec les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, et qui ne se passeront pas de subordination, de contrôle, de « surveillants et de comptables* ».

Après avoir brisé la vieille machine d'Etat, les bolcheviks en ont édifié une autre qui, ainsi que nous l'avons vu précédemment, ne pouvait pas ne pas présenter un certain nombre de traits bureaucratiques (héritage du passé, etc.). Il était en outre inévitable que, dans les conditions historiques de l'Union soviétique, l'édification socialiste (planification, etc.) entraîne de nouveaux phénomènes bureaucratiques : l'Etat a, en effet, étendu et multiplié ses fonctions (il a fallu recruter

beaucoup de « surveillants et de comptables »). Il n'était pas moins inévitable que les nécessités de la défense de l'Union soviétique, seul pays socialiste dans un univers capitaliste, exigent un développement d'appareils étatiques spécialisés.

Mais ce qu'il importe de ne jamais oublier, c'est que *ces développements bureaucratiques se sont produits dans le cadre du régime le plus démocratique du monde.*

Lénine disait à ce sujet en 1919 : « *Combattre jusqu'au bout le bureaucratisme, le combattre jusqu'à la victoire complète, on ne le peut que si toute la population participe à la gestion du pays. Dans les républiques bourgeoises, cela n'était pas seulement possible : la loi elle-même s'y opposait. Les meilleures démocraties bourgeoises, si démocratiques qu'elles soient, ont des milliers d'obstacles d'ordre législatif qui empêchent les travailleurs de participer à l'administration de l'Etat. Nous avons fait en sorte que ces obstacles n'existent plus chez nous; mais nous n'avons pas encore obtenu que les masses laborieuses puissent participer à l'administration du pays. Outre la loi, il y a encore le niveau de culture.* » (1)

C'est en se référant à ces idées de Lénine qu'on peut pleinement comprendre les divers aspects de la lutte actuelle des dirigeants soviétiques pour combler « *le retard de l'activité politique du Parti sur les exigences de la vie* ». (2)

1° *Le respect de la légalité soviétique.*

Les journalistes bourgeois s'étonnent de l'importance qui est donnée à la nécessité de défendre et respecter la légalité soviétique. La raison en est que la légalité soviétique est la plus démocratique qui soit. Examinons-en un des aspects. Il n'existe pas en U.R.S.S. de fonctionnaires inamovibles. Un Soviet est un organe à la fois législatif et exécutif : il doit veiller lui-même à l'exécution de ses décisions. Le pouvoir du Soviet ne s'étend pas seulement aux domaines politique. administratif, municipal, culturel, etc., il s'étend également à l'économie tout entière. Non seulement le député au Soviet est tenu de rendre régulièrement compte de son activité à ses

---

(1) Lénine, *Rapport sur le programme du Parti présenté au XIe Congrès du Parti bolchevik*, 19 mars 1919.

(2) Malenkov, *op. cit.*

électeurs, mais encore ceux-ci ont le droit de le révoquer à tout moment. D'une part, le Soviet contrôle l'action de tout citoyen investi d'une fonction publique, mais encore chaque député à un Soviet (il y a environ 1.200.000 députés aux divers soviets du pays) est convié à s'entourer dans sa circonscription d'un « actif » d'électeurs, c'est-à-dire d'un groupe de citoyens qui pourra l'aider dans toutes ses activités. Cette forme de démocratie directe doit permettre la participation active de toute la population à l'administration. (1)

2° *La critique d'en bas.*

Si le camarade Malenkov demande de combattre de façon implacable comme des ennemis jurés du Parti ceux qui entravent le développement de la critique et tolèrent la persécution de ceux qui ont osé critiquer, c'est que la critique d'en bas est le moyen d'exercer le contrôle populaire sur tous les organismes responsables. C'est ainsi que la démocratie directe devient effective. Il faut signaler que la presse soviétique s'efforce systématiquemnet de développer la critique, notamment en publiant de nombreuses lettres de lecteurs.

3° *La direction collective.*

Qu'est-ce que la direction collective? « *La direction collective signifie que tous les membres du comité du Parti sans exception apportent à la cause commune leurs connaissances, leurs initiatives, leur expérience. Au comité du Parti sont représentés les meilleurs membres du Parti, les mieux formés politiquement qui travaillent dans les secteurs les plus divers. Lorsque la direction du Parti est réellement collective, chaque*

---

(1) Il n'est pas sans intérêt non plus de rappeler ce que Vychinski écrit au sujet de la justice soviétique. « *Dans un pays où les citoyens sont imprégnés du sentiment de leur propre valeur et de leur indépendance personnelle, les juges sont eux aussi, indépendants et libres. Ils servent le peuple et agissent de la manière où la loi établie par le peuple, leur ordonne d'agir. Les juges soviétiques sont une partie du peuple soviétique* ».

Vychinski écrit encore : « *Comme n'importe quel autre organe du pouvoir soviétique, la justice soviétique est un organe effectif de la politique soviétique... Sa particularité consiste en ceci que seuls ses organes ont le pouvoir de prendre des décisions au sujet des questions de droit relatives aux personnes et aux biens, au sujet de la liberté et même de la vie des citoyens. Ces pouvoirs qui appartiennent exclusivement aux organes de la justice ont nécessairement comme conséquence leur pleine autonomie et indépendance par rapport à n'importe quelles institutions et organes administratifs* ». (Vychinski, *Au sujet de la justice soviétique*, Moscou 1939.)

membre du comité a toutes possibilités d'exprimer librement son désaccord avec l'opinion de qui que ce soit, de corriger les erreurs des autres et de les faire profiter de son expérience. Cela donne les possibilités de résoudre les questions de façon juste, en connaissance de cause, en tenant compte de l'expérience d'un grand nombre de gens. » (1)

Comme Malenkov et Khrouchtchev le signalent, certains responsables ont, en effet, tendance à se considérer comme de grands seigneurs ou — comme on dirait familièrement en France — des caïds, qui s'entourent d'une clientèle d'amis, de parents ou d'originaires de la même province. Ils transforment les assemblées démocratiques en cérémonies, non pas d'autocritique, mais d'autoglorification. C'est ainsi, notamment, que l'intrigue se développe et qu'à la discipline commune se substitue l'arbitraire d'un individu et de ses courtisans.

4° *L'éducation théorique.*

De tels phénomènes peuvent se produire d'autant plus aisément que l'éducation théorique est faible. « *Celui qui retarde sous le rapport idéologique et politique, qui vit de formules apprises et ne sent pas le nouveau, celui-là est incapable de s'orienter convenablement dans la situation intérieure et extérieure.* » (2)

C'est pourquoi l'éducation théorique est une exigence impérieuse. Il faut d'ailleurs constater que la population soviétique dispose sous ce rapport d'immenses possibilités. Signalons le simple fait que dans l'intervalle entre le XVIIIe et le XIXe Congrès du Parti communiste (1939-1952), les éditions des classiques du marxisme-léninisme dans toutes les langues des peuples soviétiques ont atteint le tirage de 511 millions d'exemplaires. Combien de jeunes garçons et filles, combien d'hommes et de femmes se penchent là-bas sur les œuvres de Marx et Engels, de Lénine et Staline, et se pénètrent de leur esprit? Parmi toutes les raisons que nous avons d'avoir confiance en l'Union soviétique, celle-là compte aussi.

---

(1) F. Iakovlev, *La direction collective, principe suprême de la direction du Parti*, Article de la revue soviétique *Le Communiste*, reproduit dans *Etudes et Documents théoriques*, n° 11.

(2) Editorial de la revue soviétique *Le Communiste*, n° 21 (1952).

5° *Le choix des cadres.*

Les dirigeants du Parti communiste de l'Union soviétique accordent une importance accrue au choix des cadres, car « *dans les conditions du passage progressif du socialisme au communisme, le rôle et l'importance des cadres ont immensément grandi* » (1).

C'est ainsi que l'attention est attirée sur la nécessité de faire monter aux postes dirigeants des hommes particulièrement compétents, instruits et cultivés : « *Le Parti enseigne à ne pas faire du critère politique le critère unique et suffisant faisant oublier l'importance des qualités pratiques des militants. La politique n'est pas quelque chose d'abstrait, elle est liée au travail concret et se manifeste en lui. Il faut par conséquent choisir les militants, non seulement d'après leurs qualités politiques, mais aussi d'après leurs qualités pratiques, c'est-à-dire tenir compte de leur aptitude à accomplir ou tel travail.* » (2)

C'est dans le même esprit que jadis Lénine donnait des instructions pour la réorganisation de l'Inspection ouvrière et paysanne (3).

Respect accru de la légalité soviétique et des Statuts du Parti, encouragement à l'autocritique et surtout à la critique d'en bas, effort pour assurer à tous les échelons la collectivité de la direction, attention portée à l'éducation théorique et à l'amélioration de la composition qualitative des cadres, tout cela représente une immense lutte à travers toute l'Union soviétique pour accomplir un nouveau pas en avant. Il est loin le temps où Lénine écrivait : « *Dans tous les domaines des rapports sociaux, économiques et politiques, nous sommes « terriblement » révolutionnaires. Mais, en ce qui concerne la hiérarchie, le respect des formes et des usages de la procédure administrative, notre « révolutionarisme » fait constam-*

---

(1) A. Kravtchenko, *L'amélioration de la composition qualitative des cadres.* Article de la revue soviétique *Le Communiste*, reproduit par *Etudes et Documents théoriques*, n° 12.

(2) *Ibidem.*

(3) Voir l'article : « *Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne?* » (proposition faite au XIIe Congrès du Parti) et l'article « *Mieux vaut moins, mais mieux* ».

ment place à l'esprit de routine le plus moisi. On peut constater ici un fait du plus haut intérêt, à savoir que dans la vie sociale le plus prodigieux saut en avant s'allie fréquemment à une monstrueuse indécision devant les moindres changements... » (1)

Lénine écrivait encore : « *La bureaucratie existe chez nous, non seulement dans les institutions soviétiques, mais aussi dans celles du Parti.* » La lutte pour « *créer un appareil méritant vraiment le nom d'appareil socialiste soviétique...*, disait-il, *prendra beaucoup, beaucoup, beaucoup d'années.* »

Contrairement à l'opinion répandue par les aventuriers trotskistes et titistes, la bureaucratie n'est pas au terme de l'évolution de l'Union soviétique, mais à ses débuts. Vigoureusement combattue dans le Parti et toutes les institutions, elle est en voie de disparition, principalement en raison des immenses progrès accomplis par le pays dans tous les domaines de la vie et notamment dans le domaine de la culture.

VIII. — CONCLUSIONS

Ainsi que le remarquait récemment Edoardo d'Onofrio, membre de la direction du Parti communiste italien : « *On ne peut, ni ne doit utiliser mécaniquement l'expérience du P.C.U.S. Une simple transposition mécanique dans le Parti communiste italien des dispositions statutaires et des indications élaborées par le Parti communiste de l'Union soviétique dans le domaine du travail d'organisation ne serait ni recommandable, ni juste... Le Parti communiste italien est un parti d'opposition dont l'action se déroule dans un pays capitaliste.* » (2)

Mais, ainsi que le souligne Edoardo d'Onofrio, du fait que nous participons à la même grande bataille, les communistes

---

(1) Lénine, *Mieux vaut moins, mais mieux*, 2 mars 1923.

(2) Edoardo d'Onofrio, « *A propos de la direction collective dans le Parti communiste italien* », *Paix et Démocratie*, n° 153, 11 décembre 1953.

d'un pays sont profondément intéressés par l'expérience des autres Partis communistes et, notamment, du Parti communiste de l'Union soviétique. Ils ont avantage à tirer une leçon de cette expérience.

En effet : 1° les calomnies contre l'Union soviétique trouvent d'autant moins audience dans les masses populaires d'un pays donné que le Parti communiste de ce pays dément ces calomnies par son activité quotidienne, son style de travail, l'attitude de ses militants, etc. De telle ou telle erreur ou faiblesse, on conclut parfois qu'il en est de même en Union soviétique. 2° La lutte contre le trotskisme n'est pas essentiellement une réfutation théorique de ses thèses, qui sont au demeurant fort inconsistantes. Elle consiste d'abord à ne pas lui fournir un terrain, où il puisse se développer, et à ne pas lui fournir des apparences de justification. Après avoir déterminé les caractères du « révolutionnarisme petit-bourgeois », Lénine — rappelons-le encore une fois — écrivait : « *Il ne suffit nullement à un parti révolutionnaire de reconnaître théoriquement, abstraitement ces vérités pour être à l'abri des anciennes fautes, qui reparaissent toujours à l'improviste sous une forme assez nouvelle, sous un vêtement ou avec un contour qu'on ne leur connaissait pas précédemment, dans un cadre original, plus ou moins original* » (1). Sous ce rapport, on peut considérer que le « doctrinarisme de gauche » et le « révolutionnarisme petit-bourgeois » plus ou moins anarchisant reparaîtront pendant longtemps encore, tant à l'intérieur qu'autour du Parti communiste, comme une sorte de sous-produit inévitable qu'il est nécessaire de combattre sans relâche. Ne pas le combattre, c'est laisser le chemin libre aux aventuriers et policiers trotskistes, qui se donnent pour tâche d'exploiter ce « gauchisme » à leurs fins antisoviétiques. (2)

---

(1) Lénine, *La maladie infantile du communisme.*

(2) Dans son rapport présenté le 2 août 1935, devant le VIIe Congrès de l'Internationale communiste, Georges Dimitrov exprimait le jugement suivant sur le sectarisme : « *A notre époque, bien souvent, ce n'est plus une « maladie infantile », mais un vice enraciné. Or, sans se débarrasser de ce vice, il est impossible de résoudre le problème de l'établissement du front unique du prolétariat, de faire abandonner par les masses les positions du réformisme et de les faire passer du côté de la révolution.* »

En rapport avec « *la guerre qui vient* » (disent les trotskistes), voici quelques mots d'ordre en vue de tentatives de « désagrégation » du pouvoir soviétique : « *A bas le stakhanovisme!* » C'est-à-dire : à bas l'émulation socialiste et la lutte pour une augmentation de la production dans tous les domaines en vue de l'élévation du niveau de vie et du renforcement de l'Union soviétique. « *A bas l'aristocratie avec ses grades et décorations!* » C'est-à-dire : à bas l'avant-garde ouvrière et paysanne, qui, dans tous les appareils d'Etat de l'U.R.S.S. constitue l'élite du pays, à bas les « activistes », à bas ceux qui se sont dévoués corps et âme à l'édification socialiste et à la défense de l'U.R.S.S. au cours de la deuxième guerre mondiale. « *Pour la légalisation des partis soviétiques!* » C'est-à-dire : pour le droit à tous les débris des classes condamnées et des groupes antiléninistes de former des partis et fractions antisoviétiques, pour le retour à la démocratie bourgeoise.

Ces mots d'ordre sont ceux de l'officine policière intitulée « IVe Internationale », qui — conformément à certaine tactique des services de renseignements des pays capitalistes — adopte également celui des « *Soviets sans la bureaucratie* », en vérité des Soviets sans les communistes : il en était déjà ainsi au moment de l'émeute de Cronstadt et on sait quels personnages contre-révolutionnaires avaient fomenté celle-ci.

Il faut savoir aussi que la même officine demande « *la révision de tous les procès politiques* », c'est-à-dire la réhabilitation de tous les conspirateurs, saboteurs et espions, qui ont été condamnés en Union soviétique, ainsi que « *la révision de l'économie planifiée* » dans le sens d'un éparpillement des efforts et d'un affaiblissement de la direction centrale, autrement dit dans le sens d'une dissolution de l'économie socialiste et d'une renaissance du capitalisme.

Faut-il ajouter qu'elle proclame également que « *toute la correspondance du Kremlin doit être publiée* » ? On ne saurait demander un plus joli cadeau pour les messieurs fort

curieux de l'Intelligence Service, Office of Strategie Services, et autres services de même nature (1).

Mais le sens de ces mots d'ordre est encore plus net quand on les met en rapport avec le jugement porté sur les troubles survenus à Berlin et dans la République démocratique allemande en juin 1953. Sur la base d'un mécontentement de certaines couches ouvrières, on a vu s'effectuer une opération de grand style contre l'Union soviétique et sa politique de négociation et de coexistence pacifique. Sous le contrôle des services spécialisés des occupants occidentaux, divers éléments sont entrés en action, notamment d'anciens nazis, des agents du gouvernement de Bonn et vraisemblablement aussi des agents trotskistes, qui ont montré une nouvelle fois en cette occasion que, sous couvert de « révolution », ils sont les instruments de la contre-révolution et de la provocation anti-soviétique.

Une déclaration du Secrétariat de la soi-disant « IVe Internationale » affirme qu' « *en Allemagne orientale vient de s'ébaucher la révolution politique des masses travailleuses* ». Il s'agirait d' « *un mouvement ouvrier révolutionnaire authentique* », dont la « *signification historique est immense et immensément progressiste* » (2). Et un certain E. Germain écrit : « *C'est le programme et les perspectives trotskistes que les grévistes de Berlin-Ouest ont confirmés de façon éclatante. C'est en trotskistes qu'ils ont agi et parlé...* » (3).

Voilà qui peut éclairer les communistes, les progressistes et, en général, les partisans de la paix, qui n'ont pas une vue nette de la signification du trotskisme!

Etant donné « *leur tactique entriste dans les P.C.* » (traduisez : leur entrée dans les Partis communistes pour y entreprendre leurs besognes de provocation politique), les aventuriers trotskistes sont d'autant plus dangereux qu'ils se fixent pour objectif, non d'y exprimer ouvertement leurs points de vue, mais d'y provoquer par tous les moyens « *une désintégration des idées staliniennes, ainsi que des rapports*

---

(1) Ces mots d'ordre sont extraits *du « Programme de transition »* publié par *Quatrième Internationale*, nº 8-10, novembre 1953.

(2) *Quatrième Internationale*, nº 5-7, juillet 1953.

(3) *Ibidem*.

bureaucratiques qui vont du Kremlin à la base de ces partis ». (1). En vérité, il s'agit pour les provocateurs trotskistes d'essayer de miner la confiance du prolétariat révolutionnaire en l'Union soviétique. Voilà la besogne sournoise que se fixent dans les pays comme la France les complices des fauteurs de troubles antisoviétiques à Berlin.

Est-il étonnant que les titistes entonnent le même refrain au sujet de ces troubles et les saluent comme une victoire des « masses travailleuses » ? (2)

A PROPOS DE LA RESOLUTION DE JUIN 1948

Lorsqu'en juin 1948, le Bureau d'information des Partis communistes rendit publique sa révolution « *Sur la situation dans le Parti communiste de Yougoslavie* », Tito et sa clique protestèrent avec véhémence contre l'injustice dont ils se disaient victimes, et invoquèrent à grands cris leur bonne foi.

Il est aujourd'hui particulièrement instructif de revenir sur quelques-uns des points de la résolution du Bureau d'information.

On y apprenait, par exemple, que « *les dirigeants yougoslaves ont commencé à identifier la politique extérieure de l'U.R.S.S. avec celle des puissances impérialistes et se comportent envers l'U.R.S.S. comme à l'égard des Etats bourgeois.* » D'où « *une propagande calomniatrice sur la « dégénérescence » du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S., etc., empruntée à l'arsenal du trotskisme contre-révolutionnaire.* »

N'est-il pas vérifié aujourd'hui qu'il en était bien ainsi?

La résolution mentionnait aussi « *la thèse opportuniste selon laquelle, dans la période de transition du capitalisme au socialisme, la lutte des classes ne s'accentuerait pas, comme l'apprend le marxisme-léninisme, mais s'affaiblirait, comme l'affirmaient les opportunistes du type de Boukharine, qui propageait la théorie d'une intégration pacifique du capitalisme au socialisme.* »

---

(1) *Programme de transition.*
(2) Djilas, *loc. cit.*

Or, aujourd'hui, ces thèses s'étalent dans les journaux et revues de Tito, qui proclament le caractère pacifique de la transition intérieure du capitalisme au socialisme pour masquer le fait que la Yougoslavie fait marche arrière vers le capitalisme.

La résolution indiquait qu' « *en Yougoslavie, c'est le Front populaire et non le Parti communiste qui est considéré comme la force dirigeante dans le pays.* »

Or, depuis lors, le Parti communiste a été transformé en un soi-disant organe d'éducation intitulé « Ligue des communistes », tandis que le « Front populaire » a été transformé en une « Alliance socialiste », dont un des objectifs est d'établir des liaisons avec la social-démocratie d'Europe occidentale. En fait, cette « Alliance socialiste » est une formation sans démocratie véritable, qui organise des parades spectaculaires et sert à dissimuler le despotisme policier de Tito et de sa clique.

La résolution considérait qu'après les premières critiques faites par les Partis communistes des autres pays, les dirigeants yougoslaves avaient adopté « *une tactique aventurière* », qui était en réalité « *une manœuvre indigne* » et « *un jeu politique inadmissible* ». Cette tactique consistait à se prévaloir d' « *un certain nombre de nouvelles dispositions gauchistes* » et à « *déclarer avec beaucoup d'aplomb* » qu'on allait « *mener une politique de liquidation des éléments capitalistes en Yougoslavie* ». La résolution déclarait que « *les décrets et déclarations gauchistes des dirigeants yougoslaves, n'étant que démagogiques et irréalisables dans le moment présent, ne peuvent que compromettre la cause de la construction socialiste en Yougoslavie* ».

Or, depuis 1948, le « jeu politique » a continué, qui consiste à faire croire que le capitalisme a complètement disparu en Yougoslavie et qu'on est déjà sur la voie du « dépérissement de l'Etat. » Il s'agit en fait de flatter la démagogie révolutionnaire et anarchisante de dirigeants de la social-démocratie. Avec l'approbation des maîtres du capitalisme de Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique, il s'agit de donner le change et de faire croire que la capitulation est, en fait, une décision ultra-révolutionnaire et ultra-socialiste.

On lisait dans la résolution : « *Les dirigeants yougoslaves, surestimant beaucoup trop les forces et les possibilités intérieures de la Yougoslavie, croient qu'ils peuvent conserver l'indépendance de la Yougoslavie et créer le socialisme sans le soutien des pays de démocratie populaire, sans le soutien de l'U.R.S.S. Ils croient que la nouvelle Yougoslavie peut se passer de l'appui de ces forces révolutionnaires.*

« *Mais les dirigeants yougoslaves s'orientent mal dans la situation internationale, et, intimidés par le chantage et les menaces des impérialistes, estiment qu'ils pourraient gagner la bienveillance des Etats impérialistes par des concessions faites à ces Etats, s'entendre avec eux sur l'indépendance de la Yougoslavie et pousser peu à peu le peuple yougoslave dans la voie de l'orientation vers ces Etats, c'est-à-dire l'orientation vers le capitalisme. En faisant cela, ils partent tacitement d'une thèse nationaliste bourgeoise bien connue, selon laquelle « les Etats capitalistes présentent un moindre danger que l'U.R.S.S. pour l'indépendance de la Yougoslavie* ».

Il n'est plus besoin de longs développements pour démontrer qu'en effet les dirigeants yougoslaves ont fait de leur pays un satellite de la coalition atlantique et se sont unis avec les pires antisoviétiques, notamment les fascistes grecs et turcs, dans le cadre d'une alliance agressive contre l'Union soviétique.

Nous n'avons pas évoqué ici les questions de détail. Ce qui est décisif, c'est que les dirigeants yougoslaves s'étaient engagés, bien avant la rupture ouverte de 1948, sur la voie du nationalisme antisoviétique de caractère trotskiste. Il est logique qu'ils aient été accueillis et acclamés par les pires ennemis de l'émancipation des peuples.

LA FIN D'UNE EPOQUE

C'est au cours de la Conférence générale du Parti communiste de Tchécoslovaquie que le président Gottwald déclarait au sujet du procès de Slansky, Clementis et leurs complices : « *D'après leurs dénégations, leurs tromperies et leurs manœuvres, on peut déduire qu'ils* (les conspirateurs) *n'ont pas tout avoué même au procès. Ils ont avoué ce qu'ils ne pouvaient*

pas taire. Le reste, ils l'ont enveloppé dans des déclarations et des déclamations d'ordre général. C'est là une attitude commune à tous les criminels qu'on a convaincus de leur crime. C'est ainsi, par exemple, qu'ont agi les criminels trotskistes-boukhariniens lors des procès d'avant-guerre en Union soviétique. Il n'y a aucune raison de croire que les membres du centre de conspiration étatique ont agi autrement. »

Les comptes rendus des procès qui se sont déroulés dans diverses démocraties populaires à la suite de la découverte de conspirations plus ou moins en rapport avec l'entreprise titiste, sont des documents qui aideront l'historien à peindre un tableau de cette période transitoire. Il serait naïf de croire que les conspirateurs ont dit toute la vérité et rien que la vérité. Certains de leurs propos prendront demain une signification plus profonde, d'autres seront négligés. Ce qui est certain, c'est que de 1948 à 1953 — de la rupture yougoslave aux émeutes de Berlin et à l'arrestation de Béria — une période historique s'est écoulée, dont on pourra dire qu'elle s'est conclue par un échec des tentatives occidentales pour dissocier le monde du socialisme. Tito est démasqué. Ses complices et ses agents dans les démocraties populaires ont été mis hors d'état de nuire. Au seuil d'une nouvelle période, n'oublions cependant pas que le trotskisme n'est pas mort tant que survit le système capitaliste.

Pierre HERVE.

FIN

essai

OÙ VONT LES CLASSES MOYENNES?

LES hommes politiques, les économistes et la presse bourgeoise parlent avec une sollicitude facilement démagogique des classes moyennes. A les en croire, ils ont le plus grand souci de ces catégories intermédiaires qui représenteraient le fonds solide de la structure sociale française.

On prône volontiers, dans les milieux bourgeois, cet individualisme, ce goût de l'indépendance qui serait le trait marquant du « Français moyen » et on l'oppose au socialisme, au « collectivisme », qui ne sont pas, disent-ils, du goût français. On dit également que tout ouvrier de chez nous aspire par-dessus tout à sortir de sa condition, en devenant artisan, commerçant, fonctionnaire, en s'intégrant dans les classes moyennes — par où l'on poursuit un but politique précis : donner le sentiment qu'il n'y a pas de solution de continuité dans la société française, qu'entre les plus riches et les plus misérables il existe un milieu, un pont, un lien donc où se résoudraient tous les antagonismes.

Pour les puissants, l'existence de ces classes intermédiaires donne également le sentiment confortable qu'il existe entre eux et les classes ouvrières un matelas suffisamment épais pour amortir les chocs les plus brutaux. Pour les hommes tendres, c'est aussi un écran qui cache à leurs yeux sensibles la plus grande misère : le « peuple », c'est le facteur-chef qui vient recevoir les étrennes ou le maître-plombier qui vient réparer la chasse d'eau : « ces gens, au demeurant bien sympatiques, ne sont certainement pas misérables, on les connaît, on bavarde avec eux, on n'est pas fier dans le doux pays de France... »

Les brutales réalités économiques viennent bouleverser ce tableau charmant ; dans la recherche du plus grand profit, commerçants, artisans, fonctionnaires sont pour les monopoles des obstacles encombrants. Ces derniers voudraient concen-

trer toujours plus entre leurs mains la production et la distribution des richesses, supprimer les entreprises indépendantes qui subsistent, réduire également leurs propres charges fiscales. D'où les attaques contre les petits commerçants et les artisans qui seraient responsables de la vie chère et entraveraient l'assainissement de notre économie. On connaît également le déchaînement de la bourgeoisie contre « le train de vie de l'Etat », c'est-à-dire contre les fonctionnaires dont le nombre est pourtant lié au développement des fonctions de l'Etat dans le régime capitaliste contemporain.

Nous sommes ici en pleine contradiction. Les intérêts politiques fondamentaux de la bourgeoisie les poussent vers les classes moyennes ; leurs intérêts économiques les forcent à les éliminer ou à les ruiner.

Cependant, les classes moyennes se défendent avec énergie contre les attaques des monopoles ; leur nombre, leur influence et l'intérêt politique qui leur est porté leur permettent une résistance dont le degré est d'ailleurs inégal.

Cette inégalité s'explique. Il n'est pas possible en effet de considérer les classes moyennes comme un tout homogène. Elles comprennent des catégories sociales d'origine, de fonction et d'intérêt très divers, des ruraux et des citadins — nous ne considèrerons dans cette étude que les derniers qui représentent eux-mêmes, nous allons le voir, un ensemble très complexe.

Les uns sont salariés (fonctionnaires, ingénieurs, employés supérieurs) ; d'autres, travailleurs indépendants (artisans, commerçants, petits industriels, etc.). Certains sont manuels (artisans) ; d'autres intellectuels (professions libérales, étudiants, etc.).

Leurs revenus peuvent être très différents et frôler ceux des capitalistes ou ceux du prolétariat.

On peut admettre cependant que, dans l'ensemble, ces catégories ont une marge de sécurité et une aisance que n'ont pas les prolétaires ; s'ils sont salariés, ils ne sont pas payés à la semaine, mais au mois, et ont une certaine garantie d'emploi ; s'ils sont commerçants, artisans, s'ils exercent une profession libérale, leurs disponibilités sont généralement supérieures à leurs dépenses hebdomadaires. Ils ont souvent, bien qu'elle diminue de plus en plus, une petite somme

de côté qui leur permet de faire face à de soudaines difficultés ; ils se croient donc plus indépendants. Et même si nombre d'entre eux perdent peu à peu cette indépendance, ils cherchent longtemps à se distinguer du prolétariat, soit par leur façon de vivre, soit en refusant jusqu'à la dernière extrémité les conditions du salariat.

En revanche, même au niveau le plus élevé, leur épargne ne leur permet pas de contrôler d'importants moyens de production, de concentrer entre leurs mains d'importants capitaux.

Aussi fluides que soient ces limites, il ne fait aucun doute qu'elles déterminent des situations intermédiaires dans lesquelles les intéressés ne peuvent être assimilés ni au prolétariat ni au capitalisme.

Aristote définissait déjà une telle situation lorsqu'il affirmant dans sa *Politique* : « *Un Etat ou société politique se compose de trois parties ou classes de citoyens, ceux qui sont très riches, ceux qui sont très pauvres, et enfin ceux qui sont dans une condition moyenne ou intermédiaire entre ces deux-là* ».

Ainsi définies par une double négation, il est possible de chiffrer grossièrement en 1951 le nombre de ces classes moyennes :

Salariés (cadres moyens de l'industrie privée, des entreprises commerciales, fonctionnaires moyens)	1.200.000
Professions libérales	240.000
Etudiants	150.000
Petits entrepreneurs indépendants (petits industriels, commerçants, artisans)	2.100.000
Aides familiaux des précédents (membres de leur famille travaillant pour eux)	1.000.000
TOTAL	4.690.000

Les rentiers ne peuvent être chiffrés, même approximativement; en les laissant de côté, 4.690.000 personnes actives appartiennent donc aux classes moyennes, sur une population active totale de 20.500.000 individus. A titre de comparaison, capitalistes et cadres supérieurs de l'industrie et de l'Etat

représentent 500.000 personnes environ ; il y a près de 6 millions d'ouvriers de l'industrie ; 2.500.000 employés, 5.400.000 exploitants agricoles et plus d'un million d'ouvriers agricoles.

Ce nombre a-t-il augmenté ou diminué par rapport aux années antérieures ?

D'après les chiffres cités par Maurice Thorez en 1936 au Congrès de Villeurbanne, l'effectif des classes moyennes serait passé de 4 millions en 1880 à 6 millions en 1910 et se serait stabilisé de 1910 à 1930 ; depuis, il y aurait donc une assez sensible régression.

Ce mouvement est-il le même dans chaque catégorie ?

Il convient de distinguer deux groupes :

1 — celui des petits entrepreneurs indépendants et des rentiers qui périclitent comme le dit Marx, « *d'une part, parce que leurs faibles capitaux ne leur permettent pas d'employer les procédés de la grande industrie, ils succombent dans leurs concurrences avec les grands capitalistes, d'autre part, parce que leur habileté technique est dépréciée par les méthodes nouvelles de production* ». Nous verrons en effet que, conformément à l'analyse de Marx, ces catégories sociales ont presque constamment périclité dans les cent dernières années sous le coup du capitalisme, montrant, comme le dit encore Marx dans *Le Capital*, que « *la propriété privée fondée sur le travail personnel est l'antithèse de la propriété privée fondée sur le travail d'autrui et que celle-ci ne croît que sur la tombe de celle-là* ».

Cependant, dans ce groupe, certaines professions résistent mieux que d'autres. Si les brodeuses ont presque complètement disparu, si les ébénistes et les tailleurs périclitent, le mécanicien, l'électricien se sont au contraire développés depuis le début du siècle ; beaucoup d'artisans surtout à Paris vivent encore — bien que péniblement — du goût du luxe, du raffinement de certaines couches de la société capitaliste.

2 — l'autre groupe comprend des catégories qui, *dans l'ensemble*, se sont développées dans le système capitaliste : techniciens dont la production capitaliste a eu jusqu'à ces derniers temps de plus en plus besoin (nous verrons qu'il n'en est plus toujours de même), fonctionnaires dont le nombre s'est accru avec le développement de l'appareil d'Etat, commer-

çants dont les activités se sont multipliées avec la complexité des échanges, professions libérales dont les services sont de plus en plus demandés, sans oublier les nombreuses professions — agents d'affaires, de publicité et aussi milieux proxénètes de toutes sortes — qui ont grandi sur le pourrissement du capitalisme.

Mais dans chaque profession elle-même, la situation est loin d'être parfaitement claire : certaines contradictions, certains antagonismes se font jour ; de nouveaux venus arrivent ; des positions solides s'affaiblissent, des fortunes se créent. Rien ne serait plus dangereux que de considérer les classes moyennes d'un point de vue statique. Il faut s'efforcer au contraire de mettre en lumière pour chaque catégorie sociale les intérêts contraires qui les animent, les courants qui les agitent.

LE COMMERCE

Le commerce apparaît comme le secteur le plus important et le plus caractéristique des classes moyennes. Voici, à 80 ans de distance, quelques chiffres concernant le secteur d'activité :

	Nombre d'entreprises sans salariés	Nombre d'entreprises ayant un ou plusieurs salaires	Nombre de salariés	Nombre total de personnes occupées
1870	350.000	350.000	?	1.000.000
1950	1.050.000	200.000	1.000.000	3.000.000

Ces chiffres appellent les explications suivantes :

1) Les salariés du commerce n'appartiennent pas, pour la plupart, aux classes moyennes. Particulièrement mal payés, ils ont, surtout dans les grandes entreprises, une condition voisine du prolétariat ; *un tiers* d'entre eux sont d'ailleurs groupés dans quelques centaines de grandes entreprises occupant plus de cent salariés.

2) Le nombre total de personnes occupées comprend outre les salariés et les chefs d'entreprises, les épouses, les membres de la famille des petits patrons. C'est ainsi qu'en 1950 on pouvait compter environ 750.000 « aides familiaux ».

3) Sur les 1.250.000 entreprises commerciales dénombrées en 1950, près de 300.000 sont des établissements vendant à consommer sur place (restaurants, débits de boissons) ; 30.000 sont des intermédiaires sans magasins, 916.000 sont des commerces proprement dits ainsi répartis :

Etablissements de gros	135.000	
dont Alimentaires		73.000
non Alimentaires		62.000
Etablissements de détail	781.000	
dont commerces non sédentaires (forains)		100.000
petits commerces alimentaires spécialisés		170.000
petits commerces spécialisés non alimentaires		285.000
petits commerces non spécialisés (épiceries, bazars)		186.000
magasins à succursales multiples		28.000
coopératives de consommation		11.000
grands magasins et prix uniques		1.000
TOTAL		916.000

L'ensemble de cette organisation commerciale est évidemment très importante ; mais il n'est pas sûr qu'elle soit plus lourde en France que dans les autres pays capitalistes. On compte dans notre pays un magasin pour 62 habitants alors qu'il n'y en aurait qu'un pour 89 en Angleterre et un pour 91 aux Etats-Unis. Mais le nombre des personnes occupées dans le commerce par rapport à la population active totale est au contraire plus faible chez nous que dans les autres nations (1). Et il est juste de remarquer que la structure démographique de notre pays explique en grande partie le nombre élevé des points de vente : 40 % de ceux-ci, notamment la majorité des petits commerces non spécialisés, se trouvent

(1) En France la proportion des personnes occupées dans le commerce par rapport à la population totale est de 1/22 ; aux Etats-Unis elle est de 1/12.

dans des agglomérations rurales. Ajoutons également que les progrès de la technique entraînent la création incessante de nouveaux commerces spécialisés (appareils électro-ménagers, laveries automatiques, magasins pour enfants). Les commerces anciens au contraire périclitent, sans pour autant disparaître immédiatement, ils compriment leurs frais généraux, ils renvoient leur personnel — ce qui explique la diminution légère de l'effectif de salariés dans le secteur commercial au cours des dernières années.

Repoussant ces considérations, les milieux capitalistes font depuis quelque temps grand bruit autour des charges que feraient subir à notre économie cette organisation commerciale.

Dans le n° 36 du bulletin *Perspective* (17-10-1951), édité par M. J. Gascuel et largement répandu dans les milieux dirigeants, on peut lire le préambule suivant à une étude sur « le problème de la distribution » : « *Au moment où l'économie française se trouve en butte, par une sorte de paradoxe, à une double série de difficultés qui, en apparence, devraient s'exclure, au moment où les récriminations des salariés, des fonctionnaires, qui se plaignent de la vie trop chère, font écho aux menaces de révolte des agriculteurs inquiets de l'effondrement des cours de certaines denrées, beaucoup se demandent si le principal responsable de la vie chère n'est pas le système de distribution qui est appliqué en France, et de façon plus précise, LE COMMERCE DE DETAIL* » (souligné par nous).

Dans le dernier rapport présenté par la Commission des Comptes de la Nation présidée par M. Mendès-France, on insiste longuement sur l'augmentation des charges du commerce. D'après les calculs de cette commission, la marge commerciale brute (comprenant les salaires, les bénéfices, les frais généraux des entreprises et leurs impôts) serait passée de 32 % en 1938 à 45 % en 1949, soit une augmentation de 40 %. La marge nette (taxes et frais généraux déduits) serait passée de 28 à 35 %, en augmentation de 25 %.

Remarquons d'abord que ces chiffres ont trait à 1949, année relativement proche de la période anormale pour le commerce que fut l'occupation. Depuis 1949, bien que nous

n'ayons pas de renseignements officiels, les marges ont certainement diminué.

Notons également la distorsion entre les marges brutes et nettes, due à l'augmentation considérable de *la fiscalité indirecte*, dont parlent fort peu les économistes bourgeois et qui est pourtant la cause principale de l'aggravation des marges de commercialisation.

Mais surtout, la même étude de *Perspectives* fournit sur l'évolution des marges du commerce de 1938 à 1952 des renseignements qui contredisent singulièrement les calculs de la Commission des Comptes de la Nation et son propre préambule :

TAUX DE MARQUE MOYEN (MARGE BRUTE)
EN % DU PRIX DE VENTE

	1938	1952
Chemiserie	33-40	22-33
Chaussettes	40,8	19,1
Chaussures	33	28
Lait en nature	15	10
Beurre	18 à 22	10 à 13
Chocolat	30	11
Café	24	10
Riz	24	15
Vin courant	18	10

Selon ces chiffres, les marges brutes (comprenant à la fois les frais généraux, les taxes et les profits) des commerçants varient généralement entre 10 et 30 % contre 15 à 40 % avant guerre. Elles ont diminué.

Les attaques contre le commerce n'apparaissent donc pas fondées sérieusement ; elles ont pour but essentiel de masquer la baisse des salaires, la diminution considérable du pouvoir d'achat des travailleurs, en envenimant leurs rapports avec les petits commerçants.

Elles tendent également, en mettant l'accent sur les seuls détaillants, à masquer les bénéfices réalisés dans le circuit commercial antérieur.

Nous ne possédons, il est vrai, que des renseignements très fragmentaires sur ce circuit. Mais nous savons cependant que non seulement expéditeurs, courtiers, commissionnaires, grossistes et semi-grossistes perçoivent des bénéfices qui leur assurent un niveau de vie généralement supérieur à celui des détaillants, mais qu'ils sont en mesure de faire monter les prix par les ententes qu'ils nouent pour dominer tel ou tel marché.

C'est ainsi qu'un rapport adopté par le Conseil national économique révèle que le marché aux bestiaux de la Villette est dominé par 43 commissionnaires qui effectuent 70 % des ventes et sont maîtres des prix.

On pourrait en dire autant des Halles centrales de Paris où les décrets récents du gouvernement Laniel viennent encore de renforcer les privilèges des commissionnaires agréés.

Ces mêmes décrets, qui laissent inchangés les prix de vente des fabricants, ont décidé la réduction des marges des détaillants, qui supportent les frais de l'opération démagogique du gouvernement. Pour de nombreux produits (principalement ceux de grande consommation, vendus sous marque à des prix imposés — huile, sucre par exemple), les marges laissées aux détaillants sont très faibles, l'essentiel de la plus-value étant conservé par le fabricant. Souvent le commerçant vend ces produits à perte, leur vente ne lui permettant pas de récupérer ses frais généraux. Il est donc obligé de prélever des marges plus importantes sur les produits où la liberté des prix lui est laissée, c'est-à-dire essentiellement les denrées périssables.

C'est donc un phénomène assez curieux qui permet aux entreprises importantes de faire supporter leurs frais de distribution par des produits autres que les leurs.

Une des conséquences accessoires de ces transferts est de détourner l'attention vers la paysannerie accusée de pratiquer des prix élevés, ou bien vers l'épicier qui prélève un bénéfice un peu plus élevé sur le chou-fleur ou la pomme de terre parce qu'il vend l'huile, le savon, le chocolat ou le sucre à perte.

Il apparaît donc que dans le vaste circuit qui va du fabricant au détaillant, la dernière place n'est pas, de loin, la plus avantageuse.

Ajoutons encore la concurrence des prix-uniques, des magasins à succursales multiples dont l'activité ne cesse de se développer à l'aide de moyens puissants contre lesquels les petits commerçants ne luttent pas à armes égales.

La situation de ces derniers n'est donc pas brillante ; leur chiffre d'affaires se maintient difficilement ; ils sont contraints de réduire leurs frais généraux, de congédier leur personnel, au prix d'efforts et de fatigues bien supérieures à celles d'avant-guerre. Leur train de vie n'est peut-être pas sensiblement modifié, mais leur épargne est presque nulle; on voit peu de petits détaillants se retirer une fois fortune faite, doter leur fille, acheter une propriété.

Ce sont ces gagne-petits, aux échances difficiles, que les grands capitalistes voudraient rendre responsables de la vie chère, aux yeux des travailleurs !

L'ARTISANAT

La notion même d'artisanat n'est pas précise. Suivant la Direction générale des Impôts, sont artisans et imposés comme tels ceux qui ont au maximum un compagnon et un apprenti. Ainsi compris, ils seraient 500.000 environ. Les Chambres des Métiers admettent une définition plus large : le nombre des compagnons peut s'élever à 5. Elles enregistrent ainsi dans leur répertoire 900.000 artisans en 1951.

Bien qu'aucun chiffre officiel n'ait été donné depuis pour l'ensemble de la France, une réduction sensible paraît devoir être constatée depuis 1951. Dans la Seine, en effet, 75.000 artisans sont enregistrés en 1953 contre 100.000 en 1951. Dans ce même département, la ventilation par profession est la suivante :

Alimentation (triperie, charcuterie)	2.010
Habillement (Blanchisserie, couture)	19.700
Cuir (cordonniers, maroquiniers, etc.)	6.510
Bois, Bâtiment (plomberie, ébénisterie, peinture, etc.)	17.200
Métaux et électricité	12.445
Métiers d'Art	6.475
Divers (coiffeurs, photo, dessin, etc.)	10.805
TOTAL	75.145

Les Chambres des Métiers estiment symptomatique la diminution du nombre d'artisans, et les organisations professionnelles expriment la crainte d'en voir un plus grand nombre encore tomber dans le salariat.

Les milieux patronaux prétendent au contraire que l'artisanat est défavorable à la « productivité » et réclament la suppression de certaines exonérations fiscales que — pour les raisons politiques indiquées plus haut — l'Etat a dû accorder aux artisans.

Selon le Comité national de la Productivité, ces exonérations, évaluées à 45 milliards par an, et qualifiées d'abusives, empêcheraient les artisans de chercher des procédés de production et de vente rationnels.

Précisons tout de suite, pour mettre les choses au point, que le chiffre de 45 milliards est très faible par rapport aux immenses avantages accordés aux monopoles (tarifs préférentiels pour l'électricité et les transports, facilités de crédits, réévaluation des stocks, détaxation des investissements, par exemple). Ajoutons que les conditions mêmes de l'exploitation artisanale, sans capitaux, sans machines, fondée sur la seule habileté du maître artisan et de ses compagnons, ne permettent pas l'application des grands principes de productivité, chers aux monopoles.

La suppression de l'aide à l'artisanat réduirait donc à la faillite des centaines de milliers d'artisans dont la position est déjà très précaire. C'est ce que laisse entrevoir, sous le titre *Tempête sur l'artisanat*, le président de la Chambre des Métiers de la Seine, dans le bulletin syndical de septembre dernier.

Or, l'artisanat est un complément indispensable à la grande production. Le peintre qui peint à domicile, l'ébéniste qui exécute un objet d'art, l'orfèvre, le coiffeur et beaucoup d'autres encore, ont des métiers utiles à la société. Il appartient à celle-ci, en retour, de leur procurer une vie décente et la sécurité de leur emploi. C'est ce qui devient, suivant les justes prévisions de Marx, de plus en plus difficile en régime capitaliste.

Claude ALFAND et Claude VINCENT.

(*A suivre*)

les livres

CHEMINS VERS LE RÉEL

Le Goncourt mis à part, il y a bien peu de choses à dire des grands prix littéraires de fin d'année. Les bonnes dames du Fémina ont sans doute eu tort de ne retenir que *La Pierre Angulaire* (1) de Mme Zoe Oldenbourg et *Les hommes ne veulent pas mourir* (2) de M. Pierre-Henri Simon. Ceci dit, des deux ouvrages, elles ont couronné le plus honnête, celui qui ne couvre pas une opération politique de mauvais aloi et qui est un récit assez vivant du haut Moyen âge français — avec deux défauts majeurs cependant : il est écrit à la va-comme-je-te-pousse et il nous enferme dans un univers mystique, désespéré, où le poing de Dieu s'abat sans cesse sur les pauvres créatures humaines. Le jury de l'Interallié avait à choisir entre deux traditions : couronner un confrère, ce qui lui arrive le plus souvent, ou, comme l'an dernier, distinguer un roman. Il ne manquait pas de livres, à commencer par le dernier roman de Gibeau, qui remplissaient les conditions de ce prix, dont on sait qu'il va à un journaliste. Ces messieurs ont préféré faire plaisir au *Figaro*. Il se trouvait que M. Louis Chauvet avait écrit quelque chose au début de cette année. C'est donc *L'air sur la quatrième corde* (3) qui a eu le Prix Interallié. Rappelons pour mémoire que, mis en demeure l'an dernier par le gouvernement de ne pas choisir *Allons-z-enfants* (4) d'Yves Gibeau qui déplaisait à M. Pleven, le jury avait choisi *Au bon Beurre* (5) de Jean Dutourd.

Le Renaudot, qui se réunit le même jour que le Goncourt, semble n'avoir même plus le choix... de choisir un roman. A *L'amour de rien* (6) de M. Jacques Perry succède *La Dernière Innocence* (7) de Mme Célia Bertin. Il fallait sans doute un contrepoids au livre de M. Peyrefitte. Pour dames seules. C'est un livre qui n'apporte rien de nouveau. Comparé à

---

(1) N.R.F.

(2) Ed. du Seuil. Un roman de personnes déplacées, une minorité allemande qui fuit le communisme et, traitée comme du bétail par les Américains, s'efforce de bien s'en trouver.

(3) Flammarion.

(4) Calmann Lévy.

(5) N.R.F.

(6) Julliard.

(7) Corréa.

Peyrefitte, il apparaît plein de tact, mais il y a bien cinquante romans cette année qui valaient mieux que celui-là.

Le jury du Goncourt avait par contre retenu trois livres intéressants. Il a couronné le meilleur, *Le Temps des Morts* (1) de Pierre Gascar. Une partie importante du jury a soutenu jusqu'au bout le roman de Véraldy *A la mémoire d'un ange* (2) qui se trouve être, presque jusqu'à la caricature, un anti-*Temps-des-morts*. Mme Colette a jusqu'à la fin voté pour *La Chasse Royale* (3) de Pierre Moinot.

Pierre Gascar est l'un des auteurs les plus curieux de ce temps. Son premier livre, *Les Meubles* (4), paru en 1949, nous introduit dans un monde bien proche de Kafka où les choses prennent le pas sur l'homme, le hantent, finissent par prendre possession de sa vie et la détruire. Si mes souvenirs sont exacts, la bande devait porter « *Sauver les meubles, perdre sa vie* », ce qui résume assez bien le sens de ce récit. Mais on sentait, au delà, une réalité fugace et obsédante, j'allais dire banale, la crise du logement, cette folie que c'est de vivre mal, à l'étroit, dans un lieu que vous n'êtes pas maître de modeler à votre guise, où l'habitant n'habite pas, mais subit ses meubles. On pouvait y voir cela et la timidité et la crainte devant cette réalité, ou bien la fuite devant cette réalité, un goût du morbide, à la mode. Un certain côté *Nausée*. Il en va ainsi des premiers livres, on ne sait pas ce qui vient derrière. Après le Goncourt, j'ai eu la curiosité de lire le deuxième roman de Gascar, *Le visage clos* (5). C'est, aussi court que *Les Meubles*, le récit d'une adolescence, mais ici la réalité y est, la réalité historique. Cela se passe au temps du Front Populaire, fin 35, avec les séquelles de la crise, et début 36. C'est un livre plein de pudeur, d'une observation fine, avec la même hantise d'un monde étroit, d'un tout petit monde de copains ,qui se heurtent, se blessent et oppriment le héros, le plus timide d'entre eux, le plus désarmé devant la vie. Cela baigne dans une atmosphère de mystère, mais cette fois-ci le contenu réel finit par percer. Une femme inconnue que le jeune homme appelle au téléphone et qu'il ne voit jamais est tuée. Le héros rôde autour de la maison où habite son rêve. Le romantisme se déchire pour faire place à la police qui ne veut pas croire que les coups de téléphone soient dus au hasard. Le jeune homme sort de cette épreuve pour se retrouver seul dans sa vie triste. Mais laissons la parole au conteur : « *L'année nouvelle s'accompagnait d'événements historiques favorisant ce qu'on appelait alors pompeusement des « prises de cons-*

(1) N.R.F.
(2) N.R.F.
(3) N.R.F.
(4) N.R.F.
(5) N.R.F.

cience ». Et, partant, des choix souvent sommaires, des adhésions. La lecture d'un journal, un tract ramassé dans la rue déterminèrent mon engagement. Au vrai, il allait satisfaire la nostalgie que je traînais depuis des mois, depuis que le cercle s'était disloqué et que je m'étais exclu de ce qu'il en subsistait. Ce fut dans une organisation culturelle à direction marxiste que je me réfugiai donc au début du printemps 1936... » Comment, de là, le héros se trouve, trop brusquement à son gré, introduit dans une cellule du Parti communiste, comment il y rencontre un de ses anciens amis qui le blesse par sa rudesse, son ton de supériorité, sa maladresse, c'est la fin du roman : il part, son camarade essaie de le retenir, mais en vain. Et voici les dernières lignes, simplement pour le ton qu'elles ont : « *Dans la rue il pleuvait un peu. Quand je vous dis qu'il n'a jamais tant plu que cette année-là. J'ai relevé le col de mon manteau, je me suis mis à courir le long des maisons, et puis... et puis rien. Aujourd'hui, j'ai trente ans.* »

J'ai cherché des critiques de ce livre, je n'en ai trouvé nulle part. Je crois pourtant qu'après *Les Meubles*, Pierre Gascar avait le droit qu'on s'intéressât à ce deuxième livre. Fût-ce tout simplement pour sa qualité. On y sent très bien une sorte de reconquête du réel. Elle peut porter sur une époque à quinze années en arrière — ce livre est de 51, — s'exprimer avec infiniment de réserve, elle existe. Et ce n'est pas un des moindres mérites de ce récit que de restituer aussi bien une atmosphère, un désarroi qui n'est pas celui seulement du héros, mais d'une génération de la petite bourgeoisie, perdue dans un monde en mouvement. Je suis trop jeune pour juger de l'exactitude de ces choses-là, mais cela correspond bien à ce que mes aînés immédiats m'en ont dit, à ces souvenirs qui reviennent. Et entre la nostalgie des dernières lignes que j'ai citées et les critiques que l'on entend parfois porter, il y a une parenté qui méritait à tout le moins d'être notée, discutée, parce que, je le rappelle, *Le visage clos* est sorti le 25 juillet 1951, un an après le déclenchement de la guerre de Corée et il n'était pas si simple alors de trouver le langage de Gascar pour parler des choses dont il parle. Je me trompe peut-être; c'est toujours compliqué, à la vitesse où vont les événements, de retrouver une atmosphère, à deux ans de différence, l'ambiance où fut conçu, puis écrit un roman : *Le Visage clos* n'est pas non plus un livre simple. Mais le pas entre *Les Meubles* et ce deuxième roman, c'est l'apparition d'une chaleur humaine, l'arrivée de l'air. Ce que j'appelais tout à l'heure la reconquête du réel.

Viennent alors les deux livres de l'année 1953, *Les Bêtes*, un recueil de nouvelles, et *Le Temps des Morts*, tous deux couronnés par le Goncourt. J'ignore si les nouvelles des *Bêtes* sont toutes récentes ou bien si certaines ont été écrites parallèlement aux deux premiers livres. Il en est de remarquables, celle en particulier qui a donné son nom au recueil. A les lire à la suite on y sent un déchirement chez l'auteur. Comme s'il voulait

enfermer un certain nombre d'histoires dans une gangue unique, qui parfois les brime. Un parti-pris de l'étrangeté du monde, comme si aux meubles avaient succédé les bêtes, chiens, chevaux, fauves d'une ménagerie dans l'exode allemand de 45. Parti-pris n'est pas exactement le terme qui convient. C'est un accent d'intensité, qui semble volontairement décalé dans certains récits pour faire éclater la solitude de l'homme, alors qu'il s'agit des hommes. Autrement dit, on a l'impression, à la lecture, d'un certain cadre formel imposé au réel par un écrivain qui se retient de se livrer. L'harmonie entre la forme et le contenu ne me semble cohérente que dans le récit qui s'appelle *Les Bêtes*. Ce n'est probablement pas un hasard si c'est en même temps le plus humain des six qui composent le recueil.

Ce sont tous là des récits de guerre. Mais, à qui aurait lu *Le Visage clos* avant, il pourrait sembler nécessaire que l'auteur allât au delà; qu'il n'y eut plus entre les hommes l'arbitrage souverain des choses, des bêtes, de l'inconnu, de ce que l'homme ne peut ni comprendre ni régir. *Le Temps des morts* est le récit des hommes entre eux — où il n'y a plus que l'arbitrage des morts, la solitude en face des morts, mais qui sont des hommes morts, tués par l'ennemi. Ici la réalité réapparaît entière, quoique suggérée. Gascar sait, comme pas un, dire en deux phrases une époque de l'histoire, plonger le lecteur dans le monde ambiant.

On connaît le thème du *Temps des morts :* la vie d'une équipe de fossoyeurs dans un camp de représailles pour prisonniers évadés, en Pologne; et, ici, pour la première fois, la solitude se vainc. A l'intérieur du camp même, avec la responsabilité des prisonniers de l'équipe par rapport aux autres prisonniers. Dans la prison de l'extérieur, face à la destruction de masse des Juifs, avec, au delà, les partisans de la forêt.

C'est le chemin de la fraternité retrouvée. Il n'y a pas la réponse à toutes les questions et, si le héros du *Temps des morts* à la fin du récit sait que la solitude peut être vaincue, il n'a pas pour autant vaincu *sa* solitude. Mais le drame est posé en termes justes, en ces termes humains dont je ne dirai pas qu'ils appellent la solution ,mais qu'ils convainquent le lecteur de réfléchir à la solution possible.

La réalité est ici atteinte par l'écrivain à un autre niveau, et la démarche du créateur se dégage des contraintes que lui-même s'imposait. Le romancier parle à ses semblables. Et directement aux hommes de 1953 pour qu'ils se souviennent, mais aussi pour qu'ils vivent, qu'ils vivent mieux. La réponse ici est plus claire que dans chacun des livres précédents et c'est ce cheminement patient, persévérant, au delà de l'absurde, de la solitude, de l'inconnaissable vers une réalité plus complète, qui semble caractériser les quatre livres de Gascar. Un cheminement difficile et qui entraîne la passion, comme l'adhésion. C'est en même temps un témoignage sur les détours que prend aujourd'hui, dans notre littérature, la reconquête du réel.

Je disais que Véraldy est l'anti-*Temps des morts. A la mémoire d'un ange* est un livre à la mode. Entendez par là qu'il date de quatre ou cinq ans. L'auteur a rassemblé un certain nombre de thèmes à succès. Les thèmes du Goncourt de l'an 47 qui s'appelait *Les forêts de la nuit*, par exemple. L'histoire des années de la deuxième guerre mondiale y vient en témoignage de l'absurdité du monde, de la perte de sens de la vie : personne n'avait raison, personne n'avait tort, il n'y a plus que le mal. Avec plus de sympathie pour les collaborateurs que pour les autres. On passe de l'alcoolisme considéré comme une rééducation à différents exercices sexuels considérés comme autant de beaux-arts. Il fallait un piment et de la nouveauté, M. Véraldy a cru les trouver dans les techniques du Yoga. Petit cours d'occultisme pratique. Suicide d'une jeune névrosée. Mort « accidentelle » du héros.

De deux choses l'une : ou M. Véraldy croit à ce qu'il écrit et dans ce cas je le plains beaucoup, parce qu'il est vraiment une des victimes de notre époque désaxée; ou bien, comme la prière d'insérer dit qu'il n'a que vingt-six ans, il a consciencieusement fabriqué son livre, entassant tout ce qui pouvait faire « public » (à son jugement). Je penche pour la deuxième hypothèse à cause du soin que prend l'auteur d'affirmer que le roman est une œuvre d'imagination. Dans ce cas, comme il sait raconter une histoire, il arrivera peut-être à découvrir qu'un sujet faisandé n'est pas forcément un sujet, qu'il existe des hommes et des femmes qui vivent et que le réel est bien plus riche que l'imagination, fut-elle morbide.

J'en viens à *La Chasse Royale* de Pierre Moinot. Après la voix de Colette, ce livre a reçu le prix Sainte-Beuve en même temps que Francis Jourdain pour sa chronique *Sans remords ni rancune* (1). C'est dire que le jury du Prix Sainte-Beuve, qui avait déjà couronné *Le Pont sur la Rivière Kwaï* (2) de Pierre Boulle l'an passé, a de nouveau été bien inspiré. Pierre Moinot s'est fait connaître en 1951 par un court roman, *Armes et Bagages* (3), qui se situe pendant la campagne d'Italie de 43, et qui est un bon livre, très humain. Il nous a donné cette année un roman d'amour, de chasse et de montagne, sain, viril, pétri d'un amour réel de la nature. C'est un livre de « détente », si l'on veut, mais où s'affirment des qualités de romancier tout à fait remarquables. On peut y déplorer que l'auteur ait abandonné la réalité historique d'*Armes et Bagages*, que le récit soit intemporel, tout entier isolé dans la forêt vosgienne. Je ne

(1) Corrêa.
(2) Julliard.
(3) N.R.F.

le ferai pas, pour ma part. C'est un second roman et, quand on le lit, on a l'impression que l'écrivain avait besoin de jouer, de se montrer à lui-même qu'il était capable de créer une histoire, de faire que les lecteurs y croient. Il l'a fait sans exotisme, sans tape-à-l'œil et, s'il est difficile de faire des analogies entre un roman et un tableau, je crois cependant que l'expression d'Anne Villelaur dans *Les Lettres Françaises*, à propos de *La Chasse Royale* : « *un roman-paysage* », est juste. La forêt vosgienne y vit et on se prend à l'aimer comme les chasseurs qui la hantent. Ce qui n'est pas un mince mérite. Il reste à savoir ce que Pierre Moinot fera de cet apprentissage. Ceci est une autre histoire. *Armes et Bagages* et *La Chasse Royale* sont un peu trop contradictoires pour qu'on sache où l'auteur veut aller. Ce qui me semble certain, c'est qu'il a les moyens d'avancer.

C'est une tout autre affaire que le nouveau roman d'Yves Gibeau, *Les Gros Sous* (1). Nous sommes en 1940, au moment de la défaite, dans un petit village des Ardennes, Les Rampagnes. Yves Gibeau suit l'exode des habitants, dirigés par le maire, qui partent avec leurs charrettes, leur bétail et toutes les affaires qu'ils peuvent emporter dans la grande pagaïe des routes. Le romancier est visiblement parti d'un thème qui a donné son nom au livre, les gros sous, pour faire une peinture sèche, dure, à l'eau-forte, comme il sait les faire, de l'âpreté au gain et de l'étroitesse d'esprit de certains paysans, pour dénoncer une certaine inhumanité. Mais il se trouve qu'Yves Gibeau a écrit un autre roman et que son thème n'a donné qu'une certaine couleur à son roman. L'histoire qu'il conte, c'est celle de la tragédie de l'exode, de la barbarie de cette guerre et elle écrase les petites avidités, relègue la bêtise des uns, la mesquinerie des autres au rang d'accessoires du décor, tandis que le vrai drame, c'est le drame national. Il est bien certain qu'Yves Gibeau a été porté par son histoire, et le fait est, qu'elle atteint au comble de sa grandeur lorsque le maire est aux prises avec les occupants allemands.

Nous sommes en zone interdite, les Allemands ont pris tout le bétail, confisqué les terres et font travailler les paysans comme ouvriers agricoles. Que certains des paysans continuent comme par le passé leurs mauvaises querelles, cela n'est plus l'essentiel. Il s'en dégage, plus forte et plus grande, la figure du maire patriote, victime lui-même de toutes les mesquineries de ses concitoyens, mais qui les dépasse et s'efforce, fût-ce malgré ceux qui l'ont élu, de défendre la vie, les véritables intérêts de sa communauté.

Un autre héros est particulièrement remarquable, c'est l'ouvrier agricole polonais Kukak. D'abord parce qu'il est assez rare qu'un romancier s'inté-

(1) Calmann Lévy.

resse à de tels hommes. Kukak est digne, généreux et, s'il trouve la mort absurdement, à la fin du roman, c'est parce qu'il devient la victime des « gros sous », de cette haine des égoïstes du village contre l'étranger.

Il y a une troisième qualité remarquable du livre, c'est l'exactitude minutieuse du langage, la réalité non seulement de la langue, mais des attitudes et des gestes.

C'est le quatrième roman d'Yves Gibeau. Son premier, *Le Grand monôme* (1), qui reçut une bourse Blumenthal, il le tira de son expérience de prisonnier. Le second, *La Fête continue* (2), conte la vie misérense, mauvaise, d'un prisonnier évadé dans Marseille occupé. On y sent un jeune écrivain, sur qui pèse une certaine terreur de ne pas être assez non-conformiste. En certains passages perce l'amour des hommes, vite réfréné, mais vivace tout de même. Le livre se termine sur une mort à peine expliquée parce qu'il fallait bien, croirait-on, que l'histoire finît mal. Son troisième livre est cet étonnant *Allons-z-enfants* qui fit tant de déplaisir à M. Pleven pour ce qu'il contait avec une verve étonnante et une mordante raillerie la vie d'un enfant de troupe et sa mauvaise éducation. On y sentait un Gibeau libéré, capable de tout dire et de le dire bien. On y sentait aussi que le monde a fait mal à Gibeau, qu'il en a beaucoup souffert et que l'écrivain craint de dire qu'il y a des êtres bons, qu'il a comme peur de se livrer parce que dans ce monde on ne sait jamais ce qui peut arriver après. Là aussi le héros meurt. Mais sa mort clôt véritablement le livre. Il meurt forçant un barrage pour sauver un blessé, et c'est le comble de la critique.

Les gros sous sont un grand pas en avant, à la fois dans la conception du roman, dans l'élaboration du style, et dans le travail propre du romancier qui sait centrer une action, éliminer les longueurs, développer un intérêt dramatique constant. Le progrès le plus remarquable est le progrès continu dans la conquête de la réalité. C'est la première fois que Gibeau saisit celle-ci sur un plan aussi large. C'est la première fois qu'apparaît aussi clairement que la vie des hommes peut avoir un sens. C'est la première fois que Gibeau met en œuvre des personnages positifs comme le maire des Rampagnes ou l'ouvrier polonais. Gibeau ne craint même pas de s'attendrir à certains passages. D'où cette grandeur nouvelle qu'il convient de saluer.

C'est là un cheminement vers le réel bien différent de celui de Gascar, mais tout aussi fécond. Il semble que Gascar est bien davantage conscient de ce qu'il fait. Mais les obstacles qu'il a à vaincre sont plus têtus et le chemin vers les autres hommes plus ardu, puisqu'il va de la solitude à la fraternité. Gibeau a, au contraire, à vaincre les hostilités subies, le malheur, la souffrance de ce qu'il a rencontré de mauvais dans la vie. Mais cela lui

(1) Calmann Lévy.
(2) Calmann Lévy.

donne du même coup les autres hommes, des rapports humains, c'est-à-dire davantage de réalité. Et comme le roman, qu'on le veuille ou non, est un moyen réel de dire la réalité, la réalité finit par l'emporter, par affirmer qu'il y a aussi des hommes bons, des hommes qui se battent pour que la vie soit meilleure.

Solitude des hommes, absurdité du monde, triomphe des mauvais. La vie a-t-elle vraiment un sens et quel est-il ? Cela vaut-il la peine de vivre, de faire la guerre, et pourquoi, et comment ? Ces questions ne sont pas posées de la même manière, bien sûr, mais on les trouve partout, sous-jacente, dans les romans de Gascar comme dans ceux de Gibeau, dans *Armes et bagages* de Moinot, dans les romans de Pierre Boulle, dans ceux d'Hervé Bazin. Bien souvent, ces questions-là se trouvent posées entre l'écrivain et la réalité, entre son roman et le monde qu'il veut exprimer. Parfois, et c'est le cas de Gibeau, le roman y répond mieux que le romancier. Avec Boulle, le romancier renonce à y répondre et en vient à écouter les lecteurs de ses propres livres. Gascar sait où il va.

C'est la preuve d'une littérature vivante, qui se cherche. D'un accord nouveau entre les romanciers et le monde extérieur. D'un autre aspect de cette unité profonde de notre littérature qu'Aragon dégageait analysant l'œuvre de Robert Merle. C'est de bon augure pour 1954.

Pierre DAIX.

à propos de la chimie soviétique

LU dans un article de B.A. Arbouzov, membre de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., intitulé *Sur la conférence de Paris sur l'étude de la structure moléculaire* (*juillet* 1953) et publié dans le *Courrier de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.*, n° 10, octobre 1953 :

« *...Il faut souligner l'attention considérable que manifestent les chimistes français envers les matériaux de la discussion qui s'est déroulée en U.R.S.S. autour des problèmes fondamentaux de la liaison chimique et de la structure des composés organiques.*

« *C'est ce dont témoignent les* Remarques sur la notion de liaison chimique *élaborées par le Centre Français de Chimie Théorique, la traduction et la publication d'une série d'articles de chimistes soviétiques* (Questions scientifiques, *volume* 3, *Chimie*) (1), *la publication de l'article de P. Rumpf*, L'évolution des idées sur la structure de la matière et sur la signification des formules de la chimie organique au XIXe siècle, *dans lequel une grande attention est portée aux matériaux de la conférence de Moscou*, etc. »

(1) *Editions de la Nouvelle Critique*, 700 francs.

CHEFS-D'ŒUVRES DU MUSÉE DE SAO PAULO, JEAN HELLION — « FILLES » — GROMAIRE

REPRODUISANT en couleurs *Le collégien* de Van Gogh, l'affiche annonce que 64 chefs-d'œuvre du Musée de Sao-Paulo sont visibles à l'Orangerie des Tuileries. Soixante-quatre chefs-d'œuvre ! C'est faire bon compte de la notion de chef-d'œuvre, et je doute que les quatre tableaux de Nattier puissent soutenir ce qualificatif, pas plus que *Les enfants d'Edward Holden Cruttenden* de Reynolds ni *La Reine Thomyris* de Pellegrini, ainsi que bien d'autres œuvres, fort bonnes d'ailleurs, et dont la vue et l'étude procurent un plaisir qu'il serait vain de bouder.

Cependant, la visite laisse une impression d'insatisfaction et de fatigue qui s'explique par l'extraordinaire mélange des époques et des écoles représentées, qui fait voisiner Manet et Memling, Cezanne et Goya, Velasquez et Gauguin, Corot et Rembrandt, dans une cacophonie de formes et de genres qu'aucun chef d'orchestre ne saurait accorder en une symphonie simplement acceptable. L'expérience du placement *européen* du Louvre, qui souleva l'indignation des artistes et du public, se poursuit à l'Orangerie avec une assurance dans la démarche qui ne laisse aucun doute sur la volonté de dénationalisation des Ecoles que poursuit en France la direction *atlantique* des Beaux-Arts.

Ces cocktails de peintures qui visent à annuler l'histoire en mélangeant les siècles et les civilisations ont pour but, paraît-il, de préparer la pensée au rapprochement des peuples de la petite Europe, en niant leurs originalités respectives et toutes les valeurs qui les font nationales. Cet écœurant brassage, que refuse le goût et qui révolte l'esprit, classe dans le domaine culturel le barman fort au-dessus du conservateur de musée, ainsi ravalé au rôle d'un Ratapoil contemporain.

Les préfaces du catalogue font grand honneur aux collectionneurs brésiliens d'avoir, en huit années, réuni tant d'ouvrages à coup de dollars, sans choix déterminé ni goût précis, d'avoir su rafler sur le marché européen tant d'œuvres importantes, afin de constituer un musée-champignon

à la façon dont la technique moderne permet d'élever un building, ou au nouveau riche d'acquérir mille mètres carrés de bibliothèque. L'omnipotence de l'or se masque ainsi aux couleurs de la culture pour la plus grande gloire du dictateur Vargas présenté dans la préface de M. Germain Bazin (qui par trois fois revendique la nationalité européenne) comme un démocrate exemplaire. Et c'est Goya, Poussin et vingt autres, dont les œuvres servent à cette opération, si choquante à bien des égards .

L'étude de l'œuvre d'art abstraite de son contexte historique, vidée de son contenu national, accélère le processus de cosmopolisation de pensée et de goût nécessaire aux buts présents de la bourgeoisie, détourne l'esprit de toute bataille d'idées positive, développe l'incompréhension du public et désoriente l'artiste en l'amenant doucement à cultiver l'esthétisme, c'est-à-dire l'égocentrisme de la forme, par ignorance des réalités du passé et refus des réalités du présent.

L'exposition de l'Orangerie est donc difficile à suivre, l'illogisme voulu du placement oblige le visiteur conscient du piège tendu à un perpétuel effort de mise au point, à une réaction constante contre le continuel chaud-et-froid que constitue tant de messages contradictoires et accolés, qui ne peuvent ni s'unir ni s'annuler.

Malgré la joie de voir ou de revoir des œuvres illustres qui ont traversé depuis peu l'Atlantique et nous sont prêtées aujourd'hui pour atteindre des buts autres que ceux de la culture, nous préférerions que s'instaurent des échanges culturels normaux avec tous les pays du monde et être à même d'étudier et de comprendre les fruits d'une pensée et d'un art qui ne nous sont étrangers que parce que parfaitement inconnus — l'art populaire brésilien, par exemple, ou l'art russe. Et puisque nous avons tant d'expositions qui nous viennent d'Amérique, exigeons aussi d'en avoir qui nous viennent de moins loin et nous touchent de plus près.

La beauté extraordinaire du grand tableau de Poussin, les portraits de Goya, ceux de Renoir, bref, les 64 tableaux exposés à l'Orangerie comme dans un kaléidoscope ne peuvent faire oublier que cette exposition veut prouver que l'on nous aime bien de l'autre côté de l'eau pour notre passé, de la même manière qu'on y aime la Grèce pour *l'Odyssée* et la *Vénus de Milo*.

De la même manière...

Cette admiration pour hier nie toute possibilité pour aujourd'hui, prépare les chaînes de demain. Il se passe ici des choses qui se situent dans un temps et dans cette ville, où, tout près de l'Orangerie, les étudiants français se battent contre une police déchaînée de haine, frappant au visage de cette jeunesse qui demande des crédits pour l'éducation nationale, parce qu'elle ne veut mourir ni intellectuellement ni physiquement. Et, dans le même temps, tout près de l'Orangerie où se chante sur quels tons notre gloire au passé, le peintre français Jean Hellion, qui fut l'un des piliers de l'art abstrait, s'en revient d'Amérique où il vécut plusieurs

années et, retrouvant la France, retrouvant *sa* réalité, expose, rue de Seine, des œuvres qui constituent un apport de certitude et d'espérance et font écho par ce qu'elles disent de joies familières et modestes à ce que disaient Corot, Renoir ou Marquet, à ce qu'ils nous disaient de leur confiance en notre grandeur, aussi longtemps que la France restera la France dont le visage est à la fois celui de l'Ange de Reims et de la Marseillaise de Rude.

Ce dont les artistes parlent le plus volontiers, c'est de leur liberté. Mais c'est aussi ce qu'en bien des cas, la bourgeoisie parvient à leur escroquer avec aisance. L'exposition de la Galerie Monique de Groote, située avenue Kléber, vis-à-vis de l'U.N.E.S.C.O., en apporte la preuve. Il s'agit d'une exposition à thème : « *Filles* ». De ces filles, dit l'alléchante invitation, « *qui font le plus vieux métier du monde* ». Assurément personne n'a obligé la vingtaine d'artistes réunis pour exalter ce sujet à créer les images lamentables qu'ils présentent sans honte ni dégoût d'eux-mêmes et avec, semble-t-il, une complaisance amusée et complice qui les situe fort au-dessous de leur sujet. En apparence personne ne les y a même poussés. Simplement la direction de la galerie les a réunis autour d'un thème susceptible d'attirer l'attention et de déterminer la vente en cette époque de réveillons. De telles manifestations sont contemporaines des fins de régime, de l'abandon moral des classes dominantes qui meurent haineusement. Les « Filles » ici sont vendues deux fois, sur le trottoir et en effigie. Qui paye de telles œuvres qui prouveront la permanence du « Gay Paris », ce qu'il emporte, c'est pour lui l'image de la Française. Et il y a quelqu'un qui vend cette image et quelqu'un qui la lui fournit et qui signe de son nom au bas et à gauche de la toile, en toute liberté, pense-t-il. La liberté d'être sans conscience et d'en recevoir des louanges de la part d'une critique qui s'exprime dans les feuilles où l'on applaudit ceux qui vendent la patrie.

« *Avec des cœurs avilis on peut bien faire des érudits, mais non des artistes,* » disait Stendhal.

Pour aussi lamentable que ce soit, et sans minimiser en rien ces symptômes de décomposition morale, il y a pourtant en ce moment des raisons de se réjouir. Faisant écho au bel effort de Jean Hellion, Marcel Gromaire, l'un des artistes majeurs de notre temps, montre ainsi en ce moment des œuvres qui chantent les certitudes de victoire.

A la Galerie Carré, avenue de Messine, dans ce quartier où l'aristocratie financière jouxte par le truchement de l'horrible église Saint-Augustin la vie fiévreuse du quartier Saint-Lazare, Gromaire expose 35 œuvres de premier ordre dont trois chefs-d'œuvre : *La Sambre à Noyelles, Les Trois Falaises, La Porte d'Amont.*

Ces œuvres se répartissent dans deux belles salles. Les études de nus dans la première, les aquarelles, paysages et figures dans la seconde. Les nus féminins continuent la série d'études de corps en mouvement que Gromaire poursuit depuis toujours avec un tel bonheur dans l'expression d'une sensualité que domine le raisonnement passionné de connaissance, sans jamais rien ôter à la sensibilité, sans jamais amener la pensée à l'éveil de sentiments troubles ou bassement complaisants.

L'art de Gromaire allie la rigueur de pensée de l'homme de science à l'appétit de vivre grandement, sainement, et enseigne au visiteur le chemin difficile des joies conçues et gagnées par un travail acharné pour pénétrer le monde des rythmes du corps humain et de la nature. Les paysages qu'il nous enseigne démontrent sa prodigieuse habileté à saisir par l'analyse les rapports de formes et de pensées, les rythmes qu'il fait rimer comme un poème et qui unissent en un tout indestructible les éléments constitutifs de la nature, qu'il sait nous restituer au travers de sa violence ordonnée, en images claires et si réelles qu'on n'y peut rien changer. Lumineuses aussi, mais d'une lumière qui révèle la contradiction qui l'habite, de la science et du mysticisme. Car c'est un mystique et l'idée religieuse domine très nettement le monde sur lequel son regard se pose, même si jamais le thème religieux n'y paraît. Reste que l'ordre qu'il apporte à la hiérarchie des éléments dont il se saisit et les rapports qui les régissent sont d'un homme qui soumet toutes ses hypothèses à l'expérimentation, et que celle-ci porte, dans ses sujets comme dans ses formes, aux conclusions les plus scientifiques et, au travers des investigations les plus hautes, aux résultats les plus simples. C'est une grande chance qu'un tel artiste soit parmi nous, en un tel moment, et ce serait gâcher dangereusement cette chance que de rester sourd à la grande leçon de probité et de richesse qu'il apporte. De joie aussi, sous son austérité et sa rigueur de langage, par lesquelles, après trois siècles, son œuvre continue celle de Poussin, qui parlait de Dyonisos avec la langue de Descartes.

Grand artiste, Marcel Gromaire est aussi bon professeur. Don rare qu'il convient de saluer et qui nous promet dans un avenir prochain la venue de jeunes artistes qu'il forme dans cette école des Arts Décoratifs d'où sortirent Rodin, Pompon et Marquet.

La nuit était tombée sur Paris lorsque je suis sorti de l'exposition Gromaire; mais je portais en moi la leçon de bonheur effréné reçu de sa pensée sévère, et elle était à l'unisson, vraiment, de celle qui se lisait dans les yeux triomphants et confiants des hommes et des femmes qui s'en revenaient fatigués, dans la rame du métro bondé...

Charles LE MARCHEIX.

la musique

L'ÉVOLUTION DE SERGE PROKOFIEV

L'EDITION en disque de l'oratorio La Garde de la paix, *de S. Prokofiev* (1), *a rencontré en France un écho considérable.* « Une œuvre bouleversante », *dit le* Guide du Concert, *qui ajoute que l'audition* « est émouvante même si l'on ignore le sens des paroles et contient de nombreux passages empreints d'une réelle grandeur, notamment la Berceuse ». *Le critique du journal* Ouest-France *écrit :* « On peut discuter à perte de vue sur l'opportunité ou l'inopportunité d'une œuvre musicale au service d'un programme, d'un idéal social ou politique, selon qu'on mène la discussion sur un terrain extra-musical ou dans le domaine de la seule musique. En écoutant cet oratorio de Prokofiev, axé sur le thème des horreurs de la guerre, de l'exaltation de la lutte pour la paix, nous estimons qu'il a une valeur musicale incontestable. » *Et le critique ajoute, comme pour contredire la distinction qu'il vient lui-même d'établir (à tort) entre le domaine « extra-musical » et le domaine « de la seule musique » :* « La sincérité de l'auteur ne peut être mise en doute. Il expose avec force ce que son âme pacifique ressent profondément... » *La revue* Le Conservatoire, *bien que s'en prenant avec légèreté au livret de l'œuvre, ne cache pas que* « c'est vraiment la voix, le cri de tout un peuple qui nous parvient par le truchement d'un très grand compositeur qui, sans concessions à un naturalisme facile ni à des effets « folkloriques », parvient à évoquer tout un monde lointain et admirablement authentique ». *René Dumesnil dit à peu près la même chose dans* le Monde, *et le critique de* Paris-Match *titre son article :* « Le chef-d'œuvre de Serge Prokofiev nous parvient sept mois après sa mort. » *Il écrit :* « Testament musical de Prokofiev, (*la Garde de la paix*) est la synthèse peut-être la plus parfaite de toutes ses qualités. S'identifiant à l'âme du peuple russe, le compositeur du *Lieutenant Kijé* exploite à fond les ressources de son folklore et celles de son langage. Dans la violence (*Le monde fera la guerre à la guerre*), comme dans la douceur (*Berceuse*), comme dans la joie (*Stalingrad, ville de gloire*), comme dans la douleur (*Ceux qui ont aujourd'hui dix ans*), Prokofiev crée des thèmes clairs et populaires, les orchestre avec

(1) *Chant du Monde*, LD-A. 8066, 33 tours, 25 cm.

ampleur ou sobriété, dose le rapport des voix et des solistes avec une extraordinaire sûreté de goût et d'intelligence. Cet oratorio en forme de tryptique... restera sans doute comme l'œuvre la plus complète et la plus sincère de Prokofiev... » *Et d'exprimer l'assurance que les rideaux de fer, devant cette œuvre* « doivent s'abattre. Si (*ils*) ne tombent pas, (*ils*) doivent en tout cas fondre au feu de l'immense talent de Prokofiev. »

Ainsi, quasi unanime (1), *la critique reconnaît la grandeur de la dernière œuvre de Prokofiev. Ce faisant, elle ruine toutes les affirmations grossièrement mensongères qui fleurirent au lendemain de la mort de Prokofiev selon lesquelles Prokofiev n'aurait plus rien écrit de valable après son retour en U.R.S.S. Il est d'ailleurs curieux de constater avec quelle légèreté dans la contradiction on disserte en général et dans l'abstrait des « contraintes stérilisantes » qui péseraient soi-disant sur les artistes soviétiques et on se voit forcé de reconnaître le merveilleux génie de très nombreux compositeurs soviétiques à mesure qu'ils sont révélés au public français, tels Khatchatourian, Kabalevski, bientôt Babadjanian, pour ne parler que des derniers enregistrements connus ici.*

La falsification a été particulièrement systématique à propos de Prokofiev. Or l'analyse de l'évolution suivie par Prokofiev est au contraire une affaire sérieuse, qui porte enseignement au delà même de son œuvre. On pourra en juger à la lecture de l'article de Boris Nestiev que nous reproduisons ici (*paru dans la revue* Musique soviétique, *mai* 1953).

SERGE PROKOFIEV était de ces artistes supérieurement doués qui ont audacieusement tracé des voies nouvelles à la musique.

Ce qu'il a produit de meilleur au cours des quarante-cinq années de son activité artistique constitue une page singulière, inimitable dans le livre de l'art musical russe. Sa personnalité si originale est aujourd'hui familière à de nombreux amateurs de musique; ils connaissent ses rythmes souples, ses harmonies, ses diatonismes d'une exquise fraîcheur russe, ses thèmes autoritaires et vigoureux qui s'imposent par la force vive de leurs images.

---

(1) Il faut toute l'inculture du critique de la revue *Disques* pour faire état, à propos de *la Garde de la paix*, de la « *sorte de malédiction* (qui) *plane sur les œuvres de circonstance* »!!!

Si, au cours de sa longue carrière, il s'est plus d'une fois cruellement trompé, son œuvre reflète en ce sens toute la complexité d'une période qui représente un tournant dans le développement des intellectuels russes.

Dans ses années de jeunesse, peu après sa sortie du Conservatoire de Petersbourg, Prokofiev subit l'influence néfaste des « Soirées de Musique Contemporaine » de tendance moderniste. La critique décadente s'efforce par tous les moyens de lui inculquer le mépris nihiliste et pseudo-révolutionnaire des principes, et l'incite à rompre avec les traditions classiques. Ses faux « amis », qui essayent de bannir de son œuvre le souffle vivant de la vérité, le sourire de la jeunesse, la mélodie russe, lui font beaucoup de mal. Il trouvera cependant en lui la force de se libérer de l'emprise des erreurs modernistes et, après avoir surmonté bien des contradictions et des difficultés, il atteindra aux sommets de l'art. Sa difficile évolution depuis la *Suite scythe* et *Le Joueur*, depuis *Pas d'acier* et *Le fils prodigue* jusqu'à *Alexandre Nevski* et la *Zdravitsa*, jusqu'à *Roméo et Juliette*, et la *Septième symphonie*, constitue un exemple frappant de l'influence vivifiante de la réalité soviétique et de l'esthétique soviétique réaliste sur l'œuvre d'un musicien de talent.

L'œuvre de Serge Prokofiev comprend entre autres sept cantates et oratorios, huit opéras, sept ballets, sept symphonies, neuf sonates pour piano, des concertos et des sonates pour différents instruments, des quatuors, quantité de pièces pour piano, des romances, des chansons, de la musique pour le théâtre et le cinéma, des pièces pour enfants et pour la jeunesse.

Nous devons maintenant examiner avec soin l'héritage que nous a laissé Prokofiev, écarter tout ce qu'il contient de faux, de dépassé, pour faire entrer avec un sentiment de gratitude dans le trésor de l'art musical russe ce qui représente une valeur réelle, durable.

Plusieurs décades nous séparent de l'époque où le jeune Prokofiev, à peine sorti du Conservatoire, rejoint les rangs des compositeurs les plus actifs de la Russie d'avant la révolution. Il fait dans la vie une entrée bruyante et, dès ses premiers pas, son œuvre suscite les discussions les plus passionnées. Sa jeunesse coïncide avec une période difficile. Dans les années de réaction qui suivent la défaite de la révolution de 1905, une partie considérable des artistes et des intellectuels se détourne des idées sociales d'avant-garde et succombe à l'influence du mysticisme et de la décadence. Maxime Gorki a dit de cette décade qui s'étend entre les années 1907 et 1917 qu'elle fut « *la décade la plus stérile et la plus*

ignominieuse de l'intelligentsia russe ». On voit apparaître des écrivains à la mode, des poètes, des peintres qui professent ouvertement l'absence d'idéologie, l'individualisme poussé à l'extrême, le formalisme. Les traditions d'un art national original, sain, exprimant des sentiments valables, on les rejette avec grossièreté, on les considère vieillies, « provinciales ».

Les théories pourries des animateurs de la revue moderniste *Le Monde de l'Art* et des organisateurs des « Soirées de Musique Contemporaine » exercent sur le jeune Prokofiev une influence extrêmement nuisible. C'est de ces « Contemporains » qu'il hérite ce goût formaliste de la nouveauté pour la nouveauté, cette crainte de ressembler à qui que ce soit, ce mépris des aspirations spirituelles des masses populaires, qu'il professera longtemps au détriment de son grand talent.

Son amitié pour les « Contemporains », ses relations avec les poètes symbolistes à la mode et avec les « akméistes » (Balmont, Gorodetski, Akhmatova), avec le « maître » moderniste Diaghilev, tout cela devait nécessairement se faire sentir dans l'œuvre du jeune Prokofiev. Le ballet *Alla et Lollia*, qui devint plus tard la *Suite scythe*, est ainsi le tribut qu'il paye aux idées « barbares » de l'époque pré-révolutionnaire où les snobs de la bourgeoisie se mettaient à célébrer l'homme préhistorique dégagé de tout idéal humaniste. Surchargée de combinaisons d'harmonies et de timbres d'une extrême violence, cette œuvre ouvrit la voie à ce constructivisme qui tend à la destruction des normes classiques de la musique.

C'est à l'instigation de Diaghilev que Prokofiev compose le ballet *Chout* (*Le Bouffon*) ou *Histoire du bouffon qui en mystifia sept autres*, qui montre la vie paysanne russe à travers le miroir déformant de l'esprit moderniste. Les erreurs formalistes du jeune Prokofiev ne se manifestent pas moins fortement dans son opéra *Le joueur* (d'après Dostoïevski). Il s'agissait là d'une tentative d'opposer aux traditions classiques un opéra « révolutionnaire », sans élément mélodique, sans aria, où le caractère artificiel et grotesque de la ligne vocale se combinait aux accumulations de combinaisons de la partie orchestrale.

Exagérations nihilistes et goût des artifices harmoniques se retrouvent dans certaines œuvres instrumentales, telles que *Sarcasmes* et, en partie, le *Deuxième concerto pour piano*. Des pages d'un vivant lyrisme alternent ici avec des accumulations compliquées, une tension artificielle des émotions ou une ironie cruelle qui tourne en dérision les sentiments les plus simples.

Or ce sont précisément ces tendances destructives de la musique de Prokofiev qui trouvent alors un soutien dans le camp des modernistes; Karatyguine accueille ainsi avec enthousiasme le « rire mauvais » de la musique de Prokofiev. Aussi bien est-ce à tort que d'autres « Contemporains » voient dans l'esprit rebelle du jeune Prokofiev un élément révolutionnaire. Non, cette tendance de son œuvre est bien proche des

subterfuges modernistes de Khlebnikov ou des artistes du « Valet de Carreau » que de l'art révolutionnaire.

Cependant, le milieu moderniste n'est pas le seul auquel est lié le jeune Prokofiev, et il se trouve, dans sa formation, des facteurs plus puissants et plus stables qui empêchent le poison de la mode formaliste de tuer dans l'œuf son talent. Les influences de l'école classique, qu'il a subies dès la plus tendre enfance, ont laissé une trace profonde dans sa conscience. Musicienne remarquable, pédagogue sévère et douée, sa mère, Maria Grigorievna, lui a, de plus, donné le goût du travail créateur et de la musique classique. A l'origine de sa formation musicale, on trouve des musiciens aussi considérables que Taniéev, Glazounov qui surent apprécier le talent de Prokofiev encore enfant, et Gliére qui lui donna ses premières leçons de composition. D'autre part, il eut pour maîtres Rimski-Korsakov, Liadov, etc. Il a beaucoup admiré la musique classique, celle de Borodine, de Beethoven, de Schuman, de Wagner, de Rimski-Korsakov, il a assisté avec enthousiasme aux représentations de *Sadko* et de *Kiteje*. Il a enfin pour toujours hérité de ses parents l'habitude d'un travail acharné, la ténacité et le sens de l'organisation, un grand sérieux et le sens de ses responsabilités devant la création artistique.

Ce jeune homme doué et réceptif, qui aime ardemment la vie et qui, avec un sens aigu de l'observation, sait pénétrer au cœur de la nature vivante, ne pouvait pas entièrement succomber à l'influence du formalisme. En lui battait le cœur impétueux de l'artiste russe, amoureux de la nature du pays natal, capable de ressentir profondément et d'exprimer musicalement les émotions humaines. En ce sens, il était infiniment supérieur à ces esthètes froids, partisans sans âme de la forme pure, qui tentaient de l'arracher aux influences classiques pour lui inculquer des principes décadents, bourgeois, antihumanistes.

Heureusement pour Prokofiev, les amis de sa jeunesse furent de grands musiciens, des artistes honnêtes qui, en ces années difficiles, restèrent dévoués à l'art national, fiers de la culture russe et qui se sentirent toujours moralement responsables de la destinée de la musique russe. Ce fut le cas de Miaskovski et d'Assafiev, avec qui Prokofiev resta lié toute sa vie durant par une grande amitié. Dès le début, Miaskovski et Assafiev encouragent chez Prokofiev l'élément sain, humaniste de sa musique, soulignant le lyrisme clair et cristallin de ses meilleures œuvres de jeunesse, leur humour éclatant, leur puissante vitalité. Ils perçoivent nettement qu'un merveilleux courant lyriqe se fraye un chemin à travers les bruits et les grincements de la musique pianistique de Prokofiev et qu'à côté de « barbarismes » de toutes sortes retentit la voix simple de l'homme russe.

Tel est Prokofiev dans ses premières sonates pour piano (la seconde, la troisième, la quatrième), dans les meilleures pages de ses concertos

pour piano et de ses miniatures pour piano intitulées *Visions fugitives*, dans les *Contes de la vieille grand'mère*. L'énergie et le caractère impulsif, la force impétueuse et l'humour aigu d'œuvres comme le *Premier concerto pour piano* ou la *Toccata* devaient inévitablement émouvoir les auditeurs, comme elles le firent trente ans plus tard sous les doigts des plus grands pianistes soviétiques.

Il est particulièrement instructif à cet égard de relire les articles de presse où Miaskovski et Assafiev opposent la santé morale du jeune Prokofiev, le lyrisme contenu et la souplesse autoritaire de sa musique à l'art étiolé, décadent de l'école symboliste et impressionniste. « *Avec quelle joie et en même temps avec quel étonnement*, écrit à cette époque Miaskovski, *on découvre ce phénomène lumineux et sain au milieu de la mollesse, de la faiblesse et de l'anémie contemporaines.* » Les œuvres de Prokofiev, poursuit Miaskovski, sont susceptibles, « *par leur fraîcheur, leur force et leur exceptionnelle santé, de ramener un peu de vie dans l'atmosphère ramollie et souvent moisie de notre vie musicale* ».

Le talent du jeune Prokofiev est également remarqué par des hommes de l'envergure de Gorki et de Maïakovski. Une longue amitié et une sympathie réciproque le lieront à Maïakovski. Au cours d'une de leurs rencontres, Maïakovski dessine au crayon un portrait du jeune Prokofiev en train de jouer une de ses œuvres et le signe : « *Serge Serguéevitch joue sur les nerfs les plus tendres de Vladimir Vladimirovitch.* » En signe de sympathie, Maïakovski dédicace au compositeur son poème *La guerre et la paix* : « *Au président du globe terrestre pour la section musique, le président du globe terrestre pour la section poésie. A Prokofiev, Maïakovski.* »

Par la suite, Maïakovski et Prokofiev se rencontreront à plusieurs reprises. Dans une lettre écrite au cours d'un de ses voyages à l'étranger, en 1922, Maïakovski, notant son antipathie pour la musique de Strawinsky, ajoute : « *Je suis plus proche du Prokofiev d'avant sa période étrangère, du Prokofiev des marches impétueuses et violentes.* »

Son goût des images vives, claires, juvéniles de l'ancienne musique classique joue dans l'œuvre du jeune Prokofiev un rôle bienfaisant. Il aime à se plonger dans l'univers du classicisme du XVIIIe siècle avec sa clarté mélodique et la grâce de ses rythmes de danse. C'est ainsi que prennent naissance plusieurs morceaux de l'opus 12, de même que la *Symphonietta* et la célèbre *Symphonie classique*, joyau du « classicisme » de Prokofiev. Malgré toute la distance qui sépare ce genre de la réalité de l'époque, on n'y trouve nulle trace de froide stylisation ni de recherches artificielles, mais une musique sincère qui séduit l'auditeur par le charme de sa mélodie et la finesse de son humour. A partir de là, le même fil conduira Prokofiev à de nombreux épisodes dansants de *Roméo et Juliette* et de *Cendrillon* et aux pages de scherzo de la *Septième symphonie*.

Mais ce qu'il y a de meilleur dans l'œuvre de Prokofiev d'avant la révolution se rattache au lyrisme qui retentit dans les *Troisième* et *Quatrième sonates*, dans le *Troisième concerto*, remarquable par son ampleur typiquement russe, dans les pages chantantes du *Premier concerto pour violon*. Il est extrêmement important de noter que ces pages lyriques contiennent un élément national brillamment illustré. Prokofiev, continuateur du style national russe, compose ici des mélodies naturelles, des airs russes. Il trouve des harmonies nationales originales en utilisant un diatonisme clair, enrichi de digressions inattendues vers des constructions latérales. Ce sont ces traits nationaux des meilleures œuvres du jeune Prokofiev qui le différencient radicalement de la tendance cosmopolite des impressionnistes ou de l'utilisation cynique de l' « exotisme » de l'antiquité russe telle qu'on la rencontre dans *Les noces* ou dans *Mavra* de Strawinsky (et dont les manifestations se font sentir dans le *Bouffon*.)

A côté de l'œuvre de Scriabine et de Rachmaninov, les meilleures œuvres pianistiques et symphoniques du jeune Prokofiev laissèrent une trace nettement perceptible dans la musique russe du début du XXe siècle et jouèrent par la suite un rôle fécond dans les recherches de plusieurs compositeurs soviétiques, tels Chostakovitch, Khatchatourian et Kabalevski.

En 1918, Prokofiev part à l'étranger. Il ne parvenait pas à s'orienter au milieu des gigantesques événements historiques que vivait le peuple russe; aussi bien la guerre mondiale, le renversement de l'autocratie, la grande Révolution socialiste ne trouvent-elles pas dans son œuvre d'écho immédiat. Cet isolement de la réalité devait pendant une longue période l'empêcher de se rapprocher du peuple.

Les quinze années passées par Prokofiev loin de sa patrie (1918-1932) approfondissent plus encore les contradictions qui s'étaient manifestées dans son œuvre. Dans les premières années de sa période étrangère, il vit encore sur des projets qui ont pris naissance en Russie : le *Troisième concerto*, l'opéra *l'Amour des trois oranges*, *le Bouffon*, une série de pièces pour piano. Mais au cours des années qui suivent, le sol se dérobe de plus en plus sous ses pieds, la réalité bourgeoise qui l'entoure n'apportant pas à son œuvre de stimulants naturels.

Aux U.S.A., il goûte aux « charmes » du mode de vie américain : il se heurte au système cynique de spéculation, de publicité éhontée, de népotisme qui règne sur le marché américain. Bien vite, il ressent l'indifférence humiliante dont font preuve à son égard les businessmen américains, organisateurs de concerts. « *J'errais dans un parc énorme au centre de New-York*, raconte-t-il dans ses souvenirs, *et, tout en regardant les gratte-ciel, je pensais avec une rage froide aux merveilleux orchestres américains que mes œuvres n'intéressaient pas, aux critiques proférant*

des maximes cent fois répétées, aux managers qui organisaient de longues tournées pour des artistes qui jouaient cinquante fois le même programme composé de numéros archi-connus. » (1)

Retour des U.S.A. Prokofiev visite la France. L'atmosphère de pauvreté idéologique et de vide qui règne dans l'art moderniste-bourgeois de la France l'oppresse profondément. Dans ses lettres, il fait part de ses impressions sur les nouveautés musicales présentées sur le marché de concerts parisiens : il parle d'un récent concerto pour violon de l'Allemand Kurt Weill qui le frappe par « *une sorte d'indifférence, d'atmosphère cadavérique* »; il qualifie de vide et d'ennuyeuse la musique des compositeurs américains interprétée à Paris par le chef d'orchestre Koussevitsky; il accuse G. Tailleferre d'avoir ouvertement plagié *Petrouchka* de Strawinsky.

Mais l'influence de son séjour prolongé à l'étranger se fait cruellement sentir sur son œuvre même. Plus tard, il reconnaîtra lui-même que le formalisme s'est manifesté d'une façon particulièrement violente dans son œuvre au cours des années 20 et que la « *contagion provenait visiblement du contact avec une série de tendances occidentales* ».

Il passe alors d'un extrême musical à l'autre, de la cacophonie mécanique de *Pas d'acier* et du *Cinquième concerto pour piano* à l'écriture abstraite des *Choses en soi* et à la complexité constructiviste de la *Seconde symphonie*. Ses nouveaux ballets, *Pas d'acier*, *le Fils prodigue*, écrits pour la troupe de Diaghilev, témoignent de sa pauvreté d'idées, d'une absence de grands principes artistiques; dans *Pas d'acier*, il donne même de la réalité soviétique, en recourant à des procédés franchement formalistes, une image grossièrement déformée.

Après la représentation de *L'amour des trois oranges*, conte italien traité dans le style moderniste d'après un sujet de Gozzi, il travaille pendant de longues années à un opéra, *L'Ange de feu*, d'après un roman de Brioussov, mais cette œuvre ne sera jamais représentée. Certains de ses opus symphoniques de cette période ne constituent rien d'autre qu'une adaptation originale d'opéras et de ballets : c'est ainsi que prirent naissance la *Troisième symphonie* (extrêmement expressionniste) sur des thèmes de *l'Ange de feu*, la *Quatrième symphonie* sur les thèmes du *Fils prodigue*, les *Portraits symphoniques* tirés du *Joueur*, une série de suites et de transpositions pour piano. Tout cela révèle une crise profonde, une impasse...

Et cela dure jusqu'au jour où se renforcent ses relations avec l'Union soviétique. Dans une de ses interventions, Lounatcharski déclarait : « *Prokofiev, s'il veut redevenir lui-même, doit retourner chez nous, avant que la gangue de l'américanisation ne l'ait totalement étouffé.* » Il effectue alors des tournées en U.R.S.S. en 1927 et en 1929, qui connaissent un

---

(1) Extrait d'un chapitre inédit de son *Autobiographie*.

vif succès, bien que le public remarquât que les années passées par le compositeur à l'étranger à une époque décisive à sa formation avaient laissé sur son œuvre leur empreinte nocive.

Le bilan de cette période étrangère est en effet extrêmement sombre. Des vingt opus composés à l'étranger, en particulier au cours des années 1922-1932, à peu près rien, on peut l'affirmer avec certitude, ne restera dans le répertoire.

La crise que connut l'œuvre de Prokofiev au cours de ces années démontre d'une manière éloquente à quel point les influences pourrissantes de l'idéologie bourgeoise, du formalisme, l'éloignement du sol national, sont de nos jours nuisibles à l'artiste.

Ce n'est qu'après son retour dans sa patrie que Prokofiev trouva un terrain favorable à l'épanouissement de ses possibilités créatrices. Ce n'est qu'au pays des Soviets qu'il connut ce véritable bonheur de l'artiste de créer pour le peuple. Et ce fut là la victoire décisive de l'esthétique réaliste sur la « gangue de l'américanisation ».

❧

Pendant plus de vingt ans, depuis son retour en U.R.S.S. jusqu'à sa mort, Prokofiev travaille inlassablement au bien de la musique soviétique. Ces vingt années constituent incontestablement la période la plus féconde de sa vie créatrice. C'est en effet au cours de ces années que sont composées ses œuvres les plus mûres et les plus puissantes qui reflètent l'influence vivifiante de principes réalistes : *Alexandre Nevski*, *Zdravitsa*, *Roméo et Juliette*, *la Garde de la paix*, la musique d'*Ivan le Terrible*, la *Septième symphonie*...

Le retour de Prokofiev dans sa patrie à la fin de l'année 1932 coïncide avec la période qui vit le début de l'essor impétueux de la musique soviétique après la liquidation du « R.A.P.P. ». « *En U.R.S.S., deux choses m'ont frappé*, écrivait alors Prokofiev : *l'extraordinaire activité créatrice que déploient les compositeurs soviétiques et le gigantesque accroissement qui se manifeste dans les couches innombrables d'auditeurs absolument nouveaux qui remplissent aujourd'hui les salles de concert.* » Et sur l'art bourgeois moderne de l'Occident qui s'abandonne à la pourriture de la décomposition, Prokofiev prononce au contraire une violente condamnation : « *Les sujets habituels de l'Occident me répugnent désormais. Ils me semblent inutiles, indifférents; ils ressortissent à ce qu'on peut appeler le formalisme.* »

Prokofiev commence à collaborer activement avec les théâtres lyriques, les organisations de concerts, la radio, les maisons d'édition. Il est partout le bienvenu; on lui commande des œuvres nouvelles; on l'entraîne dans le courant impétueux de la vie artistique soviétique. Il prend de plus en plus clairement conscience du but à atteindre et subordonne alors son œuvre à de nouvelles et grandes tâches, l'imprègne de la profondeur des idées et de la générosité des émotions.

Les éditoriaux de la *Pravda*, qui condamnent justement et sévèrement les manifestations de formalisme et de naturalisme dans l'œuvre de Chostakovitch, jouent un rôle d'une exceptionnelle importance dans l'évolution de Prokofiev. Il déclarera plus tard dans une de ses interventions : « *Après la dénonciation par la* Pravda, *conformément aux indications du C.C. du P.C.* (*b.*), *des erreurs formalistes dans l'opéra de Chostakovitch, j'ai beaucoup réfléchi sur les procédés esthétiques de ma musique et je suis arrivé à la conclusion que la voie que je suivais n'était pas la voie juste. J'entrepris en conséquence de rechercher un langage musical plus clair et d'un contenu plus riche.* »

La reprise de ses relations avec la culture russe exerça un effet salutaire sur son évolution. Il renoue avec ses anciens amis du Conservatoire de Pétersbourg, Miaskovski, Assafiev; il collabore activement avec les plus grands maîtres de l'art soviétique, le metteur en scène Eisenstein, les écrivains S. Marchak, V. Kataev, le maître de ballet L. Lavrovski, les chefs d'orchestre N. Golovanov, S. Samossoud, E. Mravinski, avec des interprètes de talent comme D. Oïstrakh, S. Richter, M. Rostropovitch, avec les corps de ballet du Grand Théâtre Kirov, de Leningrad. Plusieurs de ses meilleures œuvres sont le fruit de commandes émanant d'organisations artistiques soviétiques : *Roméo et Juliette* a été écrit pour le théâtre Kirov, *Alexandre Nevski* pour le film du même nom, la *Zdravitsa* pour les ensembles du Comité Radiophonique de l'Union, *Pierre et le Loup* pour les concerts du Théâtre Central pour Enfants. Leur orientation réaliste, leur élaboration en contact étroit avec les ensembles d'interprètes assurèrent un succès solide à ces œuvres destinées véritablement au grand public soviétique.

Avec le sentiment d'appartenir à la grande communauté de l'intelligentsia soviétique engagée dans l'édification d'une culture nouvelle, socialiste, Prokofiev se met à travailler avec une énergie redoublée. Son œuvre frappe par son intensité, réjouit par le sérieux de ses recherches. Non sans peine et sans contradictions intérieures, mais avec d'autant plus de conscience et de conviction, il surmonte ses erreurs et ses engouements passés. Il puise ses thèmes dans la réalité contemporaine, il se tourne vers le style national russe, il a recours à des images lyriques généreuses et claire, à une mélodie développée et belle.

Son extraordinaire puissance de travail, sa volonté créatrice et ses dons impétueux apparaissent d'une manière éclatante au cours de la Grande Guerre patriotique. Durant cette période difficile, il travaille intensément, s'efforçant de tout son être d'accomplir son devoir d'artiste soviétique. C'est au cours des années de guerre qu'il compose l'opéra *Guerre et Paix*, le ballet *Cendrillon*, la *Cinquième Symphonie*, le *Second quatuor*, la *Sonate pour flûte*, la cantate intitulée *Ballade d'un enfant inconnu*, la suite symphonique *L'année* 1941, la musique du film

Ivan le Terrible, ainsi que la *Septième* et la *Huitième sonates*, des chansons, des marches, des pièces pour piano...

On peut dire que le renouvellement qualitatif de l'œuvre de Prokofiev commença avec le *Deuxième concerto pour violon* (1935) et avec le ballet *Roméo et Juliette* (1935-1936). Après les œuvres artificielles et froides de la période étrangère, le *Deuxième concerto* réjouit par le souffle ardent et romantique de ses mélodies, par son caractère chantant. Dix ans plus tard, en 1946, Prokofiev composera dans le même esprit une *Sonate pour violon* non moins attachante où le lyrisme lumineux contraste avec les images épiques (op. 80).

Quant à *Roméo et Juliette*, qui occupe déjà une place d'honneur à côté des plus grands ballets classiques, c'est l'un des plus hauts sommets de l'œuvre de Prokofiev. Le sujet shakespearien, illustration extraordinairement profonde du thème de l'amour triomphant des forces ténébreuses de la haine et du préjugé, s'exprime dans la musique avec une merveilleuse force d'inspiration. C'est la première fois que l'amour humain retentit dans l'œuvre de Prokofiev avec une telle ampleur, traduit en images réelles, fraîches et généreuses où l'on sent le frémissement d'une émotion sincère. Le portrait des personnages du drame, intensément vivants et vrais, nous enchante : Juliette, qui, de jeune fille, se transforme peu à peu en femme amoureuse, l'ardent Roméo, le gai Mercutio, Tybalde orgueilleux et cruel, Montaigus et Capulets avec leur morgue de grands seigneurs, le bon Lorenzo, la nourrice rusée... On est saisi par les puissants contrastes de ce drame chorégraphique, où les tendres adagios d'amour se mêlent à des scènes de duels où à des danses endiablées de carnaval. Et l'on peut être certain que cette œuvre éclatante vivra de longues années, glorifiant le nom de l'éminent compositeur soviétique qu'est son auteur.

Les aspects les plus brillants de *Roméo et Juliette* se retrouvent pour l'essentiel dans *Cendrillon*, ballet fantastique. Ici aussi surgissent les émouvantes images d'un amour pur, d'un enthousiasme juvénile en face de la vie. Seulement, dans *Cendrillon*, le réalisme des scènes lyriques alterne avec la bouffonnerie des scènes de mœurs et des épisodes satiriques, notamment dans les scherzo. Ce n'est plus une tragédie réaliste comme *Roméo et Juliette*, mais une féerie à personnages stylisés.

Les meilleurs ballets de Prokofiev, comme les œuvres d'Assafiev, de Gliére, de Khatchatourian, ouvrent un nouveau et brillant chapitre dans l'histoire de l'art chorégraphique qu'ils enrichissent de la nouveauté de leurs thèmes, de l'humanisme de leurs idées, de la générosité et de la beauté de leurs images musicales.

La cantate *Alexandre Nevski* est la fierté de la musique russe; elle constitue l'un de ses sommets. Cette cantate atteste que Prokofiev avait un sens aigu tant de l'histoire que de l'actualité. Près de trois ans avant

le début de la Grande Guerre patriotique, en effet, il dépeignait dans sa cantate le visage bestial des barbares qui apportent à l'humanité la mort et la destruction, en même temps que retentissaient avec une inégalable puissance les thèmes admirables, mélodieux et chantants du courage et de la gloire militaire du peuple russe. Ces thèmes de l'héroïsme russe, ces chœurs patriotiques d'*Alexandre Nevski* peuvent sans exagération se comparer aux pages épiques de la musique classique russe. Aucune œuvre de Prokofiev n'a eu une orientation politique aussi « actuelle » qu'*Alexandre Nevski;* aussi bien, au cours de la Grande Guerre patriotique, le célèbre chœur « *Levez-vous, hommes russes* » retentissait-il à travers tout le pays comme un hymne, comme un appel à la lutte.

On ne saurait surestimer l'importance de la cantate *Alexandre Nevski* pour la musique soviétique. Assafiev avait raison de noter que dans *Alexandre Nevski* Prokofiev « *avait saisi l'élément national et populaire comme fondement de la musique russe contemporaine* » et qu'il avait créé « *le langage épique de la musique russe contemporaine sur une base nettement nationale* ». (Ce style épique russe, nouveau pour Prokofiev, est également sensible dans la musique du film *Ivan le Terrible*, 1944.)

La composition de *Zdravitsa*, cantate pour le soixantième anniversaire de Staline (1939) fut pour Prokofiev un grand succès. Le texte de cette œuvre où s'expriment la joie de vivre et le sentiment de l'amour infini du peuple soviétique pour son grand guide a été fourni au compositeur par des fragments poétiques de chansons populaires contemporaines; et la poésie populaire a précisément guidé la pensée du compositeur vers la simplicité mélodique, vers un mode d'expression musical limpide et sincère. Le thème fondamental de *Zdravitsa*, avec son chant typiquement russe et ses pittoresques digressions vers des constructions secondaires, est un des chefs-d'œuvre mélodiques de Prokofiev; tableau lyrique et patriotique qui respire le bonheur populaire, il alterne avec d'autres épisodes, scènes de chœurs et de danses, récits.

Au cours de sa période soviétique Prokofiev a écrit beaucoup de bonne musique pour les enfants et pour la jeunesse. Citons ses 12 pièces pour piano intitulées *Pièces enfantines* (1935), le conte symphonique *Pierre et le Loup* (1936), une série de *Chansons pour enfants*. Ecrire pour les auditeurs de la jeune génération exigeait du compositeur un style particulièrement clair, simple et imagé. Ses *Pièces enfantines* peignent d'émouvants paysages musicaux, cependant qu'on y trouve aussi des pièces amusantes de caractère dansant ou comique. Les enfants soviétiques interprètent ces morceaux avec un grand enthousiasme : l'auteur a su trouver une voie sûre pour aller droit au cœur de nos plus jeunes musiciens. De la même façon, le caractère concret et vivant des images, l'humour, la délicate maîtrise du compositeur de *Pierre et le loup* char-

ment tous les auditeurs, grands et petits. Cette passion des images naïves et pures de l'enfance s'empare d'ailleurs à nouveau de Prokofiev dans les dernières années de sa vie (voir l'oratorio *la Garde de la paix* et la suite *le Bûcher d'hiver* sur les paroles du poète S. Marchak).

Prokofiev a, à plusieurs reprises, travaillé dans les genres de la musique de masse. C'est ainsi qu'il composa les *Chansons d'aujourd'hui*, suite pour chœur (1937), groupant plusieurs cycles de chansons de masse. Cependant, dans ce domaine, le compositeur n'est jamais parvenu à obtenir le succès; manquant de simplicité et de spontanéité, les chansons de masse de Prokofiev ne se sont jamais imposées. Cette inaptitude à composer une chanson de masse populaire est le résultat de l'isolement prolongé du compositeur, trop longtemps étranger aux aspirations vivantes du grand public.

Dans le domaine de l'opéra, l'œuvre extrêmement diverse de Prokofiev pose un problème complexe.

Au cours de sa vie, et plus spécialement au cours de sa période soviétique, il a consacré à l'opéra beaucoup de forces et d'énergie. Dès sa jeunesse, à l'encontre des prophètes modernistes qui prédisaient la disparition de l'opéra, genre artistique soi-disant « démodé », il défendit les droits de l'opéra en tant que genre. Mais ses efforts avaient alors pour but la composition d'un opéra qui fût différent coûte que coûte de l'opéra classique, d'un opéra sans arias et sans épisodes de chœurs amplement développés, d'un opéra basé sur des récitatifs essentiellement prosaïques et sur la rapidité du rythme scénique. Ces tendances pseudo-novatrices, alliées à des engouements expressionnistes de toutes sortes, empêchèrent toute sa vie Prokofiev de réaliser dans le domaine de l'opéra une œuvre véritablement vivante. Exagérant intentionnellement les procédés jadis esquissés par Moussorgski dans *Le Mariage*, Prokofiev aboutit finalement à la négation des principes du réalisme dans le genre lyrique, ramenant ainsi l'opéra à une interminable « prose musicalisée » dépourvue de tout développement mélodique.

Tout cela conduisit le compositeur à de graves erreurs idéologiques et artistiques et à de sérieux échecs dans le genre lyrique. La remarque s'applique d'ailleurs également aux opéras qu'il composa dans les années 30 et 40 et qui provoquèrent alors des discussions et des divergences passionnées, mais ne se maintinrent pas sur la scène; ce fut le cas de *Siméon Kotko* (d'après un récit de V. Kataev, représenté en 1939), de *La Duègne* (d'après Sheridan, 1946) ainsi que de l'épopée *Guerre et Paix* (d'après le roman de L. Tolstoï, 1946-1947).

On peut déplorer que de vieux préjugés esthétiques aient empêché Prokofiev de composer un opéra russe moderne véritablement réaliste, car *Siméon Kotko*, *La Duègne* et plus particulièrement *Guerre et Paix* contiennent de nombreuses pages d'excellente musique, qu'il s'agisse des passages lyriques ou des peintures de mœurs. Il est regrettable que

le compositeur n'ait pas pu terminer la nouvelle rédaction de *Guerre et Paix* à laquelle il travaillait : quelques pages de cette musique, tout récemment composées par lui (par exemple l'aria de Koutouzov) témoignent d'un revirement déjà nettement perceptible vers l'assimilation profonde des principes esthétiques du réalisme dans le domaine de l'opéra.

Le caractère contradictoire de la personnalité de Prokofiev, qui s'était manifesté à plusieurs reprises dans ses œuvres des années 30 (par exemple dans *L'ouverture russe* ou dans la suite *Le lieutenant Kijé*), se fit parfois sentir de nouveau dans son œuvres des années de guerre et d'après-guerre. La liste considérable des œuvres de la période de guerre contient de nombreux et évidents échecs (la suite *L'année* 1941, *la Ballade d'un enfant*). Dans certaines d'entre elles, on retrouve les anciens penchants expressionnistes du compositeur : passage au premier plan du jeu de rythmes violents et mécaniques se suffisant à eux-mêmes, complexité et brutalité voulues de l'harmonie, mépris de la clarté logique dans la pensée mélodique. Ces tendances sont particulièrement sensibles dans certaines œuvres instrumentales qui ne se rattachent à aucun sujet d'aucune sorte, dans de nombreux épisodes des nouvelles sonates pour piano, notamment la Sixième et la Septième, ou encore dans les surcharges déchaînées de la *Sixième symphonie*. Une véritable contradiction entre certaines pages qui vivent d'un lyrisme limpide ou d'un humour pétillant et la complexité artificielle, l'illogisme de certaines autres se manifeste dans des œuvres comme la *Cinquième symphonie*, la *Huitième* et la *Neuvième sonates*, le *Concerto pour violoncelle*. Dans l'*Ode pour la fin de la guerre* (1945), la solennité extérieure et l'excentricité de l'intention orchestrale rejettent au second plan la pensée musicale. Les œuvres écrites par Prokofiev pour le trentième anniversaire de la Révolution d'octobre sont également faibles et superficielles (*Poème solennel* pour orchestre, et cantate *Epanouis-toi, notre pays!*).

Et la critique musicale, en approuvant uniformément toutes ses œuvres, exerça une influence néfaste sur le développement de Prokofiev au cours de la période 1942-1947 (1).

Février 1948 constitue un nouveau et important jalon dans l'évolution de S. Prokofiev. Avec plusieurs autres grands compositeurs qui étaient tombés dans de sérieuses erreurs formalistes, il fut soumis à une sévère et juste critique dans la Résolution du Comité Central du Parti sur l'opéra *La grande amitié*. Sévère mais bienveillante, la critique du Parti aida Prokofiev a comprendre le sens profond de ses erreurs. « *Après la résolution, qui avait ébranlé jusque dans ses assises toute notre association de compositeurs*, écrit-il, *nous vîmes clairement quelle*

---

(1) L'auteur de ces lignes commit en son temps la même erreur. (*Note de B. Nestiev.*)

musique est nécessaire à notre peuple et quelles sont les voies qui permettront d'extirper les maladies formalistes. »

C'est en effet dans un esprit autocritique, propre à l'artiste soviétique, que Prokofiev examina ses erreurs. Il étudia les éléments d'atonalité, la complexité artificielle de certaines de ses œuvres : « *Trouver une mélodie qui soit d'un seul coup compréhensible, même pour l'auditeur profane, et qui soit en même temps originale, c'est ce qu'il y a de plus difficile pour un compositeur... Il arrive que, sans même s'en apercevoir, le compositeur qui a longtemps porté en lui sa mélodie et l'a longuement corrigée, la rende excessivement recherchée ou compliquée et s'éloigne de la simplicité. Au cours de mon travail, je suis incontestablement tombé dans ce piège, moi aussi. Pendant la composition, il faut une particulière vigilance pour que la mélodie demeure simple et ne tombe pas dans le bon marché, le fade, l'imitation. C'est facile à dire, mais plus difficile à réaliser et tous mes efforts tendront à ce que ces paroles ne restent pas lettre morte, mais soient mises en pratique dans mes œuvres à venir.* »

Ces promesses de Prokofiev n'étaient pas une vaine déclaration. Au cours des cinq dernières années de sa vie, le compositeur a intensément recherché l'authentique simplicité et la clarté d'un style musical réaliste. Il s'efforce de surmonter les survivances de ses anciennes erreurs modernistes, de répondre à la Résolution du Parti par des œuvres nouvelles et considérables. L'échec de l'opéra *Un homme véritable* (1948) ne l'arrête pas dans ses nouvelles recherches esthétiques. Il écrit un ballet russe *La Fleur de pierre* sur de merveilleux contes ouraliens de P. Bajov, une *Sonate pour violoncelle*, l'oratorio *La garde de la paix*, la Suite pour pionniers *Le Bûcher d'hiver*, une ouverture en l'honneur de l'inauguration du canal Don-Volga, un *Concerto* pour violoncelle, et enfin sa dernière œuvre : la *Septième sympohnie*.

En recourant aux images de l'enfance, Prokofiev enrichit à nouveau son œuvre de traits d'une profonde humanité. Dans la suite *Le bûcher d'hiver* et dans l'oratorio *La garde de la paix*, ce sont les voix des plus jeunes citoyens de norte pays, les écoliers et les pionniers soviétiques, qui résonnent avec assurance. Le charme de la jeunesse et un humour limpide jaillissent des descriptions symphoniques de la vie des pionniers dans *Le bûcher d'hiver* — aimable paysage hivernal dans la région moscovite, joyeux voyage en train à travers champs et forêts, valse, rencontre auprès du bûcher d'hiver...

Si, par son contenu, *Le bûcher d'hiver* ne sortait cependant pas du cadre de tableaux de mœurs destinés aux jeunes auditeurs, dans l'oratorio *La garde de la paix*, le compositeur s'élève cette fois jusqu'aux grands thèmes idéologiques et artistiques de la vie soviétique. Le sujet de cette œuvre donne au grand thème politique de notre époque, la lutte pour la paix dans le monde entier, une extrême fraîcheur : Marchak

(auteur du livret) et Prokofiev ont en effet traité ce thème sous l'angle de la défense de l'enfance heureuse contre les barbares attentats des fomentateurs d'une nouvelle guerre. Et les meilleures pages de cette musique sont celles où l'auteur nous montre le tableau de l'enfance heureuse, protégée contre les menaces de guerre; ainsi la merveilleuse description de la classe (cinquième partie), la scène du colombier, pleine d'une ferveur juvénile (sixième partie), et enfin la berceuse tout entière animée par une inspiration profondément lyrique, ces épisodes centraux de l'oratorio frappent particulièrement par l'authenticité de leur contenu, la fraîcheur de leur dessin mélodique, leur sens aigu de la vie réelle.

Sa *Septième symphonie*, qui saisit par l'humanité de son lyrisme, par le profond humanisme de son contenu, par l'élan généreux de son inspiration mélodique nettement nationale, est l'admirable conclusion des recherches créatrices du Prokofiev des dernières années. Certains auditeurs ont recherché dans cette symphonie un programme défini, une sorte d'évocation de la jeunesse soviétique; il semble que le véritable contenu de ce poème d'un lyrisme limpide soit à vrai dire une description des états d'âme du compositeur, de son allégresse, de son amour de la vie et des hommes, de son humour vivant qui ne disparut jamais, même au cours de sa grave maladie. Cette symphonie-là est le résultat des recherches humanistes que Prokofiev poursuivait depuis de longues années, le sommet de son lyrisme, vers lequel il se dirigeait depuis ses sonates de jeunesse pour piano et les *Visions fugitives* en passant par le lyrisme si humain de *Roméo et Juliette* et les plus belles pages de *Guerre et Paix*.

En quittant la vie, le grand compositeur a laissé un héritage artistique très vaste et très divers.

La puissance de son imagination jointe à son sens vivant de l'observation ont permis au compositeur de trouver les moyens puissants et laconiques qui permettent d'obtenir tout à la fois l'agrandissement et la précision indispensables à l'image musicale typique. Peut-on oublier le saisissant tableau symphonique de la bataille des glaces, d'*Alexandre Nevski*, où l'image de la vaillance et du patriotisme russes est hardiment opposée au visage maudit de la guerre et de la réaction? Quelle vie, quelle vérité dans les descriptions musicales de *Roméo et Juliette*, et combien remarquables la clarté du dessin mélodique, l'audace et l'acuité du rythme (je pense à l'admirable image de Mercutio, et à sa résonance soudain tragique dans la scène de sa mort...) !

Ce qu'il y a de tradition progressiste dans l'œuvre de Prokofiev — l'audace et la ténacité dans la recherche du nouveau, l'optimisme et l'amour de la vie, la sincérité des épanchements lyriques, le caractère national russe — cela doit être assimilé et développé par les jeunes compositeurs de notre temps.

Tout en effectuant dans l'œuvre de Prokofiev un tri prudent et mûrement réfléchi, choisissant ce qu'elle contient de meilleur et rejetant ce qui fut le fruit d'influences formalistes erronées, nous devons propager plus activement les œuvres de ce grand maître soviétique. Il est incontestable que les meilleures pages de Serge Prokofiev s'implanteront solidement dans la culture musicale russe et qu'elles émeuvront, qu'elles transporteront de nombreuses générations d'auditeurs. Car ce qu'elles feront retentir aux oreilles des générations futures, ce ne sera pas seulement l'écho d'erreurs idéologiques dues aux influences contradictoires d'une époque de crise, mais aussi l'expression grandiose de la puissance, de l'héroïsme et de l'humanité propres aux hommes de la Russie socialiste.

Boris NESTIEV.

vient de paraître

REVUE DE LA NOUVELLE MÉDECINE
numéro 2

Servitude ou grandeur de la médecine.
II — Science médicale et rapports de production — A. Albert.

Les traditions matérialistes de la médecine roumaine et l'essor qu'elles doivent à la doctrine de Pavlov — P. Danielopolou.

Où en est la médecine roumaine ? (Impressions de voyage) — J. Harel.

Les conditions sociales de la maladie — H. Descomps.

La vie des jeunes médecins en U.R.S.S. — Bieloussov.

Le monde à l'endroit (chronique) — Y. Cachin.

Le Congrès Mondial des Médecins pour l'étude des conditions de vie (Vienne, mai 1953).

DOCUMENTS : *Police politique et secret professionnel — Grève dans les hôpitaux — Médecine libre? — Les C.R.S. au sana — Chronique du Pool blanc — Une déclaration pontificale — etc...*

ABONNEMENTS
Un an : 1.200 fr. Etudiants : 800 fr.
Abonnements de soutien : 2.000 à 5.000 fr.
Adresser les abonnements au Dr Chenet,
9, avenue de la Porte de la Plaine, Paris-15e (C.C.P. Paris 98-00-81)

« RICHARD II », PLAIDOYER OU PROCÈS ?

L'ANNEE 1953 *a vu se confirmer la réussite du Théâtre National Populaire. Jean Vilar et la troupe du T.N.P., qui compte parmi ses pensionnaires ce grand acteur qu'est Gérard Philipe, ont monté six pièces : quatre françaises* (Lorenzaccio, Dom Juan, Le Médecin malgré lui, *et* Le Garde-Malade) *et deux étrangères* (La Mort de Danton *et* Richard II). L'Avare, Le Cid, Mère Courage *et* Nuclea *d'Henri Pichette furent également représentés. Tout cela devant un total de* 364.000 *spectateurs.*

Les bilans que présente périodiquement Jean Vilar sont bourrés de chiffres. Il ne semble pas que ce soit pour « étaler ». Mais bien davantage que cela exprime son souci d'entrer en contact avec le grand public, *c'est-à-dire aussi les travailleurs, qui ne peuvent fréquenter les théâtres habituels en raison du prix élevé des places. Le T.N.P. applique un tarif unique de cent cinquante francs pour ses « avant-premières », qui réunissent les membres des groupes culturels d'entreprise et des organisations de jeunesse. Le prix des places des spectacles réguliers plafonne à* 400 *francs (représentations « populaires ») et à* 250 *francs (représentations « étudiantes »). De plus le T.N.P. édite son répertoire en brochures d'un prix abordable et* 110.000 *brochures ont été ainsi vendues dans l'année, dont* 25.000 Lorenzaccio.

Au lendemain de sa nomination, en septembre 1951, *Jean Vilar, pour justifier le qualificatif* populaire *de son entreprise, écrivait :* « N'est-ce pas le but immédiat d'un théâtre populaire d'adapter nos salles et nos scènes à cette fonction : je vous assemble, je vous unis ? » *Il ajoutait en avril* 1953 : « A cette inquiétude qui, en ces temps divisés, prend une valeur particulière s'ajoute le souci permanent de faire et de bien faire. »

Si l'on s'en tenait là, cette définition d'un théâtre populaire ne serait guère probante — beaucoup moins même que la simple production des chiffres, prix des places et nombre d'entrées de spectateurs des couches laborieuses. Elle paraît toute formelle et ne porter que sur le contenant sans se soucier du contenu des œuvres

présentées à ce public miraculeusement uni pendant quelques heures dans un salle de théâtre.

Mais, « en ces temps divisés », le fait est qu'il y a dans le caractère national *du Théâtre National Populaire un facteur de rassemblement qui donne son sens au souci* populaire *de Jean Vilar. C'est un fait : chaque fois que le T.N.P. va dans le sens de la tradition nationale et dans la mesure où il va dans ce sens, la classe ouvrière (et ses organisations) ne lui marchandent pas leur approbation et leur appui.*

C'est précisément en fonction de ce « mot d'ordre de culture nationale » qu'il nous arrive d'adopter une attitude critique envers certaines réalisations du T.N.P. pour ce qu'elles prennent de libertés avec les œuvres représentées — comme ce fut le cas pour La Mort de Danton *et pour* Lorenzaccio, *et à un moindre degré pour* Richard II. *Cette critique est la preuve de l'intérêt que nous portons à l'entreprise de Jean Vilar.*

Le gouvernement, et singulièrement son Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts, M. Cornu, pratiquent, eux, une autre « critique ». Ce Théâtre National Populaire a tout pour leur déplaire. National, pensez donc! Avec cette masse de spectateurs qui applaudissent à tout rompre la révolte de Dom Juan et l'amour de la patrie du Jean de Gand de Richard II ! *Le gouvernement propose donc une réduction de 12 millions sur les 52 millions de subvention accordés au T.N.P. Une diminution de cet ordre (près de 25 %) aurait pour résultat soit l'augmentation du prix des places, soit la réduction du nombre des représentations du T.N.P. à Paris et en province.*

Cela ne doit pas être.

Le gouvernement ne semble pas avoir abandonné, mais tout au plus différé, ses projets de fermeture de plusieurs salles nationales. L'opinion française doit le contraindre à enterrer définitivement ces projets.

Comme elle doit s'opposer à la réduction des subventions accordées au T.N.P.

Pour les mêmes raisons de sauvegarde de la culture nationale.

La N.C.

RICHARD II que présente Jean Vilar dans la version française de Jean Curtis, fut créé à Londres en 1595 ou 1596. On écrivit beaucoup sur Richard à cette époque qui vit publier trois éditions in-quarto du *Richard II* de Shakespeare. Aucune de ces éditions, d'ailleurs, ne contenait les 165 vers de la scène de « la déposition » (Richard abdiquant la

couronne aux mains de Bolingbroke-Henri IV); le texte caviardé sous le règne d'Elizabeth, qui devait mourir en 1603, fut rétabli seulement sous Jacques Ier en 1608.

Une ordonnance de 1559 interdisait aux hommes de théâtre de toucher aux matières d'Etat et de religion. Le Conseil Privé, en 1589, rappelait cette interdiction aux maires et aux officiers de police et organisait pratiquement la censure préalable. Mais qui dit censure dit contrebande. Et assurément Shakespeare cultivait « l'allusion ». Au début de sa carrière d'acteur, il fut aussi arrangeur. L' « actualisation » était un métier pauvrement payé. Hens Cowe notait les sommes qu'il versait aux « adaptateurs-arrangeurs » qui retouchaient les pièces dont il envisageait des reprises commercialement rentables. Il s'agissait de moderniser certains termes démodés, d'adapter les rôles à la nature des nouveaux interprètes et d'utiliser les faits d'actualité pour des allusions piquantes. Shakespeare acteur savait ce qui « portait » et ce qui ne « portait plus ». Il se fit la main et, de retouches en retouches, il en vint à des refontes complètes (*Les Gentilshommes de Vérone, la Comédie des erreurs*). De là à dire que l'ensemble de l'œuvre shakespearienne est un théâtre à clef, il y a cependant un gouffre. Hamlet serait le roi Jacques d'Ecosse, fils de Marie Stuart, ou le comte d'Essex; la reine Elizabeth serait Jules César, et Marie Stuart Octavie, etc. Dans son *Master William Shakespeare* (1), froid monument de précision érudite, M. Martin Maurice écrit fort justement : « *Quiconque ayant une bonne connaissance de Shakespeare fera les recherches dans un secteur historique de son choix et ne tardera pas à pressentir un parallélisme qu'il jugera bientôt évident...* [On découvrira, par exemple] *dans Shakespeare un cycle napoléonien allant de Coriolan* - Brumaire à *la Tempête* - Sainte-Hélène. Hamlet, c'est l'Aiglon... »

Il est démontré que Shakespeare fut un auteur « actuel ». « *Le fond du drame, son fond riche et multiple est fourni par la nation. L'auteur écrivait sous la dictée de la foule et c'était son cri même qu'il lui renvoyait* » (2). Quand *Macbeth* fut écrit, on parlait beaucoup de l'Ecosse. Le procès de Roderigo Lopez, juif portugais, médecin de la Cour, accusé d'avoir voulu empoisonner la Reine, peut se raccrocher au *Marchand de Venise*. Shakespeare faisait des sonnets quand la mode était au sonnet, des drames historiques quand l'histoire d'Angleterre, adaptée des chroniqueurs, s'emparait du théâtre.

Donc, on écrivait beaucoup sur Richard II durant les dix dernières années du règne élizabéthain. En vers et en prose. Mais la déposition du roi n'était pas toujours le morceau de résistance. C'est la première

(1) Martin Maurice, *Master William Shakespeare*, Gallimard.
(2) Gaston Baty, *Vie de l'Art théâtral*, Plon.

partie du règne du Roi détrôné qui intéressait l'auteur anonyme de *Jack Straw*, qui mit en scène révolte des paysans antérieure de 20 ans à la déposition et au meurtre de Richard II. C'est l'assassinat du duc de Gloucester, sur l'ordre de son neveu Richard II, qui est le sujet du drame (anonyme aussi) *Thomas de Woodstok*. Ces deux œuvres représentées en 1952 n'avaient pas de quoi irriter Elizabeth.

Tout différent était le *Richard II* shakespearien. La possibilité d'une déposition de la reine Elizabeth était dans l'air, comme était dans l'air depuis 20 ans le rapprochement entre Elizabeth et Richard II. (« Je suis Richard II, vous ne l'ignorez pas? », disait Elizabeth à l'archiviste de la Tour de Londres, William Lambarde, six mois après l'exécution d'Essex.) Un chroniqueur, John Hayward, avait, en 1599, publié un récit de la déposition de Richard II, précédé d'une dédicace assez ambiguë au Comte d'Essex. La dédicace fut interdite. Mais le livre réédité se vendit trop bien. John Hayward fut jeté à la Tour et y demeura jusqu'à l'avènement de Jacques Ier.

L'année suivante, Essex, qui s'expliquait devant les Lords du Conseil sur sa conduite en Irlande, se vit reprocher cette dédicace et aussi de s'être montré fréquemment à la représentation d'une pièce sur la déposition du roi Richard et d'avoir publiquement manifesté tout le plaisir qu'il y prenait. Tout porte à croire que cette pièce est précisément celle que les conjurés, le 6 février 1601, avant-veille de l'équipée d'Essex, demandèrent aux Comédiens du Globe de « reprendre » le lendemain. Les acteurs objectèrent que la pièce avait « vieilli » et ne ferait pas recette. Mais devant la « subvention » de 40 shillings qui leur fut versée, ils acceptèrent de jouer. Le surlendemain, la conspiration échouait. Reste que l'auteur ne fut jamais inquiété au cours du procès d'Essex; sa pièce, même « vieillie », se jouait avec l'autorisation de la censure.

❧

Francis Bacon, évoquant la subvention de 40 shillings accordée par Gilles Merrick, ami d'Essex, aux Comédiens du Globe, écrivait : « *Il voulait repaître ses yeux du spectacle de cette tragédie dans la pensée que son maître le porterait bientôt sur la scène de l'Etat.* » Avec cette observation de Francis Bacon, nous abordons directement le personnage de Richard II.

Le Richard II qu'interprète Jean Vilar est-il celui qu'allaient applaudir Essex et ses amis ? Le Richard II de Shakespeare est-il victime de l'usurpateur ? Je ne le pense pas, et le texte est là qui me soutient — et aussi la censure élizabéthaine. Pourquoi interdire une œuvre qui eût fait du roi Richard une victime et eût excité la pitié à son égard ? C'est un coupable, et non une victime, qu'il s'agissait sous Elizabeth de représenter (à couvert) au lecteur, sinon au spectateur. C'est un roi coupable d'avoir agi contre l'intérêt national que les amis d'Essex voulaient faire monter en scène le 7 février 1601.

On ne peut expliquer autrement l'irritabilité de la reine... et la prudence des éditeurs des trois in-quarto. La *Tragédie du roi Richard II* pourrait aussi bien s'appeler Crime et Châtiment de Richard II, ou le Procès de Richard II.

Comment est construite cette œuvre bien supérieure dans sa concision et la précision de son analyse historique aux deux *Henri IV* qui furent représentés l'année suivante ?

Le premier acte s'ouvre sur la querelle de Thomas Mowbray et de Bolingbroke (cousin de Richard), Thomas accusé de détournement de fonds et de complot contre l'Etat nie. Richard ordonne aux deux féodaux de vider leur querelle en champ clos. Mais le jour de la rencontre, il arrête le combat et bannit les adversaires. Thomas est exilé à vie, Bolingbroke pendant six ans. Richard sait ce qu'il fait : Bolingbroke a accusé Thomas d'avoir assassiné le duc de Gloucester, oncle du roi, et Richard voit d'un mauvais œil la création d'une commission d'enquête qui pourrait démontrer qu'il est lui-même l'instigateur du crime. L'exil permettra de fermer les bouches et d'enterrer l'affaire.

Jean de Gand, père de Bolingbroke, se meurt de chagrin et de vieillesse. Il fait appeler Richard, son neveu. Le roi examinait précisément les moyens de se procurer les fonds nécessaires à la guerre d'Irlande (« *Nous nous voyons contraints d'affermer le royaume... Si cela ne suffit pas, nos délégués forceront les riches à leur signer des reconnaissances de dettes en blanc* »). L'annonce de l'agonie de Jean de Gand emplit le roi Richard de joie : « *Le bonhomme est riche, je taillerai dans le drap mortuaire de quoi habiller toute mon armée d'Irlande.* »

A l'acte deuxième, c'est l'hymne de Jean de Gand à l'indépendance nationale que tous les écoliers anglais connaissent par cœur. « *Chère patrie... la voilà mise en location... comme une maison de rapport ou une ferme hypothéquée... L'Angleterre n'est plus un royaume, mais une exploitation; ta condition n'est plus celle d'un roi, mais d'un tenancier.* » (1)

A cette accusation précise, que répond Richard ? Plaide-t-il ? Non. « *Tu oses déranger mon sang royal... Tu te crois tout permis.* » L'instruction du procès continue; le duc d'York relaie maintenant son frère Jean de Gand : « *Ton père savait se faire craindre des Français plutôt que de ses amis; ses mains n'étaient pas souillées du sang de ses proches, mais du sang de ses ennemis.* »

---

(1) « *Je ne puis lire ces grands vers*, disait Coleridge, *sans un sentiment de joie et de triomphe. C'est l'éloge le plus vrai de notre pays dont la langue anglaise puisse se vanter... Shakespeare profite de toute occasion pour réaliser le grand objet du drame historique, à savoir de familiariser le peuple avec les grands noms de son pays, et d'exciter ainsi un patriotisme vigoureux, un amour de la juste liberté et un respect pour toutes ces institutions fondamentales de la vie sociale qui lient les hommes ensemble.* »

Richard confisque l'héritage de Jean de Gand : « *Nous confisquons tout, le trésor, les revenus, les terres...* »

Les pièces du procès en haute trahison continuent à nous être présentées par Northumberland qui sera l'un des soutiens les plus fermes de Bolingbroke : « *Le pays est en décadence. Le roi n'est pas lui-même...*

ROSS. — *Il a perdu l'affection du peuple en l'écrasant d'impôts. Il s'est rendu odieux à la noblesse... Le roi a fait une faillite frauduleuse.*

NORTHUMBERLAND. — *Il a cédé honteusement ce que ses ancêtres avaient conquis à coups d'épée.* »

Le duc d'York, qui a été nommé régent du royaume, n'est pas très rassuré. Il a une juste vue du rapport des forces qui se dessinent dans le royaume. Bolingbroke vient de débarquer en Angleterre, ralliant les mécontents. York, qui est venu à sa rencontre, décidément restera « neutre ». Bolingbroke ne lui a-t-il pas assuré qu'il était seulement venu réclamer son dû? (A aucun moment Shakespeare ne laisse entendre qu'il y a préméditation de la part de Bolingbroke.)

Troisième acte... Richard en campagne, de plus en plus abandonné des siens, en appelle aux Anges du Ciel. C'est le commencement du châtiment : « *Vous vous êtes trop longtemps mépris sur mon compte. Moi aussi, j'ai faim, j'ai froid, je souffre, j'ai peur d'être seul; et voilà l'esclave que vous appeliez un roi !* »

C'est ici que s'amorce le changement de plan qui permet à Shakespeare de faire glisser son *Richard II* du plan politique (et réaliste) au plan symbolique (exaltation mystique du caractère inviolable et sacré de la royauté).

Richard tient le même langage aux envoyés de Bolingbroke : « *Sachez que mon maître, le Dieu tout puissant, assemble pour ma défense dans les nuages une armée d'anges exterminateurs.* » Mais il est seul. Il devra suivre Bolingbroke à Londres. Les choses vont vite. Devant le Parlement, l'évêque de Carlisle se lève seul pour défendre « *l'élu de Dieu, sacré, couronné, inviolable... Vous oseriez le juger en son absence?...* »

Northumberland ne s'en laisse pas conter par le prélat : « *Vous avez fort bien parlé, monsieur. Pour votre peine, nous vous décrétons coupable de haute trahison.* » Bolingbroke-Henri IV intervient immédiatement : « *Faites venir Richard afin qu'il abdique publiquement. Ainsi, la procédure sera inattaquable.* »

C'est ici que se place l'admirable scène de la déposition (« *je reste roi de mes douleurs...* »). Devant le Parlement Richard abdique tout, non sans avoir qualifié de traîtres les hommes de sa cour, non sans avoir souligné qu'il cédait à la force (« *...Je ne dois être rien... puisque vous pouvez tout* »). Richard, encore calculateur, a soigneusement peint l'image de la victime qu'il voudrait laisser à l'histoire. Northumberland intervient une seconde fois : « *Que voulez-vous de plus?* » lui crie Richard II.

« — *Rien, si ce n'est que vous lisiez cette liste de crimes commis par vous et vos partisans contre l'intérêt national. Votre confession doit calmer les consciences en prouvant que votre déposition n'est pas arbitraire.* »

Aucune des diversions de Richard ne trouve Northumberland désarmé. Lorsque le roi déchu, avant d'être séparé de sa reine, menace une dernière fois Northumberland d'une mort ignominieuse, il s'entend répondre : « *Que mon crime retombe sur ma tête et n'en parlons plus.* » Bien plus que la « tragédie » du roi Richard, c'est donc bien *le procès* du roi Richard auquel nous assistons.

A la lumière de 1953, Bolingbroke apparaît non comme l'assassin usurpateur féodal, mais comme un justicier. La dernière image d'Henri IV que Shakespeare laisse à son public est celle d'un homme à la conscience tranquille qui part pour la Croisade.

La déposition de Richard II n'est pas un règlement de compte, mais une mesure « d'ordre » que la Grande Charte peut motiver. Pas d'impôts sans le consentement des Grands. Or, Richard, non seulement se passait de leur consentement, mais les dépouillait après les avoir exilés. La chronique de Holinshed que Shakespare a porté au théâtre mentionne bien la confiscation au profit de la couronne de dix-sept comtés coupables de trahison. Si Shakespeare a pris quelque liberté avec l'histoire, bouleversant la chronologie, vieillissant la reine, c'est qu'il écrivait une pièce « actuelle », transposant à la fin du XIVe siècle des caractéristiques politiques et économiques qui étaient souvent celles de la fin du XVIe siècle.

La violence, l'intransigeance des seigneurs de Richard II, le souci qu'ils ont des réactions populaires qu'ils évoquent à plusieurs occasions, portent la marque de la victoire remportée sur l'Armada, et de la consolidation de la puissance de la bourgeoisie qui commence à s'opposer au pouvoir royal.

Richard II est ainsi une pièce nationale et populaire (nationale donc populaire). Son succès à la création le démontre, et l'on sait qu'autour des scènes en plein vent du théâtre élizabéthain se groupaient toutes les couches de la société londonienne.

Ce n'est pas cet aspect des choses que Jean Vilar et le T.N.P. ont mis en lumière, mais bien le côté « Je reste roi de mes douleurs » du souverain déposé. Jean de Gand a des allures de phraseur lorsqu'il entonne son hymne à l'indépendance nationale, presque radoteur, et lorsque Richard, pour toute réponse, annonce qu'il confisque son héritage, il semblerait que le public dut approuver cette justice expéditive. De même dans la scène de la déposition, le personnage de Richard écrase tous les autres. Sans doute le texte et le mouvement même de la scène donnent à Richard la première place, mais Northumberland la lui dispute pied à pied. [1) *Lisez la liste de vos crimes.* 2) *Dépêchez-vous,*

Seigneur, lisez. 3) *Lisez ce papier en attendant le miroir.*] Si le dernier mot revient à Richard (« *A la Tour de Londres? Parfait. Volez, Messieurs; volez: ce ne sera ni votre premier vol, ni le dernier* »), il reste que pas un instant il n'a argumenté sur le terrain des faits (des crimes) qui était le seul terrain choisi par ses victimes enfin victorieuses.

York, l'oncle de Richard (et donc de Bolingbroke), York a été nommé régent du royaume pendant l'absence de Richard parti pour l'Irlande. Il devrait s'opposer au débarquement de Bolingbroke. Il ne le peut. Il choisit d'être neutre. Or cet opportunisme est caricaturé dans la représentation du T.N.P. York, pris entre son serment de fidélité au souverain qui tient sa couronne de Dieu, et son accord avec la révolte de Bolingbroke privé injustement de son héritage, décide d'attendre la suite des événements pour se rallier au vainqueur. Si je ne me trompe, la scène du cinquième acte qui le voit dénoncer son fils comploteur au nouveau roi est supprimée au T.N.P. Elle aidait cependant à mieux caractériser l'opportunisme d'York qui, pour la défense de ses privilèges, a envoyé son enfant à la mort.

Philip Sidney remarquait déjà en 1588 combien il était difficile de suivre l'action et les changements de lieu de l'action dans ces pièces où « *deux armées se représentent par deux épées* ». Sur ce point, Jean Vilar est resté absolument fidèle à son auteur. Les tableaux se présentent quelquefois de façon un peu confuse, et nous devons faire effort pour isoler les forces en présence (principalement dans les deux scènes de défi en combat singulier). Il nous faut tendre l'oreille et nous contenter d'*entendre* les répliques, car nous ne *voyons* pas toujours comment est habillé celui qui parle et *qui* parle.

Mais le reproche majeur que l'on peut faire à Jean Vilar est d'avoir considéré que tout ce qui précède la scène de la déposition est l'exposition de la pièce (une exposition en trois actes!). Ainsi le châtiment paraît disproportionné, les crimes et les fautes de Richard semblent moins lourds; du même coup, le roi détrôné apparaît dans une lumière de victime, et Shakespeare comme un apologiste de la monarchie de droit divin. Ni les censeurs élizabéthains ni le comte d'Essex ne l'avaient compris ainsi. Et le texte indique qu'ils ne se trompaient pas.

Des erreurs de cet ordre se répètent souvent dans l'enceinte du T.N.P. Il s'ensuit que la compréhension des chefs-d'œuvre du théâtre universel se trouve parfois faussée (ce que la qualité de l'interprétation — je pense au *Lorenzaccio* de Gérard Philipe — ne peut faire oublier). A propos de *Lorenzaccio*, du *Prince de Hombourg*, de *La Mort de Danton*, notre critique a dû relever des erreurs volontaires qui, sans peut-être constituer des falsifications préméditées, n'en étaient pas moins des altérations condamnables (1).

(1) Lire notamment « *Lorenzaccio « dépolitisé »*, par Pierre Daix, *Lettres Françaises*, n° 455, 5 mars 1953.

Reste ce fait : il a fallu le choc du T.N.P., son activité, l'enthousiasme de ses comédiens et de son directeur, Jean Vilar, leur volonté de rendre au public d'aujourd'hui des œuvres qu'aucun théâtre commercial n'osait affronter pour que la discussion puisse s'ouvrir. Le grand mérite de Jean Vilar aura été de favoriser cette révision des valeurs même s'il n'est pas toujours lui-même le meneur de jeu.

Francis CREMIEUX.

vient de paraître

Georges DIMITROV

SUR LA CULTURE ET SUR L'ART

une plaquette . . . . . 130 francs

AUX ÉDITIONS DE LA NOUVELLE CRITIQUE

« BONJOUR, ELEPHANT ! »

Ce film italien de Franciolini unit à son générique les grands noms de De Sica (ici producteur et principal acteur) et de Zavattini (l'un des scénaristes). Comme dans *Miracle à Milan*, bien qu'avec une intention et des procédés différents, il nous transporte dans un certain monde poétique où la fantaisie n'est pas évasion et négation de la vie réelle, mais intervient, tout comme les animaux ou les fées dans la fable, pour mettre en relief la réalité quotidienne, pour en dégager le sens.

Le conte ici est charmant, plein de bonté, de générosité, de sourire d'enfants et de grâce d'animaux. Moins philosophique que dans *Miracle à Milan*, plus proche parfois de la fantaisie alerte d'un René Clair, il est peut-être plus humain que l'autre film italien, plus riche en notations psychologiques et sociales.

Le héros, remarquablement incarné par Vittorio de Sicca, est un instituteur de Rome, Garetti. Marié, père de quatre enfants. il vit dans cette gêne proche de la misère, qui est celle de centaines de milliers de petits et moyens fonctionnaires italiens. C'est un brave homme qui croit naïvement, comme l'indique la première phrase du film, que « *ses représentants au Parlement sont là pour s'occuper de la paix, de la sécurité et des intérêts des braves gens* ». Il attend donc bravement, avec ses collègues, que soit enfin votée cette augmentation de leurs traitements promise depuis si longtemps.

Payer un cadeau à sa petite fille pour son anniversaire est, avec son budget et ses dettes, un luxe inaccessible. Son propriétaire le harcèle, le somme de payer les traites qu'il a signées, certain de toucher un important rappel. Mais le Parlement vient, une fois de plus, de renvoyer le débat sur l'augmentation des salaires. Garetti a beau expliquer au propriétaire que ce n'est pas lui le débiteur, mais l'Etat qui lui doit de l'argent, l'autre ne veut rien entendre et le menace d'expulsion.

Alors naît pour la première fois dans l'esprit de Garetti l'idée de faire grève pour hâter le vote du Parlement. Il en parle avec ses collègues, ils en parlent beaucoup, avec des mines de conspirateurs, un peu effrayés de leur audace... mais ils ne font qu'en parler.

Le hasard fait rencontrer à Garetti un richissime prince hindou qui se prend d'amitié pour lui, mais qui est rappelé dans son pays. Il envoie en

cadeau aux enfants de l'instituteur... un jeune éléphant que Garetti fait monter à son quatrième étage, réalisant son rêve d'émerveiller ses enfants avec un si extraordinaire jouet vivant. Mais propriétaire et voisins protestent, menacent. Sa femme, si douce, se fâche pour la première fois et Garetti se résoud le soir même à emmener l'éléphant au Zoo, où on le refuse, puis dans le couvent d'une religieuse qui fut autrefois son institutrice, où il le laisse en dépôt.

Garetti a compris maintenant que non seulement un salaire décent, mais même les joies de l'existence (symbolisées, pour lui, par l'éléphant), lui sont interdits : il est décidé à faire grève et prend la parole dans ce sens et de façon convaincante devant ses collègues.

L'éléphant, échappé du couvent, sera enfin acquis par le Jardin zoologique. Garetti peut acheter une paire de souliers neufs à toute sa famille. Ils vont tous le dimanche au Zoo revoir leur éléphant et Garetti, incorrigible optimiste, fait déjà de nouveaux projets : quand il touchera son rappel, il reprendra l'éléphant, achètera un bout de terrain où il pourra jouer avec les enfants... La voix du commentateur salue ces dernières images du film en souhaitant à Garetti de réussir. Nous savons désormais que Garetti a appris beaucoup de choses grâce à cet éléphant.

Tout cela est traité avec beaucoup de gentillesse et d'ironie légère et, en même temps, avec une constante intention satirique à l'égard de la réalité sociale. Le bon sourire de l'instituteur est contagieux : nous sommes vite en confiance et si nous sourions et rions souvent de ses aventures, nous n'attachons que plus de valeur aux manifestations, même timides, de sa révolte contre l'injustice sociale. La prise de conscience politique de ce petit bourgeois est, sous la comédie, sensible à tous.

Si bien que, sous des apparences anodines, *Bonjour éléphant !* est un film à contenu extrêmement riche.

C'est tout le drame actuel de milliers de petits fonctionnaires qu'évoque ici la famille Garetti. Pour « tenir son rang » (et cela a, par tradition, beaucoup plus d'importance en Italie que chez nous), ils habitent dans un immeuble neuf aux loyers exorbitants (qui atteignent parfois plus de la moitié du traitement mensuel) — et d'ailleurs ils n'ont le choix qu'entre ce genre d'habitation et les bidonvilles de la zone. La gêne financière de l'instituteur n'est pas évoquée par allusion, mais très précisément avec des chiffres qui lui fournissent de mélancoliques énoncés de problèmes pour ses élèves : un instituteur gagne 32.000 lires par mois. Il lui faut acheter 6 paires de chaussures à 4.000 lires. Que lui reste-t-il pour manger, pour vivre ?

Le déclassement social de ces petits fonctionnaires est souligné par maints détails justes : un autre instituteur à qui Garetti veut emprunter 1.000 lires pour acheter des fleurs à sa petite fille lui répond : « *Des fleurs ! Nous, nous ne pouvons même plus acheter des fruits !* »

Le détail est souvent non seulement juste, mais caractéristique de la condition réelle de cette couche sociale : les Garetti sont obligés de sous-louer une chambre d'enfant. Combien de milliers de petits et même de moyens fonctionnaires italiens couchent-ils dans la cuisine ou dans le salon pour sous-louer leur chambre ? Combien d'instituteurs et de professeurs italiens ne partent jamais en vacances pour donner des leçons particulières, expédient devenu la règle de nos jours, pour boucler leur budget ? Tous ceux qui ont vécu en Italie pourront citer vingt exemples de cet état de fait que souligne le film.

La satire s'en prend au Parlement, où l'on voit à deux reprises le même député (de droite) faire de beaux discours sur les droits de l'élite intellectuelle, etc. mais les augmentations de salaire sont toujours renvoyées aux calendes grecques. Par contre, le propriétaire peut lire avec satisfaction dans le journal que les députés ont rendu sa liberté au prix des loyers.

La satire n'épargne pas la police, que l'on voit toujours prête à arrêter celui qui proteste, au service des riches contre les pauvres, des propriétaires contre les locataires. Une réplique suffit à caractériser le flic, symbole envahissant des pays « occidentaux » : Garetti défendant, sur un point d'archéologie, la liberté de dire la vérité, le flic s'en prend à lui en ces termes : « *Qui parle ici de liberté ? Pas de politique, hein !* »

Mais c'est l'évolution de ces petits bourgeois qui est particulièrement bien décrite tout au long du film : nous les voyons d'abord confiants dans les pouvoirs publics, le type même des gens qui, de bonne foi, pensent « qu'il ne faut pas faire de politique » parce que c'est le rôle des députés et du gouvernement. Nous les voyons ensuite se diriger vers le siège de la Chambre « pour savoir ce qui se passe » et se défendant comiquement de vouloir « manifester ». Puis l'idée de la grève nécessaire naît dans leur esprit, fait des progrès. Ils en parlent longtemps comme d'une chose très audacieuse, mais sans oser la faire. Puis c'est la femme de Garetti, sur qui retombe tout le poids quotidien de leur misère, qui ramène son mari trop rêveur au sentiment de la réalité. C'est elle qui l'approuvera de faire grève. Enfin nous voyons notre héros prendre la parole au coin de la rue, devant ce kiosque à journaux où leur espoir d'augmentation a été si souvent trahi. Dans ce discours à ses collègues, peu cohérent, mais sorti du cœur, Garetti dira l'essentiel, laissant entendre que ce n'est pas la politique de guerre, mais une politique de paix qui peut seule permettre de payer normalement les instituteurs.

Si bien que ce film souriant et drôle est aussi un film dénonciateur. Il faut féliciter le Cinéma d'Essai de l'avoir mis à son programme, souhaiter que le succès de *Bonjour éléphant !* ouvre à ce film le circuit commercial et l'aider ainsi à surmonter les pressions que l'on devine auprès des distributeurs pour étouffer le film.

Par sa forme et par son contenu, *Bonjour éléphant !* peut aussi proposer à nos cinéastes une façon de résoudre le difficile problème de la liberté d'expression sous le régime des censures.

Armand MONJO.

« LA TUNIQUE » ET L'HYPERGONAR

IL est vraiment difficile, sortant de la représentation de La Tunique *en cinémascope, de se convaincre qu'il s'agit là d'un tournant dans l'histoire du cinéma.*

Il faut considérer dans ce film deux choses : le sujet et le procédé.

On dit que le sujet n'a pas d'importance, que c'est n'importe quoi, un simple prétexte à effets nouveaux. Mais justement c'est ce qui est intéressant : quel sujet choisit Hollywood pour un film sur lequel un battage inouï est fait et qui doit présenter dans le monde entier la grande nouveauté technique?

Eh bien, une fois encore, le scénario est tiré de l'Ecriture. Ce qui en dit long sur les relations d'Hollywood et de son système de distribution avec le Vatican, les Centrales catholiques du cinéma et autres organismes qui participent de la censure et du commerce. Les avantages escomptés sont multiples : l'appui des organismes ecclésiastiques est assuré; un vaste public est censé être attiré par une histoire connue; l'action se passant dans l'Orient biblique ou la Rome de Saint-Pierre (ici dans les deux à la fois), c'est le prétexte à exotisme facile, à pseudo-reconstitutions fastueuses avec foules et monuments grandioses; il est convenu que les thèmes antiques conviennent à des exhibitions lascives, réputées productives de bénéfices.

Le résultat est variable. Ici, il défie la description. Cette histoire de tunique du Christ gagnée aux dés par le tribun qui a commandé la crucifixion et qui, touché de la grâce par les bons offices de ladite tunique et d'un esclave grec, finira en martyr avec sa pure fiancée; l'aspect de Ponce-Pilate se lavant les mains, de Tibère en barbon de vaudeville, de Caligula en traître de mélo; le tribun débauché sur le chemin de la conversion, beuglant dans ses hallucinations « Y étais-tu? » — tout cela est le comble de l'artificiel, du conventionnel, bref, du mépris le plus total du public. C'est ennuyeux jusqu'à en être assommant.

Non pas, d'ailleurs, que les traits caractéristiques d'une époque de grands bouleversements aient totalement échappé aux réalisateurs : il y a quelques passages sur la domination mondiale de Rome qui chancelle parce

qu'elle s'appuie sur l'occupation et le pillage de peuples opprimés; le peuple de Palestine est uni dans la résistance aux Romains et à leurs armées de mercenaires de toutes origines; la nouvelle religion trouve un terrain favorable chez les paysans palestiniens avides d'indépendance et chez les esclaves romains avides de liberté. J'entends bien qu'on a voulu faire servir ces passages à des fins de classique propagande antisoviétique; mais le fait est qu'ils se retournent contre les intentions des auteurs et caractériseraient bien plutôt l'entreprise de domination mondiale de Washington qui, précisément, se proclame si volontiers la nouvelle Rome.

Noyé par l'imagerie publicitaire des évangélistes yankees, La Tunique *est un nouveau témoignage du nivellement par le bas qui est le trait dominant de la culture hollywoodienne.*

Reste le procédé « cinémascope ».

D'abord, il ne s'agit en aucune façon de relief, de « 3 D » (trois dimensions) ou de quoi que ce soit d'approchant. Pour quiconque a vu les divers procédés de relief à lunettes et surtout le stéréocinéma soviétique, aucune confusion n'est possible. Il n'y a pas ici détachement des plans, sortie de l'image dans la salle, rien qui rappelle, par exemple, l'envol d'oiseaux au-dessus des têtes des spectateurs dont je n'oublierai jamais l'impression qu'il m'a produite à Moscou. Si une partie du très bon et très intéressant petit film expérimental de Marcel Ichac qui précède La Tunique *— une longue promenade en avion autour du mont Blanc — donne une certaine illusion de relief et de détachement des plans, ce n'est nullement le cinémascope qui en est cause, mais la couleur excellente qui rend compte des différences de teintes, des nuances d'éclairement et des délicates ombres portées de crêtes successives — distantes d'ailleurs de plusieurs kilomètres — et de vallées profondes. Rien à voir, encore une fois, avec le relief cinématographique.*

*La nouveauté se réduit donc à l'*extension *du « champ visuel » de la caméra de plus de deux fois en largeur et à la reproduction de ce champ sur un écran rectangulaire allongé assez grand pour que le spectateur ait tout son champ visuel occupé par lui et au delà. Cela donne par moments l'impression indiscutable d'être plongé dans l'action, dans le paysage. C'est là une possibilité nouvelle acquise par le cinéma. Cela vaut, dans* La Tunique, *un ou deux très beaux panoramas, des mouvements originaux de foules rapprochées et... je cherche quoi encore, sans rien trouver. Certes, le nouveau procédé n'a pas encore révélé toutes ces ressources. Entre les mains d'artistes véritables, il permettra certainement d'enrichir les moyens d'expression du cinéma. Nous n'entrerons pas ici dans le détail des conseils ou des prévisions émis par de nombreux spécialistes sur l'emploi qui pourra être fait de la nouvelle largeur du champ. Mais, si même l'usage du cinémascope devait se généraliser rapidement, les ressources nouvelles ainsi fournies aux cinéastes ne pourraient absolument pas se comparer à l'acquisition par le film de la parole, ni même de la couleur.*

Il n'en reste pas moins que le problème du cinémascope se pose de façon urgente pour les cinéastes français. Et cela, non pas tant parce qu'il y a là un nouveau moyen d'expression artistique dont les créateurs doivent s'emparer; mais, en premier lieu, parce qu'il s'agit d'une opération commerciale de grande envergure à laquelle les Français sont intéressés à plus d'un titre.

*Hollywood, devant la baisse de la fréquentation des cinémas américains et devant la menace croissante d'une mévente de ses produits dans le monde entier, cherche depuis un certain temps une nouveauté qui donne à la vente des films un coup de fouet comparable à celui que donna, au début de la crise de 1929, l'apparition du cinéma parlant. Après que divers procédés de relief — vrai ou supposé — eussent été expérimentés en vain, le trust « 20th Century Fox » découvrit l'*hypergonar, *inventé il y a plus de 25 ans par le professeur français Henri Chrétien, et en fit le cinémascope. Il s'agit d'un dispositif optique très simple, qui peut se monter sur n'importe quelle caméra et n'importe quel appareil de projection; il « comprime » l'image à la prise de vue et la restitue à la projection, permettant l'élargissement du champ. Le procédé, utilisé autrefois par Cl. Autant-Lara et présenté à l'exposition de 1937, était resté dans l'oubli où les trusts maintiennent les progrès qui gênent l'amortissement de leurs capitaux ou l'exploitation de leurs monopoles.*

La « Fox » vient maintenant de s'assurer (par des moyens peu clairs) l'exclusivité de la production des lentilles hypergonar. En même temps, elle lance le nouveau procédé avec des moyens publicitaires colossaux. Il s'agit de tenter de créer dans le public le « besoin de cinémascope » et d'imposer ensuite ses conditions draconiennes aux salles contraintes de s'équiper en hypergonar et aux producteurs amenés à utiliser le nouveau procédé, soit par désir de renouvellement artistique, soit par simple nécessité de suivre le courant. La chose est en passe de réussir aux Etats-Unis, paraît-il. Pour l'étranger la « Fox » consent à louer *ses hypergonars à des prix exorbitants et en échange d'un* droit de regard *sur les scénarios. On voit où cela conduit.*

La chose s'aggrave dans notre pays du fait que rien — si ce n'est la complicité gouvernementale — ne devrait s'opposer à la fabrication d'hypergonars par la France : ni la législation (les brevets étant dans le domaine public), ni les difficultés techniques (notre industrie optique étant parfaitement à même de produire d'excellents dispositifs spéciaux). Le monopole « Fox » ne se justifie donc en rien, il disparaîtrait instantanément si l'Etat accordait les quelques crédits nécessaires à la mise en route des fabrications nécessaires. Mais l'Etat n'en fait rien et jusqu'à présent la « Fox » continue d'une part à louer des hypergonars aux salles françaises pour un prix ahurissant, dépassant de dix fois au moins, pour une location de quelques semaines, le coût de fabrication, et d'autre part

à exercer la plus indécente pression sur les cinéastes qui veulent utiliser le cinémascope.

Quel que soit l'avenir du nouveau procédé — qui, s'il n'est sans doute pas la révolution qu'on a dite, ouvre du moins des possibilités artistiques nouvelles —, il est de l'intérêt des cinéastes, des spectateurs et des techniciens français que cette invention française puisse être utilisée, librement, au service de notre cinéma national.

Francis COHEN.

« LE TOUR DU MONDE DE SADKO »

JEAN Cocteau, dans la présentation du film *Le Tour du monde de Sadko*, remercie les auteurs d'avoir su retrouver, pour conter leur histoire, la fraîcheur et la naïveté des enfants. Son jugement a d'autant plus d'intérêt que Cocteau est un des seuls en France à s'être récemment attaqué à un sujet féérique et légendaire, avec le film *La Belle et la Bête*. Et justement un des reproches que l'on pouvait faire à ce film, était de ne pas avoir su retrouver le ton à la fois familier et merveilleux qui sied aux contes racontés aux enfants. En ce sens, Cocteau ne trahissait peut-être pas sa source; le conte de Madame Leprince de Beaumont était écrit avec une fausse naïveté, une fausse simplicité, pour un public restreint de courtisans, qui se délectaient à cette parodie du merveilleux monde enfantin, comme plus tard Marie-Antoinette et ses dames d'honneur s'amusèrent à jouer les bergères au hameau du petit Trianon. On peut même dire que Cocteau en « rajoutait » : d'une part, il compliquait à plaisir cette histoire de jeune fille pauvre épousant son prince charmant, en créant un sosie du prince, jeune vaurien également amoureux de la Belle; d'autre part, il mélangeait à plaisir ses sources d'inspiration, en empruntant l'intérieur du Marchand aux peintres flamands, le Château de la Bête à Gustave Doré, et un bon nombre de « gags » féériques (tels les mains vivantes sortant des murs) au surréalisme du *Sang d'un poète*. Il en découlait, en définitive, une impression assez désagréable de malaise et d'œuvre mal équilibrée.

Les auteurs de *Sadko*, le metteur en scène Ptouchko et ses collaborateurs, décorateurs, créateurs de costumes, opérateurs, etc. ont trouvé, eux, le ton exact qui convenait à leur film. Ils ont admirablement su trouver une forme qui se marie intimement à la musique de Rimsky-Korsakoff, qui la reflète et l'enrichit. Dans ce sens, leur réussite est comparable à celle d'Eisenstein, réalisant son *Alexandre Nevski* d'après la musique originale de Prokofiev. La musique de Rimsky-Korsakoff est à la fois populaire et réaliste dans les scènes de la vie russe (comme celles de la taverne ou

du port de Novgorod), épique (la tempête, le rocher des guerriers Vikings) ou bien satirique et comique (le Royaume du fond des mers).

C'est justement le propre des légendes populaires (ce que n'était pas *La Belle et la Bête*) de pouvoir passer avec aisance de l'épique au comique, du réel au fantastique. Le metteur en scène Ptouchko a obtenu cette réussite complète en s'appuyant solidement sur la tradition nationale artistique de sa patrie, en « rafraîchissant » même l'opéra, en retrouvant comme l'écrit Georges Sadoul, « *les secrets poétiques anciens que nous croyions à jamais disparus avec Méliès et son studio de Montreuil* ».

Ce qui fait la réussite de *Sadko*, c'est ce mariage harmonieux du réel et du fantastique, cet équilibre entre le merveilleux et le terre-à-terre, qui fait le charme des vieilles légendes populaires. On y sent le parti-pris de raconter la légende comme doit être racontée une légende, en mélangeant avec beaucoup d'aisance la féerie et le réalisme.

Ce mariage du réel et du poétique est particulièrement sensible dans l'épisode hindou. La présentation de la ville est tout simplement stupéfiante de réalisme : ces hommes et ces femmes faméliques, à moitié nus, la tête enturbannée, ce combat de coqs, ce marché bigarré et grouillant de vie, toutes ces images sembleraient extraites d'un documentaire, si la présence de Sadko et de ses compagnons au milieu de cette foule indigène ne nous rappelait qu'il s'agit bien d'une reconstitution. C'est justement le réalisme de cette foule, que nous reconnaissons pour l'avoir déjà vue dans des documentaires ou des actualités, qui donne toute sa vie et sa puissance à la féerie qui suit immédiatement, à l'intérieur du grandiose Palais du méchant Prince, à l'apparition de l'oiseau-phénix, vautour à tête de femme.

Il y a d'ailleurs dans cette scène de l'oiseau-phénix un excellent exemple de mise en scène. La salle où est emprisonné l'oiseau-phénix à tête de femme est immense, rutilante d'or, très impressionnante. Et l'oiseau-phénix lui-même est redoutable, avec son plumage sombre et sa tête de femme d'une beauté morbide. Le chant du Phénix ensorcelle et endort. Seul, Sadko, doué d'une énergie farouche, arrive à résister à ce chant malsain qui appelle les hommes à se soumettre, à s'endormir et à abandonner la terre, source de leurs malheurs, pour le bonheur de la mort et du nirvana. Sadko, le héros populaire et plein de bon sens, refuse de se laisser faire, il réveille ses compagnons et leur ordonne de s'emparer du phénix. Alors, d'un seul coup, cet animal tout puissant et maléfique n'est plus qu'un gros oiseau, qui essaie encore un peu de faire peur en feulant comme un chat en colère, mais se laisse empaqueter sans difficultés et pousse de petits cris de douleur quand, pour le faire obéir, on lui arrache quelques plumes de sa superbe queue. Ainsi, en quelques images, le film suggère toute la puissance de la force populaire et comment celle-ci peut abattre et ridiculiser les forces malsaines qui lui semblaient hier tout puissantes.

La réussite du mariage du réel et de l'irréel est aussi complète dans la scène du Royaume des mers. Après nous avoir fait assister à une tempête

d'une violence inouïe dans sa vigueur et son réalisme, Ptouchko nous entraîne avec Sadko au Royaume du fond des mers. Comment est-il, ce fameux royaume ? Eh bien, ma foi, il est comme se le représente un petit enfant russe avec pour roi un gros barine et pour reine une grosse « baba ». Et leurs filles ont de merveilleux costumes de princesses russes et défilent devant Sadko pour la « montre » de la fiancée, selon la tradition de la vieille Russie. Ce royaume est bien vivant dans son symbolisme, grouillant des poissons les plus divers; s'y cotoyent sans difficulté l'immense pieuvre artificielle qui roule de gros yeux, le poisson-chien du roi qui se trémousse comiquement comme toute marionnette qui se respecte, ainsi que les anguilles, les turbots, les loups et les poissons de mer qui enlacent Sadko de leurs évolutions souples, et bien réelles, celles-là. Toute une cour royale...

Pour réaliser ces merveilles, il est évident que les auteurs du film ont eu à leur disposition des moyens illimités. Ceci n'est pas pour nous étonner. Les chefs-d'œuvre précédents du cinéma soviétique nous ont déjà habitués à cette abondance de moyens, à cette générosité que seul un Etat socialiste peut fournir aux créateurs de films.

Mais il est frappant de constater avec quelle science, avec quel goût, avec quel soin ces moyens sont utilisés. Que nous sommes loin d'Hollywood qui ne met à la disposition d'un Cecil B. de Mille d'énormes moyens qu'à la condition qu'il en sorte un « clou », plus ou moins bien adapté à la proportion du film, mais un « clou », qui permette de « lancer » avantageusement le film et fasse dire au spectateur : « Vous avez vu *Sous le plus grand chapiteau du monde* ? L'accident de chemin de fer, hein... Fantastique, non ? » — alors que cet accident n'apporte rien au film et ne fait qu'en augmenter l'invraisemblable stupidité.

Ptouchko et ses camarades, eux, ont su se servir de ces moyens techniques, avec beaucoup de finesse, beaucoup de discernement. Cependant que la tempête qui secoue les navires des compagnons de Sadko se déroule sous nos yeux, pas une seconde, nous ne pensons : « Comment cela est-il fait ? », mais : « Comment vont-ils s'en tirer ? ». Or, c'est le propre de l'art du cinéma que de faire oublier qu'il y a une technique.

Le fil rouge qui a guidé les auteurs de *Sadko*, on le distingue fort bien au fur et à mesure que le film se déroule : faire une œuvre populaire et nationale, utilisant et mettant en valeur à la fois le patrimoine artistique national, en extrayant ce qu'il y a de meilleur et de plus authentique. Il est frappant de voir avec quel soin, quelles recherches, chaque scène a été étudiée, préparée et réalisée. On sent derrière chaque plan du film toutes les traditions du théâtre, de l'illustration, de la danse, qui l'ont inspiré. On ne peut s'empêcher de penser, comme Roger Vailland dans son *Expérience du Drame*, que nous assistons au début d'une grande « Renaissance », qui a sa source en Union Soviétique. Quelle leçon pour nos cinéastes français, qui se débattent à l'heure actuelle dans les affres de

co-productions qui les obligent à marier ensemble des acteurs de langues différentes à l'intérieur de sujets dits internationaux et qui n'ont d'international que le fait d'avoir été soumis à l'Internationale des Censures ! Que doit penser Christian-Jaque, qui ne peut réaliser *Till Eulenspiegel* parce que la censure de l'Allemagne d'Adenauer n'aime pas ça ! Que doit penser Grémillon qui n'a pu réaliser *La Commune* parce que la censure de la France d'Auriol n'aime pas ça ! Que doit penser L'Herbier qui n'a jamais pu mettre sur pied son *Mademoiselle de La Vallière*, mais voit confier à Sacha Guitry l'immense carnaval de *Si Versailles m'était conté !*

Oui, vraiment, s'il fallait une fois de plus apporter la preuve que pour qu'un film ait un succès international, il faut qu'il soit avant tout national, *Sadko* en serait le meilleur exemple. Et le meilleur exemple aussi de ce que peut être le cinéma dans un pays où il est placé au service du public — le peuple — et non au service des marchands de soupe.

Marc MAURETTE.

LES CINÉ-CLUBS ET LA DÉFENSE DU COURT METRAGE

LES décrets-loi d'août, sous prétexte d'« aider » le cinéma, voudraient donc établir le double programme, autorisant les exploitants à projeter deux grands films en une même séance. Par le jeu des disponibilités des marchés, le second film serait automatiquement un navet américain. Ainsi, en plus de la concurrence sans vergogne imposée par l'étranger, la production française serait amputée d'une partie de ses recettes au profit des Américains. Et, par la même occasion, le court métrage français perdrait sa place dans les salles et serait voué à une mort certaine.

Les producteurs et les réalisateurs de courts métrages, dont la qualité s'est manifestée à tous les festivals internationaux, ne l'entendent pas de cette oreille. Un grand courant d'unité les rassemble, quelle que soit leur tendance. Refusant le suicide, ils se sont organisés en « Groupe des 30 ».

Les ciné-clubs, qui rassemblent un grand public et qui défendent la culture française par le cinéma, n'ont jamais manqué de mettre en valeur le court métrage; il était normal qu'ils s'intéressent à la question posée par sa défense.

C'est ainsi qu'à Paris, eurent lieu, en décembre, deux séances de court métrage français, avec la participation du « Groupe des 30 », aux ciné-clubs Action (*dans le* 17e *arrondissement*) *et* Charlie Chaplin (18e).

Les réalisateurs de courts métrages qui sont venus furent étonnés du succès qu'obtenait un programme entièrement *composé de courts métrages, et de l'intérêt que lui portait le public populaire. Ils avaient fini par croire, eux les créateurs, les mauvaises raisons de certains distributeurs et exploitants qui, se proclamant les porte-parole exclusifs des spectateurs, affirment : « Le public ne veut pas de documentaire ! Il a horreur de ça, ça l'ennuie ! »*

Les réalisateurs furent donc étonnés de l'attention, du sérieux que les spectateurs prêtèrent aux films et à la discussion qui s'ensuivit à partir de la question : « Dites-nous comment et pourquoi vous avez fait ce film. »

Lucot et Rouquier expliquèrent les conditions difficiles dans lesquelles se débat le court métrage depuis un certain nombre d'années. Il ne bénéficie plus de la loi d'aide au cinéma. Souvent son prix de vente est de trois à quatre fois inférieur à son coût de production. Son existence est donc en général tributaire des subventions obtenues de tel ou tel organisme. Pas de liberté de choix du sujet; pas de grands moyens; tracasseries diverses... Pourtant le créateur arrive à s'exprimer, malgré le commanditaire, malgré le sujet imposé. Il se bat, il lutte pour dire ce qu'il pense, ce qu'il a senti, pour faire des œuvres valables.

Lucot, qui présente son film L'autre moisson, *sur la vie des mineurs de potasse, raconte comment il n'a pas cédé aux injonctions de la société minière, productrice du film. Dans les mines de potasse, où il fait une chaleur atroce, se pose d'une façon aiguë le problème de la soif : les hommes qui y travaillent péniblement doivent boire de sept à huit litres d'eau par jour. L'honnêteté de Lucot a refusé d'escamoter le problème, même après avoir décrit certaines améliorations techniques partielles apportées par la direction...*

Un exemple encore plus flagrant. Avec une grande habileté, avec une ironie toute française, Franju transforme un documentaire Hôtel des Invalides *en un violent réquisitoire contre la guerre. Franju nous promène en silence dans les salles de souvenir de la guerre de* 1914-18, *tandis que des sous-titres marquent notre mémoire du terrible tribut que la France a payé en millions de morts, de blessés, d'invalides, en destructions...*

Avant de présenter son film, Chicago Digest, *Paviot s'élève contre la censure qui empêche la projection de l'œuvre remarquable d'Alain Resnais sur l'art nègre,* Les statues meurent aussi, *bouleversant plaidoyer en faveur de la culture des peuples noirs opprimés par la « civilisation » des impérialistes. Il explique ensuite les raisons de ses films parodiques,* Chicago Digest *et autres : il a cherché à ridiculiser ces bandes américaines abêtissantes, pleines de violences et de brutalités, qui encombrent les écrans français; il a voulu utiliser la satire pour lutter contre Hollywood et ses thèmes de dépravation. Or n'est-ce pas justement ce genre de film dénoncé par Paviot qui prendra la place des courts métrages dans le double programme ?*

Les discussions qui ont lieu ensuite font apparaître que le court métrage, tourné directement vers la réalité, vers la connaissance véritable du monde, fait appel à l'attention, à l'intelligence du spectateur. En général, celui-ci lui accorde plus de crédibilité qu'aux grands films considérés comme une distraction... En décrivant la réalité, notent certains, le court métrage ouvre la voie à un plus grand réalisme pour tout le cinéma.

« Oui, dit le public, c'est vrai, nous aimons les bons documentaires... Dites-nous ce qu'il faut faire pour vous aider. »

Les réalisateurs présents répondent : « Protestez auprès des Pouvoirs publics pour qu'ils reviennent sur les décrets et que demeure l'obligation de passer un court métrage à chaque séance. »

— « Souvent le court métrage, répond un spectateur, est supprimé sans autre forme de procès.

— « Faites respecter la loi, elle est formelle, elle en impose la présentation.

— « Maintes et maintes fois, rétorque quelqu'un d'autre, on irait voir un film médiocre jumelé avec une bonne première partie que l'on aimerait voir. Mais on ne sait jamais le court métrage qui passe.

— « Là encore, une loi fait obligation à l'exploitant de l'annoncer... Si, chaque fois que vous allez au cinéma, vous réclamez, eh bien ! en vous y rendant les fois suivantes, nous sommes sûrs que le titre du court métrage sera publié. »

On souligne ensuite l'importance de la critique cinématographique, le rôle qu'elle peut jouer dans la défense du court métrage. En donnant des comptes rendus, elle le populariserait auprès du grand public. On lance une idée : il faudrait que chaque membre du ciné-club intervienne auprès de son journal pour que le nécessaire soit fait...

Les réalisateurs s'aperçoivent du côté positif du succès de telles séances de ciné-club. Elles peuvent prouver aux distributeurs, aux exploitants les désirs réels des spectateurs.

Il faudrait donc qu'elles se multiplient, qu'elles se répètent et qu'elles soient organisées par tous les ciné-clubs de France.

Jacques-N. ALAIN.

Le texte de Bodo Uhse que nous avons publié dans notre dernier numéro, Les écrivains, la paix et l'unité allemande, **avait été traduit par N.O. Marichard. Nous nous excusons auprès d'elle et de nos lecteurs de ne pas l'avoir signalé.**

---

explication de textes

DE L'HONNÊTETÉ DANS « L'OBSERVATION » JOURNALISTIQUE

La *revue* Musique soviétique *a publié récemment un article d'Aram Khatchatourian,* « L'audace et l'inspiration créatrice ». *Dans leur numéro du* 17 *décembre* 1953, Les Lettres Françaises *en ont donné une traduction fidèle. Les lecteurs y ont trouvé, vigoureusement exprimé, le point de vue d'un des plus grands compositeurs vivants sur les problèmes de la création artistique tels qu'ils se posent aux musiciens soviétiques. Dans sa recherche des meilleurs moyens de faire progresser le réalisme socialiste dans son propre domaine, Khatchatourian critique avec autant de fougue les partisans de la nouveauté à tout prix et les peureux qui veulent régler les problèmes de l'art à coup de formules et de déjà entendu.*

Or, dans son numéro du 3 *décembre,* l'Observateur *avait ouvert ses colonnes au journaliste anglais Alexander Werth, qui se donne volontiers des allures de connaisseur de la musique soviétique. Ce spécialiste avait donné, dans une traduction de son cru, des « morceaux choisis » de l'article de Khatchatourian d'où devait ressortir l'abandon par les musiciens soviétiques de l'enseignement marxiste-léniniste en matière d'art, tel que Jdanov l'avait rappelé en* 1947-48.

Ces « morceaux choisis » constituent purement et simplement une falsification. L'Humanité *le dit. Là-dessus, M. Werth de répondre :* « ayant lancé cette accusation de falsification, *l'Humanité* se garde bien cependant d'en donner un seul exemple. Ce qui est un peu ennuyeux pour l'organe du P.C. français, c'est que *Les Lettres Françaises* ont publié pendant la même semaine une traduction complète de l'article de Khatchatourian, qui permet au lecteur de se rendre compte qu'il n'y a eu aucune falsification de ma part. »

Nous ferons donc le lecteur juge de l'honnêteté de cet « observateur ».

Nous publions ci-après, dans la colonne de gauche, l'essentiel du « résumé » et des « citations » donnés par M. Werth et, en face, dans la colonne de droite, le texte authentique de Khatchatourian. Nous avons respecté scrupuleusement les guillemets et les italiques mis par M. Werth. Le lecteur est donc juge des caricatures et des tripatouillages auxquels ont recours ceux qui ont besoin de mentir sur la vie culturelle en Union soviétique.

TEXTE de M. WERTH
(Les passages en italique et entre guillemets sont censés être de Khatchatourian.)

Si *depuis quelques années*, écrit Katchatourian, les compositeurs soviétiques ne produisent plus ce que le peuple attendait d'eux, c'est qu'ils ont subi les inconvénients d'une véritable *bureaucratisation* de la musique entreprise par les dirigeants de l'Union des Compositeurs et quelques autres fonctionnaires. Les musiciens eurent tellement peur d'être accusés de déviation qu'ils *finirent par s'adapter bêtement* à leurs conditions de travail et se mirent à produire des œuvres banales, sans originalité, et parlant un langage archi-connu. Jdanov disait qu'il serait très bien que les compositeurs soviétiques *puissent composer comme Glinka et Tchaïkovski.* « *Vraiment*, réplique aujourd'hui Katchatourian, *cela commençait à ressembler à une bou-*

TEXTE de KHATCHATOURIAN

Il faut honnêtement et courageusement reconnaître que l'œuvre créatrice des compositeurs soviétiques, durant ces dernières années, est loin de correspondre aux aspirations élevées que manifeste le peuple.(...)

Assurer la satisfaction maxima des besoins spirituels sans cesse croissants du peuple. Cette grande exigence, qui est une partie constituante de la loi fondamentale du socialisme, reste parfois incomprise de certains musiciens qui l'interprètent du point de vue d'un conformisme qui ne réfléchit pas. Sont-elles rares chez nous, les œuvres calculées sur une certaine « moyenne » des goûts, les œuvres dans lesquelles le compositeur, ayant perdu sa propre individualité créatrice, se retranche derrière une phraséologie musicale terne et banale ? Pourquoi fait-il cela ? C'est que, voyez-vous, il est persuadé que le peuple n'accepte que ce qui est « bien connu », ce qui est « courant ».

Cela m'inspire une analogie quelque peu inattendue : je considère une telle attitude envers l'art comme un essai de vendre au peuple des objets d'occasion acquis dans les boutiques qui achètent des choses à la population. Ce qui a été acheté à la population retourne à la population.

Mais le peuple refuse la marchandise d'occasion. Il exige de nous un art neuf, frais, beau, élégant et d'inspiration élevée.

tique de vêtements d'occasion : cela vient du peuple et cela retourne au peuple. »

« *On a vu bien trop souvent,* ajoute-t-il, « *l'adaptabilité* » *devenir le vrai* « *principe créateur* » *dans la composition de la musique au cours de ces dernières années. On a fait des œuvres soi-disant* « *monumentales* » *pour chœurs et grands orchestres; cependant ces œuvres ne valaient rien du tout. On devait s'incliner parce que de telles œuvres mettaient en cause, paraît-il,* « *l'amour de la patrie* », « *la lutte pour la paix* » *et* « *l'amitié internationale* ». *Mais la vie même finit par donner une juste appréciation de ces œuvres : du jour au lendemain on les oublie et on n'en parle plus.* »

Que de fois, en particulier au cours de ces dernières années, avons-nous été témoins d'un tel conformisme ! Que de fois avons-nous entendu des œuvres « monumentales », recourant à de grands moyens d'exécution, qui n'étaient que verbiage retentissant assaisonné d'un important thème actuel exprimé surtout par un « titre programme ». Que de fois avons-nous pris notre parti des insuffisances manifestes d'une œuvre pour la seule raison que sur sa « couverture » figurait le thème grand et émouvant d'amour de la Patrie, de lutte pour la paix, d'amitié entre les peuples. Et, de plus, combien rarement avons-nous pénétré l'essence de l'œuvre, quelle attitude accommodante avons-nous eue vis-à-vis des moyens par lesquels le compositeur tentait d'exprimer une bonne idée, sans avoir beaucoup réfléchi dans quelle mesure ces moyens « de location » répondaient à la grande tâche artistique.

C'est la vie elle-même, la pratique de notre vie musicale qui a donné une appréciation exhaustive des œuvres de cet ordre : elles sont définitivement oubliées.

. . . . . .

La nouveauté n'est pas un but en soi. Nous gardons fermement le souvenir des paroles du camarade A. Jdanov : « Le nouveau doit être meilleur que l'ancien, sinon il n'a pas sa raison d'être. » N'oublions pas combien d'erreurs ont été commises dans la musique soviétique à la période d'engoue-

ment pour les « innovations » formalistes.

Nous devons tendre vers un *esprit novateur réaliste*, s'appuyant sur les grandes traditions de l'art classique.

Ce que l'artiste réaliste peut apporter de nouveau, ce n'est pas simplement le processus technologique qui consiste à trouver des harmonies subtiles alambiquées et des superpositions polyphoniques jamais entendues. J'apprécie hautement les œuvres techniquement parfaites et inventives. Mais la technique, la forme doit être entièrement subordonnée à *l'idée* de la composition, à son *contenu émotionnel*. Tous les moyens techniques ne valent pas un sou s'ils n'aident pas à transmettre à l'auditeur le dessein idéologique et artistique de l'auteur, ou si ce dessein est erroné. On ne peut séparer la technique de la musique vivante qui doit toucher les cordes de l'âme de l'auditeur, l'émouvoir et le réjouir.

[*Néant.*]

. . . . . .

D'après ma conviction profonde, le germe du progrès artistique ne peut pas être contenu dans des œuvres privées de pensée vivante, de pensée qui cherche, dans des œuvres extérieurement polies, brossées, rodées au point qu'on ne peut les distinguer les unes des autres. Le réalisme socialiste en art ne tolère pas un tel nivellement dans la création. Il suppose la liberté de développement des individualités artistiques diverses et brillantes. Les paroles remarquables de Maïakovski :

« Aucun progrès artistique n'est possible avec des œuvres manquant de pensée vivante et de curiosité créatrice, dont le seul mérite est d'être « propres » et

bien « brossées », et qui se ressemblent toutes comme des jumelles... Le réalisme socialiste ne peut tolérer un tel nivellement général. Le romantisme révolutionnaire est une partie essentielle de notre âme, et aucun art de bonne qualité n'a été produit par des gens qui ont toujours peur de dire ce qu'il ne faut peut-être pas dire. »

« *Quand je pense,* poursuit-il, *à toutes ces œuvres qu'on a dû écouter ces dernières années. Les titres étaient parfaits, les thèmes étaient des thèmes «folkloriques»; l'harmonie et l'orchestration étaient conçues selon de bonnes règles, mais comme valeur artistique, zéro ! Et cependant l'Union des Compositeurs et le Bureau Central pour les Arts et la Radio approuvaient souvent ces œuvres. Seulement le public n'en voulait pas. Il est vraiment temps de* « davantage de poètes bons et différents » s'appliquent tout à fait à la musique soviétique.

Lorsque l'on parle de l'œuvre musicale de notre époque, il ne faut pas oublier le romantisme révolutionnaire, l'un des éléments les plus importants du style, du réalisme socialiste. Il est impossible de se représenter une œuvre pénétrée de l'élan lyrique du romantisme révolutionnaire, inspirée par un brûlant amour de la patrie, de l'homme de notre réalité socialiste, mais qui serait écrite sans élan créateur, avec prudence et précautions, « de peur qu'il n'arrive quelque chose ».

Mais sont-elles devenues rares chez nous, ces œuvres dans lesquelles, extérieurement, tout semble être pour le mieux — le programme est excellent, les thèmes ont un caractère populaire, l'harmonie est heureuse, et l'orchestration savante — mais dont la signification artistique est presque nulle, car l'œuvre manque de hardiesse créatrice et d'inspiration ? Des compositions de ce genre reçoivent souvent des appréciations positives à l'Union des compositeurs, à la direction générale des Arts ou à la radio. Mais l'auditeur reste indifférent. Car, dans une œuvre semblable, l'idée du programme est exprimée superficiellement, et la musique de caractère « descriptif et épique » ne laisse aucune trace dans la mémoire de l'auditeur le mieux intentionné. Et il faut dire que nous, compositeurs soviétiques, avons l'auditoire le mieux

mettre fin au fâcheux système de tutelle administrative dont souffrent nos compositeurs. Assez de ces interventions bureaucratiques dans le travail créateur de nos compositeurs ! Qu'on laisse à l'artiste lui-même la solution de ses problèmes de création à la lumière des tâches que le parti a formulées pour nous ! »

« Sous l'actuel système de tutelle, le compositeur est en réalité libéré de toute responsabilité. S'il apporte une nouvelle chanson ou toute autre composition à tel bureau administratif, tout le personnel de ce bureau se croit en droit de lui donner des « conseils ». Ce qui veut dire en réalité qu'on lui donne des consignes pour qu'il refasse son œuvre. Ce qui est fort curieux, c'est que pas mal de compositeurs acceptent tous ces « conseils » le plus facilement du monde, même s'il s'agit de jeter au panier des passages qui constituent le fruit d'une véritable inspiration et d'une longue concentration de pensée et que ces mêmes compositeurs acceptent

intentionné du monde. Et c'est notre bonheur. Mais cela nous charge aussi d'une grande responsabilité.

Je pense que le temps est venu de reviser le système de tutelle administrative des compositeurs qui s'est installé. Je dirai plus : il faut résolument renoncer à la mauvaise pratique de l'intervention des militants des institutions musicales dans le processus créateur du compositeur. Un problème artistique ne peut être résolu par des moyens administratifs et bureaucratiques. L'artiste est tenu de trouver une solution artistique juste des problèmes de l'art musical à la lumière des grandes tâches vitales que le Parti nous a posées. C'est pour cela qu'il est un artiste soviétique.

.....

Avec le « système de tutelle » actuel, le compositeur est « libéré » de sa responsabilité. Si, par exemple, il apporte une chanson à telle ou telle administration musicale, chacun considérera de son devoir de lui donner « un conseil », de lui indiquer la nécessité de résoudre d'une autre manière une image mélodique ou rythmique, d'imaginer pour elle une autre harmonisation. Bref, il reçoit des « directives » pour le remaniement de sa chanson. Et, aussi étrange que ce soit, certains compositeurs acceptent facilement tous les remaniements, et, renonçant à l'idée de leur chanson, qu'ils ont méditée, sentie, pour laquelle ils ont souffert parfois,

de transformer leurs œuvres en mannequins de coiffeur... »

ils la maquillent comme un coiffeur le ferait d'un mannequin.

Il se produit aussi quelque chose de semblable en ce qui concerne l'opéra. On a beaucoup dit et écrit chez nous à ce sujet et je ne veux pas me répéter. Je pense qu'une telle méthode ne peut pas mener à la création d'un opéra classique soviétique. Il ne faut pas de tutelle ! Que le compositeur et le librettiste travaillent avec exigence, sous leur propre *responsabilité*, à un sujet donné. Prenons le risque et faisons confiance à nos meilleurs compositeurs, dramaturges, librettistes de théâtre pour créer des opéras (et d'autres œuvres), en les libérant de la tutelle tâtillonne des militants des institutions musicales.

« Assez ! Plus de tutelle ! Que chaque compositeur prenne ses responsabilités... »

Naturellement, je ne veux pas que l'on interprète mal mes paroles, que l'on pense que je suis contre la critique, contre la collégialité dans la discussion des questions artistiques, contre l'aide indispensable des rédacteurs et des consultants. Au contraire, j'estime que le travail collectif et la critique sévère et exigeante sont les conditions les plus indispensables pour le développement heureux de l'art musical.

« Certainement, il faut critiquer. »

L'Union des compositeurs doit absolument étudier les œuvres nouvelles. Que se fasse entendre la critique la plus vive, la plus impartiale, la critique de principe, que les camarades de la critique donnent des conseils tant aux compositeurs débutants qu'aux chevronnés.

« Mais nous avons assez des « directives » émanant de nos bureaucrates qui ont toujours la frousse. Ce n'est pas à l'Union des Compositeurs de jouer le rôle d'expert infaillible, comme s'il s'agissait d'évaluer un article au Mont-de-Piété... »

« J'estime que certaines œuvres non approuvées par l'Union des Compositeurs devraient être publiées et jouées, pour être jugées par le public... et par l'épreuve du temps. »

Mais que tout ceci ne porte pas un caractère de « directives » et que nos institutions musicales n'exercent pas une tutelle tâtillonne sur les compositeurs et renoncent au système de réassurance (1) dans la solution des questions artistiques. L'Union des compositeurs ne doit pas prendre sur soi les fonctions de « juge » infaillible pour les institutions musicales. L'étude de telle ou telle œuvre à l'Union doit avoir le caractère d'un libre échange d'opinions, d'un débat véritablement artistique.

De la discussion jaillit la vérité. Il faut être plus hardi et plus déterminé dans la défense de son propre point de vue — de principe, naturellement. J'admets tout à fait, par exemple, que telle ou telle composition, même après avoir reçu une appréciation négative lors de la discusison à l'Union des compositeurs, puisse être reçue pour être éditée ou exécutée. La vie elle-même apportera ses corrections à l'appréciation première, si elle était erronée ou unilatérale, et ne tenait pas compte des exigences vivantes de la pratique musicale. Comme on le sait, l'histoire de la musique soviétique compte un certain nombre d'exemples de ce genre.

.....

(1) Dans le vocabulaire soviétique, cette formule désigne ceux qui cherchent à échapper à tout prix à leurs responsabilités en s'efforçant de prendre toutes les assurances possibles contre toutes les conséquences de leurs décisions.

« On parle tous les jours du réalisme socialiste mais on n'aborde jamais la question du style comme si le style était une chose statique incapable de tout progrès et de toute évolution. Il ne doit pas être interdit de chercher des nouvelles formes d'expression. »

Nous sommes résolument pour le réalisme et le caractère populaire. Chez nous, il n'y a pas et il ne saurait y avoir de discussion sur le contenu idéologique de la musique soviétique. A ce propos, tout est clair. Mais le style du réalisme socialiste ne se développe-t-il pas ? Peut-on se représenter que l'art des compositeurs soviétiques ne se développera pas au point de vue stylistique, que les nouvelles tâches vitales engendrées par notre réalité socialiste, par notre marche vers le communisme, ne vont pas provoquer des recherches de nouvelles formes artistiques correspondant au contenu perpétuellement renouvelé ?

vient de paraître

2e édition - 30e mille

Galina NICOLAIEVA

LA MOISSON

Prix Staline 1950

LES ÉDITEURS FRANÇAIS

points de repère

◆ Les Accords de Florence et les pays coloniaux

Un décret du 23 octobre 1953 a rendu public, en attendant ratification, l'Accord « *pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique, culturel* », adopté à Florence en juillet 1950 par la Conférence de l'U.N.E.S.C.O., dont on connaît le caractère d'organisme tout dévoué à la politique atlantique.

Ce même décret rendait déjà applicables les dispositions d'ordre douanier prévues à l'Accord. C'est-à-dire, brièvement, l'abolition entre la France et les Etats signataires de l'accord des droits de douane pour les livres publicitaires, documents, objets de caractère éducatif, scientifique, culturel, plans de caractère industriel ou technique, etc., « *pourvu, toutefois, que ces objets ne soient pas contraires à la Sécurité nationale, à la moralité, à l'ordre public de l'Etat contractant* ».

Aux termes de l'article 13 de l'Accord, les pays comme la France peuvent déclarer que ledit Accord s'étendra à un ou plusieurs territoires qu'ils *représentent* sur le plan international. C'est dire que l'Accord, ratifié, pourra s'étendre *à tous les pays coloniaux sous domination française.*

Ainsi, le gouvernement pourra imposer, encore une fois, des formes de culture étrangères aux pays coloniaux dont il étouffe la culture propre.

N'était ce fait, objectivement, nous pourrions nous réjouir d'un tel accord... si nous étions dans des conditions internationales normales. Mais le gouvernement de notre pays est ce qu'il est et les conditions internationales sont ce qu'elles sont.

Dans son exposé des motifs du projet de ratification, non encore discuté par le Parlement, le gouvernement préconise la ratification en vue de la « *diffusion des connaissances humaines* », laquelle, « *en tant qu'expression des civilisations, est un facteur de paix* ». Bien. Mais hélas ! le même gouvernement, ou ses prédécesseurs, depuis bientôt sept ans, met la science et la culture françaises, et encore bien davantage la culture des peuples colonisés, dans les difficultés les plus incroyables. Mieux vaut des canons que des écoles! Donc, pas d'argent pour les écoles...

Le gouvernement propose la ratification, compte tenu de l'article 5 de l'Accord garantissant la *moralité* des œuvres importées, mais il laisse actuellement libre carrière à des publications, venues de l'étranger, pseudo-scientifiques autant qu'obscurantistes, qui foisonnent en France et qui nous viennent des Etats-Unis, comme les bandes d'*Opera Mundi*,

comme les illustrés sanguinolents dont la jeunesse de Madagascar ou de Dakar comme de Paris ou de Marseille est assaillie. Les vertueux accords de Florence ne changeront évidemment rien à cela, sinon qu'ils amélioreront probablement les bénéfices des firmes exportatrices.

L'Accord contient une annexe B aux termes de laquelle des facilités doivent être accordées aux pays participants à l'Accord pour importer des œuvres d'art et objets de collections.

Qui sera juge de ces œuvres selon l'article 5 ? Evidemment, le gouvernement. Mais c'est un gouvernement qui fait décrocher les tableaux du Salon d'Automne, qui essaie d'interdire à tout le moins toute publicité faite autour d'expositions comme celle de Boris Taslitzki et Mireille Miailhe... Il n'est pas bon, à son sens, de décrire les plaies du colonialisme en Algérie !

L'Accord de Florence stipule dans son annexe A-12° des franchises douanières pour permettre la circulation de plans et dessins de caractère industriel. Cela nous rappelle la réunion du Musée pédagogique que *La Nouvelle Critique* dénonça en son temps : le directeur du Musée pédagogique, assisté de M. Masbon, écoutant dignement le directeur de la Standard Oil commenter à une centaine d'enseignants un film offert gracieusement aux écoles françaises, ainsi que des tableaux muraux (signés « documentation ESSO ») sur la technologie des pétroles. Ce directeur de la Standard Oil déclara : « Les patrons ont tort de ne pas se tenir en contact étroit avec le personnel enseignant qui éduque les futurs ouvriers et employés. » Les accords de Florence ouvrent ainsi la voie par exemple à l'U.S. Steel qui pourra bien, désormais, offrir films et tableaux muraux aux rares écoles du Gabon, pour éduquer les futurs mineurs des futures exploitations de manganèse. Gare alors à ceux qui défendent le Code du Travail en Afrique Noire !

Notons encore que les livres, documents, etc. de caractère scientifique ou culturel ne viendront très probablement que d'un seul côté, du côté « occidental ». Oh ! il y a bien, dans les accords, un article sur la clause de la nation la plus favorisée pouvant s'appliquer aux pays non signataires de l'Accord. Mais le fait qu'un protocole spécial soit contenu dans l'Accord de Florence pour inciter tout spécialement les Etats-Unis à y adhérer nous fait penser que notre gouvernement inféodé à l'Amérique de MacCarthy ne fera bénéficier ni l'U.R.S.S., ni la Chine de la clause de la nation la plus favorisée...

Enfin, le fait que le gouvernement ait été si pressé de prendre un décret pour abolir les barrières douanières pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel, sans même attendre la ratification de l'accord par le Parlement nous fait croire à une intention toute politique, toute stratégique, plutôt qu'à une intention culturelle.

N'est-ce pas le couronnement moral, intellectuel de ces deux institutions si dangereuses : le pool charbon-acier, la Communauté Euro-

péenne de Défense ? N'est-ce pas un complément au « pool de la matière grise » ? En effet, les accords de Florence semblent de nature non seulement à faciliter le pillage intellectuel dont la France et les pays coloniaux, avec leurs ressources artistiques et scientifiques, sont des victimes désignées, mais encore à créer un état d'esprit favorable aux ambitions impérialistes.

Dans d'autres conditions, qui se réaliseront, nous en sommes sûrs, et notamment lorsque toutes les nations, y compris celles qui luttent maintenant sous le carcan du colonialisme, entretiendront des relations fondées sur le respect du principe de l'égalité des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, la coopération internationale dans les différentes branches d'activités intellectuelles, les échanges — dans tous les sens géographiques — d'œuvres, de matériel de laboratoire, de documentation, etc. seront un grand progrès pour l'élévation de l'intelligence humaine. Mais dans les conditions actuelles, les accords de Florence constituent une duperie dont bien des aspects sont dangereux.

Monique LAFFONT.

◆ Peintres et sculpteurs en Alger

LA jeune revue culturelle algérienne *Progrès*, dont nous avons déjà parlé ici, vient de prendre l'initiative d'organiser une exposition *Peintres et Sculpteurs*, en Alger. Cette exposition s'est ouverte le 17 décembre. Le journal *Liberté* (24 décembre) écrit à son sujet :

« *Nous tenons à souligner la parfaite réussite matérielle de cette exposition, organisée avec un goût très sûr, et le fait que c'est sans doute la première fois qu'une telle exposition, groupant des artistes venus d'horizons si divers, a lieu en Algérie.*

« *La revue* Progrès, *qui ne ménage pas ses efforts pour élaborer dans les domaines de l'art et de la culture des solutions qui tiennent compte des aspirations profondes du peuple algérien, se proposait de réunir toute une série d'œuvres des peintres et sculpteurs algériens ou ayant travaillé en Algérie. Il semble bien qu'elle ait réussi dans son but, qui était de rechercher s'il était possible de trouver un trait d'union entre des talents si multiples et des inspirations si différentes.*

« *Une première idée se dégage de l'impression d'ensemble. Il existe les premiers éléments d'une peinture algérienne, réelle, vivace, qui se définit déjà, sinon par des critères objectifs précis, du moins par une façon commune.*

« *Un lien profond unit les œuvres de peintres aussi différents par leur manière, leur sensibilité, leur mode propre d'expression que Marquet,*

Desnoyer, Louise Bonerdet, Pruvost, Duvalet, Bachir Yellés, Ali Khodja, Galliéro, Burel, Bernasconi, pour ne citer qu'eux — un désir profond d'exprimer, par l'intermédiaire de la toile peinte, ce qui fait le caractère particulier de la lumière de notre patrie, de la terre et des hommes. »

◆ Soviétiques à Paris

QUINZE artistes soviétiques viennent de passer trois semaines en France où ils ont donné des dizaines de concerts et de représentations. Les deux équipes de gymnastes soviétiques championnes olympiques viennent de se produire en France. Une délégation d'enseignants soviétiques, après avoir assisté au Congrès de la Fédération de l'Education Nationale, ont rencontré de très nombreux collègues français, et l'un d'entre eux, revenu à l'occasion d'une réunion internationale, a fait des conférences aux enseignants français.

Ceci pour le mois de décembre. Ceci pendant qu'à Moscou, parmi les nombreux hôtes étrangers qui sont les invités de l'U.R.S.S., on rencontrait Vercors, Aragon, Elsa Triolet, pendant que se déroulaient en Union soviétique un festival du film italien, une exposition d'art finlandais et des concerts d'artistes allemands. Pendant qu'enfin se décidait l'échange de deux élèves de l'Ecole Normale Supérieure, candidats à l'agrégation de russe, et de deux étudiants soviétiques.

Ce renouveau d'échanges culturels (et sportifs), accompagné d'ailleurs d'un renouveau des échanges économiques qui commencent à ranimer certains chantiers navals et certaines usines textiles de Roubaix-Tourcoing, d'Elbeuf ou de Lyon, c'est d'abord une victoire — et non négligeable — de la paix et de ses défenseurs lucides et fidèles. Une brèche a été faite dans le mur des refus de visa du Quai d'Orsay. Un nouvel effort, et l'officier de la Légion d'honneur, Ilya Ehrenbourg, pourra revoir la France.

La liste augmente des secteurs où des contacts directs, et parfois répétés, entre Français et Soviétiques contribuent à faire tomber les préventions et à rendre plus difficile la politique antinationale fondée sur la calomnie antisoviétique : médecins, astronomes, géologues, biochimistes, cinéastes, musiciens, artistes, enseignants, étudiants, sportifs...

L'accueil fait par les Français aux Soviétiques a d'ailleurs toujours quelque chose de particulier. L'affluence exceptionnelle qui se presse lorsque la possibilité d'une rencontre est donnée est un premier trait. La curiosité insatiable envers toutes les choses de l'U.R.S.S. en est un deuxième; et il ne s'agit pas d'une curiosité malveillante ou d'un goût d'exotisme, mais de la soif de connaître un monde qui, s'il n'est pas reconnu partout comme celui de l'avenir, passionne du moins presque

tous comme une grande expérience humaine. La sympathie générale est un troisième trait de l'accueil reçu en France par les Soviétiques; et elle n'est pas seulement le fait des ouvriers et des révolutionnaires accueillant des représentants du pays du socialisme, ni des partisans déterminés de la paix saluant en ses fils le principal défenseur de la paix du monde; elle englobe presque tous les Français dans le souvenir d'une amitié traditionnelle, dans le sentiment, qui résiste à toutes les propagandes, de reconnaissance envers l'allié victorieux de la dernière guerre, et plus encore peut-être dans le sentiment (parfois presque inconscient) que rien mieux que l'entente franco-soviétique ne peut assurer la paix — en tout cas, que la paix, c'est avec les Soviétiques qu'il faut la faire. Il y a donc dans cet accueil une manifestation importante de la maturation des conditions d'une politique nationale.

Chacun pour sa part peut détailler ce que lui apportent ces envoyés de la culture soviétique. Mais tous ont en commun fait cette constatation : ceux qu'ils ont eu devant eux sont parmi les meilleurs, parmi ceux qui vont au premier rang de la science, de la culture, du perfectionnement humain. C'était vrai du violoniste David Oïstrakh, du promoteur de l'accouchement sans douleur Nikolaev, du marionettiste Obrastsov ou du gymnaste Azarian. Et quand ça se reproduit à tout coup, personne ne peut plus penser que c'est le fait d'un hasard heureux. Ce qui est pour de nombreuses gens le point de départ de réflexions sur l'homme socialiste qu'il est du devoir de chacun de nous d'éclairer plus avant.

Voici qu'en quelques mois, à propos de trois violonistes, Nelly Chkolnikova, David Oïstrakh et Igor Oïstrakh, les critiques les plus rassis les placent unanimement parmi les plus grands violonistes de ce temps, disputant seulement si chacun des trois Soviétiques doit être mis à leur niveau ou au-dessus. Hélène Jourdan-Morhange écrit (ce sera notre seule citation, il y en aurait trop) : « *Dans les concours internationaux, les violonistes soviétiques seront toujours les premiers* », et explique pourquoi : les enfants doués sont pris en charge dès 5 ou 6 ans; on leur donne une éducation musicale et une éducation générale, une culture qui leur donne la meilleure technique et la meilleure intelligence de l'art; leur vie matérielle et les moyens de leur qualification sont assurés au cours de leurs longues études comme tout au long de leur vie professionnelle d'artistes. Donc, une sélection s'opérant sur tous les talents existant dans tout le peuple et des moyens illimités de formation professionnelle et culturelle : tel est le très simple secret de l'épanouissement artistique et intellectuel en U.R.S.S., le pays où un habitant sur quatre étudie.

Chacun pour ce qui le concerne a pu faire des constatations identiques pour la jeune danseuse ouzbèk Galia Izmaïlova comme pour la chanteuse arménienne Zaria Doloukhanova, les championnes de gymnastique et tous leurs camarades. Et pourrait les faire pour des centaines de milliers d'artistes, de savants, de techniciens, de sportifs, de travailleurs d'élite

de toutes catégories. Nombreux sont ceux qui ont commencé d'entrevoir cette vérité.

Il faut que ces échanges n'aient été qu'un début. Il faut pour cela être vigilants : les ennemis de la France et de la paix multiplient les obstacles. Il a fallu deux ans pour que les ministères intéressés se résignent, eux qui truffent l'Université d'Américains, à ce que deux jeunes Soviétiques viennent étudier quelques mois à l'Ecole Normale Supérieure. Le Quai d'Orsay a eu la goujaterie de faire interdire aux plus grands chanteurs et danseurs de l'Opéra de prendre part aux côtés de leurs collègues soviétiques, comme ils voulaient le faire, au gala franco-soviétique qui a empli le Vel'd'Hiv d'une foule populaire dont l'enthousiasme débordant s'alliait au goût artistique le plus fin.

Par leur présence, les représentants de la civilisation socialiste ont fait la preuve de la bienfaisance des échanges culturels. Le combat pour l'extension de ces échanges — y compris l'envoi réciproque de représentants de la culture française — est une part importante, ils nous ont aidé à mieux le comprendre, de notre devoir.

Francis COHEN.

◆ Prix Staline Internationaux de la Paix

AU moment de mettre sous presse, nous apprenons que l'un des Prix Staline de la Paix pour 1953 *vient d'être attribué à Pierre Cot, un des présidents du Mouvement de la Paix en France, directeur de la revue* Défense de la Paix, « pour son éminente participation à la lutte pour la préservation et le renforcement de la paix ».

Les autres Prix Staline internationaux de la Paix ont été attribués à Mme Isabelle Blume (Belgique), M. Howard Fast (Etats-Unis), au professeur J.D. Bernal (Grande-Bretagne), au poète Pablo Neruda (Chili), au major-général Sir Sahib Singh Sokhey (Inde), Mme Nina Popova (Union soviétique), Don Andrea Gaggero (Italie), à l'écrivain Léon Kruczkowski (Pologne), et à Mme Andrea Andreen (Suède).

◆ Un essai sur l'esthétique

JAMAIS peut-être n'a été plus sensible le besoin d'une théorie de l'art, qu'à cette heure où le roman réaliste a rencontré de grands succès, où ses adversaires sont réduits à faire la part du feu. Mais, avec le succès, les difficultés grandissent et, pour aller plus loin, il faudra de toute nécessité « *remonter de l'acquis aux principes* », comme écrit

très bien Lefebvre, dans la préface de sa *Contribution à l'esthétique* (1). Artistes et critiques cherchent l'appui de la théorie pour tirer la leçon de l'expérience, déjà riche, du nouvel art réaliste et, puisqu'en avançant celui-ci éclaire d'un jour nouveau tout le passé artistique, pour en finir avec les perversions d'une certaine histoire de l'art. Jamais un tel travail n'a, sans doute, pu se proposer une ambition plus haute et Lefebvre constate, avec un enthousiasme que l'on partage : « *La connaissance théorique a donc une fonction plus haute qu'auparavant, comme conscience esthétique transformée et renouvelée.* » (P. 157.)

Il serait pourtant peu honnête d'apprécier de son livre au prix de cette ambition. Les proportions mêmes de l'ouvrage montrent à l'évidence qu'il ne s'agit pas d'un « traité », et Lefebvre souligne lui-même que des problèmes importants, « *parmi lesquels ceux du « héros », du « type », des situations « typiques », du style* » débordent le cadre de son propos. Telle quelle, l'entreprise était périlleuse, et c'est le mérite de Henri Lefebvre de l'avoir tentée.

Au fil d'une analyse diverse, aux mille facettes, du fait artistique, de multiples problèmes sont abordés. Problèmes de psychologie de l'art : problème de la conquête par l'artiste de cette liberté qui réside « *dans la connaissance et la maîtrise des lois objectives* », et qu'on ne peut conquérir que dans « *la solidarité avec l'activité révolutionnaire du prolétariat* » (chapitre V). Problèmes de l'art comme fait social, problèmes de l'utilité de l'œuvre d'art. Problèmes des rapports de l'art et de la connaissance, de la liaison dialectique entre forme et contenu... Une foule de questions, voire de points d'histoire sont ainsi agités, à chaque détour d'une pensée alerte, curieuse, investigatrice.

Un chapitre (chapitre premier) est consacré aux *systèmes* et l'on est heureux qu'une juste place y soit faite à Diderot, « *créateur génial de la critique d'art* » moderne, par un philosophe qui le connaît bien. Lefebvre analyse également l'influence immense et pernicieuse — durable jusqu'à nos jours — de l'esthétique platonicienne. C'est vrai que l'on retrouve encore des miettes du *Banquet* dans les élucubrations de Kandinsky (« *le principe de la Nécessité Intérieure* »), voire, comme le note justement Lefebvre, dans les soucis esthétiques de la publicité américaine... Influence contradictoire en apparence, puisque le théoricien d'un art socialement utile, subordonné à une orientation politique, a servi de garant, deux millénaires après, aux tenants de l'art pour l'art. Mais il est vrai que cet art « socialement orienté » que voulait Platon n'était en aucune façon un art réaliste. Ainsi, la contradiction qu'aperçoit Lefebvre serait, en vérité, au cœur même de l'esthétique platonicienne. Comme — et c'est ce qui en explique l'influence — au sein de toute esthétique

(1) Editions sociales, collection « Problèmes ».

inspirée par des vues réactionnaires. Est-il possible de mettre l'art au service d'une politique réactionnaire, sans le mutiler, voire le détruire? Voilà une question d'actualité. La réponse de Platon, c'est le flutiste banni de la cité — l'exclusion de la musique populaire.

A chaque page de la *Contribution à l'Esthétique*, on est ainsi tenté par un rapprochement avec cette expérience récente dont la lumière fait apparaître, dans le tissu bigarré des écoles et des époques, ce fil directeur : la lutte contre l'idéalisme de l'art qui s'efforce vers le réalisme. Lefebvre a raison de montrer que cette lutte se livre aussi dans l'esprit, dans l'œuvre même de chaque artiste, comme en témoignent les débats de conscience, les faux pas quelquefois, de ceux qu'il nomme très bien les « *introducteurs de réalités* ».

Ce fil une fois retrouvé, il va être possible de démêler — en se gardant de tout schématisme — la signification des grands mouvements, des grandes époques de l'art. Dans l'art du moyen-âge (encore faudrait-il préciser : ni l'art ni la société médiévales ne sont les mêmes du XIIe au XVe siècle, par exemple), dans l'art du Moyen âge, on verra apparaître, derrière le conflit apparent entre vie religieuse et vie quotidienne, les luttes de la bourgeoisie qui, dans le même temps, conquiert les franchises communales, de la paysannerie qui fait ou fera les Jacqueries. Réalités auxquelles l'art du moyen âge a fait leur part, plus ou moins large selon le temps, le lieu, les possibilités d'expression — la liberté d'expression.

Ainsi, le combat — disons : entre idéalisme et réalisme — se livre sur le fond des luttes politiques et sociales, la lutte de classe est derrière la lutte de l'artiste et celle-ci ne pourrait exister sans celle-là. En même temps, l'art prend sa part du combat, soit qu'il s'efforce de justifier une structure sociale, soit qu'il aide à la ruiner — ou qu'il propose les moyens d'une précaire évasion. Ainsi, l'art apparaît avec tous les caractères d'une « *superstructure* ». C'est cette définition essentielle, que donne Henri Lefebvre après les maîtres du marxisme, qu'il ne faudra pas oublier. Cette « superstructure » entretient avec « l'infrastructure », qui lui correspond, des rapports complexes, qu'il serait dangereux de vouloir soumettre à une analyse trop hâtive. Lefebvre signale, en particulier, avec raison les dangers d'une « technicisme » dont on sait le rôle qu'il joue dans l'histoire bourgeoise contemporaine : « *La question centrale*, écrit-il, *n'est pas seulement de savoir quelles formes naissent du fer, du béton ou de l'acier, mais qui se sert du béton et de l'acier, et dans quel but, avec quels besoins.* »

C'est dans cet esprit que Henri Lefebvre aborde, entre vingt autres, le problème du retard de la forme sur le contenu. « *La critique d'art*, dit-il, *trouve ici sa fonction majeure : déceler le retard de la conscience sur la vie.* » Et il précise très justement : « *De tels problèmes ne se résolvent pas dans l'abstrait. Il faut modestement analyser les œuvres*

dans lesquelles le prolétariat, comme classe ascendante, puis dirigeante et détruisant la société de classe, se découvre, se reconnaît, s'exprime, apporte un contenu nouveau, bouleverse et renouvelle les anciennes formes. »

C'est l'une des qualités de son livre que de nous inciter à tenir le plus grand compte de cet acquis et à développer dans ce sens les multiples indications qu'il nous donne. Ainsi, quand il laisse prévoir « *une sorte de réhabilitation de la beauté* », nous invite-t-il à apprécier sous cet angle, disons : la *Trieuse* d'André Fougeron. Portrait où nous découvrons, à travers les traits typiques de la classe ouvrière d'aujourd'hui, le visage de l'homme de demain, dont l'art met sous nos yeux l'accomplissement, préparant ainsi « *la résurrection de la beauté humaine* ». Oui, ce livre tient son lecteur, et parfois la plume à la main, dans une perpétuelle émulation de la réflexion. C'est en quoi il est un livre d'actualité. Et que les progrès mêmes de la recherche qu'il engage n'aillent pas sans modifier certains éclairages, sans exiger des précisions nouvelles, des développements nouveaux, c'est ce dont Henri Lefebvre sera, sans doute, le dernier à s'étonner.

Pierre JOLY.

◆ La confrontation nécessaire

JUSQU'EN janvier 200 élèves du S.P.C.N., à Paris, ne pourront suivre ni cours ni travaux pratiques. Pénurie de locaux. A la Faculté des Sciences, on a refusé des inscriptions pour les séances de problèmes. Même raison.

Cela se passe en 1953, au pays de Pasteur et de Langevin, en province comme à Paris.

Et c'est dans une cave qu'ici les petits apprendront à lire. Ailleurs, dans une manière de baraque qui tremble au vent. A Tours, l'école qui porte le nom de Paul-Louis Courier doit entasser trois élèves sur chacune des tables à deux places. En Lozère, ni préau ni cour pour la plupart des écoles de campagne. A l'Isle-sur-Sorgue, le cours complémentaire se fait dans la salle à manger de l'institutrice.

Collèges, lycées, centres d'apprentissage, même spectacle partout, car tout manque : l'argent, les locaux, plus encore les maîtres.

Parce qu'ils veulent en finir avec une situation qui est une insulte au pays, les universitaires se sont dressés unanimes, le 9 novembre, pour une grève de vingt-quatre heures. Ils ont ainsi prouvé au gouvernement qu'ils n'entendent pas cautionner par leur passivité et leur silence une politique qui consent de mauvais gré 8 % du budget à l'éducation de

la jeunesse, politique où la France et son université ne se reconnaissent pas. Il est grand temps que cela change et que l'intérêt national reprenne ses droits. Cela s'est dit dans les écoles et les instituts le 9 *novembre, avec le chaleureux accord des parents d'élèves et de la population.*

Cela s'est dit à la rentrée solennelle de l'Université de Paris, le 14 *novembre. Le Président de la République, qui était là, a pu entendre le recteur Sarrailh déplorer l'infortune de nos laboratoires :* « Si les services de sécurité faisaient une sévère inspection dans nos murs, je crois bien qu'ils devraient décréter la fermeture immédiate de locaux aussi vétustes qu'incommodes, aussi surpeuplés qu'inconfortables, comme cette maison du P.C.B. où le doyen Châtelet, grâce à une merveilleuse ingéniosité et aussi, ce qui est plus grave, à une réduction d'horaire, parvient à accueillir et à faire travailler efficacement les étudiants entassés les uns sur les autres, entre les armoires à livres, les dépôts de caisses et de bonbonnes et le matériel scientifique. »

Et le recteur a poursuivi : « Le problème est grave, car nous refusons chaque année chercheurs français et étrangers » (1).

Ainsi donc c'est, par delà l'Université, le rayonnement même de notre pays qui est atteint. Triste vérité que s'accordent pour reconnaître les savants et les enseignants de tout horizon.

Notre ami Frédéric Joliot-Curie rappelait récemment (interview au journal Combat, 5 *novembre* 1953) *que le nom de la France, et son histoire, sont inséparables des gloires qui l'ont portée au premier plan de la science mondiale. Tout cela est aujourd'hui bafoué par les responsables d'une politique qui, depuis* 1947, *sacrifie les budgets de culture aux budgets de guerre. Et pourquoi ? Parce que le sort du pays ne se décide pas en France, mais au Pentagone, sur la carte de l'état-major atlantique. Aérodromes et dépôts de munitions, stationnements de troupes..., c'est cela que la carte indique. Le laboratoire et l'école s'effacent; il n'y a de routes que stratégiques.*

Ceux qui réarment une Wehrmacht de revanche, gendarme de l'Europe, ceux qui promettent aux criminels de guerre amnistiés les charmes d'une nouvelle occupation en France, n'est-il pas bien normal qu'ils dépouillent l'Université et tentent de l'asservir? Même cause engendre même effet : en 1940 *le parti de la trahison n'en usait pas autrement. Aujourd'hui, les cercles officiels, en même temps qu'ils refusent à la science française ses moyens d'existence, voudraient placer les maîtres sous la tutelle des préfets.*

.. ..

Professeurs, chercheurs, instituteurs ont conscience que leur cause s'identifie à celle du pays entier, que leurs intérêts sont à l'échelle des

(1) *L'Education Nationale*, n° du 19 novembre 1953, p. 15.

intérêts majeurs de la nation. C'est le sentiment d'une responsabilité française et le souci du bien public qui les rassemblaient le 11 novembre dans la cour de la Sorbonne contre la ratification des Accords de Bonn et du Traité de Paris. Leur refus d'éducateurs et de citoyens a l'autorité d'un acte qui, nouant l'avenir au passé, signifie aux fossoyeurs de la patrie que l'histoire de la France n'est pas close.

Comme il y a dix ans, les universitaires serrent les rangs pour briser le vent de mort qui menace notre pays et sa culture. Ils interdisent qu'on enterre la mémoire des meilleurs, tombés sous les balles et dans les camps pour que la France garde son honneur et ses chances de grande nation. Ils demandent comptes à qui prétend décréter la France d'impuissance, dans le moment même où les autres peuples saluent les contributions du nôtre au combat mondial pour la paix. Ils exigent que soient donnés à l'intelligence française des moyens à sa taille.

Ces moyens, le budget établi par le gouvernement pour 1954 est loin de les envisager! Et par exemple, alors que l'effectif des écoles primaires s'est accru cette année de 300.000 enfants, les crédits de fonctionnement restent les mêmes que l'an passé, environ 60 milliards.

Commentant un pareil budget, le président de la Commission de l'Education nationale, M. Billières, y voit « une manière d'attentat contre notre jeunesse ». *L'insuffisance des crédits, dit-il,* « aboutit à la dégradation indiscutable de l'éducation nationale et à la négation du principe de l'enseignement public ouvert à tous » (1).

.. ..

Le projet officiel de réforme de l'enseignement ne trompe pas la vigilance de nos universitaires. Quand le ministre les invite à savourer les heureuses perspectives d'une scolarité prolongée jusqu'à dix-huit ans, ils répondent : « Donnez d'abord *au pays locaux, crédits et maîtres; après quoi nous parlerons réforme. » En refusant de discuter le misérable budget de l'Education nationale, l'Assemblée a satisfait un vœu des éducateurs et des savants. C'est une première victoire; elle en annonce d'autres.*

...Aucun effort n'est superflu quand il y va du patrimoine. Pour qu'il soit maintenu, et pour que s'ouvrent à notre peuple les voies d'un avenir heureux que la science lui promet, l'union des hommes de pensée va se renforcer encore. Ainsi le veut l'intérêt national.

Le moment n'approche-t-il pas d'une ample et libre confrontation où les chercheurs, les professeurs, les instituteurs, affirmant leur ardente et commune volonté de renouveau, *se rencontreraient, de partout venus, pour rappeler solennellement les droits de l'intelligence et pour définir*

---

(1) Assemblée nationale, 1er décembre 1953.

les conditions matérielles et morales sans quoi le rayonnement culturel de la France ne serait plus que souvenir ?

Nul doute que l'opinion la plus large saluerait semblable initiative et ne lui ménageait pas son appui.

« LA PENSEE »
Editorial du numéro 52 (décembre 1953), extraits.

◆ A propos de Von Salomon

JE viens de lire l'article que Maurice Mouillaud a consacré dans le dernier numéro de *La Nouvelle Critique* à Von Salomon. Je suis d'accord sur le fond, avec son contenu. Je pense cependant qu'il appelle de-ci de-là quelques précisions.

1° Von Salomon n'est pas *typique*, en ce sens qu'il n'apporte pas d'explication aux phénomènes qu'il décrit. Chaque fois qu'il quitte le terrain de l'anecdote où il excelle, il devient fumeux et souvent accumule les inepties. Ce n'est pas un penseur. Ses idées, il les prend chez ceux qui l'entourent. Chez Jünger, par exemple. Notamment en ce qui concerne le mythe du Front ou la conception de la Guerre purificatrice. Ce qu'il faut noter, c'est que ces idées sont banales, courantes. Qu'il n'est pas un écrivain d'inspiration fasciste qui ne les expose dans tous les ouvrages écrits entre les deux guerres. Pourquoi les découvrir chez Von Salomon? Mieux vaut les étudier chez ceux qui les ont mises en circulation, à commencer par Hitler lui-même, avec *Mein Kampf*.

2° Von Salomon n'est pas *exemplaire*. Il a pu, un certain temps, jusqu'en 1930, illustrer le comportement d'une certaine jeunesse prussienne désorientée par l'effondrement de l'empire wilhelmien, nostalgique d'un Etat fort, confusément imaginé. Il n'est pas le seul. Tous les écrivains allemands, depuis Remarque dans *A l'Ouest rien de nouveau*, présentent et peignent ce désarroi.

A partir de 1930, Monsieur Von Salomon est arrivé. Quelques succès littéraires et surtout un poste de scénariste bien rétribué (certaines années, il gagne 60.000 marks, soit environ 6 millions de francs d'avant-guerre, plus de 100 millions de francs 1954), il vit grassement, mange des ortolans et boit du cognac. Il raconte ses goinfreries avec satisfaction. De quoi cet embusqué, ce profiteur de guerre en rupture de ban (intellectuellement) avec le nazisme pourrait-il être exemplaire? C'est un repu qui cherche des raisons à son inaction et à sa lâcheté. Le jeune assassin de Rathenau est devenu un bourgeois que les scrupules n'empêchent pas de bien boire

et qui a su, avec un sens commercial très développé, exploiter au maximum sa position de romancier-assassin.

Il n'est pas exemplaire parce que la préoccupation essentielle du *Questionnaire* est la justification de Von Salomon. Ce qui suppose que le chroniqueur habile qu'il est, choisira avec discernement dans les faits et dans sa vie, de manière à camper un personnage sympathique, plein de bonne foi, un Juste en un mot, non sans quelques faiblesses, mais on est homme, n'est-ce pas?... Il joue admirablement les sincères. Il raconte sa vie. Il choisit dans sa vie ce qui lui attirera le succès de librairie. Il choisit ce qui fera plaisir au lecteurs. Mouillaud ne montre pas que le *Questionnaire* se termine par une apologie du nazisme. Le personnage le plus sympathique, le meilleur homme et le meilleur national-socialiste, du camp, selon Von Salomon, c'est Ludin, bourreau des Slovaques. Et nombre de lecteurs, béatement endormis dans leur quiétude par cette absolution que leur donne Von Salomon en montrant que les vaincus, ma foi, ne sont pas plus mauvais que les vainqueurs (américains), feront le succès de ce livre qui apaise tous les scrupules et lave de tous les crimes.

Nous n'avons aucune raison en France de prendre Von Salomon au pied de la lettre. Son succès, c'est de notre ignorance qu'il est fait. Pourquoi étudier chez lui la montée du nazisme, l'emprise de cette idéologie sur la petite-bourgeoisie, quand c'est le sujet de tous les romans progressistes d'Allemagne depuis la guerre. Sa chance — est-ce uniquement de la chance? — c'est d'avoir été traduit en 1953. Qui a choisi de le traduire? Pas nous.

Il existe en Allemagne démocratique dix romans qui vont plus loin. Je ne citerai que *Totentanz* de Bernhard Kellermann et la *Hache de Wandsbeck* d'Arnold Zweig (traduit chez Calmann-Lévy en 1950). Il y a dix films qui cherchent à expliquer cette captation des esprits et des cœurs (*Rotation, le Conseil des Dieux*, etc.). C'est là qu'on trouvera une peinture plus juste du développement de l'idéologie nazie.

Von Salomon est un chroniqueur qui truque. C'est un écrivain habile, ce n'est pas un écrivain valable. Nous ne devons pas lui attacher une importance qu'il n'a pas, même au titre de témoin de son temps.

3° La perversion du patriotisme allemand... Je citais à l'instant Arnold Zweig, un des meilleurs écrivains allemands. Les quatre livres qu'il a consacrés à la guerre de 1914-1918 sont de la classe des *Morts restent jeunes*. A les lire, on découvre les racines de l'idéologie nazie, dans le militarisme prussien. Il me semble que Mouillaud n'est pas assez précis sur ce point. Les nazis, après Guillaume II, ont su identifier, pour la masse, la patrie à l'impérialisme allemand. Il n'y a pas eu dissociation entre l'Etat prussien et le nazisme, même si les formes ont changé. Et

pour la masse du peuple, Hitler poursuivait des buts nationaux, défendait des intérêts nationaux. Depuis Frédéric Ier, l'armée, en Allemagne, est identifiée à la nation, en même temps qu'elle s'en isole. A ce sujet, je ne comprends pas que, pour expliquer cette évolution, Mouillaud fasse référence à Vigny. Mieux vaut partir de Frédéric II. Après Kleist, durant tout le XIXe siècle, et surtout à partir de Bismarck, aucun chef militaire ne se posera plus les problèmes du Prince de Hombourg. D'ailleurs, il n'y a pas de conflit possible. La Wehrmacht sert les impérialistes allemands, tout en feignant de se situer au-dessus des partis, de n'avoir en vue que les intérêts de la nation. Mais encore une fois, il n'y a pas en Allemagne, où jamais la révolution démocratique n'a été menée jusqu'au bout, de divorce, pour les masses, entre les intérêts nationaux et les buts des impérialistes. Le divorce existe évidemment. Il n'est pas senti. Adenauer tente de nouveau — et réussit en partie — ce camouflage, cette identification mensongère et grosse de catastrophes.

Mouillaud a raison de remonter au début du XIX siècle. Mais là son analyse est extrêmement sommaire. Ce rêve romantique, écrit-il, « *était né de l'échec de la transposition allemande de la philosophie française des Lumières. A partir de là, il y avait deux voies : ou bien le recours mystique et religieux du romantisme allemand, ou bien la voie scientifique ouverte par Karl Marx.* » Ces affirmations prêtent à discussion. Peut-on parler d' « échec de la transposition allemande de la philosophie française des Lumières » avec Lessing, Kant, Herder, Goethe, Schiller? Le courant rationaliste est extrêmement fort qui parcourt le XVIIIe siècle allemand (M. Pierre Grappin l'a montré dans une récente thèse). Et parler d'échec de ce rationalisme-là, de cette philosophie des Lumières, c'est couper Marx de ce qu'il l'a précédé, c'est en faire un génie inexplicable.

L'échec, ce n'est pas la transposition allemande de la philosophie des Lumières, c'est l'absence de révolution bourgeoise dans une Allemagne qui conserve sa structure féodale et morcelée. C'est ce qu'on appelle la *Deutsche Misere*, la misère allemande. C'est cette impossibilité de transformer le monde où ils vivent qui, par réaction, rejettera les romantiques allemands dans la nuit médiévale et Hölderlin dans les ténèbres de la folie. Tandis que Marx, après les hésitations de la Jeune Allemagne et les aspirations confuses de tous ces esprits qui rêvent de liberté et qu'enflamme la Révolution française, montrera en effet la solution scientifique, non seulement du problème allemand, mais des contradictions nées du capitalisme en général.

Je serais désolé si ces remarques pouvaient laisser croire que l'étude de Mouillaud n'est pas bonne à mes yeux. Je pense au contraire qu'il a raison de montrer que Von Salomon est un petit-bourgeois qui ne pouvait pas donner la solution du problème qu'il pose, empêtré qu'il est

dans les contradictions de la petite bourgeoisie. Je crois aussi que *le Questionnaire* est un témoignage intéressant. Mais nous aurions tort de ne pas l'aborder avec la plus extrême circonspection.

Gilbert BADIA.

◆ Prenez la plume !

J' *AVAIS cité, dans la présentation du numéro 48, des extraits d'une lettre de Marcel Brissaud, de Mâcon. Ce camarade nous écrit à nouveau et je veux citer ce passage de sa lettre :*

« Après la sortie du numéro 45 (*consacré aux Journées d'Ivry*), combien la revue a-t-elle reçu de lettres de lecteurs ? Combien en a-t-elle publié ? Quel rôle a-t-elle joué dans la discussion qui a suivi Ivry et le numéro 45 ? Que pense-t-elle faire dans ce sens ? Combien de cercles d'intellectuels communistes sont nés depuis Ivry ?

...Voici certaines critiques assez souvent entendues : *a*) beaucoup d'articles sont du compilage de textes; *b*) style et forme trop ampoulés, venir à une formulation plus claire; *c*) le lyrisme de Kanapa fatigue, savoir raccourcir; *d*) Annie Besse : c'est pire; *e*) trop de mots, peu de faits; trop d'éclat, pas suffisamment d'analyses de fond; *f*) P. Hervé sombre dans le roman-fleuve avec « de Trotski à Tito », etc. »

Marcel Brissaud ne prend pas ces critiques à son compte et il les qualifie d'« attaques ». Personnellement, et sans engager le Comité de rédaction, je dois dire que je trouve au contraire ces critiques extrêmement précieuses, utiles, indispensables.

Et notre camarade poursuit, à l'intention des lecteurs :

« Camarades, précisez votre pensée ! Prenez la plume et écrivez à la rédaction, aidez-la, vous rendrez un fier service aux camarades qui manquent de critiques — mais, s'il vous plaît, parlez clairement et ouvrez la tribune des lecteurs de la *N.C. !* »

J'ajoute qu'après avoir encore émis plusieurs suggestions intéressantes et exprimé son admiration pour le roman d'E. Ouspenskaïa, Eté, *Marcel Brissaud conclut :* « et nous diffuserons la N.C. ! » *Ce qui est* aussi *très important.*

J.K.

L'HOMME ET SON NOM

roman

par Anna Seghers

(suite et fin)

6

Il n'aurait pu rêver plus heureux changement. La S.M.T. de Greilsheim, où il atterrit, ne travaillait à cette époque qu'avec tout au plus vingt tracteurs. Elle ne se contentait pas de rendre des services dans les champs, elle rayonnait parmi la population paysanne au moyen de conférences, de représentations théâtrales et cinématographiques, de concerts, de spectacles de danse, voire même de bibliothèques ambulantes, les jours de marché. Un bon mécanicien comme Heinz, sortant au surplus de l'école du Parti, y était particulièrement bienvenu.

Il fut reçu avec une joie non dissimulée. Ses papiers l'avaient précédé et avaient déjà été examinés. Le bâtiment, clair et propre, lui donna l'impression du « chez soi ». Dès les premières minutes, il lui sembla n'avoir jamais habité dans des ruines. Après le repas pris en commun, il s'attela à un travail de réparation que son prédécesseur avait négligé de faire. Cela plut à ses nouveaux camarades de le voir se mettre au travail tout de suite, et avec un visible plaisir. Ils se dirent : voilà l'homme qu'il nous faut. Ils formaient une petite famille : la Direction, le Conseiller agricole, les tractoristes, le mécanicien, les personnes qui participaient habituellement au travail de la maison. Dans les chambres blanches et proprettes, ils respiraient la paix. Ils la respiraient à chaque souffle, à chaque bouchée, et aussi dehors, dans les champs.

Le conseiller agricole s'appelait Harms. C'était un homme calme, à la chevelure noire, avec des yeux profonds et pleins de chaleur. Il avait été élevé dans la région. Il y connaissait tout et tous. Il était très bien vu des paysans. Il y en avait même qui, à l'établissement du contrat avec la S.M.T., exigeaient l'assurance que cette année-là comme les autres ils n'auraient pas d'autre conseiller que Harms.

Heinz l'accompagnait quelquefois. Il écoutait comment Harms parlait aux familles. De temps en temps, il se risquait à une remarque. Sur le chemin du retour, un jour, Harms lui demanda :

— Tu es de la campagne ?

Heinz eut un instant d'hésitation, et dit :

— Moi pas. Mais mes parents. J'y venais souvent voir mes grands-parents.

— Et où vivent-ils maintenant, tes parents ?

— Ils sont morts depuis longtemps. Je n'ai ni frère ni sœur; je n'ai plus personne; seulement quelques oncles et cousins.

— Et où perchent-ils ?

— Je n'en sais rien. Peut-être à l'Ouest. En tout cas, ils ne se soucient pas de moi. Pour eux, je suis mort de toute éternité. Hitler, pour eux, c'était tout. Et quand ils ont appris que j'étais contre, ça a été pour eux comme si je n'existais plus.

Harms ne répondit pas; mais il reprit un moment après :

— Quand même, à ta place, je donnerais signe de vie. La famille, c'est un moyen de rapprochement. Justement parce qu'ils ne veulent rien savoir de toi, il faut que tu leur lances à la face combien belle est ta vie depuis la Libération.

Heinz ne répondit rien. Harms se mit à raconter des souvenirs :

— C'était sur le Dniepr. On battait en retraite. On m'avait laissé pour mort. Je perdais mon sang, j'étais déjà presque mort de froid. Les Russes me trouvèrent. Je pensais en moi-même : mieux vaudrait être mort. — Car évidemment, cette bande de salopards nous avait fait avaler les mensonges les plus stupides pour nous faire aller au casse-pipe. Pour aller défendre leurs comptes en banque, leurs biens, leurs usines; et il ne fallait pas balancer les armes, il ne fallait pas faire la paix trop tôt. Donc, les Russes m'ont trouvé, et ils m'ont soigné. La vie a repris pour moi au moment précis où j'ai cru que tout était fini. On ne m'a pas seulement pansé, guéri. On m'a changé la tête, changé le

cœur. Que je regarde le champ, là, ou la forge, j'éprouve un sentiment autre que par le passé; je ne pense pas, je n'éprouve pas les mêmes choses qu'avant quand je rencontre un homme que je ne connaissais pas, toi, par exemple.

Heinz sursauta.

— Comment ça ?

— Eh bien, parce que quand j'ai marché avec tout le monde, tu n'en étais pas, toi.

Ils traversèrent un bois de pins. Le vent balayait tantôt les ombres, çà et là, tantôt des taches de soleil au milieu de la futaie clairsemée. Le soleil était un froid désert de février.

Heinz pensa : Voilà un homme à qui j'aurais pu tout raconter. J'aurais... oui. Mais c'est trop tard. Je me serais tout de même senti plus léger. Il eut le sentiment d'une découverte soudaine; celle de quelque chose qui lui pesait encore. Mais une autre idée aussi lui passa par la tête : j'aurais beau alors me conduire aussi bien que je pourrais, personne n'aurait plus confiance en moi; à qui cela profiterait-il ?

On leur avait révélé qu'un paysan gardait chez lui, dans son écurie, deux pneus qui avaient fait partie des biens de l'ancien domaine depuis lors partagé, au lieu de les livrer. Le directeur, Brandt, alla le trouver accompagné de Harms et de Heinz. Le paysan commença par se mettre en colère et dire des grossièretés. Mais, lorsqu'ils le menacèrent du pire s'il ne disait pas où il recélait les objets en question, il prit peur; et avoua avec mille circonlocutions, et attendit les suites plein d'angoisse. Tandis que les autres rentraient avec leurs pneus, riant et pestant à la fois.

— Cette canaille, dit Heinz, très monté, vole son peuple comme un juif.

Harms lui lança un bref regard. Mais Heinz n'y prit pas garde. Et il protesta, en voyant que Brandt s'opposait à ce qu'on dénonce le coupable.

— Il faut lui laisser une chance. On ne change pas comme ça du jour au lendemain. Il faut un temps plus ou moins long : ça dépend du type.

Heinz allait par les champs, fatigué, mais content. Çà et là, la terre présentait comme un souffle de verdure; on aurait dit que le soleil venait tout juste de lui envoyer la chaude haleine de ses rayons. Cette année-là, les paysans avaient voulu passer avec la S.M.T. plus de contrats qu'elle n'en pouvait accepter. Alors

que l'année précédente, ils n'avaient suivi l'innovation qu'avec méfiance.

Jour et nuit, il travaillait à vérifier ou à remettre en état les machines et les outils. Il jouissait ce jour-là de ses premières heures de liberté. Comme à son habitude, il se promenait tout seul, pensant à tout et à rien.

L'air était si pur et si clair qu'il fit d'étranges découvertes. Quand on marche sur la route, les arbres vous ont un air de se déplacer en file comme des soldats. De loin, ils ne paraissent guère se ressembler. L'un est droit comme un piquet, l'autre biscornu. Et pourtant, c'est le même vent qui souffle sur les uns et les autres. Il était, comme toujours lorsqu'il allait seul, un moment joyeux, l'instant d'après sombre, en une alternance curieuse... Aujourd'hui, seul sur la vaste plaine, son visage changeait aussi rapidement que la lumière et l'ombre. On voyait à l'horizon quelque chose de sombre bouger sur la route. Le vent véhiculait vers lui des bribes de chanson. Heinz sifflota ce qu'il entendait chanter. La route était blanche lorsque le soleil la frappait en plein; mais lorsqu'un nuage le cachait, on voyait une classe d'écoliers traverser l'ombre. Un petit point rouge — l'institutrice — courait de temps en temps devant. Heinz crut reconnaître Katharina. Mais il s'imaginait la voir dans chaque point rouge, chaque fois que surgissait une jeune fille à chevelure noire. Il obliqua par le chemin vicinal en direction de la grand-route. Il ne quittait pas des yeux le petit point rouge, comme pour le forcer à se soumettre à ses pensées. Il croyait même, à mesure qu'il s'approchait, pouvoir l'amener à devenir vraiment cette image qu'il désirait si ardemment voir. Il pensa : il ne faut pas qu'elle s'en aille. Il cria : « Katharina ». La jeune fille tressaillit, puis bondit par-dessus le fossé, et courut à sa rencontre sur le chemin.

Ils se regardèrent, comme si chacun avait peur de voir l'autre se dissiper soudainement, comme quelque chose qu'on ne peut déjà plus prendre pour un rêve, mais pas encore tout à fait pour la réalité. Un air d'incertitude, ou de tristesse, ou de raillerie, à moins que ce ne fut simplement de la douleur physique, passa fugitivement, comme jadis, sur le visage de Katharina.

Elle pensa, soulagée : « Si, c'est bien lui. »

Ils revinrent sur la grand-route. Heinz mena toute la classe à la Station de machines. Il n'eut de cesse qu'il n'eut tout montré,

tout expliqué à la jeune fille. A ses gestes, à ses paroles, elle comprit combien il était attaché à son travail, à son milieu; combien aussi, tout le monde l'aimait et l'estimait.

— Ça a l'air de la fille qu'il lui faut, pensa Harms. Cela l'avait souvent chagriné de voir Heinz se promener tantôt avec une fille, tantôt avec une autre.

Katharina habitait à deux heures de chemin, dans son école. Dès lors, ils se rencontrèrent aussi souvent et aussi longtemps qu'il était possible. Ils parlaient de champs et d'école, de tractoristes et d'institutrices, de paysans et d'écoliers, du présent et de l'avenir.

Un jour qu'ils étaient libres, ils firent une randonnée de plusieurs heures dans la campagne. On était entre l'hiver et le printemps. On se prenait souvent à penser : le blanc qu'on voit là, derrière, est-ce bien la neige, ou du bois de bouleau empilé ? La forêt, dès qu'elle se fut saisie d'eux, ne les lâcha plus. Elle s'avançait jusqu'à la limite des terres cultivées, jusqu'au bord de la route. Ce n'était pas une forêt foisonnante et inextricable mais elle était, comme la savane primitive, d'une majesté calme, dominatrice.

Vint midi. Ils ne savaient plus le chemin du retour; et n'avaient pas non plus envie de le chercher. Les pins et les bouleaux se firent plus clairsemés, les villages devaient être à portée de la voix. Ils pouvaient jouer avec l'idée que la forêt les enserrait si fort qu'ils ne pourraient plus en sortir. Katharina avait l'air plus belle qu'il ne se l'était jamais imaginée. Son visage était aussi lisse qu'une châtaigne mûre, et aussi brun, aussi ferme. Elle ramassa des pommes de pins dans son bonnet, puis revint se glisser près de lui sur le tas de bois. Ils se blottirent l'un contre l'autre et parlèrent à voix basse, comme si la forêt pouvait s'apercevoir que des étrangers s'étaient introduits subrepticement. Du haut d'une maîtresse-branche, un écureuil les considérait de ses yeux malins. Katharina dit :

— Il te regarde comme s'il te connaissait.

— Possible qu'il me connaît...

— Comment cela ?...

Heinz haussa les épaules. Il pensait : « Un jour, je lui dirai tout. Evidemment, pas maintenant. C'est trop beau, en ce moment. Mais plus tard. » Katharina le dévisageait avec étonnement :

— A quoi pensais-tu à l'instant ?

On entendit un craquement, et, en se retournant, ils virent une vieille paysanne qui descendait à travers bois avec un gros sac. Elle jeta un regard sur le bonnet plein de pommes de pin. Katharina vida tout dans le sac de la vieille. Heinz dit : « Le chemin de Greilsheim ? »

— Greilsheim ? dit la vieille femme revêche un peu interloquée, pourquoi donc n'allez-vous pas à Gebersbach ? C'est bien plus près et plus joli.

— Mais nous voulons aller à la S.M.T. de Greilsheim.

— Ah ! diable, la S.M.T. dont nous dépendons chez nous à Gerbersbach est à Sieringen.

— Oui, mais moi, mon travail est à Greilsheim.

— Alors, c'est différent. A-t-on idée d'aller se perdre, histoire de roucouler ensemble, jusqu'à Gerbersbach !...

Elle ajouta avec un accent de pitié : « Il faut que vous sortiez par-là. Moi je m'en retourne à Gerbersbach. » On entendit ses pas lourds dans les taillis. Puis un craquement plus fort, mais on ne voyait plus que sa tête. Elle cria sans se retourner : « Encore une fois, merci mademoiselle. » Katharina regarda Heinz en riant et dit : « Qu'est-ce qu'elle fait donc de toutes ces pommes de pin ? C'est pour se chauffer ? » — « Non, dit Heinz. elle les porte aux autorités, ça lui rapporte, je crois, quelques marks. On en extrait les graines et on les plante; et ainsi naît une forêt nouvelle. » — « C'était une bonne petite mère. Mais il faut rentrer. D'ailleurs, tu vois, le soleil se couche. »

Lors de leur brève rencontre dans le métro, à Berlin, la jeune fille lui avait parlé de cet ami qui, à ce moment-là, était son condisciple. Quand Heinz pensait à cet homme, il se le représentait comme une sorte de pharisien infatué de soi-même et sec comme une croûte de pain; un homme qui ne souffrait jamais, ne doutait jamais. Heinz se sentait supérieur à lui. Quand il interrogeait Katharina à son sujet, elle répondait évasivement : « Tu vois bien, c'est fini ».

Un soir, elle déclara qu'elle partait pour le week-end. « Voir Hans Weigand. Le village où il enseigne à présent n'est qu'à deux heures d'ici. » « Pourquoi y vas-tu si c'est fini entre vous ?»... Elle répondit calmement : « Même s'il ne s'agit pas d'amour — nous sommes tout de même amis, nous avons de l'affection l'un pour l'autre. Il faut que je lui explique tout. Je ne peux pas souffrir que se prolonge une situation trouble. Je ne veux pas

souffrir que les choses ne soient pas claires comme de l'eau de roche. »

Heinz attendit son retour avec inquiétude. Il ne pouvait pas supporter cette ombre sur son visage, l'ombre de cet étranger.

Le printemps commençait. Les journées étaient assombries par la pluie. Çà et là, les étangs devenaient des lacs et les fermes des îlots. Sur la rivière voisine, le pont, seulement aux trois-quarts terminé, était, paraît-il, en danger. Une rupture était signalée dans une digue, les eaux montaient.

— Il faudrait réclamer du secours ailleurs, répondit-on d'abord, car nous, nous aurons affaire ici dans la matinée.

Heinz dit : « Il faut y aller, et être de retour demain matin. » La colonne de secours était à peine arrivée sur les lieux que les travailleurs du pont se dirent l'un à l'autre : « On s'en tirera. On aura terminé à temps », comme si les trois premières questions posées par les arrivants, l'expression de leurs visages, leur façon de s'y prendre, leurs coups de sifflets renfermaient déjà à eux seuls une garantie.

Lampes à acétylène blanches et dures. Hommes trempés jusqu'aux os, visages aux traits tirés par la fatigue. Heinz se demanda : « Où ai-je déjà vu ça ? » Même l'accent de la voix lui était familier, cette voix qui donnait des ordres avec une régularité tranquille au milieu de la pluie tombant à verse sans interruption, sans jamais se départir de son calme. N'avait-il pas eu jadis un frisson dans le dos parce qu'il sentait dans cette voix qui parlait bref et inspirait confiance comme une menace ? Quand était-ce donc ? Menace contre qui ? Et voilà que maintenant, c'était sa propre voix. Harms cria son nom, et lui, répondit sans se retourner : « Laisse-moi. C'est mon devoir. Tu comprends ? »

Déjà ils s'en allaient, avant qu'on ait eu le temps de les remercier comme il fallait. Ils repartirent en trombe dans la nuit; la pluie avait cessé dans le secteur; les dernières étoiles semblaient briller encore une fois, comme lavées à grande eau, d'un éclat particulier avant le point du jour. Harms sauta bientôt du camion dans l'un des villages, et Heinz ne le revit que le soir. Ils rirent ensemble en voyant dans le journal les photos qui montraient leurs visages grimaçants.

7

La chaleur fut précoce cette année-là; le blé mûrit vite. Ils eurent du travail jusques par-dessus la tête. Heinz filait sur sa moto d'un lieu de travail à un autre. On rendait hommage à sa prévoyance, car il semblait y avoir moins de réparations à faire que l'année précédente. On était fier de chaque tracteur. Huit étaient neufs, les autres étaient démodés.

Ils avaient espéré souffler un peu entre la récolte d'orge et celle de seigle, et en profiter pour reviser toutes les machines. Mais la pause attendue n'eut pas lieu à cause des chaleurs et de l'humidité. A peine la récolte de seigle avait-elle commencé que se produisit un incident que Heinz ne put aplanir tout de suite, faute d'une pièce de rechange sous la main. L'avarie se déclara justement dans le champ d'un « transplanté (1) », un de ceux qui s'étaient refusé jusqu'à ces derniers temps, avec méfiance et hargne, à passer un contrat avec leur Station de machines. Lorsque le tracteur tomba en panne sur son champ il entra en fureur. L'accident suivant se produisit dans le champ d'un ancien ouvrier agricole; celui-là maugréa : « Pourquoi aussi, ne vous êtes-vous pas prémunis de pièces de rechange ?»

Brandt passa sa colère sur Heinz :

— Pourquoi n'as-tu pas tout vérifié ?

— Parce que le temps a manqué. C'est aussi pour ça que les pièces de rechange ne sont pas encore arrivées.

Ce fut la poisse toute la semaine. Accident sur accident. Même les nouveaux tracteurs, qui fonctionnaient pour la première fois révèlèrent des défauts de fabrication. Deux furent envoyés à la ville à l'atelier de réparations. A peine avaient-ils été remis en service qu'ils tombèrent à nouveau en panne. Un vieux tracteur, utilisé l'année précédente mais néanmoins déjà démodé refusa tout service. Les paysans, qui devaient rentrer leur récolte n'attendirent pas. Ils y allèrent de leurs mains et de leurs instruments surannés. Sarcasmes et reproches pleuvaient comme grêle. Et toute la méfiance, qui cette année au moment de l'établissement

---

(1) Paysan allemand habitant jusqu'en 1945 les territoires de l'Est rendus à la fin de la guerre à la Pologne, « transplanté », dans l'actuelle République démocratique allemande, et y ayant reçu un lopin lors du partage des terres. (*N. d. T.*)

des contrats semblait complètement dissipée, se raviva et se répandit comme une traînée de poudre, d'une ferme à l'autre.

Le soir Brandt dit : « Ça fait trop de hasards à la fois ». Le jeune directeur technique, Hartmann, dit : « Il y a de quoi se demander si ça ne cache pas quelque chose. »

Heinz dit : « On croit souvent que ça cache je ne sais quoi, et ça ne cache en fait que le manque d'organisation. » Harms dit : « Le contraire peut aussi arriver. On croit au manque d'organisation, et il s'avère qu'il y avait préméditation. » Brandt dit : « Mais les deux ensemble, c'est possible aussi. »

Le lendemain, ils envoyèrent Heinz à la ville, pour un coup d'œil à l'atelier de réparation qu'on venait d'ouvrir depuis peu. Il passa par le village où demeurait Katharina. Il gara sa moto contre le mur, traversa en courant le jardin pour la voir. Il lui dit : « Viens, pendant que j'aurai à faire, tu prendras un café et tu mangeras un morceau de gâteau. Et après, on ira ensemble au cinéma. »

La petite ville avait été à peine touchée par la guerre. Atmosphère douce, sentant bon le pays. Fontaine avec des colombes, maisons à pignons. Herbes poussant entre les pavés. L'atelier était situé sur la place toute blanche et pavée avec soin où se trouvait également le café. Katharina s'assit derrière le lierre du treillage et l'attendit.

Heinz fut accueilli sans dépit ni déplaisir. Il exposa ses doléances, posément, sans forcer le ton. Il regarda autour de lui, et remarqua diverses pièces qui avaient été laissées à moitié finies. Il posa des questions, le ton monta, on appela le contremaître. C'était un homme replet, portant des lunettes, calme et réfléchi. Il haussa les épaules et se contenta de dire : « La fabrique ne nous a pas livré. » Ceux de son équipe confirmèrent. Heinz s'emporta, tant de calme le mettait hors de lui, une parole en entraînait une autre.

A ce moment, une voix venant du bureau cria : « Qu'est-ce qu'il y a donc ? »

Le contremaître s'engagea dans une longue explication; un homme sortit du bureau et vint les trouver. Il portait un complet sombre et soigneusement repassé. Il était rasé de près. Il eut un sourire qui voulait apaiser les esprits. Tout en regardant successivement l'un et l'autre, Heinz aussi, mais non pas en premier, ni en dernier. Il dit :

— Monsieur Brenner — si j'ai bien compris votre nom — voulez-vous avoir l'obligeance de venir me voir un instant ?

Heinz posa le pied sur le seuil comme sur une trappe. De fait, la chute fut incroyablement rapide. Il se retrouva sur un siège de bureau. Il voyait à travers une vapeur cette paire d'yeux durs et d'un gris acier qui le fixaient. Son cœur se mit à battre comme un chien qui flaire pour la première fois l'ennemi.

L'autre dit, avec un hochement de tête, d'un air ennuyé, mais sans quitter son sourire :

— Je ne me doutais pas que nous étions voisins. Toi, apparemment, non plus. Un hasard pur! C'est ce qu'on appelle le destin... J'ai entendu dire comme tout le monde que les planètes se rencontrent plus facilement que les chemins des hommes. — Ça m'a tout l'air d'un effet de la providence...

Heinz dit, incapable de trouver autre chose, ce qui lui était resté sur le bout de la langue :

— Pourquoi n'avez-vous pas respecté l'ordre de succession convenu pour la réparation ?

L'autre le regarda fixement. Puis il partit d'un rire sonore, il ne pouvait plus se retenir, il se secouait, le derrière de sa tête frottant contre la cloison. Pendant tout ce temps, son regard, dur et précis, restait fixé sur Heinz. Enfin, il se contint et dit, si fort et si distinctement qu'on ne pouvait pas ne pas l'entendre dans l'atelier :

— Parce que la fabrique nous laisse tomber et que les pièces de rechange manquent. Il ajouta : « A part ça, mon nom est Friedrich Gerber. »

Heinz ne répondait rien, il poursuivit, les yeux rieurs :

— Qu'as-tu à objecter ? Tu trouves que Heinz, c'est mieux ? Mais c'est déjà pris.

Il se pencha en avant et s'appuya sur les bras du fauteuil auxquels Heinz se cramponnait des deux mains. A son contact, Heinz retira vivement sa main.

— Eh bien, eh bien, dit Berg, qui maintenant s'appelait Gerber, qu'est-ce qui te prend tout d'un coup ? Qu'est-ce donc qui t'inquiète ? Tu n'as pas l'air, à ce qui me semble, particulièrement ravi de me revoir. Tu n'es pas le premier et je ne suis pas le dernier à avoir fait peau neuve. Nous avons tous les deux pris pied dans le présent et nous envisageons l'avenir avec confiance. On

n'a pas l'intention de se faire des crocs-en-jambe l'un à l'autre. »

Il ajouta, comme en passant :

— Du moins, je le suppose, car qui de nous deux aurait intérêt à ce que les choses soient tirées au clair ? Aussi, on parle tous les deux ou on se tait tous les deux. D'accord ?

Heinz dit : « Pourquoi n'avez-vous donc pas réclamé depuis longtemps les pièces de rechange ? »

Cette fois, Berg le suivit sur son terrain; il prit une voix enjouée et un regard sérieux :

— Mais c'est fait ! depuis longtemps. Il ne vous est jamais arrivé de voir une réclamation dormir dans un tiroir ?

Il toisa Heinz de la tête aux pieds, et ajouta :

— Je ne peux tout de même pas m'arracher les cheveux pour ça. Je ne suis pas devenu enragé comme toi.

Sa voix se fit si douce qu'elle ressemblait à un susurrement.

— A part ça, je n'arrive pas à trouver de différence sensible entre nous deux. Nous n'avons jamais voulu, l'un comme l'autre, risquer notre liberté pour rien. Tu ne t'imagines tout de même pas que je vais me laisser tout d'un coup coffrer pour quelques faucheuses-lieuses ? Pour l'instant, on a toujours trouvé de quoi subsister. On a ses attaches avec le régime nouveau. On a sa petite amie, on songe même à convoler. Vraiment, il vaut beaucoup mieux préserver ainsi sa vie, qu'on a déjà eu beaucoup de mal à sauver, et attendre que vienne enfin la grande occasion.

Il regarda Heinz attentivement, avec l'ombre d'un sourire.

— Tu peux m'en croire, Walter, nos amis, anciens et nouveaux, savent très bien où nous sommes.

Il se précipita tout-à-coup vers la porte : « M. Lehmann ! » Lorsque celui-ci entra, Berg tendit vivement la main à Heinz et dit :

— Je serai moi-même présent sur les lieux. Dès demain, vous serez fixé.

Katharina était en train de prendre un café derrière le treillage de lierre. En voyant Heinz sortir de l'atelier, elle se leva d'un bond. Il ne fit pas attention à elle. Il enfourcha sa moto. Elle cria : « Heinz! » et vint à côté de lui. Mais il continuait à ne pas la voir. Il allait partir seul. Elle avait froid; elle ne dit rien et s'assit carrément derrière lui. Il ne fit qu'esquisser un faible

geste, comme s'il n'avait ni la force ni le temps de se débarrasser d'elle.

En un clin d'œil, la ville fut derrière eux. On allait en direction de Berlin. Katharina se tenait après ses épaules, car il fallait qu'elle reste avec lui, dussent-ils déraper et partir dans les airs.

Il aurait pu filer, filer jusqu'au bout du monde. Mais le bout du monde, ça n'existe pas; c'est vers le néant qu'on filait. Et il s'y connaissait. Il n'y avait pas si longtemps qu'il y était encore, dans le Néant, débris lui-même au milieu d'un tas de décombres. Le monde était alors aussi vide qu'aujourd'hui, aussi encombré de ruines. Avec cette différence qu'alors il s'était terré, il avait tout laissé filer autour de lui — aujourd'hui, c'est lui-même qui filait, et les ruines tout autour se redressaient comme pour affirmer leur réalité. Réalité qui ne consistait qu'en fragments jaunes, rouges, blancs entassés comme des décombres. Clochers, nuages, charrettes à blé ne surgissaient que pour disparaître aussitôt. Si seulement cette fille enlevait les mains de son dos ! Rien ne l'empêcherait de sauter alors la barrière, de faire sauter d'un coup cette lamentable existence, la sienne... Il redeviendrait enfin un débris parmi les débris, il serait débarrassé de ce quelque chose d'autre à ses côtés qui souffrait et le mettait au désespoir. Pendant la guerre, on a bousillé des morceaux autrement durs que ces véhicules-là. Jeune fille, enlève tes mains; tu ne te doutes pas daans quelle aventure tu t'es embarquée. Tu n'as rien à faire là où je vais. Tes mains sont légères comme la plume. C'est de ta faute après tout, si la barrière du passage à niveau remonte, si le train lambine comme un escargot. Ces champs, je les connais, ils figurent sur le contrat, mais je ne peux pas retourner à la S.M.T., ce qui est foutu est foutu, je ne pourrai plus jamais y aller. Où est-ce que je pourrais bien aller ? Je ne veux plus retourner chez ma mère, ni dans mon ancienne usine; ni dans les ruines d'où je suis sorti; non, mon Dieu, je ne veux pas y retourner. Il faut que je parte, parce qu'il n'y a plus de place pour moi nulle part. Vois-tu maintenant jeune fille, dans quoi tu te lances ? Voilà une gare, il faut que je te dépose.

Mais il ne la déposa pas. Devant eux, sur la route, les voitures s'entassaient. Un policier populaire, posté à la barrière s'approcha de l'embouteillage. Heinz le connaissait, ils bavardèrent et rirent ensemble. Mais Katharina reconnut sous le visage réjoui de Heinz — comme sous un vêtement qu'on relève — celui de dessous, le

vrai. Et celui-là disait que tout était perdu. En apercevant, par les fissures de son masque de gaîté, la tristesse lugubre de son vrai visage, elle sentit comme un souffle d'air glacé.

Elle retira ses mains. Mais Heinz, de lui-même, n'entra pas en ville à une vitesse plus grande que ne le permettaient les règlements.

On était tard dans l'après-midi. Il y avait quelques rues qui étaient claires et propres. Mais ensuite venaient des montagnes de décombres que la vapeur légères du crépuscule colorait çà et là de rose. Le soleil fouillait obliquement les recoins les plus cachés comme la lampe d'un chercheur de trésors. De loin, on voyait la fenêtre d'une auberge scintiller dans la demi-clarté du soir; cet éclat d'un rouge d'incendie ne disparut pas lorsqu'ils s'arrêtèrent devant. Heinz remisa la moto dans la cour. Il dit très calmement :

— Maintenant, vas, il y a longtemps que tu voulais rendre visite à ta tante.

Katharina dit : « Où se retrouve-t-on ? »

Il eut un haussement d'épaules.

— Je n'en sais rien. Il faut nous séparer.

Il la laissa là et entra dans l'auberge. Katharina le suivit des yeux. Il s'assit à une table d'angle. Il ne toucha pas à la bière. La rue ne tarda pas à devenir noire. A son tour, la lueur éclatante de la vitre disparut. Heinz n'était plus qu'une ombre. Puis, à la lumière jaune et parcimonieuse des lampes, la clarté se fit un peu dans la salle. Heinz appuyait sa tête dans ses mains. A un certain moment, quelqu'un s'approcha de sa table d'angle, s'y assit, le regarda et se leva presque aussitôt. Elle eut d'abord l'impression qu'il attendait, attendait — puis, qu'il n'attendait en fait personne.

Elle entra, s'assit à côté de lui. Il lui jeta un bref regard, sans paraître étonné outre mesure; semblant même avoir déjà oublié qu'il venait de la renvoyer.

C'était comme alors... Alors non plus, il n'avait pas prêté attention à elle, lorsque, après leur première rencontre, ils avaient été au café ensemble. Simplement, quand elle fit mine de se lever, il lui avait dit : Reste. Elle avait pensé à part soi : Quelle sorte d'homme peut-il bien être ? A présent, il semblait à la jeune fille qu'elle pouvait très bien se lever et aller son chemin, que ça ne servirait à rien de se rappeler la vie passée ensemble et la part ineffaçable qu'elle-même avait prise à ses joies et à ses douleurs.

Mais, à peine avait-elle fait un mouvement, que Heinz leva la tête et la regarda. Il eut l'impression, ce faisant, de n'avoir jamais passé avec elle que quelques heures brèves et depuis longtemps oubliées, et son petit visage, éloigné du sien d'une largeur de main seulement, lui apparut soudain, très loin, au milieu d'une foule grouillante, dans une gare ou sur une grande place — ses sourcils froncés semblaient dire : que vas-tu faire ?

Il se détourna. Il s'écarta même un peu d'elle. Il regardait droit devant lui, l'œil hagard, semblant attendre sa propre décision comme on attend un hôte de marque.

Les gens s'en allaient petit à petit. Seuls restaient les patrons, qui, à cette heure avancée de la soirée, dînaient avec des invités. Dans un coin, un autre couple, tout jeune. Presque un couple d'enfants. C'était leur premier amour. Ils ne prêtaient attention à personne, et personne ne faisait attention à eux.

Heinz dit : « Le téléphone est juste là. Voudrais-tu appeler Greilsheim ? Demande Harms, tu m'entends bien, lui-même en personne. Dis-lui : Heinz te fait dire : attention à l'atelier ! »

Son visage devenait rouge.

— Vas, dépêche-toi. Tu ne comprends donc pas? Il te comprendra tout de suite, lui, si tu lui dis : « Veille à l'atelier. Surtout que... — Non, ça, tu ne peux pas le lui dire au téléphone. Dis plutôt que tu seras bientôt toi-même auprès de lui. Dis-lui : Heinz ne reviendra pas.

Il observait, crispé, ce qu'elle faisait et disait. Elle ne le quittait pas des yeux. Et comme il se levait, elle regagna d'un bond leur table. Mais il se contenta de lui serrer son foulard, bien chaudemeent, sous sa veste, un geste qu'il avait fait bien souvent, et dit : « Viens. Je sais maintenant où aller. »

La patronne était en train d'accompagner ses invités jusqu'à la porte. Elle commença à débarrasser les tables. Elle chassa le couple de jeunes tourtereaux. Eux, sans se détacher l'un de l'autre, s'en allèrent vers un nouveau gîte, comme des oiseaux s'en vont d'une branche sur une autre.

Heinz resta planté un instant, pensif. Puis il poussa Katharina devant lui, dans la rue. A peine étaient-ils dehors, que dans leur dos, la lumière du bistrot s'éteignit. Lorsqu'ils cherchèrent la moto dans la cour, quelques fenêtres y étaient éclairées. Heinz leva les yeux et regarda autour de lui, comme s'il avait longtemps habité là et ne se séparait qu'à contre-cœur de ces fenêtres et de

leur lumière. Katharina tourna machinalement la tête, comme si elle avait remarqué quelque chose d'intéressant. Le mur du fond manquait à cette cour, comme à d'innombrables autres cours. Dans l'obscurité les contours des ruines s'estompaient pour former de véritables montagnes avec çà et là une pente raide piquetée de lumières. A l'endroit où s'était jadis élevé l'arrière corps de la maison, un tuyau aux reflets mats, tordu en tous sens, se dressait seul, comme un serpent, dans une position impossible entre le ciel et les ruines. Heinz s'arrêta court. Son ami Helmut, qu'il avait depuis longtemps oublié, lui revenait soudain à l'esprit. Il voyait devant lui son beau visage et son épaule bandée; il l'entendait de sa claire voix d'enfant, parfois un peu stridente, exalter le naufrage et l'abime sans fond. Il s'arracha à ce souvenir, arrangea quelque chose à sa moto, et dit à Katharina : « Ce n'est pas loin, mais il est déjà tard. » Elle ravala toutes les questions qui se pressaient en elle et qui la torturaient. Bientôt, il parlerait de lui-même ! Pour le moment, elle ne pourrait qu'effaroucher ses pensées. Elle dit simplement : « Où allons-nous ? »

— Chez Berndt, dit Heinz. Déjà ils partaient. Et tout au long de ces rues sinistres et interminables, jusqu'en plein cœur de la banlieue, ce nom lui tournait dans la tête, et elle ne savait qu'en faire. Cet homme n'avait rien à voir avec la S.M.T., rien à voir avec l'atelier d'où Heinz était revenu désespéré. La seule chose dont elle se souvenait, c'est que Heinz lui avait parlé d'un professeur portant ce nom, à qui il était attaché, qu'il aimait. Le nom était inscrit sur la plaque, à la grille du jardin.

8

A la S.M.T., on se mettait à table pour le dîner. Ils étaient tous un peu étonné de voir que Heinz ne venait pas. Hartmann dit : « Ils ont dû aller au cinéma, ils ne voulaient pas manquer les actualités. »

Brandt dit : « Il aurait quand même pu nous dire où en est l'affaire, comme c'était convenu. »

Puis on annonça que Katharina demandait Harms au téléphone, lui-même, en personne.

Après trois minutes, Harms appela Brandt. Il dit :

— Elle a simplement dit : faites attention à l'atelier. Je lui ai demandé : qu'est-ce qui se passe ? Là-dessus elle a répondu : tu sauras tout demain. Heinz ne viendra pas, mais moi je viendrai. Et puis elle n'a plus rien dit. Elle a raccroché. C'est tout.

Ils se regardèrent un instant dans les yeux. Brandt dit : « Je vais tout de suite prévenir en ville. Qui devons-nous mettre au courant ici dans la maison ? Elfriede ? Hartmann ? »

Harms dit : « Eux deux, et c'est tout; faites-les venir. »

Elfriede avait depuis peu seulement rejoint son poste de responsable des activités culturelles. Elle avait vécu de dures années en camp de concentration. Son mari, dénoncé avec son groupe de résistance par un mouchard, avait été assassiné quelques jours à peine après son arrestation. On avait placé ses fils sous la garde de cousins nazis, mais ils avaient su garder l'héritage de leurs parents, et maintenant, après toutes les joies et aussi la douleur du revoir, ils étudiaient à l'Université ouvrière. Elfriede avait un petit air replet et joyeux. Ses réponses étaient toujours précises et catégoriques comme si elle avait cherché à atténuer le plus vite possible l'impression de bien-être qui se dégageait de son apparence extérieure.

— Il ne faut pas l'attendre ? Qu'est-ce qu'il entend par-là ? Est-ce que cela veut dire qu'il viendra demain ou qu'il ne viendra pas du tout ?

Brandt haussa les épaules.

Hartmann, le directeur technique, lui, paraissait encore plus jeune qu'il n'était. Ses petits yeux ronds et étonnés lui donnaient en permanence l'air de quelqu'un venant tout juste de débarquer sur cette terre qui ne manque pas de sujets d'étonnement :

— Qu'est-ce que tu racontes là. Ça veut dire qu'il reste en ville pour la nuit.

Harms les regarda attentivement tous les deux, comme si de l'expression de leurs visages devaient dépendre beaucoup de choses.

Il alla dans la chambre qu'il partageait avec Brandt. Il était content que Brandt fut encore occupé au téléphone. Il se prit la tête à deux mains. Il rappela à sa mémoire le souvenir de Heinz. Aussi bien de son questionnaire que du Heinz vivant en chair et en os. Sa première apparition, son travail, sa vie ici à la S.M.T. Il entendit bien Hartmann lancer sa remarque : « Il reste en ville, pour la nuit, voilà tout. » Mais, comme si une secrète inquiétude

le poussait, il recommença immédiatement à réfléchir au camarade absent. Il revoyait comment il s'était rué au travail, lors de la rupture de la digue, plus téméraire encore qu'aucun autre, presque comme un possédé. Lorsque lui, Harms, cherchait à modérer son excessive ardeur, il s'était écrié sans se retourner : « Laisse-moi, c'est mon devoir... » Il revoyait son accès de fureur devant le paysan qui avait caché les pneus d'auto. Son hésitation devant bien des questions touchant à sa famille et sa jeunesse. Il avait comme l'impression, maintenant qu'après coup il cherchait à tirer un jugement de tous ces éléments épars, que c'était là une existence qui ne s'était pas déroulée sur un rythme égal, une existence dont certains éléments sautaient brutalement aux yeux, tandis que d'autres s'estompaient, fuyaient le regard. Est-ce que cela a une signification, se demandait-il ? Tout homme n'a-t-il pas quelque chose qui lui manque et quelque chose de trop ?

Il veillait encore auprès de la lampe lorsque Brandt entra.

— Tu as l'air préoccupé toi aussi.

Il s'assit en face de Harms. La réponse que fit Harms avait un ton dégagé, plus dégagé que le ton de ses pensées.

— Katharina racontera tout demain matin. Il a certainement une affaire à régler lui-même.

— S'il a une affaire importante à régler, pourquoi est-ce qu'il ne nous a pas prévenus ton Heinz ?

— Pourquoi mon Heinz ?

— Il a la cote chez toi. C'est parfaitement normal, d'ailleurs, il a toujours bien travaillé et il n'y avait jamais rien à dire à son sujet.

— Raison de plus, dit Harms, s'il ne revient pas ce soir, c'est qu'il doit avoir une raison.

— Une raison importante, c'est sûr. De plus, en ville et à l'atelier, tout va bien. Les gens sont rentrés chez eux, dans leur foyer, comme toujours. Seul, ce monsieur Gerber est allé à l'usine. Pour aller sur place réclamer personnellement, comme il l'avait promis à Heinz, qui est allé là-bas faire du boucam. Il n'est pas encore rentré de ce voyage. Qu'est-ce que tu as à te faire des soucis ? Pourquoi est-ce que tu n'es pas encore au lit ? Il y a donc quand même quelque chose qui ne te paraît pas limpide chez ton Heinz, notre Heinz ?

Ils se regardèrent dans les yeux. Harms soudain bondit. Il

arpenta la chambre d'un pas précipité, plusieurs fois, puis il s'arrêta devant Brandt; il dit sur un ton de colère :

— Nous ne parlons pas sérieusement et franchement l'un avec l'autre, comme cela se doit dans une affaire diablement sérieuse. Tu as dit « limpide ». Non, ça ne m'est pas limpide, justement pas, tu as parfaitement raison. Nous ne sommes pas ici un point d'importance capitale, nous ne sommes qu'un minuscule petit point dans le pays, et il existe des tas de petits points comme nous. Mais il faut que partout tout soit clair. Après toute la saleté qu'il y a eu chez nous, il faut que tout soit si propre qu'on puisse, comme dit ma mère, manger à même le sol. Tous, ils n'attendent qu'une chose, c'est la première occasion de nous sauter à la gorge. C'est justement pour cela qu'il faut que chacun de nous soit irréprochable.

— Tu prépares un discours ? Pourquoi est-ce que tu me racontes ça ?

— Ecoute-moi bien : peut-être que Heinz sera bientôt de nouveau là, devant nous, frais et dispos. Mais alors, plus que jamais, il faudra que tout soit clair, que rien ne soit sali, qu'aucune fissure ne soit replâtrée non plus. Oui, Heinz me plaisait bien. Toi, tu le trouvais ni bien ni mal, tu n'avais rien à lui reprocher. Est-ce que nous le connaissions bien ? Je veux dire : est-ce que nous connaissions absolument tout de lui ? Nous avons eu d'innombrables discussions ensemble, c'est vrai, nous avions le travail en commun, nous habitions ici, tout près l'un de l'autre...

— Si tu y vas par là, moi non plus je ne connais pas tout de toi, et toi tu ne me connais pas non plus. Nous faisons simplement un bout de chemin ensemble.

— Oui, mais une vie, c'est fait de beaucoup de bouts de chemin, de chacun de ces bouts de chemin, il nous reste quelque chose collé au corps et dont parfois on n'arrive pas à se défaire. Quant à Heinz, je me suis quelquefois demandé : Pourquoi donc ce gars-là a-t-il l'air accablé ? Qu'est-ce qui le prend tout d'un coup ? Mais je ne lui ai jamais posé la question à lui, et puis je n'y pensais plus.

— D'ailleurs tu n'aurais fait que jouer les importuns, dit Brandt, il devait tout simplement s'être disputé avec sa petite. Les gens qui, du matin au soir, sont gais comme des pinsons, ça n'existe pas. Je crois que les idées que tu te fais, elles te viennent de ton travail actuel. Il faut tout le temps que tu entendes des

réclamations, mille questions, et que tu t'occupes en détail de chacune.

Harms dit : « Tu penses comme ça, parce que toi tu es plutôt froid de nature. »

— Là, ça suffit, je n'ai encore jamais vu que le Parti ait demandé des comptes à quelqu'un pour « froideur ».

— Non, des comptes, on n'en demande pas pour ça, répliqua Harms, sans rien dire de plus. Ils restèrent assis une minute en silence, l'un en face de l'autre. Puis Harms reprit : « Katharina viendra nous voir, je pense, avant d'aller à l'école. »

Brandt, étonné, dit avec une nuance de moquerie, comme s'il voulait se venger par cette nuance de sentiment d'un vague reproche :

— Tu crois que s'il y a quelque chose qui ne colle pas chez Heinz, la petite viendra se montrer encore une fois ?

— Bien sûr, je me porterais garant pour elle. Katharina, c'est comme toi ou moi.

— Ça veut dire que tu ne m'as quand même pas encore mis tout à fait au rebut, dit Brandt. Mais ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est pourquoi que tu te porterais garant pour elle. Ils étaient pourtant ensemble, tous les deux; c'était l'amour... D'abord tu te fais des idées comme ça, tu te fais même des reproches. Tu te dis que nous aurions dû faire attention à ce qui se passait dans le gaillard. Et après cela, pour la fille, tu ne te fais aucun souci; c'est pour toi une affaire entendue : elle est sûre. Et par-dessus le marché, une fille comme ça, c'est une feuille dans la tempête, et l'amour, c'est la tempête.

Harms dit :

— Oui, c'est vrai, c'était le grand amour. Mais j'ai beau me faire toutes les idées de la terre, je ne suis quand même pas tenu de me méfier absolument de tout le monde. Je suis convaincu que Katharina, c'est une fille bien. Et si on y regarde de près, on en aura la preuve.

Il se mit au lit. Brandt examina encore quelques papiers, des factures. Des réclamations. Des bons de maladie. Une proposition qui lui plaisait. Une autre qui ne valait rien du tout. Harms avait raison, ils n'étaient qu'un minuscule petit point dans le pays. Mais ce petit point, c'était sa chose. C'était son travail et sa vie, c'était aussi le travail et la vie du pays. Il avait plusieurs fois remis à plus tard l'examen de ces papiers, mais ce soir-là, il était content

de faire ce travail. Il y avait là comme un ruisselet d'eau, mince, mais tenace, qui continuait à couler avec ou sans Heinz. Il soupira, lorsqu'il eut terminé, et en se couchant, sans même s'assurer que Harms était encore éveillé, il reprit :

— Tu te rappelles comme il a dit : on voit quelquefois une intention là où il n'y a qu'un manque d'organisation ?

Harms avait croisé ses mains sous sa nuque. Il ne songeait pas encore à dormir. Il dit : « Bien sûr », et le ton de sa voix indiquait que Brandt n'avait fait qu'exprimer une chose à laquelle il avait déjà pensé lui-même.

Lorsque Brandt éteignit enfin la lumière, Harms reprit, encore une fois, hésitant, comme si, dans l'obscurité, il lui fallait chercher non seulement ses mots, mais aussi ses sentiments :

— Je crains moi-même qu'il ait quelque chose qui ne colle pas. Simplement qu'ici, dans le travail, il n'ait pas été sincère, ça, je n'arrive pas à le croire.

9

— Tu nous as trompés, tu nous as menti, dit encore Berndt, par écrit et oralement, dans toutes les questions qui concernent ta vie passée. Ta vie actuelle, par contre, dans notre collectivité, dans notre peuple, est authentique et vraie, m'affirmes-tu, ton travail est honnête, ton amitié sincère, notre but est ton but, dis-tu, notre avenir est ton avenir. notre ennemi ton ennemi. Simplement, en ce qui concerne le passé, tu n'as pas trouvé le courage de nous avouer la vérité.

Il attendit un instant. Heinz dit : « Oui. »

— Tu n'es revenu à toi que lorsque aujourd'hui tu as rencontré ton vieux compagnon. Il te semble qu'il est resté, lui, la crapule qu'il était depuis toujours. Il a comme toi falsifié son nom, caché son passé. Au fond de lui-même, il n'a pas changé. Il est resté notre ennemi. Cette rencontre inattendue t'a soudain ouvert les yeux. Tu as compris quels sont les gens à la société desquels, du fait de ton mensonge, tu appartiens toujours. Tu as enfin pris courage, tu es venu me voir, et tu as tout raconté. Maintenant, il faut que tu nous donnes des preuves, que tu nous montres ce qu'il y a de vrai, de sincère, dans ton existence :

le vrai Heinz, est-ce celui que nous voyons sous nos yeux, ou est-ce celui que tu nous as caché ?

— Tu le sais, s'écria Heinz. Comment peux-tu douter de moi ?

Berndt dit :

— En moi, tu as réussi à prendre confiance. Mais il t'a fallu du temps, même pour moi. De ce fait, il est clair, n'est-ce pas, que tu as manqué de confiance en notre Parti, en nos camarades. Que par conséquent ta vie actuelle n'est pas du tout aussi claire, aussi authentique que tu ne le prétends. Que t'a dit ce type à l'atelier ? Que ses anciens et ses nouvaux amis savent exactement où chacun se trouve. Il attend simplement avec eux la grande occasion. Je pense que tu ne doutes pas, mon garçon, que les fascistes, à l'Ouest, font reposer tous leurs plans sur de pareils imposteurs; qu'ils comptent avec la lâcheté et la peur des révélations; que chaque point sombre tenu secret est un point faible, par lequel ils peuvent pénétrer. Car tandis que nous, nous ne bâtissons que sur ce qui est sain et vrai, les fascistes, eux, bâtissent sur tous les points faibles d'un peuple ou d'un individu. Comprends-tu maintenant ce qu'il faut que tu fasses ?

Il répéta, car Heinz se taisait : « Comprends-tu ce qu'il faut maintenant que tu fasses ? Tu iras tout de suite à la police populaire. Là, tu diras ce que tu m'as dit. Afin qu'ils t'établissent de vrais papiers sur la base de tes indications, afin qu'ils examinent de près s'il peut être question d'une activité de sabotage à votre station, et si toi-même tu y es pour quelque chose. Comme toi tu sais qu'il n'en est rien, tu attendras calmement le résultat de l'enquête. »

Heinz fit un mouvement brusque et Berndt poursuivit : « Tu as encore une fois une grande, une merveilleuse chance. Que d'hommes ont dû vivre et mourir avec un lourd poids sur le cœur sans pouvoir s'en libérer ! Toi, tu peux le faire tout de suite, d'un moment à l'autre, toute ta vie future sera claire, saine, libérée de tout fardeau. Tout ce qu'il y a de bon dans ton travail apparaîtra encore beaucoup mieux. Tu ne seras plus tourmenté par aucune angoisse, tu seras vraiment libre. »

Tandis qu'il s'adressait à Heinz, il n'avait à aucun moment perdu de vue la jeune fille. Depuis leur arrivée, elle était assise dans son coin, muette et immobile. Le froncement de ses sourcils était le seul mouvement que l'on put remarquer en elle. Et sa

pâleur était comme une faible lueur sur son visage brûlé par le soleil.

Berndt sentit qu'elle était désespérée. Il se leva et, passant à côté de Heinz, il alla jusqu'à sa chaise.

— Toi, comment t'appelles-tu ?

— Katharina.

— Toi et moi, nous prenons Heinz sous notre garde. J'irai avec lui à la police populaire, et toi, tu retourneras à la S.M.T. et tu raconteras là-bas en son nom ce que nous avons appris.

Il la regarda, de son chaud regard, et essaya de retenir celui de la jeune fille. Mais elle restait si sombre qu'il se sentit comme repoussé. Il comprit qu'elle venait, avec lui, de tout apprendre. Elle se leva, lui donna la main et, sans prendre congé de Heinz, sortit silencieusement de la pièce.

10

Le procureur du chef-lieu de district s'appelait Stephan Meyer. C'était un homme maladif, grand et sec, un peu contrefait. Il avait vécu jadis comme avoué dans une ville d'Allemagne du Sud. Les nazis lui jetaient des pierres dans ses fenêtres lorsqu'il avait fait respecter le bon droit. Il fut l'objet d'une agression dans la rue. Ses amis l'emmenèrent de nuit en Suisse, par le lac de Constance. Il n'avait pas de famille. Dans sa petite ville de province, les habitants hochaient la tête aussi longtemps qu'ils n'étaient pas encore habitués à sa silhouette. Parfois, son visage amer, fermé, s'éclairait comme d'un reflet de ses pensées; il aimait son métier de tout son cœur.

La Sûreté d'Etat lui confia l'affaire qu'elle avait la charge d'instruire : une affaire de sabotage sur laquelle on avait des soupçons, mais qui n'avait pas encore été tirée au clair. Il fit alors tout ce qu'il put pour se faire une image précise de Heinz qui, dans les pièces du dossier qu'il avait sous les yeux, s'appelait à nouveau Retzloff. Qu'il soit obligé de mener cet homme devant les juges — l'enquête ayant révélé qu'il avait fait du tort à la société et à son travail d'édification — ou qu'au contraire il puisse demain le relâcher, de toute façon, pensait-il, Heinz devait être

mis à un endroit où il puisse montrer par sa vie et son travail qu'il fait partie de la collectivité.

Stephan Meyer se rendit à la S.M.T. de Greilsheim. Là il parla avec les camarades de travail de Heinz. C'est Harms qui était le plus profondément affecté. Pour lui, l'imposture de son ancien ami était comme un coup de massue. Mais avec Stephan Meyer, il espérait de tout cœur trouver aussi rapidement que possible pour le jeune homme la place qui lui convenait.

Le procureur eut plusieurs conversations avec Berndt, qui avait accompagné Heinz à la police populaire. Les deux hommes se lièrent d'amitié. Berndt raconta comment Heinz avait travaillé avec lui, comme élève, et comment, un jour, il avait été sur le point de lui vider son cœur. Il se faisait même le reproche de ne pas avoir plus résolument sollicité les confidences du jeune homme.

Berndt fit le récit de cette nuit de la semaine précédente où Heinz était soudain venu le voir en compagnie d'une jeune fille. Lorsqu'il revoyait le visage d'un élève, disait-il, il lui revenait toujours à l'esprit un certain nombre de faits isolés, peut-être sans rapports les uns avec les autres, sans importance même, datant de la période du travail commun. Ce qu'il y avait d'étrange dans cette dernière rencontre n'était donc après tout pas tellement étonnant : en apercevant le jeune homme, il s'était immédiatement rappelé comment celui-ci s'était un jour présenté, puis avait, à la faveur d'un petit incident, à nouveau disparu. Il n'avait donc pas été surpris lorsque le visiteur avait immédiatement commencé à parler de cette entrevue qui avait tourné court — le jour de la fondation de la République Démocratique Allemande — et exposé sur un ton rapide, ému, la raison pour laquelle, cette fois-là, le courage lui avait manqué. Sur le conseil de Berndt, il était allé immédiatement avec lui à la police populaire. Sans dire adieu à son amie qui venait elle aussi seulement, cette nuit-là, d'apprendre la vérité, cela ne faisait pour Berndt aucun doute.

Mayer parla aussi avec Lohmer. Ce dernier avait tout de suite précisé dans son attestation pour l'entrée de Heinz à l'usine où il avait travaillé en premier lieu qu'il ne connaissait de son passé que ce que Heinz lui en disait lui-même. Mais sa méfiance, disait Lohmer, lui avait paru injustifiée du jour où un camarade affirma avoir connu Heinz en prison. La révélation de la vérité, pourtant, ne l'avait pas surpris outre mesure. Seulement, et Lohmer disait

cela maintenant d'un ton ferme et précis, même si Heinz avait été trop lâche pour avouer à temps le mensonge, il ne pouvait croire qu'une personne qui aimait son travail aussi profondément que le faisait Heinz puisse soudain se laisser impliquer dans une activité de sabotage.

Il se réjouit d'apprendre que Heinz s'était finalement mis spontanément à la disposition de la justice; après réflexion, il pensait que Heinz finirait un jour par devenir effectivement ce qu'il avait longtemps fait semblant d'être.

Mayer convoqua aussi Lüdecke, qui croyait avoir connu Heinz en prison. Celui-là se sentait grossièrement dupé. Il haïssait Heinz maintenant. Il pensait que c'était perdre son temps que s'occuper de lui. Le procureur demanda :

— Pourquoi ?

— J'ai été en prison, j'ai eu à souffrir des nazis, ils ne m'ont pas ménagé. Pourquoi donc devrais-je avoir de l'indulgence pour eux ?

— Moi aussi, j'ai eu à souffrir d'eux, et ils ne m'ont pas ménagé moi non plus, dit Meyer; je veux qu'il n'y en ai jamais plus.

Il parla aussi avec Katharina. Il était étonné tout d'abord qu'elle ne lui demandât pas, comme les femmes le font d'ordinaire, si son ami serait bientôt libre, et qu'elle n'essayât pas le moins du monde de persuader le procureur de l'innocence de celui-ci. Il pensait qu'il serait bon pour cette fille de pouvoir pleurer, mais il n'osa pas lui passer la main dans les cheveux. Il pensait : Retzlow a brisé sa jeunesse, son existence.

Sur la foi de son enquête, il abandonna l'accusation, car il n'était pas question d'activité de sabotage. Retzlow avait connu Berg, effectivement, mais pendant des années il ne l'avait pas revu. Berg lui-même, immédiatement après sa rencontre avec Heinz, avait disparu à l'Ouest. Heinz avait coupé absolument toute relation avec ses anciennes connaissances. Il avait fait partout un travail exemplaire. Ce que dans le questionnaire il avait caché tombait sous le coup de l'amnistie. Le procureur fit donc mettre Heinz en liberté.

— Et s'il s'en va à l'Ouest ? demanda-t-on.

— Ça, c'est à lui d'en décider. Nous n'empêchons personne de traverser la Potsdamer Platz.

Lorsque Heinz fut libéré, il eut d'abord l'impression qu'il n'avait qu'un bond à faire pour se retrouver de plain-pied dans la vie de tous les jours. Il se sentait indiciblement soulagé de ne plus porter son fardeau.

On lui remit les quelques affaires qu'il portait sur lui au moment de son incarcération. Quelques papiers, un journal, une facture. Sa carte du parti manquait. On lui dit qu'elle avait été renvoyée à l'unité de base. A cette nouvelle, il eut un mouvement de surprise.

Katharina l'attendait. Jamais il n'avait douté qu'il en serait ainsi. Il avait envie de faire avec elle une longue promenade à pied dans le soleil d'automne. Une joyeuse émotion s'était emparée de lui et il parlait peu. Il faisait de si grands pas que Katharina était presque obligée de courir, et elle ne disait rien elle non plus. Il aurait aimé pouvoir courir dans toutes les directions à la fois. Comme il faisait du bien, le vent ! Comme elle était belle, la scintillante poussière des chantiers ! Comme il était bon, cet élan au travail qui entraînait tous les hommes, sans cesse, vers un même but ! Il était un petit point dans cette foule, mais personne ne faisait attention à lui. Il en était bien content.

Katharina évitait de prononcer son nom. Elle avait loué pour lui la chambre dans laquelle elle avait elle-même habité autrefois, du temps où elle était étudiante. Il regarda par la fenêtre, tandis qu'elle sortait encore une fois pour lui acheter quelques petites choses, des cigarettes, du pain, un journal. Le mur de refend ne lui bouchait pas complètement la vue. Il y avait là un arbre aux reflets rouges enraciné dans les décombres; dans les éboulis, les feuilles dispersées par le vent luisaient comme de petites flammes. Katharina posa ses affaires sur la table; elle était obligée de rentrer immédiatement au village. Ce qu'il aurait à faire par la suite, il l'apprendrait le lendemain, en temps utile.

Lorsqu'il se tourna de nouveau vers la fenêtre, les petites flammes des feuilles avaient cessé de luire, l'arbre était une ombre dans les ruines et tout s'estompait dans le crépuscule. Sur le mur, les fenêtres d'en face projetèrent bientôt leurs rectangles de lumière. Il avait envie de chaleur, de bruit, de clarté. Il pressentait que si une pensée, une seule pensée même, commençait à se donner libre cours dans son esprit, c'en était fait de son calme. Mais ses pieds étaient comme de plomb, comme si, au lieu de sortir d'une prison, il avait escaladé des montagnes. Il se sentait attiré par

les draps propres, la chambre était plus grande que sa cellule, la porte n'était pas verrouillée. Il était beaucoup trop fatigué pour entreprendre quoi que ce soit.

Le lendemain matin, on frappa à la porte. Il sursauta : Katharina ! Mais c'était Harms. Il lui dit de se préparer et de l'accompagner à Greilsheim. Là-bas, la cellule du Parti avait été convoquée pour régler son affaire.

Ils prirent l'express qui s'arrêtait au chef-lieu de district, non loin de Greilsheim. Harms le repoussa vers l'extrémité du banc et interposa entre lui et les autres voyageurs sa carrure trapue, solide. Il lui parlait sur un ton d'insistance, bas, mais distinctement, et fixait en même temps son regard, comme il le faisait toujours, en plein sur son compagnon. Il dit :

— Un homme que je tiens pour mon ennemi ne peut me décevoir, car je sais ce que j'ai à attendre de lui et je me comporte en conséquence. Mais toi, tu nous as trompés, tu nous as fait croire que tu étais des nôtres; en fait tu étais notre ennemi et tu nous as trahis.

Heinz dit : « Ce n'est pas vrai. Je sais le mal que j'ai fait, je l'ai reconnu, je le regrette, tout spécialement devant toi, à un point que je ne saurais exprimer. Mais toi, maintenant, tu ne trouves pas de mot assez dur. Trahir, ça non, je n'ai trahi personne; le tribunal lui aussi en est persuadé. »

— Mais non, justement : tu nous as trahis, dit Harms calmement. Nous sommes entourés d'ennemis, la guerre nous menace; celui qui trouble notre travail et la paix est avec l'ennemi; il nous trahit. Non, ne dis rien; tais-toi maintenant. Tu n'as toujours pas compris ? Ne viens pas me dire que tu es un bon mécanicien, que quelqu'un comme toi peut-être un excellent mécanicien aujourd'hui ici, demain ailleurs. Chez nous, il faut qu'au dedans tout soit aussi propre qu'au dehors. Car nos ennemis nous guettent, et ce que tu as fait, c'est porter de l'eau à leur moulin. Ne dis pas qu'intérieurement tu étais des nôtres. Qu'est-ce que ça veut dire « intérieurement » ? Comment peux-tu être des nôtres si tu n'as pas confiance en nous : or, tu n'avais pas confiance en nous; on se demande même en qui tu avais confiance. En tes anciens copains ? Pas besoin de me regarder l'air indigné. En qui donc, sinon en eux ? En personne. Qui c'est ça, personne ? Ça peut être n'importe qui, n'importe quelle crapule.

Heinz dit encore plus bas : « J'avais confiance en toi, mais toi, maintenant... »

— En moi ? Non, ne vas pas te fourrer des choses en tête. Est-ce que par hasard tu m'avais dit la vérité ? Tu n'avais confiance en personne.

Heinz dit, sur un ton imperceptible, comme pour lui-même : « Qu'est-ce que j'y pouvais ? Est-ce que c'était ma faute ? »

« Oui, dit Harms, c'est ta faute. » Le train s'était entre temps arrêté à la ville. Ils avaient couru jusqu'à l'autocar, s'étaient frayé un passage au milieu des paysans. L'autocar cahotait sur la grand'route, jacassait, soufflait, caquetait de ses innombrables paniers. Heinz, comme s'il eût craint de perdre une seule des dures paroles de son compagnon, ne lâchait pas Harms.

— C'est ta faute pour cette raison que, ne pas avoir confiance, cela veut dire ne toujours pas se sentir chez soi. Je dis bien : chez soi. Et toi tu prétendais être des nôtres. Nous avons tous été abominablement trompés par le fascisme; si tu n'as pas confiance en tes amis, tu nous fais du tort. C'est que tu es encore contaminé.

Ils descendirent et traversèrent la route.

— C'est que tu aides l'ennemi, dit encore Harms. Tu l'aides à détruire ce que nous édifions. Tu l'aides à troubler la paix. Les gens qui nous accordent leur confiance — et il a fallu que nous luttions sévèrement pour la gagner — ces gens-là pensent maintenant : il y a donc des types comme ça parmi ceux à qui nous faisons confiance ! Est-ce que tu comprends maintenant que tu es un saboteur ? Même si le procureur te met en liberté.

La maison scintillait entre les bouleaux et les pins. Heinz sentit son cœur se serrer à l'idée qu'il avait, par sa faute, perdu ce foyer. Harms, d'un geste, indiqua la maison :

— Nous appartenons ici au noyau solide de la population. Tout le monde pense maintenant que, puisque tu es un menteur, il y a un point pourri dans ce noyau solide. On a de la méfiance envers nous. Et c'est ta faute.

Le petit chien lui sauta dans les jambes, glapissant de joie. Heinz le caressa machinalement pour n'avoir pas à regarder les visages froids. Lorsque avec ceux qui avaient été ses amis, il fut assis autour d'une même table, il comprit ce qu'il allait perdre. Dans le courant de l'heure suivante, pendant laquelle on lui demanda des explications et on discuta de son exclusion, il devint

de plus en plus clair pour lui que ce matin-là il perdrait quelque chose de précieux, quelque chose qu'il n'aurait jamais voulu perdre. Il l'avait accepté un jour, moitié dans l'indifférence et moitié dans le mensonge. Puis cela lui avait convenu. Il s'y était d'abord adapté, puis cela n'avait plus fait qu'un avec lui-même; un beau jour, c'était devenu un élément de son existence. Comment avait-il seulement pu risquer la meilleure part de son existence ?

Tous les visages lui paraissaient durs. Au début, il ne voyait pas le regard précis de Harms qui reposait sur lui et ne le quittait pas. C'est seulement quand Elfriede lui posa des questions sur sa jeunesse et sur sa mère qu'il sentit ce regard, car tous deux se souvenaient de leur conversation dans la forêt, lorsqu'il avait éludé ces questions. Hartmann lui demanda des précisions sur l'époque de la guerre. Jamais l'idée ne lui était-elle venue qu'on se servait de lui abusivement pour commettre des crimes ? Heinz dit tout bas :

— Non, à ce moment-là, pas encore.

— Et après la guerre ?

— Pas encore, dit Heinz, je croyais alors que tout était perdu. Je ne savais pas ce qu'il allait advenir. » Et lorsqu'il était allé au travail ? Lorsqu'il était entré au syndicat ? Et au Parti ? Heinz hésita, s'accrocha au regard de Harms et répondit : « Au début, toujours pas. » Harms demanda : « Quand as-tu pour la première fois réfléchi à la question ? — « Vraiment réfléchi à la question ? Ça avait dû quelquefois me passer par la tête, une fois ou l'autre chez Lohmer, en particulier. Mais vraiment réfléchi à la question, je crois que je ne l'ai fait que chez Berndt, à l'école. » — « Pourquoi ne lui as-tu pas parlé à ce moment-là ? » — « J'allais le faire, et puis il est parti. »

Elfriede dit : « Le courage t'a manqué. »

— Oui, subitement, je n'avais plus de courage.

Brandt dit : « Tu appelles ça maintenant : « plus de courage » ? C'était quelque chose d'autre, quelque chose de bien plus ordinaire. Tu ne voulais pas perdre ton travail. »

Heinz hésita et dit : « Je n'avais peut-être pas pensé au travail. J'avais seulement peur d'être obligé de quitter l'école. »

— Je voudrais te poser encore une question, dit Albrecht, un tractoriste. Tu avais pourtant une amie à laquelle tu étais attaché. A son amie, on dit bien des choses qu'on ne dit pas aux

autres. Elle devait être au courant, Katharina ? » Heinz s'écria effrayé : « Non ! » — « Mais voyons, c'est bien bizarre. » Harms sentit que ce point-là lui était le plus douloureux. Albrecht continua : « Tu étais pourtant jour et nuit avec elle. Si là tous tes mensonges ne t'ont pas torturé, avec une pareille fille, une fille aussi convenable, aussi propre — nous la connaissons tous — permets-moi de te le dire : il faut vraiment que tu aies la peau épaisse. » Heinz répliqua : « Je voulais la laisser en dehors de tous mes mensonges. » — « C'est ce que tu dis maintenant, Retzlow », dit Brandt. Il était le premier qui fut arrivé à prononcer carrément ce nom. « En réalité, tu savais parfaitement que dire la vérité à Katharina, cela voulait dire tout avouer. Elle aurait tout de suite fait ce qu'elle a fait maintenant, quand il n'y avait pour toi plus rien d'autre à faire, elle nous aurait tout dit. C'est de ça que tu avais peur. »

Heinz répliqua d'un ton amer : « C'est moi-même qui vous l'ai envoyée. »

— Non, non, dit Brandt sans se laisser couper, ne commence pas à nous raconter des histoires. Qu'est-ce qui s'était passé ce jour-là, quand...

Les questions fusèrent de plus belle, comme des rayons projetés dans le passé. Elles jetaient une lumière violente dans cette obscurité dans laquelle il s'était senti tantôt en sûreté, tantôt douloureusement oppressé. Berg ressurgit, à la guerre, à Berlin, à l'atelier. Le questionnaire était toujours là, et il devait le remplir, cette fois sans Berg. Les rubriques d'elles-mêmes donnaient les réponses, sur un ton de menace, dès que sa mémoire défaillait.

Il était désespéré, lorsque soudain Harms, au lieu de l'aider et de le ménager, mit dans la balance le poids le plus lourd.

— A quoi pouvais-tu bien penser lorsque ce jeune homme, à l'usine, t'a confondu avec le détenu Heinz Brenner, un camarade qui nous était cher ? Devant une telle méprise, il faut vraiment être complètement pourri pour cacher la vérité, bien plus, pour se servir de cela comme d'un tremplin ! »

Heinz haussa les épaules et dit : « A ce moment-là, je ne comprenais pas encore. »

Après coup, il avait l'impression que tout était allé vite, mais que cela avait quand même duré un temps infini jusqu'à ce que la décision eut été prise : l'exclusion. Cette décision contenait toute cette période de sa vie écoulée jusqu'à ce jour, toute la

période où il n'avait pas encore compris ce que cela signifie : être des leurs.

Avant que la porte ne se refermât définitivement derrière lui, Brandt lui dit, avec plus de chaleur que précédemment : « Tu étais un bon ouvrier; maintenant, plus que jamais, tu en seras un. On t'offre différentes places. Choisis le travail qui te plaît le mieux. Si tu reprends tout du début, tu pourras un jour devenir notre camarade. »

11

Sur tous ses papiers, il s'appelait de nouveau Walter Retzlow. Mais les gens qui le connaissaient bien l'appelaient toujours Heinz, comme ils y étaient habitués, lorsqu'ils parlaient de lui, que ce fût en bien ou en mal.

On lui proposa un certain nombre d'usines qui manquaient de mécaniciens. Il choisit une fabrique de tracteurs, pour une part parce que ce travail lui était familier et qu'il souhaitait s'y perfectionner, pour une part aussi parce qu'elle était située dans une région qui lui était étrangère.

Il sentait dans la nouvelle voie dans laquelle il s'était engagé le poids d'une ombre dont il n'arriverait pas à se débarrasser d'un jour à l'autre, ou du moins il croyait le sentir. Il se disait que la cellule de son entreprise devait être au courant de son affaire et qu'elle ne le perdrait vraisemblablement pas de vue. Il devint soudain sensible, d'une sensibilité torturante et toujours en éveil, au regard, à l'expression du visage, aux intonations de la voix des hommes qui avaient à faire avec lui.

A sa section syndicale, on ne lui posa que les questions qu'on a coutume de poser à tout nouveau compagnon de travail. Parmi les responsables, il y avait un homme d'un certain âge nommé Melzer. Ils ne s'étaient jamais vus précédemment, et maintenant encore, en dehors de leur travail, ils n'avaient rien à faire l'un avec l'autre. Heinz aurait peut-être pu avoir l'impression qu'avec lui plus qu'un autre Melzer était avare de ses paroles, si ce dernier n'avait eu partout la réputation d'un homme taciturne et distant. Heinz en apprit aussi la raison. Melzer avait vécu pendant des années dans l'illégalité, sous Hitler; la Gestapo avait

réussi à mettre la main sur sa femme, qui était morte à Ravensbrück. Son fils unique, envoyé dans une division disciplinaire, avait été tué. Quant à lui, il avait été tiré de la prison, où il avait fini par atterrir, à Breslau, par l'entrée de l'Armée Soviétique. Il vivait maintenant chez une de ses filles qui l'avait recueilli dans sa famille.

A l'occasion d'un travail qu'ils exécutèrent ensemble dans leur équipe, Heinz eut affaire plus étroitement à Melzer. Car ces deux hommes, qui semblaient par ailleurs n'avoir aucun point de contact l'un avec l'autre, s'adaptèrent très vite l'un à l'autre dans leur travail et ils constituaient souvent l'un avec l'autre l'élément décisif lors de concours d'émulation ou pour la réalisation de normes individuelles, quelque bourru et lourdaud que parut Melzer, quelque brusque et peu sûr que parut l'autre. Ils réfléchirent un jour comment éviter l'usure de l'élément de la chaîne qui travaillait le plus; Heinz expliqua à son compagnon de travail en quoi consistait la difficulté et il révéla à cette occasion ses connaissances pratiques.

Sur la demande de Melzer, Heinz lui expliqua, d'abord, non sans quelques réticences, où il avait travaillé précédemment. Comme Melzer s'informait de la raison pour laquelle il n'était pas resté là-bas, Heinz la lui indiqua, avec autant de concision qu'il en avait mis auparavant dans ses explications sur l'usure de la chaîne. Melzer fit un signe approbateur et ne dit rien. Mais Heinz avait bien remarqué comment tout au fond de ses yeux gris de fatigue, une lueur secrète s'était éveillée et avait à nouveau disparu. Il savait soudain que Melzer connaissait son histoire. Mais il ne s'en sentait pas abattu. Bien loin de là, il était presque content, contrairement à ce qu'il attendait lui-même. Il n'était donc quand même pas entouré de vide, on ne l'avait donc quand même pas laissé tomber.

Il ne se sentait pas angoissé en présence du vieil homme, au contraire, il se sentait de la sympathie pour lui. Un jour ils reçurent tous deux, pour une proposition qu'ils avaient faite ensemble, une prime. On venait de livrer du vin hongrois. Ils en achetèrent une bouteille et la burent chez la fille de Melzer, car Heinz n'avait pas de chez soi, juste un endroit pour dormir. Heinz prit ce soir-là son courage à deux mains et demanda à Melzer s'il avait par hasard rencontré en prison un détenu du nom de Brenner. Melzer le regarda avec une expression particulière qui

semblait vouloir dire : je vois bien où tu veux en venir. Il dit : « Bien sûr, nous nous sommes trouvés quelques semaines dans la même cellule. »

Heinz le regarda d'un air étonné et Melzer dit : « C'est bien de Heinz Brenner que tu parles ? Oui, je l'ai connu, même très bien. Il est sorti de prison pour aller à l'hôpital, et lorsque j'ai voulu lui rendre visite là-bas, il était déjà mort. »

Heinz, ou plutôt Walter, se taisait. Mais il sentait que Melzer le regardait à la dérobée. Il lui sembla que Melzer était sur le point de dire : « De ce côté-là, tu n'avais donc aucune révélation à craindre ». Il se sentit amer, l'espace d'un instant, puis maudit, l'instant d'après, sa défiance. Il aspirait à se libérer enfin de toute espèce de peur devant les hommes.

Melzer avait, il est vrai, immédiatement compris où cette question voulait en venir. Mais il n'avait nullement envie — il n'avait d'ailleurs aucun talent pour cela — de jouer l'étonné et de demander ce que Walter avait à faire avec ce Brenner qui était mort. Quant à Lüdecke, qui avait été détenu à la prison en même temps que lui et que Brenner, il l'avait, depuis lors, plusieurs fois rencontré. Lüdecke ne pouvait se pardonner d'avoir accueilli l'étranger comme son compagnon de captivité et de lui avoir ainsi facilité son imposture. Cela le mettait presque hors de lui de voir que Walter Retzloff avait du travail et qu'il donnait satisfaction.

Heinz demanda soudain : « Quelle sorte d'homme était donc ce Brenner, ton compagnon de captivité ? » — « C'était presque un gamin lorsqu'il est arrivé à la prison », dit Melzer, « et lorsqu'on s'aperçut là-bas que rien n'y faisait, ni le cachot noir, ni les rossées, ni à plus forte raison les promesses, on lui monta un procès. Il avait dès ce moment-là déjà été tant battu qu'il était fichu ; et la prison pour lui, c'était de toute façon à vie — ce qui, il est vrai, peut aussi signifier : aussi longtemps que les juges vivent. Il fut mis au secret. Personne ne pouvait le voir — sauf dans les dernières semaines où, après un bombardement, on nous entassa à plusieurs dans une cellule. Mais Brenner avait bon moral, car nous sentions la fin des nazis. Les chiens de garde n'avait jamais vraiment réussi à l'isoler complètement. Il nous transmettait ses mots d'ordre à travers les portes verrouillées. C'était un homme qui apprenait sans cesse. Il apprenait de chaque bout de papier, de chaque homme qu'il pouvait encore rencontrer là-bas. Lorsque nous fûmes libérés, il était déjà plus mort

que vif. Un soldat soviétique dit quelques mots à un autre. Brenner ouvrit les yeux et me dit : « Ils ont dit que je suis mort. » Il en souriait. Je crois qu'il était heureux de comprendre. Lorsque je vins lui rendre visite à l'hôpital, il était cette fois vraiment mort. C'est tout ce que je sais de lui. »

Il se tut et jeta un coup d'œil rapide sur Heinz. Heinz sentit ce que ce regard voulait dire : C'est ça l'homme pour qui tu as voulu te faire passer ! — Effectivement, Melzer pensait : Tu n'es pas un Heinz Brenner, tu n'es pas non plus comme mon fils qui est mort. Dans ces deux-là, le fascisme n'avait jamais réussi à pénétrer. Leur cœur était comme un métal qui se refuse à tout alliage. Mais le vieux Melzer décida dans le silence de son cœur de prendre le jeune homme sous sa garde, à la place de son fils, ce garçon fier et pur, disparu trop tôt, assassiné par les nazis. Il avait vu tant de choses anéanties, il avait été lui-même si près de l'anéantissement, que la vie lui paraissait digne de toutes les peines et de tous les soins.

12

Katharina venait dans les débuts tous les dimanches. Elle partait pour la gare souvent encore en pleine nuit afin d'arriver chez Heinz le matin de bonne heure et de pouvoir, autant que possible, passer toute la journée avec lui. Ils parlaient de leur travail, de nouvelles connaissances qu'ils avaient faites, d'incidents amusants. Celui qui les rencontrait en chemin, bavardant, flânant, accrochés l'un à l'autre, les prenait pour un couple heureux. Katharina évitait de prononcer son nom ; il lui arrivait parfois par mégarde de crier : Heinz ! — Elle se réjouissait de ses succès ; elle aimait bien Melzer, à qui ils allaient parfois rendre visite ensemble. Elle prenait toujours le dernier train et, le soir tard, en arrivant au chef-lieu de district, elle avait encore un long trajet à faire à pied jusqu'au village. Lorsque la nuit était tombée, elle regardait souvent sa montre, et insistait pour qu'on partît à temps ; elle préférait passer encore un moment à la salle d'attente, bien que le camarade de travail avec lequel Heinz partageait sa chambre ne fût ordinairement pas là le dimanche.

Mais un jour, alors que déjà elle commençait à s'agiter sur sa chaise, Heinz la retint et dit :

— En mettant les choses au pire, tu pourras toujours encore prendre le train du matin — mais en fait tu ne manqueras pas le dernier train de ce soir, car ce que j'ai à te dire, ce n'est pas long.

Elle lui laissa sa main, qu'elle avait tout d'abord involontairement voulu lui retirer. Le visage de Heinz était plutôt dur que tendre.

— Il y a longtemps que je voulais te poser une question, Katharina ; il y a longtemps aussi que j'aurais dû te la poser, mais je n'y arrivais pas.

Elle le regarda avec de grands yeux, et pensa ce que l'on pense lorsqu'on se trouve devant un visage extraordinaire que l'on voit pour la première ou la dernière fois : il faut garder cette image, car tu ne la retrouveras pas.

— Crois-tu donc, continua-t-il, que je n'aie pas remarqué tous ces dimanches-ci que tu n'avais aucun plaisir à venir me voir ? Qu'ici, avec moi, tu n'étais jamais vraiment joyeuse. Je pensais par devers moi : si elle revient toujours me voir, c'est uniquement parce qu'elle ne veut pas me laisser en plan ; peut-être Berndt t'a-t-il fourré en tête que c'est ton devoir de t'occuper de moi. En une période qui doit être particulièrement difficile pour moi.

Katharina ne le quittait pas des yeux. Son visage pâlit quelque peu.

— Ce qui dans cette pensée me tourmentait le plus, Katharina, c'est qu'elle était juste. Car, bien que j'en aie mis un coup pour mon travail, bien que j'aie toujours eu autour de moi de braves gens, et même Melzer, je n'aurais vraiment pas su pendant toute cette année comment supporter l'existence si je ne t'avais eue. Je me disais toujours : « Lorsque la semaine sera passée, elle viendra »; et chaque semaine m'était une torture, chaque rencontre avec des hommes, bien qu'ils aient tous été très convenables avec moi, même ceux, surtout ceux qui vraisemblablement savaient à quoi s'en tenir sur mon compte. Lorsque j'attendais sur le quai de la gare, mon cœur battait de peur : peut-être ne reviendra-t-elle quand même pas ?

Mais je te dis aujourd'hui : ma vie est remise en ordre. Tu n'as plus besoin d'avoir peur pour moi, j'ai passé la montagne, je n'ai plus besoin de te faire pitié, tu as accompli ton devoir.

Ma vie est remise en ordre, intérieurement et extérieurement, je n'ai maintenant plus besoin d'aide, et je serai mon maître, cela est bon, cela est juste. C'est pourquoi je te propose qu'aujourd'hui, nous nous disions adieu. »

Son cœur s'arrêta de battre, car maintenant le miracle pouvait se produire. Elle pourrait lui passer les bras autour du cou, elle pourrait pleurer, elle pourrait lui répondre : tu te trompes, je ne viens pas du tout par devoir, je suis toujours venue avec joie, parce que nous sommes faits l'un pour l'autre et qu'il n'y a rien qui puisse nous séparer, et je reste avec toi.

Katharina dit : « Tu as raison, il vaut mieux que nous nous séparions, j'ai besoin d'être un certain temps seule. Pour toi aussi, cela vaut mieux de vivre un certain temps seul. De toute façon, le mois prochain, je ne serais pas venue, car je prépare le deuxième examen pédagogique, et tous les candidats des villages d'alentour se rencontrent chaque semaine pour tout répéter en commun. »

Le cœur de Heinz recommença à battre comme le tic-tac d'une montre, régulier et sans vie, qui bat les bonnes et les mauvaises secondes. Il poursuivit, sur un ton égal et calme, comme s'il cherchait à obtenir d'elle une approbation qui, au plus profond de lui-même, lui faisait mal :

— Peut-être aussi n'est-ce pas utile pour ta profession que nous soyons toujours associés tous les deux dans l'esprit des gens.

Son cœur resta court encore une fois, tant il espérait qu'elle l'interromprait, et il fixait sa bouche. Elle dit :

— De toute façon, j'ai besoin d'être un certain temps seule, oui, il vaut mieux que nous nous séparions maintenant.

Elle se leva, lui passa rapidement la main dans les cheveux, d'un geste qui signifiait aussi : reste ! Et elle partit. Il entendit, comme elle dégringolait l'escalier et passait en courant sous sa fenêtre, dans la rue. Il jeta un coup d'œil sur sa montre. Oui, elle l'aurait encore, ce train.

Il se prit une main dans l'autre, et il fixa la chambre devenue vide. Son camarade, un gaillard aux yeux ronds et à la tête ronde, entra ; il était arrivé par le dernier train. Il raconta en riant que Katharina était montée en marche, au dernier instant, et que le contrôleur avait rouspété.

Le dimanche suivant, Heinz se leva de bonne heure et accompagna à la gare ce jeune homme — il s'appelait Erwin Rusch — qui partait voir ses parents. Il attendit le train, frémissant d'espoir, car si Katharina, après leur conversation, n'avait cette semaine même pas éprouvé l'envie de lui écrire, cela ne pouvait signifier qu'une chose : c'est qu'elle avait changé d'avis et qu'elle arriverait à l'heure habituelle. Il découvrit aussitôt le petit point rouge derrière l'une des fenêtres, le foulard qu'elle portait souvent. Mais il appartenait à une petite oie blanche à grosses nattes.

Après plusieurs jours, pas tout de suite, elle lui écrivit qu'elle avait encore beaucoup à faire pour son examen. Ne serait-ce que pour lire les livres qu'il fallait avoir lus, elle avait besoin de chaque heure de liberté. De leur séparation, elle ne disait pas un mot. Heinz commença à écrire une réponse, puis déchira le papier. Pour finir, il envoya une longue lettre, serrée, mais dans laquelle il n'était question que de son travail, de son équipe, et du syndicat. Après une, deux semaines, Katharina lui écrivit une lettre presque aussi circonstanciée. Elle lui décrivait ses difficultés et ses succès, l'aide de camarades expérimentés. Plus l'examen approchait, plus ses lettres devenaient rares.

Heinz s'entendait très bien avec cet Erwin Rusch avec qui il habitait. Il lui expliquait souvent un article de journal, il lui donnait aussi des conseils depuis que celui-ci avait été mis dans son atelier. Il entreprit, pendant ses moments de loisirs, de diriger l'apprentissage d'Erwin et de deux autres jeunes gens.

Erwin lui demanda un jour si son amie ne venait plus du tout le dimanche. Là-dessus Heinz parla de l'examen de Katharina. Mais le jeune homme sentit bien que son compagnon souffrait d'une inquiétude secrète. Il lui demanda finalement tout droit : « Est-ce que vous vous êtes disputés ? » Heinz dit simplement : « Nous avons compris que nous ne sommes pas faits l'un pour l'autre. » Le jeune homme eut honte de sa question et dit dans son trouble : « Je croyais qu'il était facile de s'entendre avec toi. » — « Ah, tu crois ça », répliqua Heinz, et le trouble du jeune homme augmenta encore, parce que ces dernières paroles, comme il pouvait le voir sur le visage de son aîné, étaient tombées à côté. Heinz eut l'impression, en regardant ce visage d'adolescent rond et clair, que seule une curiosité un peu trop

enfantine y avait jeté le trouble, et qu'il n'avait pas le droit de le laisser dans le doute ; il lui raconta tout.

Le jeune homme écoutait; il se sentait oppressé et s'écria :

— Pourquoi ne me l'as-tu pas dit plus tôt ?

— Parce que j'avais peur, dit Heinz.

Il attendait anxieusement une parole, comme si son procès avait commencé.

Mais ce n'est pas à cela que pensait Erwin. Il ne trouvait pas les paroles qu'il fallait pour exprimer ses pensées, et il n'avait pas envie de les chercher. Comment se faisait-il que cet homme, cet homme serviable, sérieux dans son travail, eut quelque chose derrière lui qu'il voulût chasser ? Erwin était encore un enfant au moment de la guerre ; son beau-frère, un tourneur, y avait perdu un bras ; deux enfants, avec qui il jouait toujours aux billes, avaient été ensevelis dans une cave et y étaient morts asphyxiés ; la forêt avait brûlé. Il avait vu tout cela et il en avait éprouvé de l'horreur. Maintenant, longtemps après, ce soir-là, il voyait quelque chose, au-dedans de lui-même cette fois, qui le consternait comme son beau-frère estropié, comme les enfants écrabouillés, la forêt incendiée. Mais il pensait que lui-même, Erwin, dans quelque situation qu'il puisse être mis, il ne voudrait jamais, de sa vie, avoir derrière lui quelque chose dont plus tard il aurait honte, ou qu'il devrait craindre de voir mis au jour.

Mais il dit simplement : « Il est déjà tard, il faut nous coucher ». Il chercha une cruche d'eau et remit une chaise à sa place, afin que Heinz n'interprétât pas de travers son silence.

Les jeunes de l'usine étaient attachés à Heinz. Il pouvait avec la même patience dessiner une épure aussi bien qu'expliquer à nouveau comment on se sert correctement d'une lime. Oui ! Mais lui, personne ne pouvait l'aider à réveiller sa joie perdue.

Les lettres de Katharina se faisaient de plus en plus rares, de plus en plus brèves. Elle avait réussi son examen et attendait sa nomination pour un endroit éloigné. Dans sa dernière lettre, elle lui donnait sa nouvelle adresse.

Un samedi soir, Heinz partit. Il n'avait pas annoncé sa venue ; il n'avait même pas envisagé auparavant d'aller la voir. Mais en se retrouvant dans sa chambre vide — ce soir-là il n'avait en vue ni réunion, ni travail — il n'avait pas envie de

lire. Erwin était à un meeting de jeunes — il eut le sentiment d'une durée si démunie de contenu, si aride et si creuse, que le tic-tac de la pendule lui parut intolérable. Il pensa : Je ne sais pas ce qui arrivera si je ne revois pas Katharina demain.

Il se précipita à la gare et le seul fait d'être obligé d'attendre le train lui fut un soulagement. Comme si la solitude était un déshonneur et comme si les autres pouvaient discerner l'objet de son attente, il pensait avec une certaine satisfaction : Tous ces gens qui passent vont voir leurs amis, leur famille, ceux ou celles qu'ils aiment, et aujourd'hui, je suis l'un d'eux.

Dans la brume du petit jour, il arriva dans la ville qu'il ne connaissait pas. Il suivait les rails d'un tramway qui le menaient à la place du marché, pour, de là, chercher la rue, quand, tout à coup, il eut l'impression d'être inopinément de retour après un long voyage. Katharina sauterait du lit, au comble de la surprise, en entendant le son de sa voix. Il comptait les numéros des maisons.

Mais alors le courage lui manqua ; il monta au deuxième étage, et redescendit. Il pensait : je vais seulement glisser sous la porte un billet disant que je suis arrivé.

Il écrivit bien un billet, appuyé contre le mur, mais, quand ce fut fait, il se ravisa.

Un jeune homme à la mine joviale et portant un sac à dos arrivait de la direction opposée ; il s'arrêta devant la même maison et siffla. Une fenêtre s'ouvrit et quelqu'un dit : « Tout de suite ! » — En entendant le son de cette voix, Heinz s'attendait déjà à voir sortir Katharina. Elle portait son foulard rouge. Ses cheveux étaient coupés beaucoup plus courts, ils étaient plaqués comme un épais bonnet. Elle portait aussi un sac à dos.

A la façon dont ils traversèrent la place déserte du marché pour aller à la gare, en riant et en se tenant la main, Heinz comprit qu'il y avait quelque chose entre eux. Il pensa : C'est peut-être son vieil ami ? Est-ce qu'il ne s'appelait pas Weigand ? Il était d'aspect sévère et austère. Celui-ci semblait vif et jovial.

Une nuée d'enfants les attendaient ; en les apercevant, ils s'élancèrent vers eux comme une volée de moineaux qui s'abat sur une poignée de mil. Heinz vit aussi que les deux aînés, malgré les enfants qui tantôt se pressaient autour d'eux à les étouffer, tantôt s'avançaient vers eux en ayant l'air de picorer

quelque chose, trouvaient toujours un moment pour se retrouver seuls, se regarder dans les yeux et échanger quelques mots en souriant.

Quand tous furent partis, Heinz resta seul entre la gare et la ville qui semblaient lui confirmer qu'il était et restait un étranger. Dans le train, les gens lui semblaient avoir la même pensée ; leur calme semblait s'adresser à lui et signifier : Tu t'es figuré être bien des nôtres et tu n'as même pas la part de joie à laquelle chacun a droit.

Il se rendit à l'appartement de Melzer ; son fils n'était pas chez lui. C'est le gendre qui lui ouvrit, il fut poli, mais ne l'invita pas à entrer ; Heinz ne l'aimait pas beaucoup, il croyait lire sur son visage ce que l'autre pensait de lui.

Ce dimanche-là, il n'arrivait pas à se soustraire au vide de ses quatre murs. Comme si le désespoir qui se trouvait enfermé dans cette chambre le terrassait dès qu'il fermait la porte derrière lui ! Comme Katharina était gaie, unie qu'elle était à son entourage dans une harmonie totale ! Elle aimait les enfants : cette façon de pencher la tête ; ce visage, on l'a lorsqu'on aime quelque chose de tout son cœur. Ce jeune homme... ça ne pouvait être que cet instituteur avec qui elle suivait les cours à Berlin déjà.

Elle avait rompu après la rencontre avec Heinz. Depuis, elle avait compris son erreur.

A l'usine, quand les gens se mettaient à parler de Heinz, leur conversation débutait toujours par des jugements sur l'homme et sur les faits, connus en partie. Puis, presque toujours, on passait à d'autres questions, par exemple, on se demandait ce qu'il serait devenu à l'Ouest. Là-bas, on aurait célébré en lui le réfugié de l'Est ; pour le récompenser d'avoir pris la fuite, on aurait tôt ou tard donné du travail au bon ouvrier spécialisé qu'il était. Il avait été persécuté ici — la raison, on s'en ficherait bien, de toutes façons cela lui aurait valu des avantages. Ce qu'il avait toute raison de taire ici, il aurait pu, là-bas, le crier sur les toits. Là-bas, ses mauvais côtés auraient été cultivés soigneusement et exploités. C'est ainsi que le cours de la conversation les conduisait du destin de l'individu à celui du peuple tout entier.

Peu à peu, Heinz se sentit chez lui au milieu du personnel de l'usine. Les jeunes parlaient de son habileté à enseigner et à expliquer. Ils renvoyèrent à la direction syndicale de l'entreprise une requête demandant de l'employer pour les cours du soir à l'école des apprentis.

Dès lors, Heinz n'eut plus de chambre vide ni de soirées inoccupées. A la guerre, un jeune ouvrier avait perdu deux doigts de la main droite. Mais il ne pouvait se résoudre à abandonner le métier qu'il s'était mis en tête. Heinz passa beaucoup de temps à essayer de voir s'il pourrait éduquer ce garçon de manière à ce qu'il puisse travailler sur sa machine habituelle et avec quelles ficelles de métier. Il allait seul à l'atelier des apprentis pour étudier comment servir lui-même avec une main mutilée cette machine qu'il connaissait parfaitement. Pour cela, il s'immobilisa deux doigts au moyen d'un bandage. Et il parvint à maintenir le jeune homme dans sa spécialité. Après de nombreuses expériences et en y consacrant du temps et beaucoup d'efforts, il réussit à le rééduquer.

Une jeune fille du nom de Ellikast lui plaisait beaucoup. Ou plutôt, elle lui aurait plu si elle n'était pas venue dans sa vie combler le vide d'un amour perdu. Elle ne ressemblait en rien à Katharina. Elle était très grande et encore passablement empruntée. Elle avait de belles dents. On avait l'impression que des étincelles jaillissaient sans cesse de sa chevelure cuivrée, de son sourire et de ses yeux gris clairs. A la besogne, elle était solide comme un homme, sa gaucherie devenait délicatesse quand elle exécutait un geste difficile. Son esprit aussi avait de la vigueur et de la vivacité. Une place à l'Université ouvrière : tel était son espoir pour l'année suivante. Elle était si fermement convaincue que toute faute est une blessure guérissable et qu'on peut écarter toute souffrance de son chemin comme un tas de ruines, que Heinz se sentait soulagé quand il se trouvait près d'elle. Mais quand il était seul, il pensait à l'autre. Le bonheur ne jaillissait pas d'elle comme des étincelles, ses cheveux n'étaient pas couleur de cuivre. Et quand il était avec elle, son anxiété ne disparaissait pas, il sentait encore le poids de son passé. Elle lui écrivait encore de temps en temps, mais toujours parcimonieusement, et comme par devoir.

Le jeune instituteur avec qui Katharina avait entrepris cette excursion scolaire — elle ne le connaissait que depuis peu — était

son ami le plus cher dans sa nouvelle résidence. A l'école comme les dimanches, dans les conversations à deux comme dans les réunions, il n'y avait rien où ils ne se sentissent d'accord. Aucun effort dans le domaine de la vie réelle ou dans le domaine intellectuel, qui ne leur fût, s'il conduisait à un but difficilement accessible, une source de joie commune. Trouver pourquoi un enfant était timide et de santé délicate, obtenir d'une classe qu'il n'y ait plus de redoublants, tels étaient leurs buts, et les problèmes qu'ils avaient à résoudre souvent au même moment, dans des salles de classe différentes.

Son visage s'éclairait quand elle l'entendait siffler sous la fenêtre. Elle lui cousait ses boutons et lui préparait son dîner, elle le soignait quand il était malade. Et aussi quand, seule, elle lisait le journal, elle savait exactement à quel passage il s'arrêterait, à quel autre il ferait un mouvement de tête. Elle avait pour lui l'affection qu'on a pour un frère. Elle aimait passer sa main dans son épaisse chevelure. Mais elle ne songeait pas à vivre avec lui. Quand il abordait ce sujet, elle l'en détournait doucement, et une ombre imperceptible voilait son visage.

Un jour, arriva inopinément un visiteur, Weigand, son camarade à l'école des Jeunes enseignants. Depuis, il avait notablement progressé. Maintenant, il allait à l'Université. Il connaissait les événements de la vie de Katharina. Quel qu'ait été son chagrin au moment de leur brusque séparation, il ne lui en gardait pas rancune, et il venait, pensant qu'elle était seule et sans courage. Mais quand il parla incidemment de déception et de la joie du revoir après l'absence, Katharina coupa court et se mit à lui poser des questions sur sa propre vie. Elle le regardait attentivement. Elle s'étonnait d'avoir pu, un jour, se sentir proche de cet homme.

Parfois, elle allait à la campagne voir son ancienne école. Elle rendait visite aux anciens professeurs, aux élèves, aux parents et à la S.M.T. Là, elle ne rencontrait presque plus que des visages nouveaux. Il y avait plus de vingt tractoristes ; au lieu d'un mécanicien, il y en avait trois. Harms était toujours à son poste. En hiver, il donnait des cours à l'école paysanne nouvellement fondée. Il connaissait toutes les familles du village aussi bien qu'elle-même. Il avait appris tout ce qu'avait fait Heinz depuis, et tout ce qu'il avait appris était positif.

Un jour, elle prit son courage à deux mains, et se rendit à la ville pour le voir. Elle songeait : il a changé. Rien n'est rompu entre nous. L'harmonie peut encore revenir.

Entre la gare et la maison, elle jeta en passant un coup d'œil dans le café où ils se retrouvaient parfois, pour occuper le temps. mais aussi avec la peur qu'il passe trop vite. Il était là, parmi les gens et riait, assis tout près d'une jeune fille qu'elle ne connaissait pas. Elle agitait sans cesse la tête, lui jetant ses cheveux dans le visage ; et il empoignait ces cheveux, et leurs visages se touchaient. Katharina s'en alla bien vite. Elle traversa les rues étroites et pleines de monde pour retourner à la gare. Il fallait se conduire avec fermeté, pour ne pas perdre son équilibre. La vie filait, filait à toute vitesse, comme si elle n'avait que faire de ceux qui s'attardent, quelle qu'en soit la raison.

Là-bas, au café, Heinz tourna la tête vers la fenêtre. La jeune fille le secoua en riant et dit : « Walter ». Il lui semblait que Kahtarina venait de passer en courant, là, dehors. Mais il avait la même impression dix fois par jour ! Il ne pouvait pas retenir ce visage pâle qui tantôt surgissait dans la foule, près de sa fenêtre, tantôt dans sa chambre vide, tantôt sous ses paupières fermées.

Sans qu'il en sentit clairement la raison, il se sentait de plus en plus attristé par ceux qui avaient été les compagnons de la mauvaise époque de sa vie et qu'il avait longtemps évités; cela lui coûta bien des efforts sur lui-même avant qu'il n'écrivit enfin à Harms. Celui-ci en fut heureux et, pour lui faciliter cette rencontre, lui proposa comme rendez-vous l'auberge d'un petit village qui avait été rattaché depuis peu à la zone de la S. M. T. de Greilsheim.

Il lui souhaita la bienvenue, et se comporta envers lui comme s'ils venaient de se séparer. Sans se lasser, il posa à Heinz des questions sur son travail et lui parla des changements qui s'étaient produits à Greilsheim, des difficultés et des résultats positifs. Quand Heinz apprit que Harms était resté seul des anciens de la S.M.T., il proposa tout de suite, lui-même, d'aller visiter la station agrandie. Il fut surpris par les nouvelles machines, par le grand atelier de réparations qu'elle avait à elle.

Ils la parcoururent ensemble en tous sens. Les toits de tuiles rouges de la nouvelle cité ouvrière luisaient au-dessus des champs silencieux, déjà préparés aux gelées prochaines. Avec quelles

hésitations, avec quelle méfiance et quelle lassitude les familles de cultivateurs et de transplantés avaient commencé à travailler le lot qui leur était attribué ! Et ils avaient signé leurs contrats avec la S.M.T. de Greilsheim avec des mines si aigres-douces, qu'il semblait que ce fût eux qui rendaient service aux tracteurs.

Harms lui montra aussi la pépinière où les jeunes plantations avaient un pied de haut, là où, autrefois avaient péri les pins gris et malades. A l'époque où Heinz vivait ici, les vieilles gens, pour gagner quelques marks, ramassaient les pommes de pin. Depuis, on avait extrait les graines de ces pommes de pin, ces graines étaient devenues des plants, et ces plants donnaient maintenant naissance à la forêt nouvelle. Tout cela s'était déroulé selon une loi qui ne se laissait pas troubler lorsqu'un mécanicien avait été exclu du Parti, lorsqu'un paysan avait été pris de peur.

Comme tout cela est beau, pensait Heinz. Pourquoi ne suis-je pas joyeux du fond du cœur ?

Harms écrivit à Katharina : « Heinz est venu me voir hier, je ne peux pas m'habituer à son nom de Walter. J'ai été content qu'il vienne de lui-même. Cela montre combien il est attaché à nous. Il s'est enquis de tout et a voulu tout voir. Cela montre ce qui était le plus fort : de sa peur de revoir les gens d'autrefois, ou de son besoin de revoir tout ce à quoi il est attaché. Pourquoi n'étais-tu pas là ? J'ai bien vu qu'il en était tout triste. Il a sûrement rencontré souvent une fille qui lui plaisait bien. Mais il est toujours très seul. »

Un jour, Heinz reçut une lettre de Katharina. Elle lui écrivait qu'elle allait à la ville voisine à un congrès d'enseignants. S'il pouvait l'attendre à la gare, elle prendrait le train suivant.

L'hiver avait commencé. Heinz était tout étourdi par le brouillard humide, le froid et l'attente. Ils allèrent s'asseoir au buffet de la gare. Il avait longtemps réfléchi à ce qu'il fallait dire. Il avait préparé des mots qui feraient briller les yeux de la jeune fille. A leur table était assis un vieillard qui lisait son journal en mordillant sa moustache. Souvent, il regardait de leur côté. Ils étaient tout près l'un de l'autre, leurs tempes se touchaient.

Heinz dit :

— Quand tu repasseras par cette gare, je t'apporterai des gants de laine, tes mains sont déjà toutes gercées.

Katharina mit ses mains sous la table. Effrayé, Heinz les ramena. L'homme mordillait sa moustache en songeant : Ils n'ont rien inventé.

Mais il n'en était pas ainsi. Heinz fixait tantôt la jeune fille, tantôt la fenêtre couverte de buée où passaient des ombres. Il appliquait toute son attention afin de ne pas perdre une parole. Sur leurs visages à tous deux, il y avait une lueur de joie et une lueur douloureuse. Katharina disait :

— Au début, je ne croyais pas que ma vie pourrait jamais s'arranger. Je ne t'en voulais même pas. Ç'aurait été la solution la plus facile. Rien que penser à toi me faisait mal. Et maintenant, je pense que nous devons commencer ensemble une vie nouvelle.

Heinz dit : « Oui, Katharina. »

Ils attendirent encore un instant sans parler; les lumières et les ombres jouaient sur leurs visages. Ils se séparèrent calmement. Le foulard, petite tache rouge, disparut dans le train bondé avant qu'il ait pu le saisir et il resta cloué sur place, parmi tous ces gens qui, soufflant, se bousculant, se pressaient sur le quai de la gare. Ils reconstruisaient leur pays après ce coup terrible qu'il avait reçu et dont eux-mêmes, ils avaient été terriblement frappés. Maintenant, tous, ils prenaient d'assaut les trains pour arriver à l'heure à leur lieu de travail. Et ce qu'ils édifiaient serait si solide et si bien assis qu'on aura le sentiment que tous les bâtisseurs étaient au delà de l'injustice et de la souffrance.

Bientôt, ils vivront ensemble tous les deux. Katharina regardera parfois Heinz à la dérobée et détournera le regard quand il se retournera. Heinz pensera parfois qu'elle a un peu pâli, imperceptiblement, comme pâlissent les visages brûlés par le soleil, pour une raison qu'il ne comprendra pas tout de suite. Ils s'aimeront bien.

Ce ne sera pas facile.

FIN

Traduit par A. Gisselbrecht, J. Lefebvre et E. Pfrimmer.

la Nouvelle Critique

année 1953

INDEX ALPHABÉTIQUE

	N°	Page
AGOSTINI Jean-Noël :		
Sur la Jeune Poésie	47	208
AGULHON Maurice :		
Méthodes et résultats de l'historiographie soviétique	47	46
AINI Sadriddin :		
L'héritage d'Avicenne	41	95
ANISSIMOV Ivan :		
Une épopée nationale; préface aux *Communistes*	49	86
BACHIR HADJ ALI :		
Contre l'article 80	49	51
BARBUSSE Henri :		
Le couteau entre les dents	47	20
BAULIEU Emile :		
Un débat sur la Cortisone	41	99
L'accouchement sans douleur a des bases scientifiques	43	138
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	221
BENARD Jean :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	279
BERGERON Regis :		
Munich n'est pas une tradition française	41	6
La mobilisation des faillis *(A propos de la « N.R.F. » et de « La Parisienne »)*	43	122
Drieu et la (pas) nouvelle N.R.F.	48	175
Meurtre à Kang-Sé, de Gilette Ziegler, *L'or et le Pain*, de René Jouglet	49	162
BESSE Annie :		
Le pool européen de la matière grise	42	15
Sur l'humanisme socialiste	45	40
Les intellectuels et le problème de l'unité	46	23
Ce que furent les grèves d'août	48	17

	N°	Page
BILLOUX François :		
Journées nationales d'études des intellectuels communistes.		
Allocution d'ouverture	45	128
Allocution de clôture	45	358
Sur les intellectuels	50	3
BOUVIER Jean :		
La bataille des notes diplomatiques sur la question allemande	41	28
BOUVIER Jean et GACON Jean :		
La vérité sur le pacte germano-soviétique	47	221
BRASLAVSKY Pierre et MAGNIEN Serge :		
Sur l'architecture	48	164
BRUNELLE Lucien :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	165
BECKER Henri :		
Les ingénieurs et l'Europe	50	52
CACHIN Yves :		
Le pool de la Santé	42	31
Echec au pool blanc	50	98
CARREL André :		
L'Académie française n'est plus un salon	47	149
CASANOVA Laurent :		
Il a servi son peuple avec honneur	41	2
Après le Congrès de Vienne	42	1
CAVEING Maurice :		
Une nouvelle université au Quartier Latin	48	192
Les conférences scientifiques de l'Université Nouvelle	49	193
CERCLE des CHIMISTES :		
L'exemple de la chimie soviétique	45	61
CHAMBAZ Jacques :		
L'Université contre l'Inquisition	48	35
CHAMBRON Henri :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	237
CHARLES Jean :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	183
Recherche scientifique nationale et pool atomique européen	49	184
Possibilités et devoirs d'une recherche atomique nationale	50	67
Discusison en U.R.S.S. sur la physique quantique	50	224
CHEN PO-TA :		
Discours aux scientifiques	49	63
CHIARETTI Tommaso :		
Le cinéma italien à la croisée des chemins	43	147

	N°.	Page
COGNIOT Georges :		
Nos perspectives de travail idéologique après le XIXe Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.	41	52
Les communistes et le sionisme	44	3
Conclusion aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	324
COHEN Francis :		
Limelight de Chaplin, ou l'homme, ça sonne fier !...	41	87
La biologie soviétique et nos tâches scientifiques	44	111
Staline et le Cinéma	45	74
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	206
Le Salaire de la peur	46	156
Le pouvoir soviétique et la science	47	90
COHEN Francis et SOUEF Claude :		
Cinéma « intégré » et cinéma français	50	76
COLOMBEL Jeannette :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	250
COTTON Eugène :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	166
CREMIEUX Francis :		
Le sionisme et la « question juive »	44	10
La Maison dans la nuit, de Thierry Maulnier	49	171
Noces de deuil, de Ph. Hériat, et *La Vérité est morte*, de E. Roblès	50	207
DAIX Pierre :		
Le procès Baudelaire est ouvert	43	91
Réflexions sur *Roqueblanque*	47	166
Les moyens du romancier	49	154
Un peuple affranchi n'est pas une mauvaise fin de strophe	50	190
DESANTI Dominique :		
La nouvelle « éducation sentimentale »	48	146
Paris avec nous, d'André Stil	50	200
DESANTI Jean T. :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	138
Pourquoi la pensée bourgeoise nie l'objectivité des lois	45	23
Kant est-il existentialiste?	47	66
Monsieur Varagnac au secours de l'Europe	50	112
DIENNE Jean :		
Avant la vente du C.N.E.	48	178
Après la vente du C.N.E.	49	186
Revue des revues	49	178
DIMITROV Georges :		
Quelle voie choisir?	48	13
D'OELSNITZ Michel :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	324
Les journées médicales internationales de Nice	49	187

	N°	Page
DOUGLAS Sam et LOGAN Mark :		
Anatomie du MacCarthysme	47	192
DOUZON Henri-J. :		
Les juristes et la défense des libertés démocratiques	50	140
DUBOIS Jacques :		
La leçon de Paul Eluard (I)	42	68
— — — (II)	43	105
Notre discussion sur la jeune poésie. Dernières réponses	49	145
DUCLOS Jacques :		
Karl Marx et les luttes révolutionnaires françaises	47	37
Sur les intellectuels	50	2
DUMONT Yvonne :		
Après les élections allemandes	48	45
FOUGEYROLLAS Pierre :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	152
Les impasses du personnalisme	46	79
Jean Lacroix et le dialogue	48	188
A propos du dogmatisme	49	189
FOURNIAL Georges :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	318
FREVILLE Jean :		
Staline et la France	45	10
GACON Jean et BOUVIER Jean :		
La vérité sur le pacte germano-soviétique	47	221
GAILLARD Jeanne :		
Saint-Empire 1953	46	97
L'histoire à l'heure européenne	50	101
GAILLARD Pol :		
Faux témoignage chrétien ou Qui compromet l'Eglise ?	41	18
A propos des prêtres ouvriers	50	215
GANÇARSKI Bernard :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	279
GAUCHERON Jacques :		
Maïakovski présent	42	80
GEISMANN Pierre :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	274
GRATIOT-ALPHANDERY Hélène :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	228
GUERIN Alain :		
Le groupe des Jeunes Poètes et le réalisme en poésie	41	116
GUGLIELNO Raymond :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	267

	N°	Page
HALBWACHS Francis :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	173
HENTGES Pierre :		
«Siegreich wollen wir...»	49	14
HERVE Pierre :		
François Mauriac, l'enchaîné	41	40
De Trotski à Tito (I)	44	67
— — (II)	46	118
— — (III)	47	113
— — (IV)	48	117
— — (V)	49	106
— — (VI)	50	118
Deux feuilletons		
JAMATI Luc :		
Sur la jeune Poésie	47	211
JDANOV Y. :		
Contre le subjectivisme dans les sciences de la nature	44	104
JOLY Pierre :		
Le réalisme de Cézanne	42	96
JOUVENEL Renaud (de) :		
Problèmes de la musique	46	138
KAHANE Ernest :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	201
KANAPA Jean :		
Feu sur la décadence !	43	51
Présentation	45	1
Avec les manouvriers de la culture française	46	47
La force la plus agissante sur cette terre	47	1
Présentation	48	1
A la lumière nationale (une discussion sur la peinture)	50	6
Les projets de Claude Bourdet	50	219
KOPP Anatole :		
Sur les problèmes de l'architecture moderne	42	105
Le double aspect de l'architecture (Réponse à S. Magnien et P. Braslavsky)	50	163
LAFITTE Victor :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	211
LANGEVIN Luce :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	158
LAZARD Gilbert :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	312
LE CHANOIS Jean-Paul :		
Le pool du spectacle	42	39

	N°	Page
LECŒUR Auguste :		
L'idée « européenne » et les tâches des intellectuels	42	7
LEDUC Victor :		
Le drapeau des libertés	42	61
Rapport introductif aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	131
De l'impuissance comme méthode	48	184
Y a-t-il une culture européenne?	50	230
LEFEBVRE :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	247
LE GUILLANT Louis :		
Les médecins criminels ou la science pervertie	44	82
LE MARCHEIX Charles :		
Rien et tout	49	175
Les envois de Rome	50	213
LENTIN André :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	259
LE NY Jean-François :		
Le bon sourire du patron ou les « relations humaines »	48	69
LEON Antoine :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	240
LOGAN Mark et DOUGLAS Sam :		
Anatomie du MacCarthysme	47	192
LORETTE Jean-Michel :		
A propos de *Lucrèce Borgia*	49	167
MAGNIEN Serge et BRASLAVSKY Pierre :		
Sur l'architecture	48	164
MALLERET-JOINVILLE A. :		
Les fondements de la résistance *(Réponse à M. Alban-Vistel)*	43	1
MARX Karl :		
Le caractère de la Commune	44	94
MATHIEU :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	180
MEI LAN-FANG :		
Le nouvel avenir d'un art classique	42	119
MODIGLIANI Jeanne :		
Légende et vérité de Vincent Van Gogh	44	124
MOUILLAUD Maurice :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	232
Un héros de Thomas Mann, la culture bourgeoise et l'Allemagne	48	54
Les mythes de Von Salomon (Naissance de l'idéologie nazie)	50	24

	N°	Page
NESMEIANOV :		
Sur les échanges culturels	50	233
NETTER Francis et ORCEL Jean :		
Non au Pool atomique !	47	180
NIKOLAIEV V. :		
Sur la littérature progressiste en France	47	159
NOIROT Paul :		
Staline et la fraternité des peuples libérés	45	103
Quand Monsieur Gazier revient de Yougoslavie	48	138
ORCEL Jean :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	194
ORCEL Jean et NETTER Francis :		
Non au pool atomique !	47	180
OUSPENSKAIA Elena :		
Eté (I)	48	197
— (II)	49	195
PERUS Jean :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	209
POPEREN Jean :		
Le MacCarthysme en échec	49	33
PRENANT Marcel :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	194
PROKOFIEV V. :		
Héritage artistique et métier réaliste dans la peinture française actuelle	48	90
QUERE Théo :		
Sur la jeune Poésie	44	149
RICHET Denis :		
Gramsci le géant	50	226
RODINSON Maxime :		
Sionisme et socialisme	43	18
ROUBAUD Jacques :		
Sur la jeune Poésie	44	144
SAVKA K. :		
Légende et vérité de Mozart	47	170
SEGHERS Anna :		
L'homme et son nom (I)	50	239
SOUEF Claude :		
L'affaire du double programme	48	156
SOUEF Claude et COHEN Francis :		
Cinéma « intégré » et cinéma français	49	76
STALINE :		
N'oubliez pas l'Orient !	42	125
A la mémoire du camarade G. Télia	45	5

	N°	Page
SURET-CANALE J. :		
A propos d'un inédit de Karl Marx	44	88
THOMSON George :		
Patrimoine britannique	41	105
TOGLIATTI Palmiro :		
Discours sur Gramsci	46	2
THOREZ Maurice :		
Message	50	1
UHSE Bodo :		
Les écrivains, la paix et l'unité allemande	50	17
VAILLANT-COUTURIER Paul :		
Pour la défense de la culture française	49	1
VARLOOT Jean :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	299
VASSAILS Gérard :		
Le pool atomique	42	22
Louis de Broglie et l'indéterminisme physique	43	133
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	146
VERGNAUD Marguerite :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	180
VERMOREL :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	322
VODEL Henri :		
Sur la Jeune Poésie	47	215
WILLARD Claude :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	261
WURMSER André :		
Sur la Liberté de communication, par F. Nourissier	49	127
Un chapitre de l'*Histoire de la Littérature française*, de MM. Abry, Audic et Crouzet	50	174
ZURFLUH Jean :		
Sur la Jeune Poésie	44	141

TABLE DES MATIÈRES

ARCHITECTURE

	N°	Page
BRASLAVSKY Pierre et MAGNIEN Serge :		
Sur l'architecture	48	164
KOPP Anatole :		
Sur les problèmes de l'architecture moderne	42	105
Le double aspect de l'architecture (*Réponse à S. Magnien et P. Braslavsky*)	50	163

ARTS PLASTIQUES

JOLY Pierre :		
Le réalisme de Cézanne	42	96
KANAPA Jean :		
A la lumière nationale (Une discussion sur la peinture)	50	6
LE MARCHEIX Charles :		
Rien et tout	49	175
Les envois de Rome	50	213
MODIGLIANI Jeanne :		
Légende et vérité de Vincent Van Gogh	44	124
PROKOFIEV V. :		
Héritage artistique et métier réaliste dans la peinture française actuelle	48	90

CINÉMA

CHIARETTI Tommaso :		
Le cinéma italien à la croisée des chemins	43	147
COHEN Francis :		
Limelight de Chaplin, ou l'homme, ça sonne fier	41	87
Staline et le cinéma	45	74
Le Salaire de la peur	46	156

	N°	Page
COHEN Francis et SOUEF Claude : Cinéma « intégré » et cinéma français	50	76
LE CHANOIS Jean-Paul : Le pool du spectacle	42	39
LORETTE Jean-Michel : A propos de *Lucrèce Borgia*	49	167
SOUEF Claude : L'affaire du double programme	48	156

DISCUSSION SUR LA JEUNE POÉSIE

AGOSTINI Jean-Noël	47	208
DUBOIS Jacques	49	145
GUERIN Alain	41	116
JAMATI Luc	47	211
QUERE Théo	44	149
ROUBAUD Jacques	44	144
VODEL Henri	47	215
ZURFLUH Jean	44	141

ÉCONOMIE POLITIQUE

BERNARD Jean : Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	279
LE NY Jean-François : Le bon sourire du patron ou les « relations humaines »	48	69
NOIROT Paul : Staline et la fraternité des peuples libérés	45	103
Quand Monsieur Gazier revient de Yougoslavie	48	138

HISTOIRE

AGULHON Maurice : Méthodes et résultats de l'historiographie soviétique	47	46
BOUVIER Jean : La bataille des notes diplomatiques sur la question allemande	41	28
BOUVIER Jean et GACON Jean : La vérité sur le pacte germano-soviétique	47	221
DUCLOS Jacques : Karl Marx et les luttes révolutionnaires françaises	47	57
GAILLARD Jeanne : Saint-Empire 1953	46	97
L'histoire à l'heure européenne	50	101

	N°	Page
HERVE Pierre :		
De Trotski à Tito (I)	44	67
— — (II)	46	118
— — (III)	47	113
— — (IV)	48	117
— — (V)	49	106
— — (VI)	50	118
MARX Karl :		
Le caractère de la Commune	44	94
SURET-CANALE J. :		
A propos d'un inédit de Karl Marx	44	83
WILLIARD Claude :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	261

LITTÉRATURE

ANISSIMOV Ivan :		
Une épopée nationale : préface aux *Communistes*	49	86
BERGERON Régis :		
La mobilisation des faillis *(A propos de la « N.R.F. » et de « La Parisienne »)*	43	122
Drieu et la (pas) nouvelle N.R.F.	48	175
Meurtre à Kang-Sé, de Gilette Ziegler, *L'Or et le pain*, de René Jouglet	49	162
DAIX Pierre :		
Le procès Baudelaire est ouvert	43	91
Réflexions sur *Roqueblanque*	47	166
Les moyens du romancier	49	154
Un peuple affranchi n'est pas une mauvaise fin de strophe	50	190
DESANTI Dominique :		
La nouvelle « éducation sentimentale »	48	146
Paris avec nous, d'André Stil	50	200
DESANTI Jean-T. :		
De l'impuissance comme méthode	48	184
DIENNE Jean :		
Avant la vente du C.N.E.	48	178
Après la vente du C.N.E.	49	186
DUBOIS Jacques :		
La leçon de Paul Eluard (I)	42	68
— — — (II)	43	105
GAUCHERON Jacques :		
Maïakovski présent		
MOUILLAUD Maurice :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	232
Un héros de Thomas Mann, la culture bourgeoise et l'Allemagne	48	54
Les mythes de Von Salomon (Naissance de l'idéologie nazie)	50	24

	N°	Page
NIKOLAEV V. :		
Sur la littérature progressiste en France	47	159
OUSPENSKAIA Elena :		
Eté (I)	48	197
— (II)	49	195
RICHET Denis :		
Gramsci le géant	50	226
SEGHERS Anna :		
L'homme et son nom (I)	50	239
VARLOOT Jean :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	299
WURMSER André :		
Sur la liberté de communication, par F. Nourissier	49	127
Un chapitre de l'*Histoire de la littérature française*, de MM. Abry, Audic et Crouzet	50	174

MÉDECINE

BAULIEU Emile :		
Un débat sur la Cortisone	41	99
L'accouchement sans douleur a des bases scientifiques	43	138
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	221
CACHIN Yves :		
Le pool de la Santé	42	31
Echec au pool blanc	50	98
D'OELSNITZ Michel :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	324
Les Journées médicales internationales de Nice	49	187
LAFITTE Victor :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	211
LE GUILLANT Louis :		
Les médecins criminels ou la science pervertie	44	32
VERMOREL :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	322

MUSIQUE

JOUVENEL Renaud (de) :		
Problèmes de la musique	46	138
SAVKA K. :		
Légende et vérité de Mozart	47	170

PHILOSOPHIE

	N°	Page
COLOMBEL Jeannette :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	250
DESANTI Jean-T. :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	138
Pourquoi la pensée bourgeoise nie l'objectivité des lois	45	23
Kant est-il existentialiste?	47	66
Monsieur Varagnac au secours de l'Europe	50	112
FOUGEYROLLAS Pierre :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	152
Les impasses du personnalisme	46	79
Jean Lacroix et le dialogue	48	188
A propos du dogmatisme	49	189

POLITIQUE & CULTURE

BACHIR HADJ ALI :		
Contre l'article 80	49	51
BARBUSSE Henri :		
Le couteau entre les dents	47	20
BERGERON Regis :		
Munich n'est pas une tradition française	41	6
BESSE Annie :		
Le pool européen de la matière grise	42	15
Sur l'humanisme socialiste	45	40
Les intellectuels et le problème de l'unité	46	23
BILLOUX François :		
Journées nationales d'études des intellectuels communistes		
Allocution d'ouverture	45	128
Allocution de clôture	45	358
Sur les intellectuels	50	2
CARREL André :		
L'Académie française n'est plus un salon	47	149
CASANOVA Laurent :		
Il a servi son peuple avec honneur	41	2
Après le Congrès de Vienne	42	1
COGNIOT Georges :		
Nos perspectives de travail idéologique après le XIXe Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.	41	52
Conclusion aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	324
DIMITROV Georges :		
Quelle voie choisir?	48	13
DUCLOS Jacques :		
Sur les intellectuels	50	2
HERVE Pierre :		
François Mauriac, l'enchaîné	41	40

	N°	Page
KANAPA Jean :		
Feu sur la décadence !	43	51
Présentation	45	1
Avec les manouvriers de la culture française	46	47
Présentation	48	1
LECŒUR Auguste :		
L'idée « européenne » et les tâches des intellectuels	42	7
LEDUC Victor :		
Rapport introductif aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	131
Y a-t-il une culture européenne?	50	230
NESMEIANOV Alexandre :		
Sur les échanges culturels	50	233
THOMSON George :		
Patrimoine britannique	41	105
THOREZ Maurice :		
Message	50	1
TOGLIATTI Palmiro :		
Discours sur Gramsci	46	2
UHSE Bodo :		
Les écrivains, la paix et l'unité allemande	50	17
VAILLANT-COUTURIER Paul :		
Pour la défense de la culture française	49	1

POLITIQUE GÉNÉRALE

BECKER Henri :		
Les ingénieurs et l'Europe	50	52
BESSE Annie :		
Ce que furent les grèves d'août	48	17
CHAMBAZ Jacques :		
L'Université contre l'Inquisition	48	35
COGNIOT Georges :		
Les communistes et le sionisme	44	3
CREMIEUX Francis :		
Le sionisme et la « question juive »	44	10
DOUGLAS Sam et LOGAN Mark :		
Anatomie du MacCarthysme	47	192
DOUZON Henri-J. :		
Les juristes et la défense des libertés démocratiques	50	140
DUMONT Yvonne :		
Après les élections allemandes	48	45
FREVILLE Jean :		
Staline et la France	45	10
GAILLARD Pol :		
Faux témoignage chrétien ou Qui compromet l'Eglise?	41	18
A propos des prêtres ouvriers	50	215

	N°	Page
HENTGES Pierre :		
«Siegreich wollen wir»	49	14
HERVE Pierre :		
Deux Feuilletons	48	181
KANAPA Jean :		
Le camarade Staline est mort	44	1
La force la plus agissante sur cette terre	47	1
Les projets de Claude Bourdet	50	219
LEDUC Victor :		
Le drapeau des libertés	42	61
MALLERET-JOINVILLE A. :		
Les fondements de la résistance *(Réponse à M. Alban-Vistel)*	43	1
POPEREN Jean :		
Le MacCarthysme en échec	49	33
RODINSON Maxime :		
Sionisme et socialisme	43	18
STALINE :		
N'oubliez pas l'Orient !	42	125
A la mémoire du camarade G. Télia	45	5

SCIENCES

AINI Sadriddin :		
L'héritage d'Avicenne	41	95
CERCLE des CHIMISTES :		
L'exemple de la chimie soviétique	45	61
CHARLES Jean :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	183
Recherche scientifique nationale et pool atomique européen	49	184
Possibilités et devoirs d'une recherche atomique nationale	50	67
Discussion en U.R.S.S. sur la physique quantique	50	224
CHEN PO-TA :		
Discours aux scientifiques	49	63
COHEN Francis :		
La biologie soviétique et nos tâches scientifiques	44	111
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	206
Le pouvoir soviétique et la science	47	90
COTTON Eugène :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	166
GRATIOT-ALPHANDERY Hélène :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	228
HALBWACHS Francis :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	173

	N°	Page
JDANOV Y. :		
Contre le subjectivisme dans les sciences de la nature	44	104
KAHANE Ernest :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	201
LANGEVIN Luce :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	158
LAZARD Gilbert :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	312
LEFEBVRE Henri :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	247
LENTIN André :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	259
LEON Antoine :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	240
MATHIEU :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	180
ORCEL Jean :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	194
ORCEL Jean et NETTER Francis :		
Non au pool atomique !	47	180
PRENANT Marcel :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	194
VASSAILS Gérard :		
Le pool atomique	42	22
Louis de Broglie et l'indéterminisme physique	43	133
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	146
VERGNAUD Marguerite :		
Intervention aux Journées nationales d'études des intellectuels communistes	45	180

THÉATRE

CREMIEUX Francis :		
La Maison dans la nuit, de Thierry Maulnier	49	171
Noces de deuil, de Ph. Hériat, et *La Vérité est morte*, de E. Roblès	50	207
MEI LAN-FANG :		
Le nouvel avenir d'un art classique	42	119

Suzanne de BRUNHOFF : *Les étudiants dans la lutte* 1

TEMOIGNAGES SUR LE COLONIALISME

Aimé CESAIRE : *Le colonialisme n'est pas mort* 11
Ali YATA : *L'exemple du Maroc* 30
Pierre BOITEAU : *Moramanga, l'Oradour malgache* 54
Truong CHINH : *La culture vietnamienne d'hier et d'aujourd'hui* 77
Tran Duc THAO : *Figures du Vietnam nouveau* 101
Claude ROY : *Le devoir de tous* 125

Pierre HERVE : *De Trotski à Tito* (VII-fin) 133
Claude ALFAND et Claude VINCENT : *Où vont les classes moyennes ?* 158

chroniques

LES LIVRES : Chemins vers le réel — par Pierre DAIX.... 169
LES ARTS PLASTIQUES : Chefs-d'œuvre du Musée de Sao-Paulo, Jean Hellion, *Filles*, Gromaire — par Charles LE MARCHEIX 177
LA MUSIQUE : L'évolution de Serge Prokofiev — par Boris NESTIEV 181
LE THEATRE : Richard II, plaidoyer ou procès ? — par Francis CREMIEUX 198
LE CINEMA : Bonjour, Eléphant ! par Armand MONJO — *La Tunique* et l'hypergonar, par Francis COHEN — *Le Tour du Monde de Sadko*, par Marc MAURETTE — Les ciné-clubs et la défense du court métrage, par Jacques ALAIN 207
EXPLICATION DE TEXTES : De l'honnêteté dans l' « observation » journalistique 219
POINTS DE REPERE : Les Accords de Florence et les pays coloniaux — Peintres et sculpteurs en Alger — Soviétiques à Paris — Un essai sur l'esthétique — La confrontation nécessaire — A propos de Von Salomon — Prenez la plume ! 228

et la fin du roman

Anna SEGHERS : *L'HOMME ET SON NOM* 243

Rédaction et Service Abonnements
64, boul. Auguste-Blanqui, PARIS (13e) — Tél. : GOB. 25-42 — C. C. P. Paris 6956-23

Administration
33, rue Saint-André-des-Arts, PARIS (6e) — Tél. : ODE. 73-24

ABONNEMENTS

	1 an	6 mois
France :	1750 frs	900 frs
Etranger :	1900 frs	pas d'abonnement

(Pour tout changement d'adresse, envoyer la **dernière étiquette** et **30 frs en timbres**).

Vente aux Organisations
C.D.L.P., 142, bd. Diderot, PARIS (12e)

Vente aux Libraires
24, rue Racine, PARIS (6e)

A NOS LECTEURS DE L'ÉTRANGER

LES abonnés et lecteurs de LA NOUVELLE CRITIQUE habitant l'Allemagne occidentale, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la Cité du Vatican, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Suisse peuvent désormais souscrire leur abonnement directement au bureau de poste de leur localité.

Ces ABONNEMENTS-POSTE éviteront aux souscripteurs les frais d'expédition de mandat, les difficultés relatives au transfert des devises et les retards qui en découlent.

Tous les bureaux de poste des pays ci-dessus leur fourniront les renseignements nécessaires.

REVUE MENSUELLE **200 frs**